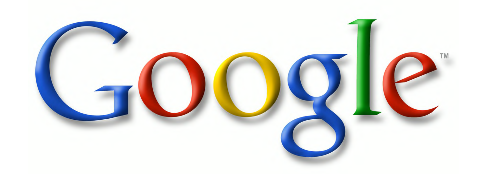
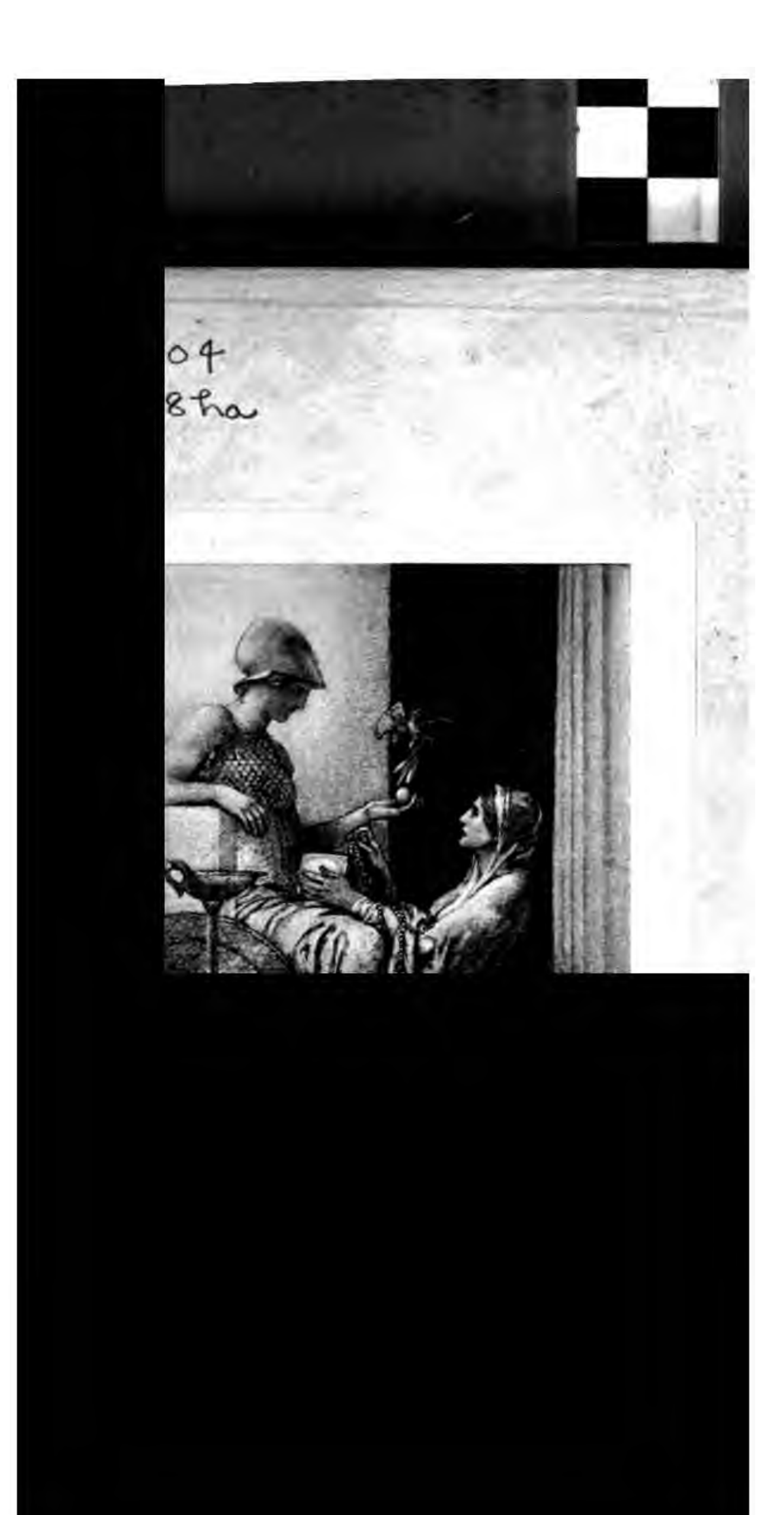








HISTOIRE

DU

CONSULAT

ET DE

L'EMPIRE

TOME XIII

PARIS. IMPRIMÉ PAR HENRI PLON, RUE GARANCIÈRE, 8.



HISTOIRE

DU

CONSULAT

ET DE

L'EMPIRE

FAISANT SUITE

A L'HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

PAR M. A. THIERS

TOME TREIZIÈME



PARIS

PAULIN, LIBRAIRE-ÉDITEUR

60, RUE RICHELIEU

1856

55


302717



HISTOIRE

DU CONSULAT

ET

DE L'EMPIRE.

LIVRE QUARANTE ET UNIÈME.

LE CONCILE.

Naissance du Roi de Rome le 20 mars 1811. — Remise au mois de juin de la cérémonie du baptême. — Diverses circonstances qui dans le moment attristent la France, et compriment l'essor de la joie publique. — Redoublement de défiance à l'égard de la Russie, accélération des armements, et rigueurs de la conscription. — Crise commerciale et industrielle amenée par l'excès de la fabrication et par la complication des lois de douanes. — Faillites nombreuses dans les industries de la filature et du tissage du coton, de la draperie, de la soierie, de la raffinerie, etc. — Secours donnés par Napoléon au commerce et à l'industrie. — A ces causes de malaise se joignent les troubles religieux. — Efforts du Pape et d'une partie du clergé pour rendre impossible l'administration provisoire des diocèses. — Intrigues auprès des chapitres pour les empêcher de conférer aux nouveaux prélats la qualité de vicaires capitulaires. — Brefs du Pape aux chapitres de Paris, de Florence et d'Asti. — Hasard qui fait découvrir ces brefs. — Arrestation de M. d'Astros; expulsion violente de M. Portalis du sein du Conseil d'État. — Rigueurs contre le clergé, et soumission des chapitres récalcitrants. — Napoléon, se voyant exposé aux dangers d'un schisme, projette la réunion d'un concile, dont il espère se servir pour vaincre la résistance du Pape. — Examen des questions que soulève la réunion d'un concile, et convocation de ce concile pour le mois de juin, le jour du baptême du Roi de

LIVRE XLI.

— Suite des affaires extérieures en attendant le baptême et le .— Napoléon retire le portefeuille des affaires étrangères à luc de Cadore pour le confier à M. le duc de Bassano. — Dé- M. de Lauriston pour aller remplacer à Saint-Pétersbourg Caulaincourt. — Lenteurs calculées de son voyage. — En- s de l'empereur Alexandre avec MM. de Caulaincourt et de ton. — L'empereur Alexandre sachant que ses armements ont ué Napoléon, en explique avec franchise l'origine et l'étendue, tache à prouver qu'ils ont suivi et non précédé ceux de la . — Son désir sincère de la paix, mais sa résolution invariable rêter à l'égard du blocus continental aux mesures qu'il a pré- ment adoptées. — Napoléon conclut des explications de l'em- Alexandre que la guerre est certaine, mais différée d'une — Il prend dès lors plus de temps pour ses armements, et dans des proportions plus considérables. — Il dispose toutes pour entreprendre la guerre au printemps de 1812. — Vues et on de sa diplomatie auprès des différentes puissances de l'Eu- — Etat de la cour de Vienne depuis le mariage de Napoléon Marie-Louise; politique de l'empereur François et de M. de nich. — Probabilité d'une alliance avec l'Autriche, ses condi- son degré de sincérité. — État de la cour de Prusse. — Le roi ic-Guillaume, M. de Hardenberg, leurs inquiétudes et leur ue. — Danemark et Suède. — Zèle du Danemark à seconder le continental. — Mauvaise foi de la Suède. — Cette puissance de la paix accordée par la France pour se constituer l'inter- ire du commerce interlope. — Établissement de Gothenbourg à remplacer celui d'Héligoland. — Difficultés relatives à



donne un consentement indirect au système proposé pour l'institution canonique, et renvoie l'arrangement général des affaires de l'Église au moment où on lui aura rendu sa liberté et un conseil. — Retour des trois prélats à Paris. — Réunion du concile le 17 juin. — Dispositions des divers partis composant le concile. — Cérémonial, discours d'ouverture, et serment de fidélité au Saint-Siége. — Les prélats à peine réunis sont dominés par un sentiment commun de sympathie pour les malheurs de Pie VII et d'aversion secrète pour le despotisme de Napoléon. — La crainte les contient. — Premières séances du concile. — Projet d'adresse en réponse au message impérial. — Difficultés de la rédaction. — A la séance où l'on discute cette adresse les esprits s'enflamment, et un membre propose de se rendre en corps à Saint-Cloud pour demander la liberté du Pape. — Le président arrête ce mouvement en suspendant la séance. — Adoption de l'adresse après de nombreux retranchements, et refus de Napoléon de la recevoir. — Rôle modérateur de M. Duvoisin, évêque de Nantes, et de M. de Barral, archevêque de Tours. — Maladresse et orgueil du cardinal Fesch. — La question principale, celle de l'institution canonique, soumise à une commission. — Avis divers dans le sein de cette commission. — Malgré les efforts de M. Duvoisin, la majorité de ses membres se prononce contre la compétence du concile. — Napoléon irrité veut dissoudre le concile. — On l'exhorte à attendre le résultat définitif. — M. Duvoisin engage la commission à prendre pour base les propositions admises par le Pape à Savone. — Cet avis adopté d'abord, n'est accepté définitivement qu'avec un nouveau renvoi au Pape, qui suppose l'incompétence du concile. — Le rapport, présenté par l'évêque de Tournay, excite une scène orageuse dans le concile, et des manifestations presque factieuses. — Napoléon dissout le concile et envoie à Vincennes les évêques de Gand, de Troyes et de Tournay. — Les prélats épouvantés offrent de transiger. — On recueille individuellement leurs avis, et quand on est assuré d'une majorité, on réunit de nouveau le concile le 5 août. — Cette assemblée rend un décret conforme à peu près à celui qu'on désirait d'elle, mais avec un recours au Pape qui n'emporte cependant pas l'incompétence du concile. — Nouvelle députation de quelques cardinaux et prélats à Savone, pour obtenir l'adhésion du Pape aux actes du concile. — Napoléon, fatigué de cette querelle religieuse, ne vise plus qu'à se débarrasser des prélats réunis à Paris, et à profiter de la députation envoyée à Savone pour obtenir l'institution des vingt-sept évêques nommés et non institués. — L'esprit toujours dirigé vers la prochaine guerre du Nord, il se flatte que victorieux encore une fois, le monde entier cédera à son ascendant. — Nouvelles explications avec la Russie. — Conversation de Napoléon avec le prince Kourakin, le soir du 15 août. — Cette conversation laisse peu d'espoir de paix, et porte Napoléon à continuer ses préparatifs avec encore plus d'activité. — Départ des quatrièmes et sixièmes bataillons. — Emploi de soixante mille réfractaires qu'on a obligés de rejoindre. — Manière de les plier au service militaire. — Composition de quatre armées pour la guerre de Russie, et préparation d'une réserve pour l'Espagne. — Voyage de Napoléon

... apparente de la querelle religieuse. — A
du décret du concile, avec des motifs qui ne
rement à Napoléon. — Celui-ci accepte le dis
et renvoie dans leurs diocèses les prélats qui av
cile. — Son retour à Paris en novembre, et son
toutes les affaires intérieures, afin de ne rien la
partant pour la Russie.

Au milieu des événements si dive
qués dont on vient de lire le récit,
vu se réaliser le principal de ses v
obtenu de la Providence un héritie
race, un fils, que la France désirait,
cessé quant à lui d'espérer avec un
fiance dans la fortune.

Le 19 mars 1811, vers neuf heures
pératrice Marie-Louise, après une g
reuse, avait ressenti les premières
l'enfantement. L'habile accoucheur D
couru sur-le-champ, suivi du grand
cette époque, M. Corvisart. Bien que
fût parfaitement constituée, l'accouch
tait pas annoncé avec des circonstan
rassurantes, et M. Dubois n'avait pu s
quelque inquiétude en songeant à la



Mars 1811.

que vous accouchez une marchande de la rue Saint-Denis; vous n'y pouvez pas davantage, et en tout cas sauvez d'abord la mère. — Il chargea M. Corvisart de ne pas quitter M. Dubois, et lui-même ne cessa de prodiguer les soins les plus tendres à la jeune impératrice, et de l'aider par d'affectueuses paroles à supporter ses souffrances. Enfin, le lendemain matin 20 mars, cet enfant auquel de si hautes destinées étaient promises, et qui depuis n'a trouvé sur ses pas que l'exil et la mort à la fleur de ses ans, vint au jour sans aucun des accidents qu'on avait redoutés. Napoléon le reçut dans ses bras avec joie, avec tendresse, et quand il sut que c'était un enfant mâle, il en éprouva un sentiment d'orgueil qui éclata sur son visage, comme si la Providence lui avait donné dans cette circonstance si importante une nouvelle et plus éclatante marque de sa protection. Il présenta le nouveau-né à sa famille, à sa cour, et le remit ensuite à madame de Montesquiou, nommée gouvernante des enfants de France. Le canon des Invalides commença immédiatement à annoncer à la capitale la naissance de l'héritier destiné à régner sur la plus grande partie de l'Europe. Il avait été dit d'avance que si le nouveau-né était un enfant mâle le nombre des coups de canon serait non pas de vingt et un, mais de cent un. La population, sortie des maisons et répandue dans les rues, comptait avec une extrême anxiété les retentissements du canon. Quand le vingt et unième coup fut dépassé, elle ressentit presque autant de joie qu'aux plus belles époques du règne, et, malgré beaucoup de causes de tristesse, dont les unes sont

Mars 1811.

déjà connues, dont les autres vont l'être, elle fut heureuse de voir ce gage de perpétuité donné par la Providence à la dynastie de Napoléon. Pourtant ce n'était plus cette effusion de contentement et d'enthousiasme des premiers temps, alors qu'on ne voyait dans Napoléon que le sauveur de la société, le restaurateur des autels, l'auteur de la grandeur nationale, le guerrier invincible et sage qui ne combattait que pour obtenir une paix glorieuse et durable. De sombres appréhensions, inspirées par ce génie immodéré, avaient refroidi l'affection, troublé la quiétude et alarmé la prévoyance. Toutefois on se livra encore à la joie, et on reprit confiance dans la destinée du grand homme que le ciel semblait favoriser si visiblement.

D'après le décret qui avait qualifié Rome la seconde ville de l'Empire, et à l'imitation des anciens usages germaniques, où le prince destiné à succéder au trône s'appelait roi des Romains avant de recevoir le titre d'empereur, le prince nouveau-né fut appelé Roi de Rome, et son baptême, qui devait s'accomplir avec autant de pompe que le sacre, fut fixé au mois de juin. Pour le moment, on s'en tint à la cérémonie chrétienne de l'ondoiement, et on se contenta d'annoncer cet heureux événement aux divers corps de l'État, aux départements et à toutes les cours de l'Europe.

Singulière dérision de la fortune! cet héritier tant désiré, tant fêté, destiné à perpétuer l'Empire, arrivait au moment où cet empire colossal, sourdement miné de toutes parts, approchait du terme de sa durée! Peu d'esprits, à la vérité, savaient aper-



Mars 1811.

cevoir les causes profondément cachées de sa ruine prochaine, mais de secrètes appréhensions avaient saisi les masses, et le sentiment de la sécurité avait disparu chez elles, bien que celui de la soumission subsistât tout entier. Le bruit d'une vaste guerre au Nord, guerre que tout le monde redoutait instinctivement, surtout celle d'Espagne n'étant pas finie, s'était répandu généralement et avait causé une inquiétude universelle. La conscription, suite de cette nouvelle guerre, s'exerçait avec la plus extrême rigueur; de plus, une crise violente désolait en cet instant le commerce et l'industrie; enfin, la querelle religieuse semblait s'envenimer et faire craindre un nouveau schisme. Tels étaient les divers motifs qui venaient de troubler assez gravement la joie inspirée par la naissance du Roi de Rome.

Causes qui troublent la joie inspirée par la naissance du Roi de Rome.

Napoléon avait passé tout à coup d'un armement de précaution contre la Russie à un armement d'urgence, comme si la guerre avait dû commencer en été ou en automne de la présente année 1811. En effet, la Russie, qui s'était bornée jusqu'ici à quelques travaux sur les bords de la Dwina et du Dnieper, à quelques mouvements de troupes de Finlande en Lithuanie, impossibles sans doute à cacher, mais faciles à expliquer d'une manière spécieuse, la Russie, apprenant de toutes parts le développement chaque jour plus étendu et plus rapide des préparatifs de Napoléon, s'était enfin décidée à la plus grave des mesures, à la plus pénible pour elle, à la plus significative pour l'Europe, celle d'affaiblir ses armées du Danube, ce qui devait mettre en question la conquête si ardemment souhaitée de

Napoléon en apprenant les armements de la Russie précipite ses propres préparatifs, et se prépare à entrer en campagne au mois d'août prochain.

Mars 1811. la Valachie et de la Moldavie. Sur neuf divisions qui agissaient en Turquie, elle en avait ramené cinq en arrière, dont trois jusqu'au Pruth, deux jusqu'au Dnieper. La nouvelle de ce mouvement rétrograde, transmise par nos agents diplomatiques accrédités dans les provinces danubiennes, avait produit sur l'esprit de Napoléon une vive impression. Au lieu de se borner à voir dans un fait pareil la peur qu'il inspirait, il avait pris peur lui-même, et avait cru découvrir dans cette conduite de la Russie la preuve d'intentions non pas défensives, mais agressives. C'était une erreur; mais habitué aux haines de l'Europe, aux perfidies que ces haines avaient souvent amenées, il supposa un secret accord de la Russie avec ses ennemis ouverts ou cachés, avec les Anglais notamment, et il crut que ce ne serait pas trop tôt que de se préparer à la guerre pour les mois de juillet ou d'août de la présente année. Ainsi au lieu de remédier au mal en suspendant ses armements, sauf à les reprendre s'il n'obtenait pas une explication satisfaisante, il l'aggrava en multipliant et accélérant ses préparatifs de manière à ne pouvoir plus ni les cacher ni les expliquer.

Il avait déjà résolu d'envoyer sur l'Elbe les quatrièmes bataillons, car, ainsi que nous l'avons dit, les régiments du maréchal Davout n'en comptaient que trois présents au corps; il se décida à les faire partir immédiatement et à former un sixième bataillon dans ces régiments (le cinquième restant celui du dépôt), ce qui devait permettre de leur fournir cinq bataillons de guerre. Le maréchal Davout s'était tellement appliqué, depuis qu'il résidait dans le



Mars 1811.

Nord, à donner à ses troupes une instruction théorique égale à leur instruction pratique, qu'il était facile de trouver parmi elles les cadres d'un sixième, même d'un septième bataillon par régiment, en sous-officiers sachant lire et écrire et s'étant battus dans l'Europe entière. Pour accélérer l'organisation de ces sixièmes bataillons, Napoléon fit revenir les cadres des bords de l'Elbe à la rencontre des recrues parties des bords du Rhin; il envoya de plus des habits, des souliers, des armes à Wesel, Cologne et Mayence, pour que les hommes pussent en passant se pourvoir de leur équipement complet. Il espérait ainsi porter à cinq divisions françaises le corps du maréchal Davout, sans compter une sixième division qui devait être polonaise et formée des troupes de Dantzig qu'on allait augmenter. Il ordonna des achats de chevaux, surtout en Allemagne, aimant mieux épuiser cette contrée que la France, tira de leurs cantonnements les cuirassiers, les chasseurs, les hussards, destinés à la guerre de Russie, et enjoignit aux colonels de se préparer à recevoir des chevaux et des hommes afin de mettre leurs régiments sur le pied de guerre. Ne croyant pas avoir le temps de porter à cinq ni même à quatre bataillons le corps du Rhin, composé, avons-nous dit, des anciennes divisions qui avaient servi sous Lannes et Masséna, et qui étaient répandues en Hollande et en Belgique, il fit former dans leur sein des bataillons d'élite, dans lesquels devaient être versés les meilleurs soldats de chaque régiment. Il donna le même ordre pour l'armée d'Italie; il prescrivit la réunion et l'équipement sur le pied de guerre de

Mesures employées pour avoir au mois d'août 300 mille hommes sur la Vistule.

Mars 1811.

tous les corps de la vieille et jeune garde qui n'étaient pas en Espagne; il écrivit à tous les princes de la Confédération germanique pour leur demander leur contingent, et se mit ainsi en mesure, pour les mois de juillet et d'août, de porter à 70 mille hommes d'infanterie le corps de l'Elbe, à 45 mille celui du Rhin, à 40 mille celui d'Italie, à plus de 12 mille la garde impériale (total, 167 mille fantassins excellents), à 17 ou 18 mille les hussards et chasseurs, à 15 mille les cuirassiers, à 6 mille les troupes à cheval de la garde (total, 39 ou 40 mille hommes de la plus belle cavalerie), enfin à 24 mille hommes l'artillerie, pouvant servir 800 bouches à feu, indépendamment de 100 mille Polonais, Saxons, Bavarois, Wurtembergeois, Badois, Westphaliens, ce qui faisait plus de 300 mille hommes parfaitement préparés à entrer en campagne sous deux mois.

Napoléon rappela d'Espagne le maréchal Ney, auquel il voulait confier le commandement d'une partie des troupes réunies sur le Rhin. Il destinait le surplus au maréchal Oudinot, déjà rendu en Hollande. Il rappela en outre d'Espagne le général Montbrun, que sa conduite à Fuentès d'Oñoro et dans une foule d'autres occasions désignait comme l'un des premiers officiers de cavalerie de cette époque.

Dans la crainte d'une subite invasion du duché de Varsovie par les Russes, Napoléon donna pour instruction au roi de Saxe et au prince Poniatowski, lieutenant du roi de Saxe en Pologne, de transporter toute l'artillerie, toutes les munitions, tous les objets d'équipement, des places ouvertes ou faible-

ment défendues dans les forteresses de la Vistule, telles que Modlin, Thorn, Dantzig, et à ce sujet il citait à l'un et à l'autre l'exemple de la Bavière, où les Autrichiens étaient toujours entrés avant les Français, mais d'où ils avaient été obligés de sortir presque aussitôt sans avoir pu enlever aucune partie du matériel de guerre. Il recommanda au roi de Saxe de tenir toutes prêtes les troupes saxonnes, afin de pouvoir les porter rapidement sur la Vistule à côté de celles du prince Poniatowski. Les unes et les autres devaient être rangées sous le commandement du maréchal Davout, qui avait ordre, au premier danger, de courir sur la Vistule avec 150 mille hommes, dont 100 mille Français devaient se placer de Dantzig à Thorn, et 50 mille Saxons et Polonais de Thorn à Varsovie. Avec de telles précautions on avait le moyen de répondre à tout acte offensif des Russes, et même de le prévenir.

Mars 1811.

Rigueurs de la conscription

Afin de remplir ses cadres, Napoléon avait été obligé de hâter la levée de la conscription de 1811, ordonnée dès le mois de janvier. Mais il ne s'en était pas tenu à cette mesure : il avait voulu recouvrer l'arriéré des conscriptions antérieures, consistant en soixante mille réfractaires au moins qui n'avaient jamais rejoint. La conscription n'était pas encore entrée dans nos mœurs, comme elle y a pénétré depuis, et la rigueur avec laquelle elle était appliquée alors, le triste sort des hommes appelés, qui avant l'âge viril allaient périr en Espagne, plus souvent par la misère que par le feu, n'étaient pas faits pour disposer la population à s'y soumettre. Dans certaines provinces, et particulièrement dans celles de

Mars 1811.

l'Ouest, du Centre, du Midi, où la bravoure ne manquait pas, mais où la soumission à l'autorité centrale était moins établie, on résistait à la conscription, et il y avait eu à toutes les époques des masses de réfractaires qui avaient refusé de se rendre à l'appel de la loi, ou déserté après s'y être rendus. Ils couraient les bois, les montagnes, partout favorisés par la population, et quelquefois même faisaient la guerre aux gendarmes. Ces hommes, loin d'être des lâches ou des impotents, formaient au contraire la partie la plus brave, la plus hardie, la plus aventureuse de la population, et, en raison même de son énergie, la plus difficile à plier au joug des lois nouvelles. C'était la même espèce d'hommes qui dans la Vendée avait fourni les soldats de l'insurrection royaliste. Plus forts par le caractère, ils l'étaient aussi par l'âge, la plupart d'entre eux se trouvant en état d'insubordination depuis plusieurs années. On était successivement parvenu à recouvrer par des amnisties, des poursuites, des battues de gendarmerie, vingt mille peut-être de ces hommes sur quatre-vingt mille; mais il en restait soixante mille au moins dans diverses provinces de la France, qu'il importait autant de restituer à l'armée à cause de leur qualité, que d'enlever à l'intérieur à cause de leur aptitude à former une nouvelle chouannerie, car ils appartenaient presque tous aux départements où s'était conservé un vieux levain de royalisme.

Napoléon, qui ne ménageait pas les moyens quand le but lui convenait, forma dix ou douze colonnes mobiles, composées de cavalerie et d'infanterie



légères, et choisies parmi les plus vieilles troupes, les plaça sous les ordres de généraux dévoués, leur adjoignit des pelotons de gendarmerie pour les guider, et leur fit entreprendre une poursuite des plus actives contre les réfractaires. Ces colonnes étaient autorisées à traiter militairement les provinces qu'elles allaient parcourir, et à mettre des soldats en garnison chez les familles dont les enfants avaient manqué à l'appel. Ces soldats devaient être logés, nourris et payés par les parents des réfractaires jusqu'à ce que ceux-ci eussent fait leur soumission. C'est de là que leur vint le nom, fort effrayant à cette époque, de *garnisaires*. Si on songe que ces colonnes étaient portées, d'après leur composition, à regarder le refus du service militaire comme un délit à la fois honteux et criminel, qui faisait peser exclusivement sur les vieux soldats les charges de la guerre, si on songe qu'elles avaient pris à l'étranger l'habitude de vivre en troupes conquérantes, on concevra facilement qu'elles devaient commettre plus d'un excès, bien qu'elles fussent dans leur patrie, et que leurs courses, ajoutées au déplaisir de la levée de 1811, devaient en diverses provinces pousser le chagrin de la conscription presque jusqu'au désespoir.

Mars 1811.

Organisation de colonnes mobiles pour la poursuite des réfractaires.

Excès commis par ces colonnes mobiles.

Les préfets, qui avaient la mission de diriger l'esprit des populations dans un sens favorable au gouvernement, furent alarmés, et plusieurs désolés d'une telle mesure. Néanmoins quelques-uns, voulant proportionner leur zèle à la difficulté, exagérèrent encore dans l'exécution les ordres de l'autorité supérieure, et poussèrent, au lieu de les retenir,

Mars 1814.

les colonnes occupées à donner la chasse aux réfractaires. Quelques autres eurent l'honnêteté de faire entendre des supplications en faveur des pauvres parents qu'on ruinait, et parmi ceux-là, M. Lezay-Marnézia, dans le Bas-Rhin, eut le courage de résister de toutes ses forces au général chargé de diriger les colonnes dans son département, et d'écrire au ministre de la police des lettres fort vives destinées à être mises sous les yeux de Napoléon. Mais le plus grand nombre de ces hauts fonctionnaires, gémissant en secret, et se contentant pour toute vertu de ne pas ajouter aux rigueurs prescrites, exécutèrent les ordres reçus plutôt que de renoncer à leurs fonctions.

Situation de l'industrie et du commerce en 1814, soit en Angleterre, soit en France.

Si la population des campagnes avait ses chagrins, celle des villes avait aussi les siens. Ces chagrins étaient causés par une crise industrielle et commerciale des plus graves. Nous avons déjà rapporté les mesures à la fois ingénieuses et violentes que Napoléon avait imaginées pour interdire au commerce anglais les accès du continent, ou pour les lui ouvrir à un prix ruineux dont le trésor impérial recueillait le profit. Ces mesures avaient obtenu, sinon tout l'effet que Napoléon s'en était promis, du moins tout celui qu'on pouvait raisonnablement en attendre, surtout lorsque pour réussir il fallait contrarier les intérêts, les goûts, les penchants, non-seulement d'un peuple, mais du monde presque entier. Sauf quelques introductions clandestines par les Suédois, qui transportaient frauduleusement les marchandises coloniales de Gothenbourg à Stralsund; sauf quelques autres introductions permises dans la Vieille-Prusse



Mars 1811.

autant par négligence que par mauvaise volonté; sauf quelques autres encore effectuées en Russie sous le pavillon américain, les unes et les autres, condamnées à descendre du Nord au Midi, à travers mille dangers de saisie, en se chargeant d'immenses frais de transport, et en payant des tarifs ruineux; sauf, disons-nous, ces rares exceptions, aucune quantité de sucre, de café, de coton, d'indigo, de bois, de marchandises exotiques enfin, ne pouvait sortir d'Angleterre et diminuer la désastreuse accumulation qui s'était opérée à Londres. Cette situation, que nous avons déjà exposée, n'avait fait que s'aggraver. Les fabricants de Manchester, de Birmingham et de toutes les villes manufacturières d'Angleterre, dépassant comme toujours le but offert à leurs avides désirs, avaient produit trois ou quatre fois plus de marchandises que les colonies de toutes les nations n'auraient pu en consommer. Les bâtiments expédiés de Liverpool avaient été obligés de rapporter en Europe une partie de leurs chargements. Un petit nombre ayant trouvé à s'en débarrasser avaient reçu en échange des denrées coloniales qui restaient invendues dans les magasins de Londres, et s'y avilissaient à tel point que ces denrées, comme nous l'avons dit, coûtaient en frais de garde et d'emmagasinement plus que leur prix. C'était pourtant sur ce gage que la banque escomptait le papier des fabricants, et leur en donnait la valeur en billets dont l'augmentation croissante menaçait tous les jours d'une catastrophe. En 1811, la détresse était devenue si grande, que le Parlement britannique, dans la crainte d'une banqueroute gé-

Détresse des manufactures anglaises par suite d'un excès de fabrication.

Mars 1811.

nérale, avait voté un secours au commerce de 6 millions sterling (150 millions de francs) à distribuer à titre de prêt aux fabricants et commerçants les plus embarrassés. Une telle situation, maintenue quelque temps encore, devait aboutir inévitablement ou à une catastrophe financière et commerciale, ou à un désir de la paix irrésistible pour le gouvernement.

Mais il n'est point de combat en ce monde, quelles que soient les armes employées, où l'on puisse faire du mal sans en recevoir. Napoléon n'avait pas pu refouler en Angleterre tant de produits agréables, ou utiles, ou nécessaires aux peuples du continent, sans causer bien des perturbations, et il venait de provoquer en France et dans les pays voisins une crise commerciale et industrielle aussi violente, quoique moins durable heureusement, que celle qui affligeait l'Angleterre. Voici comment cette crise avait été amenée.

Excès de fabrication tout aussi grand dans les manufactures françaises.

Les tissus de coton ayant en grande partie remplacé les tissus de chanvre et de lin, surtout depuis qu'on était parvenu à les produire par des moyens mécaniques, étaient devenus la plus vaste des industries de l'Europe. Les manufacturiers français, ayant à approvisionner l'ancienne et la nouvelle France et de plus le continent presque entier, avaient espéré des débouchés immenses, et proportionné leurs entreprises à ces débouchés supposés. Ils avaient spéculé sans mesure sur l'approvisionnement exclusif du continent, comme les Anglais sur celui des colonies anglaises, françaises, hollandaises et espagnoles. En Alsace, en Flandre, en



Mars 1811.

Normandie, les métiers à filer, à tisser, à imprimer le coton, s'étaient multipliés avec une incroyable rapidité. Les profits étant considérables, les entreprises s'étaient naturellement proportionnées aux profits, et les avaient même infiniment dépassés. L'industrie du coton, sous toutes ses formes, n'avait pas été la seule à prendre un pareil essor; celle des draps, comptant sur l'exclusion des draps anglais, sur la possession exclusive des laines espagnoles, avait pareillement oublié toute réserve dans l'étendue donnée à sa fabrication. L'industrie des meubles s'était aussi fort développée, parce que les meubles français, dessinés alors d'après des modèles antiques, étaient l'objet d'une prédilection générale, et parce que les bois exotiques, se trouvant au nombre des produits coloniaux admis sur licences, permettaient la production à bon marché. L'admission des cuirs en vertu de licences avait également procuré une grande extension à toutes les industries dont le cuir est la matière. La quincaillerie française, fort élégante, mais inférieure alors à celle de l'Angleterre sous le rapport des aciers, avait profité comme les autres de l'exclusion des Anglais. De notables bénéfices avaient encouragé et multiplié ces essais hors de toute proportion.

Ce n'était pas seulement vers la fabrication de ces divers produits que s'était dirigée l'ardeur du moment, mais vers l'introduction des matières premières qui servaient à les créer.

Folles spéculations sur les matières premières.

On courait sur tous les marchés où l'on savait que devaient se vendre des sucres, des cafés, des cotons, des indigos, des bois, des cuirs, on s'en

Mars 1811.

disputait les moindres quantités introduites sur le continent, et on spéculait avec fureur sur ces quantités. Les fonds publics étaient délaissés, parce qu'ils étaient peu abondants et presque invariables dans leur valeur, depuis que Napoléon maintenait la rente cinq pour cent à 80 francs par l'intervention secrète du trésor extraordinaire. Les actions de la banque, seul effet public prenant place à côté des rentes sur l'État, oscillaient entre 1,225 et 1,275 francs, pour un revenu de 50 à 60 francs, et ne dépassaient jamais ces termes extrêmes. Il n'y avait pas là de quoi tenter les spéculateurs, parce qu'il leur faut de grandes chances de gain, même au prix de grandes chances de perte, et ils s'étaient jetés sur les denrées coloniales, qui présentaient ces conditions au plus haut degré. On spéculait donc avec passion sur le sucre, le café, le coton, l'indigo; on courait à Anvers, à Mayence, à Francfort, à Milan, où le gouvernement faisait vendre les marchandises arrivées sur les chariots de l'artillerie, qui avaient porté des bombes et des boulets aux rives de l'Elbe, et en avaient rapporté du sucre et du café. Les bois eux-mêmes, qu'on savait indispensables à Napoléon pour les nombreux vaisseaux qu'il avait en construction dans tous les chantiers de l'Empire, étaient devenus l'objet d'un agiotage effréné, et sur la base mobile et dangereuse de ces spéculations on créait de brillants édifices de fortune, paraissant et disparaissant tour à tour aux yeux d'un public surpris, émerveillé et jaloux.

Dans un si grand essor, la prudence avait été naturellement la vertu la moins observée, et on avait

Mars 1811.

Moyens artificiels de crédit employés pour soutenir les spéculations engagées.

spéculé non-seulement au delà des besoins à satisfaire, mais au delà des moyens de payer. Tandis que l'industrie produisait beaucoup plus qu'elle ne pouvait vendre, les agioteurs sur les matières premières cherchaient à en acheter beaucoup plus que l'industrie n'aurait pu en employer, et par une conséquence inévitable en faisaient monter la valeur à des prix exagérés. Pour solder tous ces marchés imprudents, on avait créé des moyens artificiels de crédit. Ainsi une maison de Paris, se livrant au commerce des bois de construction et des denrées coloniales, tirait jusqu'à quinze cent mille francs par mois sur une maison d'Amsterdam qui lui prêtait son crédit; celle-ci tirait sur d'autres, et ces dernières à leur tour tirant sur Paris pour se rembourser, on avait créé de la sorte des ressources fictives, que dans la langue familière du commerce on appelle *papier de circulation*. La police, épiant tout, mais ne comprenant pas tout, avait cru voir dans cet artifice commercial une trame des partis qu'elle s'était hâtée de dénoncer à l'Empereur. Celui-ci offusqué d'abord, avait fini par se rassurer en apprenant par le ministre du trésor le secret de cette prétendue conspiration [1].

Impudent étalage des fortunes subitement acquises.

On n'avait pas mis plus de réserve dans la manière de jouir de ses profits que dans les moyens de se les procurer. Les nouveaux enrichis s'étaient empressés d'étaler leurs fortunes rapidement acquises, et d'acheter de la caisse d'amortissement les hôtels,

[1] J'ai trouvé toute une correspondance du ministre de la police et du ministre du trésor sur ce fait singulier, qui offusqua longtemps l'autorité avant qu'elle fût parvenue à se l'expliquer.

Mars 1811.

les châteaux de l'ancienne noblesse, dont l'État avait hérité sous le titre de biens nationaux. On ne les achetait plus comme autrefois à vil prix et avec des assignats, mais contre argent, contre beaucoup d'argent, et sans répugnance, parce que vingt ans écoulés depuis la confiscation avaient fait perdre le souvenir de l'injustice de l'État et du malheur des anciens propriétaires. C'était là cette ressource des aliénations de biens dont Napoléon se servait de temps en temps pour compléter ses budgets, surtout dans les pays conquis, et que la caisse d'amortissement lui avait ménagée, en vendant à propos, peu à peu, et avec la prudence convenable, les immeubles qu'on lui livrait. Il y avait à Paris des manufacturiers justement enrichis par leur travail, des spéculateurs sur denrées coloniales enrichis d'une manière moins honorable, qui possédaient les plus beaux domaines, et les mieux qualifiés [1].

Ce débordement de spéculations, de fortunes subites, de jouissances immodérées, avait pris naissance depuis plusieurs années, s'était arrêté un instant en 1809 par suite de la guerre d'Autriche, avait repris à la paix de Vienne, s'était développé sans obstacle et sans mesure dans tout le cours de l'année 1810, et avait enfin abouti au commencement de 1811 à la catastrophe inévitable, qui suit toujours les exagérations industrielles et commerciales de cette nature.

Accident qui fait éclater la crise depuis longtemps menaçante.

Depuis quelque temps on ne vivait que des crédits

[1] C'est encore dans la correspondance du ministre du trésor, analysant pour Napoléon la cause de la plupart des banqueroutes du temps, que j'ai trouvé la preuve de ce fait curieux et digne de remarque.

Mars 1811.

fictifs qu'on se prêtait les uns aux autres, surtout entre Hambourg, Amsterdam et Paris, lorsqu'une dernière vente, exécutée à Anvers pour le compte du gouvernement, et consistant en cargaisons américaines, attira un grand nombre d'acheteurs. Il s'agissait d'environ 60 millions de marchandises à acheter et à payer. Napoléon, remarquant l'embarras qui commençait à se révéler, accorda des délais pour le payement; mais tout le monde s'était aperçu de cette gêne, et il n'en fallait pas davantage pour faire naître la méfiance. Au même moment, des maisons considérables de Brême, de Hambourg, de Lubeck, qui s'étaient adonnées au commerce plus ou moins licite des denrées coloniales, gênées d'abord par le blocus continental, bientôt paralysées tout à fait par la réunion de leur pays à la France, succombaient, ou renonçaient volontairement aux affaires. Ce concours de causes amena enfin la crise. Une grande maison de Lubeck donna le signal des banqueroutes. La plus ancienne, la plus respectable des maisons d'Amsterdam, qui par l'appât de fortes commissions s'était laissé entraîner à prêter son crédit aux négociants de Paris les plus téméraires, suivit le triste signal parti de Lubeck. Les maisons de Paris qui vivaient des ressources qu'elles devaient à cette maison hollandaise, virent sur-le-champ l'artifice de leur existence mis à découvert. Elles se plaignirent, jetèrent de grands cris, et vinrent implorer les secours du gouvernement. Napoléon qui sentait bien, sans l'avouer, la part qu'il avait dans cette crise, et qui ne voulait pas que la naissance d'un héritier du trône qu'on avait tant désirée, qu'on

Secours donnés par Napoléon aux maisons embarrassées.

Mars 1811.

venait d'obtenir, et qu'on allait bientôt solenniser, fût accompagnée de circonstances attristantes, se hâta d'annoncer qu'il était prêt à aider les maisons embarrassées. Il voulait avec raison le faire vite et sans bruit pour le faire efficacement. Par malheur les opinions personnelles de son ministre du trésor, et l'étrange vanité de l'une des maisons secourues, s'opposèrent à ce que ses intentions fussent exactement suivies. M. Mollien, répugnant aux expédients même utiles, contesta en théorie le principe des secours au commerce. Napoléon n'en tint pas compte, et lui ordonna de secourir un certain nombre de maisons. Mais le ministre se dédommagea de sa défaite en contestant à ces maisons ou la sûreté des gages qu'elles offraient, ou la possibilité de les sauver. Il en résulta une grande perte de temps. De plus, l'une d'elles, se vantant d'une bienfaisance dont le bienfaiteur ne se vantait pas lui-même, proclama ce que le gouvernement avait fait pour elle. Alors tout l'avantage des secours prompts et secrets fut perdu. On sut qu'on était en crise, et on se livra à la panique accoutumée. Bientôt ce fut un chaos de maisons s'écroulant les unes sur les autres, et s'entraînant réciproquement dans leur chute. Napoléon, suivant son usage, ne se laissant pas intimider par la difficulté, secourut publiquement et à plusieurs reprises les principales maisons embarrassées, malgré tout ce que put lui dire le ministre du trésor. Mais il n'eut la satisfaction de sauver qu'une très-petite partie des commerçants et des manufacturiers auxquels il s'était intéressé.

Longue suite de banqueroutes.

Les maisons qui avaient spéculé sur les sucres,



Mars 1811.

les cafés, les cotons, les bois de construction, furent frappées les premières. Vinrent après celles qui n'avaient pas spéculé sur les matières premières, mais qui avaient filé, tissé, peint des toiles de coton au delà des besoins de la consommation, et qui vivaient des crédits que leur accordaient certains banquiers. Ces crédits venant à leur manquer, elles succombèrent. Les villes de Rouen, Lille, Saint-Quentin, Mulhouse, furent comme ravagées par un fléau destructeur. Après l'industrie du coton, celle des draps eut son tour. Une riche maison d'Orléans, vouée depuis un siècle au commerce des laines, voulut s'emparer de toutes celles que le gouvernement avait saisies en Espagne et faisait vendre à l'encan. Elle acheta sans mesure, revendit à des fabricants qui fabriquaient sans mesure aussi, leur prêta son crédit, mais en revanche emprunta le leur en créant une masse de papier qu'elle tirait sur eux, et que des banquiers complaisants escomptaient à un taux usuraire. Ces banquiers s'étant arrêtés, tout l'échafaudage s'écroula, et une seule maison de province fit ainsi une faillite de douze millions, somme très-grande aujourd'hui, bien plus grande en ce temps-là. L'exclusion des draps français de la Russie fut un nouveau coup pour la draperie. L'industrie de la raffinerie, qui avait spéculé sur les sucres, celle des peaux préparées, qui avait spéculé sur les cuirs introduits au moyen des licences, furent gravement atteintes comme les autres. Enfin la soierie, qui avait beaucoup fabriqué, mais qui n'avait pas commis autant d'excès, parce qu'elle était une industrie ancienne, expérimentée, moins

Mars 1811.

étourdie par la nouveauté et l'exagération des bénéfices, reçut un coup sensible par les derniers règlements commerciaux de la Russie, et par la ruine des maisons de Hambourg, qui, à défaut des Américains, servaient à l'exportation des produits lyonnais. Le resserrement de tous les crédits, s'ajoutant à la subite privation des débouchés, causa une suspension générale de la fabrication à Lyon.

Nombreuses classes d'ouvriers restés sans ouvrage.

Bientôt des masses d'ouvriers se trouvèrent sans ouvrage en Bretagne, en Normandie, en Picardie, en Flandre, dans le Lyonnais, le Forez, le comtat Venaissin, le Languedoc. A Lyon, sur 14 mille métiers, 7 mille cessèrent de fabriquer. A Rouen, à Saint-Quentin, à Lille, à Reims, à Amiens, les trois quarts des bras au moins restèrent oisifs dès le milieu de l'hiver, et pendant tout le printemps. Napoléon, fort affligé de ces ruines accumulées, et plus particulièrement de ces souffrances populaires, voulait y pourvoir à tout prix, craignant l'effet qu'elles pouvaient produire au moment des fêtes qu'il préparait pour la naissance de son fils. Il tenait conseils sur conseils, et apprenait trop tard qu'il y a des tourmentes contre lesquelles le génie et la volonté d'un homme, quelque grands qu'ils soient, ne peuvent rien. Ce n'était pas son système d'exclusion à l'égard des Anglais qui était la cause du mal, car on commet des excès de production dans les pays où le commerce est complétement libre tout aussi bien que dans ceux où il ne l'est pas, et même davantage. Mais ses combinaisons compliquées avaient contribué aux folles spéculations sur les matières premières; l'usurpation de la souveraineté de Ham-



Mars 1811.

bourg y avait précipité la ruine de maisons indispensables au vaste échafaudage du crédit continental de cette époque; ses dernières ventes avaient hâté la crise, et ses secours, par suite des opinions personnelles de son ministre, avaient été trop lents ou trop contestés. Enfin son fameux tarif de 50 pour cent prolongeait le mal, car les manufacturiers, qui commençaient à se débarrasser de leurs produits fabriqués, et qui auraient voulu se remettre à travailler, ne l'osaient pas à cause de la cherté des matières premières provenant de l'élévation des droits. Aussi le tissage, la filature, la raffinerie, la tannerie étaient-ils absolument suspendus. On ne fabriquait pas moins, on ne fabriquait plus du tout.

Moyens de tout genre employés par Napoléon pour hâter la reprise des affaires.

Repoussant les théories de M. Mollien, et tenant des conseils fréquents avec les ministres de l'intérieur et des finances, avec le directeur général des douanes et plusieurs fabricants ou banquiers éclairés, tels que MM. Ternaux et Hottinguer, Napoléon imagina un moyen qui eut quelques bons effets : ce fut d'opérer en très-grand secret, et à ses frais, mais en apparence pour le compte de grosses maisons de banque, des achats à Rouen, à Saint-Quentin, à Lille, de manière à faire supposer que la vente reprenait naturellement. A Amiens, il prêta secrètement aux manufacturiers qui continuaient à fabriquer des lainages des sommes égales au salaire de leurs ouvriers. A Lyon, il commanda pour plusieurs millions de soieries destinées aux résidences impériales. Ces secours ne valaient pas sans doute une reprise réelle des affaires, mais ils ne furent pas sans influence, à Rouen surtout, où des achats

Mars 1811. d'origine inconnue prirent l'apparence d'achats véritables, et firent croire que le mouvement commercial recommençait. En tout cas, ils permirent d'attendre moins péniblement la renaissance effective des affaires.

C'était spécialement la ville de Paris, dont le peuple vif, enthousiaste, patriote, s'était montré fort sensible à la gloire du règne, et dans laquelle une foule de princes allaient se rendre pour le baptême du Roi de Rome, qui intéressait plus que toute autre la sollicitude de Napoléon. Il avait déjà éprouvé que les fabrications pour l'usage des troupes s'exécutaient très-bien à Paris. Il ordonna sur-le-champ une immense confection de caissons, de voitures d'artillerie, de harnais, d'habits, de linge, de chaussure, de chapellerie, de buffleterie. Il fit en même temps commencer plus tôt que de coutume, et dans des proportions plus vastes, les travaux annuels des grands monuments de son règne.

Du reste, cette situation, quelque pénible qu'elle fût, avait cependant un avantage essentiel sur celle de l'Angleterre. Le temps devait bientôt l'améliorer en faisant disparaître la surabondance des produits fabriqués, en amenant les Américains, qui déjà s'apprêtaient à venir, et qui allaient remplacer les Hambourgeois et les Russes dans nos marchés, et nous apporter les cotons, les teintures dont l'industrie avait un pressant besoin. La situation des Anglais, au contraire, si on persistait à bloquer leur commerce, sans leur donner aucun allié sur le continent, devait devenir prochainement intolérable.

Néanmoins, pour le moment, la situation de l'in-



Mars 1811.

Discours de Napoléon aux députations des chambres de commerce.

dustrie et du commerce français était extrêmement critique. Napoléon reçut les députations des chambres de commerce, et en son langage original, familier, plein de vigueur, leur tint un discours dont il voulut qu'on divulguât autant que possible le sens et les principales expressions. Tour à tour questionnant ou écoutant, mêlant les paroles caressantes aux boutades les plus vives, il parla à ces députations à peu près dans les termes suivants : — J'ai l'oreille ouverte à ce qui se dit dans vos comptoirs, et je sais les propos que vous tenez dans vos familles et entre vous sur ma politique, sur mes lois, sur ma personne. Il ne connaît que son métier de soldat, répétez-vous souvent, il n'entend rien au commerce, et il n'a personne autour de lui pour lui apprendre ce qu'il ignore. Ses mesures sont extravagantes, et ont causé notre ruine actuelle. Vous qui dites tout cela, c'est vous qui n'entendez rien au commerce et à l'industrie. D'abord la cause de votre ruine présente, ce n'est pas moi, c'est vous. Vous avez cru qu'on pouvait faire sa fortune en un jour comme on la fait quelquefois à la guerre en gagnant une bataille. Mais il n'en est pas ainsi dans l'industrie : c'est en travaillant toute sa vie, en se conduisant sagement, en ajoutant aux produits de son travail les accumulations de son économie, qu'on devient riche. Mais parmi vous les uns ont voulu spéculer sur les brusques variations de prix des matières premières, et ils s'y sont trompés souvent; au lieu de faire leur fortune, ils ont fait celle d'autrui. D'autres ont voulu fabriquer dix aunes d'étoffe quand ils n'avaient des débouchés

Mars 1811.

que pour cinq, et ils ont perdu là où ils auraient dû gagner. Est-ce ma faute à moi si l'avidité a troublé le sens à beaucoup d'entre vous! Mais avec de la patience on répare jusqu'à ses propres erreurs, et en travaillant plus sensément on recouvre ce qu'on a perdu. Vous avez commis des fautes cette année, vous serez plus sages et plus heureux l'année prochaine. Quant à mes mesures, que savez-vous si elles sont bonnes ou mauvaises? Enfermés dans vos ateliers, ne connaissant les uns que ce qui concerne la soie ou le coton, les autres que ce qui concerne le fer, les bois, les cuirs, n'embrassant pas l'ensemble des industries, ignorant les vastes rapports des États entre eux, pouvez-vous savoir si les moyens que j'emploie contre l'Angleterre sont efficaces ou nuisibles? Demandez cependant à ceux d'entre vous qui sont allés furtivement à Londres pour s'y livrer à la contrebande, demandez-leur ce qu'ils y ont vu? Je sais leur langage comme le vôtre, car je suis informé de tous vos actes et de tous vos discours. Ils sont revenus étonnés de la détresse de l'Angleterre, de l'encombrement de ses magasins, de la baisse croissante de son change, de la ruine de son commerce, et beaucoup à leur retour ont dit de moi et de mes mesures : « *Ce diable d'homme* pourrait bien avoir raison! » Eh bien, oui, j'ai raison, et plus vite que je ne m'en étais flatté, car l'Angleterre en est arrivée à un état presque désespéré beaucoup plus tôt que je ne l'aurais cru. Elle a saturé de ses produits les colonies de l'Espagne, les siennes, les vôtres, pour je ne sais combien d'années. On n'a pas pu la payer, ou bien quand on l'a



Mars 1811.

pu on lui a donné en payement du sucre, du café, du coton, dont j'ai détruit la valeur dans ses mains. Sur ce sucre, ce coton, ce café, les négociants tirent des lettres de change qui vont à la Banque, et qui s'y convertissent en papier-monnaie. Le gouvernement, pour solder ses armées, sa marine, tire aussi sur la Banque, et cause de nouvelles émissions de ce papier-monnaie. Que voulez-vous que cela devienne après un peu de temps? Il faut bien que cet édifice s'écroule. En sommes-nous là ? Non. Je vous ai débarrassés du papier-monnaie, et à peine s'il reste quelques rentes pour placer les économies des petits rentiers. L'Europe m'a fourni en numéraire près d'un milliard de contributions de guerre; j'ai encore 200 millions en or ou argent dans mon trésor, je touche par an 900 millions en impôts bien répartis, et qui s'acquittent en numéraire, et vous avez le continent entier pour y écouler vos produits. La partie n'est donc pas égale entre l'Angleterre et nous. Il faut tôt ou tard qu'elle succombe. Il lui reste bien quelques issues en Suède, en Prusse, et *plus loin* (allusion à la Russie), par lesquelles les produits anglais continuent à s'infiltrer en Europe. Mais soyez tranquilles, j'y mettrai ordre. Il y a des fraudeurs encore, je saurai les atteindre. Ceux qui échapperont à mes douaniers n'échapperont pas à mes soldats, et je les poursuivrai partout, partout, entendez-vous. —

En prononçant ces derniers mots, Napoléon était menaçant au plus haut point, et il y avait toute une nouvelle guerre dans ses gestes, son accent, ses regards. Il reprenait et disait : — Cette guerre à l'An-

Mars 1811.

gleterre est longue et pénible, je le sais. Mais que voulez-vous que j'y fasse? Quels moyens voulez-vous que je prenne? Apparemment, puisque vous vous plaignez tant de ce que la mer est fermée, vous tenez à ce qu'elle soit ouverte, à ce qu'une seule puissance n'y domine pas aux dépens de toutes les autres, et n'enlève pas les colonies de toutes les nations, ou ne s'arroge pas une sorte de tyrannie sur tous les pavillons? Pour moi, je suis irrévocablement fixé à cet égard; je n'abandonnerai jamais le droit des neutres, je ne laisserai jamais prévaloir le principe que le pavillon ne couvre pas la marchandise, que le neutre est obligé d'aller relâcher en Angleterre pour y payer tribut. Si j'avais la lâcheté de supporter de telles théories, vous ne pourriez bientôt plus sortir de Rouen ou du Havre qu'avec un passe-port des Anglais. Mes décrets de Berlin, de Milan seront lois de l'Empire jusqu'à ce que l'Angleterre ait renoncé à ses folles prétentions. Les Américains me demandent à reparaître dans nos ports, à vous apporter du coton et à emporter vos soies, ce qui sera pour vous un grand soulagement. Je suis prêt à y consentir, mais à condition qu'ils auront fait respecter en eux les principes que je soutiens, et qui sont aussi les leurs, comme ils sont ceux de toutes les nations maritimes, et que s'ils n'ont pu obtenir de l'Angleterre qu'elle les respectât en eux-mêmes, ils lui déclareront la guerre; sinon, quelque besoin que vous ayez d'eux, je les traiterai comme Anglais, je leur fermerai mes ports, et j'ordonnerai de leur courir sus! Comment voulez-vous que je fasse? Sans doute, si j'avais pu



Mars 1811.

former des amiraux, aussi bien que j'ai formé des généraux, nous aurions battu les Anglais, et une bonne paix, non pas une paix plâtrée comme celle d'Amiens, cachant mille ressentiments implacables, mille intérêts non réconciliés, mais une solide paix, serait rétablie. Malheureusement je ne puis pas être partout. Ne pouvant pas battre les Anglais sur mer, je les bats sur terre, je les poursuis le long des côtes du vieux continent. Toutefois je ne renonce pas à les atteindre sur mer, car nos matelots sont pour le moins aussi braves que les leurs, et nos officiers de mer vaudront ceux de la marine britannique dès qu'ils se seront exercés. Je vais avoir cent vaisseaux du Texel à Venise; je veux en avoir deux cents. Je les ferai sortir malgré eux; ils perdront une, deux batailles, ils gagneront la troisième, ou au moins la quatrième, car il finira bien par surgir un homme de mer qui fera triompher notre pavillon, et en attendant je tiendrai mon épée sur la poitrine de quiconque voudrait aller au secours des Anglais. Il faudra bien qu'ils succombent, quand même l'enfer conspirerait avec eux. Cela est long, j'en conviens; mais vous y gagnez en attendant de développer votre industrie, de devenir manufacturiers, de remplacer sur le continent les tissus de l'Angleterre, ses quincailleries, ses draps. C'est, après tout, un assez beau lot que d'avoir le continent à pourvoir. Le monde change sans cesse; il n'y a pas un siècle qui ressemble à un autre. Jadis il fallait pour être riche avoir des colonies, posséder l'Inde, l'Amérique, Saint-Domingue. Ces temps-là commencent à passer. Il faut être manufacturier, se pourvoir soi-même de ce

allait chercher chez les autres, faire ses indien-
son sucre, son indigo. Si j'en ai le temps, vous
querez tout cela vous-mêmes, non que je dé-
e les colonies et les spéculations maritimes, il
faut, mais l'industrie manufacturière a une im-
nce au moins égale, et tandis que je tâche de
er la cause des mers, l'industrie de la France se
oppe et se crée. On peut donc attendre dans
osition pareille. Pendant ce temps, Bordeaux,
bourg souffrent; mais s'ils souffrent aujour-
, c'est pour prospérer dans l'avenir par le réta-
ment de la liberté des mers. Tout a son bien
mal. Il faut savoir souffrir pour un grand but,
n tout cas, cette année ce n'est pas pour ce
l but que vous avez souffert, c'est par suite de
ropres fautes. Je sais vos affaires mieux que
ne savez les miennes. Conduisez-vous avec
ence, avec suite, et ne vous hâtez pas de me



Tels étaient les discours par lesquels Napoléon embarrassait, subjuguait ses interlocuteurs du commerce, et les éblouissait sans les convaincre, quoiqu'il eût raison contre eux sur presque tous les points. Mais c'est un sujet d'éternelle surprise de voir combien on est sage quand on conseille les autres, en l'étant si peu quand il s'agit de se conseiller soi-même. Napoléon avait raison quand il disait à ces négociants qu'ils souffraient par suite de leurs fautes, pour avoir les uns trop produit, les autres trop spéculé, qu'il était obligé de conquérir la liberté des mers, pour la conquérir de combattre l'Angleterre, pour combattre l'Angleterre de gêner les mouvements du commerce, et qu'en attendant l'industrie de la France et celle du continent naissaient de cette gêne elle-même. Mais il eût été bien embarrassé si l'un de ces spéculateurs sur les sucres ou sur les cotons avait demandé à lui, spéculateur d'un autre genre, si, pour combattre l'Angleterre, il lui était absolument nécessaire de conquérir les couronnes de Naples, d'Espagne, de Portugal, et d'en doter ses frères; si cette difficulté d'établir sa dynastie sur tant de trô- Mars 1811.

analyser, résumer un discours tenu d'une manière certaine par un personnage, mais à condition que ce discours ait été véritablement tenu, que le sens soit exactement le même, et la forme aussi, quand on a pu la retrouver. C'est ce que j'ai toujours fait dans cette histoire, c'est ce que je viens de faire dans le discours dont il s'agit. Ce discours, adressé aux chambres de commerce, fut reproduit par une foule de journaux allemands, commenté par toutes les diplomaties, envoyé à la cour de Russie, recueilli par la police, et quoique dispersé dans la mémoire des contemporains, conservé pourtant de manière à pouvoir être recueilli dans ses traits principaux. Nous n'hésitons donc pas à affirmer qu'il est vrai dans sa substance, et même vrai dans sa forme pour la plupart des traits lancés par Napoléon à ses interlocuteurs industriels.

Mars 1811.

nes n'avait pas singulièrement accru la difficulté de triompher des prétentions maritimes de l'Angleterre; si, avec les Bourbons tremblants et soumis à Madrid et à Naples, il n'eût pas obtenu autant de concours à ses desseins que de ses frères à demi révoltés; si tous les soldats français dispersés à Naples, à Cadix, à Lisbonne, il n'eût pas mieux fait de les risquer entre Calais et Douvres; si, en tout cas, la nécessité de ces conquêtes admise, il n'aurait pas dû commencer par jeter lord Wellington à la mer, en se contentant du blocus tel que la Russie le pratiquait, au lieu de changer tout à coup de système, de laisser les Anglais triomphants dans la Péninsule pour aller chercher au Nord une nouvelle guerre d'un succès douteux, sous prétexte d'obtenir dans l'observation du blocus un degré d'exactitude dont il n'avait pas indispensablement besoin pour réduire le commerce britannique aux abois, et si changer sans cesse de plan, courir d'un moyen à un autre avant d'en avoir complétement employé aucun, tout cela par mobilité, orgueil, désir de soumettre l'univers à ses volontés, était une manière directe et sûre de venir à bout de l'ambition tyrannique de l'Angleterre.

Ce questionneur hardi, qui sans doute aurait fort embarrassé Napoléon, ne se trouva point, et la vérité ne fut pas dite; mais taire la vérité c'est cacher le mal sans l'arrêter. Ses ravages secrets sont d'autant plus dangereux qu'ils se révèlent tous à la fois, et quand il n'est plus temps d'y remédier.

Aux souffrances de la conscrip-

Aux deux causes de malaise que nous venons de faire connaître, la conscription et la crise commer-




ciale, s'en était joint une troisième : c'étaient les troubles religieux récemment aggravés par une nouvelle saillie de la vive volonté de Napoléon.

Mars 1811.

tion et d'une crise commerciale viennent se joindre les froissements produits par les dissensions religieuses.

On a vu plus haut à quel point on en était resté avec le Pape détenu à Savone. Napoléon lui avait envoyé les cardinaux Spina et Caselli pour en obtenir d'abord, au moyen de pourparlers bienveillants, l'institution canonique des évêques nommés, ce qui était la principale des difficultés avec l'Église, et ensuite pour le sonder sur un arrangement de tous les démêlés de l'Empire avec la Papauté. Napoléon voulait toujours faire accepter à Pie VII la suppression du pouvoir temporel du Saint-Siége, la réunion de Rome au territoire de l'Empire, l'établissement d'une papauté dépendante des nouveaux empereurs d'Occident, faisant sa résidence à Paris ou à Avignon, jouissant de beaux palais, d'une dotation de deux millions de francs, et de beaucoup d'autres avantages encore, mais placée sous l'autorité de l'empereur des Français, comme l'Église russe sous l'autorité des czars, et l'islamisme sous l'autorité des sultans. Pie VII avait d'abord assez froidement accueilli les deux cardinaux, s'était ensuite adouci à leur égard, ne s'était point montré absolument contraire à l'institution canonique des évêques nommés, mais peu disposé à la donner prochainement, afin de conserver un moyen efficace de contraindre Napoléon à s'occuper des affaires de l'Église, et avait paru décidé à ne point accepter les avantages matériels qu'on lui offrait, ne demandant, disait-il, que deux choses, les Catacombes pour résidence, et quelques cardinaux fidèles pour le conseiller, pro-

Résultat de la mission des deux cardinaux envoyés à Savone.

ant, si on lui accordait la liberté, la pauvreté
conseil, de mettre à jour toutes les affaires
euses en retard, et de ne rien faire pour pro-
er à la révolte le peuple au sein duquel il irait
r sa déchéance temporelle.

oique revenus sans rien obtenir, les deux car-
x avaient cependant été amenés à penser que
pe ne serait pas invincible, qu'avec de bons
ments, en lui accordant un conseil dont il pût
r pour expédier les affaires de l'Église, il re-
drait ses fonctions pontificales sans même sortir
vone, et en se résignant à y vivre parce qu'il
it, et parce que dans cette espèce de prison il
onsacrait rien par son adhésion, tandis qu'en
ssant transporter à Avignon ou à Paris, en ac-
nt des dotations, il sanctionnerait les actes
riaux par le concours qu'il leur aurait donné.
entretiens que le Pape avait eus depuis avec



ques nommés, ce qui permettait à ceux-ci de gouverner au moins comme administrateurs leurs nouveaux diocèses. Le cardinal Maury, nommé archevêque de Paris à la place du cardinal Fesch, et non institué encore, administrait de la sorte le diocèse de Paris. Seulement il avait beaucoup de contrariétés à supporter de la part de son chapitre, et, comme nous l'avons dit ailleurs, lorsque dans certaines cérémonies religieuses il voulait faire porter la croix devant lui, ce qui est le signe essentiel de la dignité épiscopale, quelques chanoines dociles restaient, les autres, M. l'abbé d'Astros en tête, s'enfuyaient avec une affectation offensante.

Mars 1811.

Napoléon faisait entendre les rugissements du lion à chaque nouvelle inconvenance du clergé, mais il ne s'y arrêtait pas longtemps, comptant sur le prochain arrangement de toutes les affaires ecclésiastiques à la fois. Cependant, des rapports venus de Turin, de Florence et de Paris, lui révélèrent coup sur coup une trame ourdie dans l'ombre par des prêtres et des dévots fervents, afin de rendre impossible le mode provisoire d'administration imaginé pour les églises. Le Pape avait secrètement écrit à divers chapitres pour les engager à ne pas reconnaître comme vicaires capitulaires les évêques nommés et non institués. Il se fondait sur certaines règles canoniques assez mal interprétées, et soutenait que ce mode d'administration était contraire aux droits de l'Église romaine, parce qu'il conférait aux nouveaux prélats la possession anticipée de leurs siéges. A Paris il avait adressé au chapitre une défense formelle de reconnaître le cardinal Maury

Lettres du Pape à divers chapitres

ue vicaire capitulaire, et au cardinal lui-même
lettre des plus amères, dans laquelle il lui re-
hait son ingratitude envers le Saint-Siége, qui,
t-il, l'avait accueilli dans son exil, doté de plu-
s bénéfices, et notamment de l'évêché de Mon-
scone (comme si ce cardinal n'avait pas fait pour
lise autant au moins qu'elle avait fait pour lui),
i enjoignait, sous peine de désobéissance, de
ncer à l'administration du diocèse de Paris.
une étrange négligence, cette double missive
t été adressée au chapitre et au cardinal par la
du ministère des cultes, avec plusieurs autres
ches relatives à diverses affaires de détail, que
ontife voulait bien encore expédier de temps en
ps. Le ministre ayant ouvert ces plis, fut fort
ris du contenu, n'en voulut rien dire au cardi-
le pour de l'affliger, et remit tout à l'Empereur,



Mars 1811.

auxquelles on était résolu de ne pas désobéir. Ce malheureux archevêque, esprit sage mais timide, était demeuré à Plaisance dans la plus cruelle perplexité. La princesse Élisa, sœur de Napoléon, qui gouvernait son duché avec un habile mélange de douceur et de fermeté, avait été informée de cette trame, avait appelé auprès d'elle le principal meneur du chapitre, plus un certain avocat qui servait d'intermédiaire au Pape, s'était fait livrer la correspondance de Pie VII, et avait tout mandé à Napoléon avant de prendre aucune mesure sévère. En Piémont, M. Dejean nommé à l'évêché d'Asti avait essuyé le même accueil, avec moins d'égards encore, car sans le prévenir on lui avait refusé toute autorité sur son nouveau diocèse, et on lui avait déclaré qu'on ne pouvait lui accorder aucune situation, même celle d'administrateur provisoire. Le prince Borghèse, gouverneur du Piémont, avait, comme sa belle-sœur, expédié à Paris les pièces de ce singulier et audacieux conflit.

Découvertes de lettres semblables écrites aux chapitres de Paris, de Florence et d'Asti.

Napoléon, en voyant ce concours d'accidents semblables sur des points fort éloignés, y découvrit tout de suite un système de résistance très-bien combiné, et dont le résultat devait être ou de l'obliger à traiter immédiatement avec le Pape, ou de susciter un véritable schisme. Sa colère fit explosion. Il avait appris presque en même temps, les 29, 30, 31 décembre 1810, les divers faits que nous venons de rapporter. Il tenait à arrêter partout la propagation des lettres du Pape, et pour y réussir il voulait frapper de terreur ceux qui avaient porté ces lettres, qui les avaient reçues, ou qui en étaient encore dé-

aires. Le lendemain, 1er janvier (1811), il de-
recevoir les hommages des grands corps de l'É-
notamment ceux du chapitre et du clergé de
s. Il ne prononçait pas de discours d'apparat
ces solennités, mais parlait familièrement aux
et aux autres, suivant l'humeur du jour, ré-
pensant ceux-ci par quelques attentions flatteu-
châtiant ceux-là par des mots où la puissance
esprit se joignait à celle du trône pour accabler
malheureux qui lui avaient déplu. Sa prodi-
se sagacité, perçante comme son regard, sem-
pénétrer jusqu'au fond des âmes. A la tête
chapitre de Paris se trouvait l'abbé d'Astros,
re passionné et imprudent, partageant jusqu'au
tisme toutes les idées du clergé hostile à l'Em-
. Napoléon, sachant à qui il avait affaire, aborda
e-champ les points les plus difficiles de la que-

cet ecclésiastique. Le duc de Rovigo, qui avait acquis déjà toute la dextérité nécessaire à ses nouvelles fonctions, feignit en interrogeant l'abbé d'Astros de savoir ce qu'il ignorait, et obtint de la sorte la révélation de ce qui s'était passé. L'abbé d'Astros avoua qu'il avait reçu les deux brefs du Pape, l'un pour le chapitre, l'autre pour le cardinal, affirma toutefois qu'il ne les avait pas propagés encore, et fort imprudemment convint d'en avoir parlé à son parent M. Portalis, fils de l'ancien ministre des cultes, et membre du Conseil d'État impérial. Au même instant, les agents envoyés au domicile de l'abbé d'Astros avaient trouvé les lettres papales, et beaucoup d'autres papiers qui révélèrent entièrement la trame qu'on était occupé à rechercher. On sut qu'il y avait à Paris un petit conseil de prêtres romains et français, en communication fréquente avec le Pape, se concertant avec lui sur la conduite à tenir en chaque circonstance, et correspondant par des hommes dévoués, de Paris à Lyon, de Lyon à Savone.

M. Portalis, injustement impliqué dans l'affaire de l'abbé d'Astros, est violemment expulsé du Conseil d'État.

Lorsque tout fut ainsi découvert, Napoléon, qui voulait faire peur, commença par une première victime, et cette victime fut M. Portalis. Ce fils du principal auteur du Concordat, soumis envers l'Église, mais non moins soumis envers Napoléon, avait cru concilier les diverses convenances de sa position en disant à M. Pasquier, préfet de police et son ami, qu'il circulait un bref du Pape fort regrettable et fort capable de semer la discorde entre l'Église et l'État, qu'on ferait bien d'en arrêter la propagation [1]; mais

[1] C'est d'après les pièces elles-mêmes, c'est-à-dire d'après les lettres

Mars 1811.

il s'en tint à cet avis, et ne désigna point son parent l'abbé d'Astros, car ses devoirs de conseiller d'État ne l'obligeaient nullement à se faire le dénonciateur de sa propre famille.

Scène violente au Conseil d'État.

Le 4 janvier, le Conseil d'État étant assemblé, et M. Portalis assistant à la séance, Napoléon commença par raconter tout ce qui venait de se passer entre le Pape et certains chapitres, exposa les tentatives qu'on avait découvertes, et qui, selon lui, avaient pour but de pousser les sujets à la désobéissance envers leur souverain, puis affectant une extrême douleur, il ajouta que son plus grand chagrin en cette circonstance était de trouver parmi les coupables un homme qu'il avait comblé de biens, le fils d'un ancien ministre qu'il avait fort affectionné jadis, un membre de son propre Conseil ici présent, M. Portalis. Puis s'adressant brusquement à celui-ci, il lui demanda à brûle-pourpoint s'il avait connu le bref du Pape, si l'ayant connu il en avait gardé le secret, si ce n'était pas là une vraie forfaiture, une trahison et une noire ingratitude tout à la fois, et en interrogeant ainsi coup sur coup M. Portalis, il ne lui donnait pas même le temps de répondre. Nous avons vu les licences de la multitude, c'était alors le temps des licences du pouvoir. M. Portalis, magistrat éminent, dont l'énergie mal-

de Napoléon, du ministre de la police, du préfet de police, de la princesse Élisa, du prince Borghèse, enfin du ministre des cultes, que je rapporte ces détails. Je suis donc bien certain des faits que je raconte. A ce sujet je ferai remarquer que ce n'est pas à l'occasion de la bulle d'excommunication, comme on l'a écrit quelquefois, mais du bref du Pape au chapitre de Paris, qu'eut lieu l'explosion de colère dont M. Portalis fut la victime.



heureusement n'égalait pas les hautes lumières, aurait pu relever la tête, et faire à son maître des réponses embarrassantes; mais il ne sut que balbutier quelques mots entrecoupés, et Napoléon, oubliant ce qu'il devait à un membre de son Conseil, à ce Conseil, à lui-même, lui adressa cette apostrophe foudroyante : Sortez, monsieur, sortez, que je ne vous revoie plus ici. — Le conseiller d'État traité avec tant de violence se leva tremblant, traversa en larmes la salle du Conseil, et se retira presque anéanti du milieu de ses collègues stupéfaits. Mars 1811.

Bien que dans tous les temps la méchanceté humaine éprouve une secrète satisfaction au spectacle des disgrâces éclatantes, ce ne fut point le sentiment éveillé en cette circonstance. La pitié, la dignité blessée l'emportèrent dans le Conseil d'État, qui fut offensé d'une telle scène, et qui manifesta ce qu'il sentait non par des murmures, mais par une attitude glaciale. Il n'y a pas de puissance, quelque grande qu'elle soit, à laquelle il soit donné de froisser impunément le sentiment intime des hommes assemblés. Sous l'empire de la crainte leur bouche peut se taire, mais leur visage parle malgré eux. Napoléon reconnaissant à la seule attitude des assistants qu'il avait été inconvenant et cruel, éprouva un indicible embarras, dont il tâcha vainement de sortir en affectant un excès de douleur presque ridicule, en disant qu'il était désolé d'être contraint de traiter ainsi le fils d'un homme qu'il avait aimé, que le pouvoir avait de bien pénibles obligations, qu'il fallait cependant les remplir quoi qu'il pût en coûter, et mille banalités de ce genre, lesquelles ne

érent personne. On le laissa s'agiter dans ce
et on se retira sans mot dire. Le plus puni
M. Portalis c'était lui.

cet éclat Napoléon voulut joindre des mesures
efficaces, afin d'intimider la partie hostile du
é, et de prévenir les conséquences des menées
ment découvertes. Il fit détenir M. d'Astros,
er ou éloigner de Paris plusieurs des prêtres
osant le conciliabule dont l'existence venait
découverte. Il ordonna à son beau-frère le
e Borghèse, à sa sœur Élisa, de faire arrêter
hanoines connus pour être les meneurs des
tres d'Asti et de Florence, de les envoyer à
strelle, de déclarer à ces chapitres que s'ils
soumettaient à l'instant même, et ne confé-
t pas immédiatement aux nouveaux prélats
alité de vicaires capitulaires, les siéges se-



Mars 1811.

princière, et de déclarer au Pape qu'il lui était expressément défendu d'écrire ou de recevoir des lettres. Un officier de gendarmerie fut expédié pour le garder jour et nuit, et observer ses moindres mouvements. Le préfet, M. de Chabrol, était chargé d'effrayer Pie VII non-seulement pour lui-même, mais pour tous ceux qui se trouveraient compromis dans les menées qu'on découvrirait à l'avenir. Il devait lui dire que par sa conduite imprudente il se mettait dans le cas d'être jugé, déposé même par un concile, et qu'il exposait ses complices à des peines plus sévères encore.

Conduite habile et respectueuse du préfet de Montenotte envers Pie VII.

Heureusement l'exécution de ces mesures de colère était confiée à un homme plein de tact et de convenance. M. de Chabrol parla au Pape non pas en ministre menaçant d'une puissance irritée, mais en ministre affligé, qui ne se servait de la force dont il était armé que pour donner à son auguste prisonnier quelques conseils de prudence et de sagesse. Il ne put pourtant pas épargner au Pape l'éloignement de ses entours, l'enlèvement de ses papiers, et beaucoup d'autres précautions aussi humiliantes que puériles. Le Pape, troublé d'abord plus qu'il ne convenait (et nous le rapportons avec regret, car on est jaloux de la dignité d'une telle victime), se remit bientôt, écouta avec douceur M. de Chabrol, dit que si on lui avait demandé ses papiers il les aurait livrés, sans qu'on eût besoin de recourir à une supercherie, comme de les prendre pendant qu'il était à la promenade, promit de ne plus correspondre, non à cause de lui, mais à cause de ceux qui pourraient devenir victimes de leur dévouement à

...ise; et ajouta que quant à lui, vieux, accablé
...s événements, il était au terme de sa carrière,
...mpereur bientôt ses persécuteurs en ne laissant
... leurs mains, au lieu d'un pape, qu'un cadavre
...imé.

M. de Chabrol le consola, tout en lui faisant en-
...e des paroles de sagesse utiles et nécessaires,
...ntretien par ce qu'il écrivit [illegible]
...ment des ordres venus de Paris. Matérielle-
... la dépense de la maison du Pape ne fut point
...gée.

...uant aux chapitres de Florence et d'Asti, ils se
...irent avec un empressement misérable. Les
...oines récalcitrants, excepté un ou deux qu'on
...ya dans des prisons d'État, tendirent aux ge-
... de la puissance temporelle, s'excusèrent, plai-
...nt, et, sans une seule objection, conférèrent à
...Osmond pour le diocèse de Florence, à M. De-



Mars 1811.

quelques emportements inséparables de son état de souffrance, était seul digne encore des beaux siècles de l'Église romaine!

Projet d'un concile, afin de se servir de son autorité pour l'arrangement des affaires de l'Église.

Napoléon, sitôt obéi, se calma. Cependant il résolut de mettre un terme à ces résistances, qui l'importunaient sans l'effrayer, qui l'effrayaient même trop peu, car elles étaient plus graves qu'il ne l'imaginait. Il s'arrêta donc à une idée, qui déjà s'était plusieurs fois offerte à son esprit, celle d'un concile, dont il se flattait d'être le maître, et dont il espérait se servir, soit pour amener le Pape à céder, soit pour se passer de lui, en substituant à l'autorité du chef de l'Église l'autorité supérieure de l'Église assemblée. Il avait déjà formé une commission ecclésiastique composée de plusieurs prélats et de plusieurs prêtres, et entre autres de M. Émery, le supérieur si respecté de la congrégation de Saint-Sulpice. Il la convoqua de nouveau, en la composant un peu autrement, ce que la mort récente de M. Émery rendait inévitable, et lui renvoya toutes les questions que faisait naître le projet d'un concile. Le fallait-il général ou provincial? composé de tous les évêques de la chrétienté, ou seulement des évêques de l'Empire, du royaume d'Italie et de la Confédération germanique, ce qui équivalait à la chrétienté presque entière? quelles questions fallait-il lui soumettre, quelles résolutions lui demander, quelles formes observer, dans ce dix-neuvième siècle, si différent des siècles où les derniers conciles avaient été réunis? Napoléon insista vivement pour qu'on hâtât l'examen de ces diverses questions, se proposant d'assembler le concile au commencement du mois

Résolution de convoquer ce concile au mois de juin

in, le jour même du baptême du Roi de Rome.
attendant le commencement de juin, Napo-
avait toujours l'œil sur les affaires du Nord,
ccupait avec une égale activité de diplomatie
préparatifs militaires.

us le rapport de la diplomatie il venait de
un choix qui ne devait pas avoir sur ses des-
s une heureuse influence, c'était celui de
laret, duc de Bassano, pour ministre des af-
étrangères. Déjà, comme on l'a vu, il s'était
é des deux seuls personnages qui pussent alors
aperçus à travers l'auréole de gloire qui l'en-
it, MM. Fouché et de Talleyrand. Ainsi que
l'avons raconté, il avait remplacé M. Fouché
le duc de Rovigo, et il ne pouvait pas mieux
, la faute de renvoyer M. Fouché une fois com-
. Il avait remplacé M. de Talleyrand par M. de
npagny, duc de Cadore, homme sage et tem-



quait, et où une pareille nomination pouvait avoir les plus grands inconvénients. Avril 1811.

Nous avons déjà parlé de M. de Bassano. Le grand rôle qu'il fut appelé à jouer depuis exige que nous en parlions encore. Ce ministre avait exactement tout ce qui manquait à M. de Cadore. Autant celui-ci était modeste, timide même, autant M. de Bassano l'était peu. Honnête homme, comme nous l'avons dit, dévoué à Napoléon, mais de ce dévouement fatal aux princes qui en sont l'objet, poli, ayant le goût et le talent de la représentation, parlant bien, s'écoutant parler, vain à l'excès de l'éclat emprunté à son maître, il était fait pour ajouter à tous les défauts de Napoléon, si on avait pu ajouter quelque chose à la grandeur de ses défauts ou de ses qualités. Quand les volontés impérieuses de Napoléon passaient par la bouche hésitante de M. de Cadore, elles perdaient de leur violence; quand elles passaient par la bouche lente et railleuse de M. de Talleyrand, elles perdaient de leur sérieux. Cette manière de transmettre ses ordres, Napoléon l'appelait de la maladresse chez le premier, de la trahison chez le second, heureuse trahison qui ne trahissait que ses passions au profit de ses intérêts! Il n'avait rien de pareil à craindre de la part de M. de Bassano, et il était assuré que pas une de ses intraitables volontés ne serait tempérée par la prudente réserve de son ministre. Le plus orgueilleux des maîtres allait avoir pour agent le moins modeste des ministres, et cela dans le moment même où l'Europe, poussée à bout, aurait eu plus que jamais besoin d'être ménagée. Il faut ajouter, pour l'ex-

de M. de Bassano, qu'il regardait Napoléon seulement comme le plus grand des capitaines, comme le plus sage des politiques, qu'il ne vait donc presque rien à changer à ses vues, ne lui qui en faisait innocemment le plus dange- des ministres.

e 15 avril, Napoléon appela l'archichancelier baceres, qu'il ne consultait plus que rarement, epté en fait de législation pour l'écouter presque jours, en fait de religion pour ne l'écouter pres- jamais, en fait de personnes pour les préparer brusques volontés. Il lui exposa ce qu'il re- hait à M. de Cadore, tout en l'estimant et l'ai- t beaucoup, et sa résolution de le remplacer M. le duc de Bassano. Le prince Cambacérès dit lques mots en faveur de M. de Cadore, se tut M. de Bassano, silence suffisant pour Napoléon devinait tout mais ne tenait compte de rien,

Avril 1811.

tastrophes il allait prendre sa part! Heureux et terrible mystère de la destinée, au milieu duquel nous marchons comme au sein d'un nuage!

Le duc de Cadore dédommagé du portefeuille des affaires étrangères par l'intendance de la couronne.

Le prince Cambacérès ayant discerné le chagrin de M. de Cadore, en rendit compte à Napoléon, qui, toujours plein de regret lorsqu'il fallait affliger d'anciens serviteurs, accorda un beau dédommagement à son ministre destitué, et le nomma intendant général de la couronne.

Nomination de M. de Lauriston pour remplacer M. de Caulaincourt à Saint-Pétersbourg.

Napoléon avait été plus heureusement inspiré en choisissant son nouvel ambassadeur à Saint-Pétersbourg. Il avait, comme nous l'avons dit plus haut, donné pour successeur à M. le duc de Vicence M. de Lauriston, l'un de ses aides de camp, qu'il avait déjà employé avec profit dans plusieurs missions délicates où il fallait du tact, de la réserve, de l'esprit d'observation, des connaissances administratives et militaires. M. de Lauriston était un homme simple et sensé, n'aimant point à déplaire à son maître, mais aimant encore mieux lui déplaire que le tromper. Aucun ambassadeur n'était mieux fait que lui pour rapprocher les deux empereurs de Russie et de France, s'ils pouvaient être rapprochés, en ménageant le premier et en lui inspirant confiance, en persuadant au second que la guerre n'était point inévitable et dépendait uniquement de sa volonté. Il y avait peu de chances assurément de réussir dans une telle mission, surtout au point où en étaient arrivées les choses, mais il était certain qu'elles n'empireraient point par la faute de M. de Lauriston.

Instructions

Napoléon, depuis qu'il avait tant précipité ses

ments sur la nouvelle du rappel des divisions
s de Turquie, avait bien senti qu'il n'était
temps de les dissimuler, et avait ordonné à
e Caulaincourt, au moment de son départ, à
le Lauriston, au moment de son arrivée, de
lus rien cacher, d'avouer au contraire tous les
aratifs qu'il avait faits, de les étaler avec com-
ance, de manière à intimider Alexandre puis-
n ne pouvait plus l'endormir. Mais il les avait
ement autorisés l'un et l'autre à déclarer for-
ement qu'il ne désirait point la guerre pour
uerre, que s'il la préparait c'était uniquement
e qu'il croyait qu'on se disposait à la lui faire,
e qu'il était convaincu que les affaires de Tur-
terminées la Russie se rapprocherait de l'An-
rre, ne fût-ce que pour rétablir son com-
ce avec elle, et jouir en égoïste de ce qu'elle
it dû à l'alliance française; que déjà même

Avril 1811.

avait pressé M. de Czernicheff d'aller les redire à Saint-Pétersbourg. Toutefois, comme il ne voulait s'expliquer aussi catégoriquement que lorsque ses armements seraient suffisamment avancés, il avait recommandé à M. de Lauriston, en le faisant partir de Paris en avril, de n'arriver qu'en mai à Saint-Pétersbourg, moment où ses préparatifs les plus significatifs pourraient être connus. Lui-même n'avait parlé ouvertement à MM. de Kourakin et de Czernicheff qu'un peu avant cette époque.

Inutilité des dissimulations avec l'empereur Alexandre, qui est informé des préparatifs faits en France, par ses divers correspondants, et par la trahison d'un employé de la guerre.

Mais tout ce soin de Napoléon à mettre une habile gradation dans son langage était superflu, car Alexandre avait été informé jour par jour, et avec une rare exactitude, de ce qui se faisait en France. Quelques Polonais qui étaient dévoués à la Russie, beaucoup d'Allemands qui nous haïssaient avec passion, la plupart des habitants ruinés de Dantzig, de Lubeck, de Hambourg, s'étaient empressés de l'avertir de tous les mouvements de nos troupes. Enfin un misérable employé des bureaux de la guerre, gagné à prix d'argent par M. de Czernicheff, avait livré l'effectif de tous les corps. Aussi, à chaque effort de M. de Caulaincourt pour nier ou atténuer au moins les faits dont la connaissance parvenait journellement à Saint-Pétersbourg, Alexandre lui répondait : « Ne niez pas, car je suis certain de ce que j'avance. Évidemment on vous laisse tout ignorer, et on n'a plus confiance en vous. Toute la peine que je me donne pour vous éclairer, et que je me donne volontiers parce que je vous estime et vous aime, est perdue. L'empereur Napoléon ne vous croit pas, parce que vous lui dites la vérité ; il

nd que je vous ai séduit, que vous êtes à moi
n à lui ; il en sera de même de M. de Lauriston,
ui aussi est un honnête homme, qui ne pourra
épéter les mêmes choses, et votre maître dira
e que M. de Lauriston est gagné. » —
de Caulaincourt, duquel Napoléon disait en
out cela, et sur qui la grâce séduisante de l'em-
r Alexandre avait agi, mais pas jusqu'à lui faire
autre chose que la vérité, M. de Caulaincourt
à son tour répondu, et dit à son auguste in-
cuteur qu'effectivement on armait en France,
qu'on armait parce qu'il armait lui-même, lui
parlé des ouvrages qui s'exécutaient sur la
a et sur le Dniéper, du mouvement des trou-
le Finlande, de celui des troupes de Turquie,
ndre se voyant découvert, s'en était tiré par
ntier déploiement de franchise, qu'il pouvait



Avril 1811.

source, m'ont appris qu'on mettait Dantzig en état de défense, qu'on augmentait la garnison de cette ville, que les troupes du maréchal Davout s'accroissaient et se concentraient, que les Polonais, les Saxons avaient ordre de se tenir prêts; qu'on achevait Modlin, qu'on réparait Thorn, qu'on approvisionnait enfin toutes ces places. Ces avis reçus, voici ce que j'ai fait... — Conduisant alors par la main M. de Caulaincourt dans un cabinet reculé où étaient étalées ses cartes, Alexandre avait ajouté : J'ai ordonné des travaux défensifs non pas en avant, mais en arrière de ma frontière, sur la Dwina et le Dnieper, à Riga, à Dunabourg, à Bobruisk, c'est-à-dire à une distance du Niémen presque égale à celle qui sépare Strasbourg de Paris. Si votre maître fortifiait Paris, pourrais-je m'en plaindre ? Et quand il porte ses préparatifs si en avant de ses frontières, ne puis-je pas armer si en arrière des miennes, sans être accusé de provocation ? Je n'ai pas tiré des divisions entières de Finlande, mais seulement rendu aux divisions de Lithuanie les régiments qu'on leur avait enlevés pour la guerre contre les Suédois; j'ai envoyé à l'armée les bataillons de garnison, et changé l'organisation de mes dépôts. J'augmente ma garde, ce dont vous ne me parlez pas, et ce que je vous avoue, et je tâche de la rendre digne de la garde de Napoléon. J'ai enfin ramené cinq de mes divisions de Turquie, ce dont je suis loin de faire un mystère, ce dont au contraire je fais un grief contre vous, car vous m'empêchez ainsi de recueillir le fruit convenu de notre alliance, fruit bien modique en comparaison de vos conquêtes; en un mot, je ne veux pas être pris au

ırvu. Je n'ai pas d'aussi bons généraux que les
s, et surtout je ne suis, moi, ni un général ni
dministrateur comme Napoléon; mais j'ai de
soldats, j'ai une nation dévouée, et nous mour-
tous l'épée à la main plutôt que de nous laisser
r comme les Hollandais ou les Hambourgeois.
je vous le déclare sur l'honneur, je ne tirerai
premier coup de canon. Je vous laisserai pas-
Niémen sans le passer moi-même. Croyez-moi,
vous trompe point, je ne veux pas la guerre.
ation, quoique blessée des allures de votre em-
r à mon égard, quoique alarmée de vos em-
ments, de vos projets sur la Pologne, ne veut
lus la guerre que moi, car elle en sait le dan-
mais attaquée elle ne reculera point. —
de Caulaincourt ayant répété au czar que, en
rs de la guerre, il y avait des choses qui pou-
t égaler la gravité de la guerre elle-même, que



au lieu de m'attacher à l'agrandir. Or, pour me rapprocher de l'Angleterre, il faudrait me séparer de la France, et courir la chance d'une guerre avec elle, que je regarde comme la plus dangereuse de toutes! Et pour quel but? pour servir l'Angleterre, pour venir à l'appui de ses théories maritimes, qui ne sont pas les miennes? Ce serait insensé de ma part. La guerre de Turquie finie, je veux demeurer en repos, dédommagé de ce que vous aurez acquis par ce que j'aurai acquis moi-même, très-insuffisamment dédommagé, disent les adversaires de la politique de Tilsit, mais suffisamment à mes yeux. Je resterai fidèle à cette politique, je resterai en guerre avec l'Angleterre, je lui tiendrai mes ports fermés, dans la mesure toutefois que j'ai fait connaître et dont il m'est impossible de me départir. Je ne puis pas, en effet, je vous l'ai dit, je vous le répète, interdire tout commerce à mes sujets, ni leur défendre de frayer avec les Américains. Il entre bien ainsi quelques marchandises anglaises en Russie, mais vous en introduisez au moins autant chez vous par vos licences, et surtout par votre tarif qui les admet au droit de 50 pour cent. Je ne puis pas me gêner plus que vous ne vous gênez vous-mêmes. J'ai besoin, en persistant dans une alliance que vous ne prenez aucun soin de populariser en Russie, de ne pas la rendre intolérable à mes peuples par un genre de dévouement que vous n'y apportez point, et qui n'est pas nécessaire du reste pour réduire l'Angleterre aux abois, comme elle y sera bientôt réduite si vous ne lui créez pas vous-mêmes des alliés sur le continent. Il faut donc nous en tenir à ces termes, Avril 1811.

e vous le déclare, la guerre fût-elle à mes portes, le rapport des mesures commerciales, je n'irai n delà. Quant aux autres points qui nous divi- j'en ai pris mon parti. Les Polonais sont bien nts, bien incommodes, annoncent bien haut ochaine reconstitution de la Pologne, mais je te sur la parole de l'Empereur à ce sujet, quoi- m'ait refusé la convention que j'avais deman- Quant à Oldenbourg, j'ai besoin de quelque qui ne soit pas dérisoire, non pour ma famille, e suis assez riche pour dédommager, mais pour nité de ma couronne. Et à cet égard encore je rapporte à l'empereur Napoléon. Je vous ai e vous répète, que, quoique blessé et embar- de ce qui s'est passé dans le duché d'Olden- , pour ce motif je ne ferai pas la guerre. — de Caulaincourt ayant insisté pour que l'empe-



Avril 1811.

de M. de Caulaincourt, l'empereur Alexandre redouble de soins pour lui.

cet ambassadeur, et, tout fin qu'il était, avait évidemment manifesté dans ses épanchements avec lui ses véritables dispositions. La grandeur de Napoléon était loin de lui plaire, cependant il s'y résignait au prix de la Finlande, de la Moldavie et de la Valachie. Il ne voulait pas, pour se rapprocher de l'Angleterre, risquer avec la France une guerre dont la pensée le faisait frémir, mais il ne voulait pas davantage sacrifier les restes de son commerce, et pour ce motif seul il était capable de braver une rupture. Sa nation, et par sa nation nous entendons surtout la noblesse et la partie élevée de l'armée, le devinant sans qu'il s'expliquât, l'approuvant cette fois entièrement, ne voulant pas la guerre plus que lui, mais autant que lui, et aux mêmes conditions, ne montrait aucune jactance, même aucune animosité, et disait tout haut comme son empereur, avec une modestie mêlée d'une noble fermeté, qu'elle savait ce que la guerre avec la France avait de grave, mais que si on allait jusqu'à la violenter dans son indépendance elle se défendrait, et saurait succomber les armes à la main. Il y avait déjà une idée répandue dans tous les rangs de la nation, c'est qu'on ferait comme les Anglais en Portugal, qu'on se retirerait dans les profondeurs de la Russie, qu'on détruirait tout en se retirant, et que si ce n'était point par les armes russes, ce serait au moins par la misère que les Français périraient. Du reste, dans le langage, dans l'attitude, rien n'était provocant, et M. de Caulaincourt ainsi que les Français qui l'entouraient étaient accueillis partout avec un redoublement de politesse.

a nouvelle de la naissance du Roi de Rome étant
venue à Saint-Pétersbourg avant l'arrivée de M. de
iston, Alexandre avait envoyé tous les grands
a cour complimenter l'ambassadeur de France,
était comporté en cette circonstance avec autant
ranchise que de cordialité. M. de Caulaincourt
rait terminer sa brillante, et, il faut le recon-
re, sa très-utile ambassade (car il avait contribué
arder la rupture entre les deux empires), par
fête magnifique donnée à l'occasion de la nais-
e du Roi de Rome. Il désirait naturellement que
pereur Alexandre y assistât, et celui-ci, devi-
son désir, lui avait dit ces propres paroles :
ez, ne m'invitez pas, car je serais obligé de re-
r, ne pouvant aller danser chez vous lorsque
cent mille Français marchent vers mes fron-
s. Je vais me faire malade pour vous fournir



dre, qui l'accueillit avec une grâce parfaite et une confiance flatteuse, sachant que sous le rapport des dispositions amicales et véridiques il ne perdait rien au change. Après quelques jours consacrés à des réceptions officielles pleines d'éclat, Alexandre, tantôt en présence de M. de Caulaincourt, tantôt en tête à tête, mit M. de Lauriston à la question pour ainsi dire, afin d'en obtenir quelque éclaircissement satisfaisant sur les projets de Napoléon; mais il n'en apprit rien que ne lui eût déjà dit M. de Caulaincourt, que ne lui eût rapporté M. de Czernicheff, récemment arrivé de Paris. Napoléon ne désirait point une rupture, mais il armait parce qu'il avait appris l'arrivée en Lithuanie des divisions de Finlande et de Turquie, parce qu'on remuait de la terre sur la Dwina et le Dniéper, parce qu'on lui annonçait partout la guerre, parce qu'il craignait qu'on ne la lui fît après l'arrangement des affaires de Turquie, parce qu'on admettait les Américains dans les ports de Russie, etc...—A ces redites, Alexandre ne put qu'opposer d'autres redites, et répéter qu'il armait sans doute, mais uniquement pour répondre aux armements de Napoléon; qu'il ne songeait nullement à commencer une nouvelle guerre après l'arrangement des affaires de Turquie; qu'il ne prendrait les armes que si on les prenait contre lui; qu'il engageait sa parole d'homme et de souverain de ne point agir autrement; qu'il recevait les Américains, parce qu'il ne pouvait pas se passer de ce reste de commerce, et qu'engagé à Tilsit, non aux décrets de Berlin ou de Milan qu'il ne connaissait point, mais au droit des neutres, il était fidèle, plus fidèle que

Mai 1811.

que lui fait l'empereur Alexandre.

ance à ce droit en admettant les neutres chez
qu'en un mot il était prêt à désarmer, si on vou-
convenir d'un désarmement réciproque.
rès ces redites, qu'il fit entendre à M. de Lau-
n comme il les avait fait entendre tant de fois
de Caulaincourt, il reçut les adieux de celui-
e serra même dans ses bras, le supplia de faire
aître à Napoléon la vérité tout entière, pria
e Lauriston, qui était présent, de la répéter à
our, en ajoutant avec tristesse ces paroles ca-
ristiques : « Mais vous ne serez pas cru plus
M. de Caulaincourt... On dira que je vous ai
é, que je vous ai séduit, et que, tombé dans
filets, vous êtes devenu plus Russe que Fran-
.. » —

. de Caulaincourt partit pour Paris, et M. de
iston, après quelques jours passés à Saint-Pé-
ourg, écrivit au ministère français qu'en sa

Mai 1811.

cent cinquante bâtiments anglais avaient été saisis en un an; mais que la Russie n'irait jamais jusqu'à se passer entièrement des neutres. — Je ne puis, ajoutait M. de Lauriston, voir que ce que je vois, et dire que ce que je vois. Les choses sont telles que je les expose, et si on ne se contente pas des seules concessions qui soient possibles, on aura la guerre, on l'aura parce qu'on l'aura voulue, et elle sera grave, d'après tout ce que j'ai observé tant ici que sur ma route. — M. de Czernicheff fut de nouveau envoyé à Paris pour répéter en d'autres termes, mais avec les mêmes affirmations, exactement les mêmes choses, et aussi pour continuer auprès des bureaux de la guerre un genre de corruption dont il avait seul le secret dans la légation russe, et auquel son gouvernement attachait un grand prix, parce qu'il en obtenait les plus précieuses informations sur tous les préparatifs militaires de la France.

En revoyant MM. de Caulaincourt et de Czernicheff, en recevant les affirmations de M. de Lauriston, Napoléon, au lieu d'y voir la possibilité d'éviter la guerre, n'y aperçoit que la possibilité de la différer et de se mieux préparer à la faire.

Lorsque ces nouvelles explications parvinrent à Paris, par le retour de MM. de Czernicheff et de Caulaincourt, par les lettres de M. de Lauriston, Napoléon en conclut non point que la paix était possible, s'il le voulait, mais que la guerre serait différée d'une année, car évidemment les Russes ne prendraient pas l'initiative, puisqu'ils ne l'avaient pas déjà prise après tout ce qu'il avait fait pour les y provoquer, et évidemment aussi ils avaient de leur côté bien des préparatifs à terminer, et voudraient avoir fini la guerre de Turquie avant d'en commencer une autre; et comme Napoléon tenait à n'entreprendre cette nouvelle campagne au Nord qu'avec des moyens immenses, il ne fut

fiché d'avoir encore une année devant lui, soit
préparer ses troupes, soit pour compléter son
riel, qui constituait, avons-nous dit, la princi-
difficulté de sa prochaine entreprise. Pourquoi
ntelligence de la situation n'alla-t-elle pas plus
? pourquoi ne vit-il pas qu'il était possible non-
ment de différer la rupture, mais de l'éviter ?
it encore par la raison que nous avons donnée
édemment. Il avait tant de fois éprouvé qu'après
remier refroidissement on en arrivait inévita-
ent avec lui à la guerre, il avait vu tant de fois
nnemis cachés prêts à se rallier au premier
mi patent qui osait lever le masque; il voyait
en dans la Russie l'ennemi vaincu mais non
écrasé, autour duquel se rallieraient les ressen-
nts de l'Europe, qu'il se disait que tôt ou tard
rait encore un conflit avec elle, et dans la
re probable apercevant tout de suite la guerre



tièrement à lui-même, il résolut une seconde fois, on peut le dire, en mai 1811, la guerre de Russie, en prenant cependant le parti de la différer. Toujours promptement décidé, il fit dès la fin de mai ses dispositions en conséquence, et donna ses ordres militaires, ses instructions diplomatiques, avec la certitude absolue que la guerre de Russie n'aurait lieu qu'en 1812, mais qu'elle aurait infailliblement lieu à cette époque.

Mai 1811.

Napoléon profite de ce que la guerre peut être différée d'une année pour donner à ses préparatifs des proportions plus considérables.

N'ayant rien de caché pour le maréchal Davout, il lui écrivit sur-le-champ que les événements étaient moins pressants[1], mais qu'il ne renonçait à aucun de ses préparatifs, seulement que toutes les fois qu'il y aurait un avantage, ou d'économie ou de bonne exécution, à terminer une chose en quinze jours au lieu de huit, il fallait la terminer en quinze; que son intention était d'avoir l'armée du Nord prête pour le commencement de 1812, mais sur des proportions bien plus considérables que celles qu'il avait d'abord établies. Ce n'était plus de 300 mille hommes qu'il s'agissait maintenant; il voulait en réunir 200 mille dans la main du maréchal Davout sur la Vistule, en avoir 200 mille autres dans sa propre main sur l'Oder, avoir une réserve de 150 mille sur l'Elbe et le Rhin, une force égale à peu près dans l'intérieur pour la sûreté de l'Empire, et envoyer encore des troupes en Espagne au lieu d'en retirer. Napoléon contremanda le départ des quatrièmes et sixièmes bataillons du maréchal Davout,

[1] Je rapporte ces faits en ayant sous les yeux les lettres de Napoléon au maréchal Davout, au ministre de la guerre, au roi de Saxe, au prince Poniatowski.

da qu'ils seraient formés au dépôt parce qu'ils
rganiseraient mieux, en projeta même un sep-
e, afin d'en avoir six en état de servir; il revint
la formation en bataillons d'élite ordonnée dans
moment d'urgence pour les régiments stationnés
Hollande et en Italie, et voulut même qu'il fût
un quatrième et un sixième bataillon dans cha-
de ces régiments. Sans restreindre les achats
chevaux, en les augmentant au contraire, il
crivit de les faire plus lentement pour les faire
ux, et entreprit l'organisation de ses immenses
rois dans de plus vastes proportions, et sur un
veau modèle, que nous décrirons ailleurs. Il
ita enfin du temps qui lui restait pour composer
ement et plus grandement l'armée polonaise, et
oya des fonds à Varsovie afin d'avoir, l'année
ante, les places de Torgau, Modlin, Thorn en-
ement achevées et armées. En un mot, loin de



Mai 1811.

Dispositions de l'Autriche à la veille de la guerre généralement prévue de la France avec la Russie.

ce moment ce que l'Autriche regrettait le plus. C'est par ce motif que l'idée d'un mariage de Napoléon avec Marie-Louise avait été accueillie avec tant d'empressement. Mais cette politique trouvait à Vienne plus d'un contradicteur. La cour, ne se croyant pas plus que de coutume enchaînée aux volontés du ministère, obéissant comme toujours à ses passions, recevait les Russes, et en général les mécontents quels qu'ils fussent, avec la plus grande faveur, tenait le langage le moins mesuré à l'égard de la France, et dans les nuages qui venaient de s'élever vers le Nord croyant apercevoir de nouveaux orages, s'était mise à les appeler de ses vœux, car dans les cours aussi bien que dans les rues, les mécontents ont l'habitude de souhaiter les tempêtes.

La cour.

Avec un empressement qui ne lui était pas ordinaire, la cour de Vienne avait fait accueil aux écrivains. MM. Schlegel, Gœthe, Wieland et d'autres encore, avaient été attirés et reçus à Vienne avec beaucoup d'éclat. Il y avait alors une manière détournée, et du reste fort légitime, de dire que l'Allemagne devait bientôt se soulever contre la France, c'était de célébrer, d'exalter ce qu'on appelait le génie germanique, de proclamer sa supériorité sur le génie des autres peuples, d'ajouter naturellement qu'il n'était pas fait pour vivre humilié, vaincu, esclave, et d'annoncer son réveil éclatant et prochain. En brûlant beaucoup d'encens devant les écrivains illustres que nous venons de nommer, la société de Vienne n'avait pas voulu indiquer autre chose; et cette aristocratie, plus élégante que spirituelle, avait flatté les gens d'esprit à force de haïr

5.

rance. La nation autrichienne, fatiguée de la rre, se défiant des imprudences de son aristoie, ne demandant pas mieux que d'être vengée Français, mais l'espérant peu, imitait son sage ufficieux souverain, qui, entre les courtisans et ministres, ne se prononçait pas, laissait parler courtisans qui parlaient suivant son cœur, et les ministres qui agissaient selon sa prudence. e doutait bien à Vienne que la guerre ne tardepas d'éclater entre la France et la Russie, et n serait pressé d'opter: mais on avait pris son i (nous voulons parler du gouvernement), et, ne pouvait pas rester neutre, on était décidé à noncer pour le plus fort, c'est-à-dire pour oléon. Ainsi on se ferait payer de son option par stitution de l'Illyrie; on ne ferait en cela que ce la Russie avait fait en 1809 contre l'Autriche; l'imiterait même complétement; on serait allié

voulait, se contentant de ne prendre part à aucune de ses manifestations, écrivait les lettres les plus amicales à sa fille, aimait à apprendre d'elle qu'elle était satisfaite de son sort, encourageait son ministre à traiter lentement et prudemment avec la France, consentait tout d'abord à aider celle-ci en Turquie, car il s'agissait là d'empêcher les Russes d'obtenir les provinces du Danube, et permettait qu'on lui donnât à espérer l'alliance de l'Autriche dans le cas de nouvelles complications européennes, à condition toutefois de solides avantages. Mais tout en entrant à ce point dans les intentions de son gendre, il voulait qu'on ne cessât pas de lui conseiller la paix, car, il faut le reconnaître à sa louange, ce sage empereur, ayant vu la guerre entraîner tant de maux dans ce siècle, aimait mieux la paix le laissant tel qu'il était, que la guerre pouvant lui restituer quelque chose de ce qu'il avait perdu. Mai 1811.

Du reste M. de Metternich entrait profondément dans cette politique, mais l'action engage souvent plus qu'on ne veut, et il penchait de notre côté peut-être un peu plus que l'empereur, parce qu'obligé d'avoir tous les jours sa main dans la nôtre, il ne lui était pas facile de l'y mettre à demi. — Ne vous inquiétez pas, disait-il à M. Otto, de tout ce qui se débite à la cour. Les femmes sont ainsi faites : il faut qu'elles parlent, et elles parlent suivant la mode du jour. Laissons-les dire, et faisons les affaires. — Il expliquait ensuite ce qu'il entendait par les bien faire. Ce ministre, l'un des plus grands qui aient dirigé la politique autrichienne, adonné au luxe et aux plaisirs du monde, ayant le goût de parler, de M. de Metternich.

erter, d'enseigner, mais sous des formes dogma-
es cachant une finesse profonde, professant la sin-
té, la pratiquant souvent, et, entre beaucoup de
lités éminentes, ayant celle de n'accorder aux pas-
s qui l'entouraient que des satisfactions en paro-
mais ne se laissant conduire en réalité que par
érêt de son pays grandement entendu, esprit su-
eur, en un mot, appelé à exercer pendant qua-
e années une influence immense sur l'Europe, ce
istre disait à M. Otto, avec un singulier mélange
andon, de cordialité, de confiance en lui-même :
aissez-moi faire, et tout ira bien. Votre maître veut
oute chose aller trop vite. A Constantinople vous
ommettez que des fautes. Vous croyez trop que
Turcs sont des brutes à mener avec le bâton.
brutes sont devenues aussi fines que vous. Elles
ent les spéculations dont elles sont l'objet de la



Mai 1811.

des probabilités de guerre avec la Russie, M. de Metternich conseillait fort la paix, disant que tout grand qu'était l'empereur Napoléon, la fortune pourrait bien le trahir, car elle avait trahi bien des grands hommes; que toutes les chances sans aucun doute étaient en sa faveur; que cependant il valait mieux ne pas mettre sans cesse au jeu; que si par bonheur l'empereur Napoléon pensait ainsi, lui M. de Metternich ne demandait pas mieux que de s'entremettre, de servir de médiateur auprès de la Russie, et que probablement il réussirait; que quant à l'Autriche elle était obligée de se ménager beaucoup, qu'elle était extrêmement fatiguée, qu'elle avait grand besoin de repos, et que pour l'entraîner à servir la France dans une guerre qui contrariait l'inclination de la nation autrichienne, il fallait un prix digne d'un tel effort, et capable de fermer la bouche à tous les mécréants de la politique actuelle. —

Ces paroles et d'autres finement mêlées aux plus hautes théories indiquaient clairement qu'avec une province on aurait une armée autrichienne, comme avec la Finlande on avait eu jadis une armée russe. Mais M. Otto à Vienne, M. de Bassano à Paris, avaient ordre de s'envelopper d'autant de nuages que M. de Metternich, dès qu'il serait question de l'Illyrie ou de la Pologne, et de dire que la guerre ordinairement était féconde en conséquences, qu'on ne pouvait faire à l'avance la distribution du butin, mais qu'avec Napoléon, les alliés qui lui étaient utiles n'avaient jamais perdu leurs peines.

En Prusse la politique n'était point aussi calculée, Dispositions

était triste et découragée. M. de Hardenberg,
n avait toujours réputé ennemi de la France,
t sollicité et obtenu de Napoléon l'autorisation
levenir le principal ministre de la Prusse. Le
avait demandé qu'on lui laissât prendre ce mi-
re, disant qu'il était homme d'esprit, le seul
-être dont il pût se servir utilement dans les
nstances, qu'avec lui on pourrait opérer les
rmes indispensables, et payer à la France ce
n lui devait. Napoléon ne regardant plus comme
emi un personnage qui se faisait recomman-
de la sorte, et fort sensible surtout à l'es-
nce d'être payé par la Prusse, avait consenti à
er arriver M. de Hardenberg au ministère, et
i-ci en effet avait opéré quelques réformes uti-
adopté quelques mesures dictées par un esprit
al, comme d'égaliser l'impôt, d'ouvrir l'accès



Mai 1811.

Système militaire de la Prusse, imaginé pour échapper aux stipulations secrètes du traité de Tilsit.

peaux. Pour échapper à cet article, on avait choisi ce qu'il y avait de meilleur dans l'armée prussienne, et on en avait composé les cadres; puis on faisait passer dans ces cadres le plus d'hommes qu'on pouvait, en les instruisant le plus vite, le mieux possible, et en les renvoyant ensuite dans leurs champs pour en appeler d'autres qu'on s'appliquait à former à leur tour. On comptait ainsi avoir au besoin 150 mille hommes au lieu de 42 mille, chiffre fixé par les traités. On gardait au dépôt du régiment les armes et les habits des soldats provisoirement renvoyés dans leurs champs, et on espérait que grâce à la haine inspirée à la nation prussienne par ses malheurs, ces soldats, retenus à peine un an sous les drapeaux, se comporteraient dans l'occasion comme les troupes les plus aguerries. L'avenir devait justifier cet espoir. Les cœurs, en effet, étaient remplis en Prusse d'une haine inouïe contre la France. Toute la jeunesse des classes élevées, toute celle des classes moyennes, nobles et bourgeois, prêtres et philosophes, se réunissaient dans des sociétés secrètes qui prenaient divers noms, *Ligue de la vertu*, *Ligue germanique*, sociétés dans lesquelles on promettait de n'aimer que l'Allemagne, de ne vivre que pour elle, d'oublier toute différence de classe ou de province, de ne plus admettre qu'il y eût des nobles et des non nobles, des Saxons, des Bavarois, des Prussiens, des Wurtembergeois, des Westphaliens, de repousser toutes ces distinctions, de ne reconnaître que des Allemands, de ne parler que la langue de l'Allemagne, de ne porter que des tissus fabriqués chez elle, de ne con-

Sociétés secrètes allemandes.

ner que des produits sortis de son sein, de
ner, cultiver, favoriser que l'art allemand, de
acrer enfin toutes ses facultés à l'Allemagne
. Ainsi le patriotisme exalté de l'Allemagne
onçait dans l'ombre et le mystère, satisfaisant à
is en cela un besoin de la situation, et un pen-
t du génie germanique.

roi et M. de Hardenberg, placés sur ce vol-
étaient en proie à de cruelles perplexités. Le
ar scrupule, comme l'empereur d'Autriche par
ence, inclinait à ne pas rompre avec Napoléon,
l s'était engagé à lui par les plus solennelles
stations de fidélité, dans l'espérance de sauver
ébris de sa monarchie. M. de Hardenberg, dans
position assez semblable à celle de M. de Met-
ich, cherchait de quel côté il pourrait trouver
son pays le plus d'avantages. Le parti allemand
té lui en voulant de son changement apparent



légitimité d'une pareille politique, et en admettant qu'il est beaucoup permis à qui veut affranchir son pays, il y avait bien à dire contre cette politique du point de vue de la prudence. La Prusse pouvait en effet perdre à ce redoutable jeu les restes de son existence. Le roi, M. de Hardenberg et quelques esprits sages le craignaient, et appelaient folie une telle conduite. Pour tâcher de les amener à leurs vues, les membres ardents du parti germanique répandaient mille bruits alarmants, et cherchaient à leur persuader que Napoléon avait l'intention d'enlever le roi et la monarchie elle-même par une subite irruption sur Berlin, ce qui était tout à fait faux, mais ce qui aurait pu se réaliser pourtant, si la Prusse avait commis quelque imprudence, car Napoléon, recevant de son côté des avis tout aussi inquiétants, se tenait sur ses gardes, et avait ordonné au maréchal Davout de se porter sur Berlin au premier danger.

Mai 1811.

et la bonne foi du roi de Prusse répugnent à ce projet.

Poursuivis ainsi des plus sinistres fantômes, le roi et M. de Hardenberg avaient adopté en partie le plan qu'on leur conseillait, moins la perfidie, qui répugnait à la droiture du roi comme à sa prudence. Ils avaient résolu d'armer, et ils avaient armé réellement au moyen de l'expédient que nous avons fait connaître, et bien qu'ils se fussent strictement renfermés dans l'effectif de 42 mille hommes, néanmoins ils en pouvaient réunir en peu de temps 100 ou 120 mille. Mais s'ils pouvaient équivoquer sur le chiffre vrai des troupes disponibles, il leur était impossible de cacher certains préparatifs, comme ceux par exemple qui se faisaient dans les places

Projet moyen adopté par le roi et par M. de Hardenberg pour forcer Napoléon à mieux traiter la Prusse.

Mai 1811.

restées à la Prusse. Napoléon tenait bien les forteresses les plus importantes de l'Oder, Glogau, Custrin, Stettin, et en outre les deux plus importantes de la Vistule, Thorn et Dantzig, mais le roi Frédéric-Guillaume avait encore en sa possession Breslau, Neisse, Schweidnitz, dans la haute Silésie, Spandau vers le confluent de la Sprée et du Havel, Graudentz sur la Vistule, Colberg sur le littoral de la Poméranie, Pillau sur le Frische-Haff, sans compter Kœnigsberg, la capitale de la Vieille-Prusse, et il avait déployé une grande activité dans les travaux de ces places, surtout dans ceux de Colberg et de Graudentz. On employait plus particulièrement à titre d'ouvriers les vieux soldats dont la conservation était importante, et qu'on gardait ainsi sous la main au delà des 42 mille hommes permis par les traités. L'intention du roi et de M. de Hardenberg, quand ils ne pourraient plus dissimuler ces armements, était de les avouer, d'en dire le motif, qui était le projet imputé à Napoléon de commencer la guerre contre la Russie par la suppression des restes de la monarchie prussienne, de parler en gens désespérés, et de placer la France dans l'alternative ou d'accepter leur alliance sincère, au prix d'une garantie solennelle de leur existence et de diverses restitutions territoriales; ou de les avoir pour ennemis acharnés, luttant jusqu'au dernier homme pour la défense de leur indépendance. C'était après tout la politique la moins chanceuse, bien qu'elle eût ses dangers; et quant à la proposition d'alliance, elle s'explique de la part du roi et de M. de Hardenberg par l'opinion générale alors en Europe, que vouloir combattre Napoléon

Projet d'une alliance avec la France.

était une folie. Avec une telle manière de penser, tout en détestant dans Napoléon l'oppresseur de l'Allemagne, le roi et son ministre croyaient plus sage de s'allier à lui, de refaire en le secondant la situation de la Prusse, de la refaire aux dépens de n'importe qui, plutôt que de s'exposer à être détruit définitivement.

Mai 1811.

Les choses en étaient arrivées à un tel point qu'il fallait parler clairement, car de part et d'autre dissimuler était devenu impossible. Napoléon, en effet, averti de tous côtés, avait ordonné au maréchal Davout de se tenir sur ses gardes, de se préparer à pousser la division Friant sur l'Oder, afin de couper au roi de Prusse et à son armée la retraite sur la Vistule, afin de l'enlever lui et la majeure partie de ses troupes au premier acte inquiétant, et avait en outre prescrit à ce maréchal de tenir prêts trois petits parcs de siége pour prendre en quelques jours Spandau, Graudentz, Colberg et Breslau. Ces ordres donnés, il avait enjoint à M. de Saint-Marsan, qui était ambassadeur de France, d'avoir une explication péremptoire avec le cabinet de Berlin, de lui demander sous forme d'ultimatum le désarmement immédiat et complet, et si cet ultimatum n'était pas accepté, de se retirer en livrant au bras du maréchal Davout la monarchie du grand Frédéric. Ces détails suffisent pour montrer quelle gravité prenaient de tout côté les événements.

Significations de Napoléon à la Prusse afin d'obtenir la cessation de ses armements.

Il s'était passé et il se préparait des événements non moins graves dans le voisinage de la Prusse, c'est-à-dire en Danemark et en Suède. Le Danemark, astreint comme tout le reste du littoral euro-

Ce qui se passe en Danemark et en Suède.

ı aux lois du blocus continental, était fidèle à lois autant qu'on pouvait l'attendre d'un État défendant la cause d'autrui, car bien que le emark regardât la cause des neutres comme la ne, au point où en étaient venues les choses la e des neutres avait malheureusement disparu s une autre, celle de l'ambition de Napoléon. Le emark, composé d'îles, ayant une partie de sa ne dans d'autres îles situées au delà de l'Océan, pouvait vivre que de la mer, et quoiqu'il s'agit a mer dans la querelle soulevée, trouvait dur, r l'avoir libre un jour, d'en être si complétement é aujourd'hui. Mais la probité naturelle du gouvement et du pays, le souvenir du désastre de Cohague, la haine contre les Anglais, le courage du ce régnant, sa dureté même, tout concourait à du Danemark l'allié le plus fidèle de la France s la grande affaire du blocus continental. Cepen-

Mai 1811.

respondances. Ils passaient la journée à Altona pour y vaquer à leurs affaires, et la soirée à Hambourg pour vivre dans leurs familles. Ils se servaient surtout de la poste d'Altona pour leurs correspondances, n'osant se fier à celle de Hambourg, et quoique le roi de Danemark secondât franchement Napoléon, il n'avait pu admettre que la police française, avec ses ingénieuses persécutions, s'introduisît en Danemark. Le maréchal Davout réclamait, mais en vain. Le zèle du roi de Danemark ne pouvait égaler le sien, bien que par le caractère ce roi ne fût pas loin de ressembler à l'illustre maréchal. Au moyen des corsaires et de la contrebande, que secondait si bien la forme du pays, le Holstein s'était rempli de denrées coloniales, et Napoléon, agissant à son égard comme à l'égard de la Hollande, avait essayé de vider ce dépôt en accordant aux denrées coloniales deux mois pour entrer dans l'Empire au droit de 50 pour cent. La combinaison avait réussi, et avait produit sur ce point seulement 30 millions de perception. Le Holstein s'était vidé, et n'était plus un magasin de produits coloniaux anglais. La contrebande de ce côté était donc presque supprimée. Le Danemark nous avait fourni de plus trois mille marins excellents pour la flotte d'Anvers. On ne pouvait donc pas demander mieux à ce brave peuple pour la cause maritime, lorsqu'elle était d'ailleurs compliquée d'intérêts si étrangers par suite de la politique conquérante de Napoléon.

Liaison des affaires du Danemark avec celles de la Suède.

Un motif, il faut le dire, contribuait à sa fidélité, c'était la crainte de la Suède, et sous ce rapport il trouvait le prix de sa conduite dans la fidélité de

Mai 1811.

Napoléon envers lui. La Suède ayant perdu la Finlande par l'extravagance de son roi plus encore que par l'insuffisance de ses armes, avait la coupable pensée de s'en dédommager en prenant à plus faible qu'elle, c'est-à-dire en enlevant la Norvége au Danemark. Napoléon sur ce point s'était montré inflexible. Mais pour comprendre cette autre complication européenne, il faut connaître une nouvelle révolution qui s'était passée depuis quelques mois en Suède, le pays qui, après la France, était alors le plus fertile en révolutions.

Situation de la Suède depuis la révolution qui a expulsé Gustave IV du trône.

On a vu précédemment comment le peuple suédois, fatigué des folies de Gustave IV qui lui avaient fait perdre la Finlande, s'était débarrassé par une révolution militaire de ce monarque insensé. C'était le troisième prince de ce temps atteint d'aliénation mentale. Chaque pays avait pourvu selon ses institutions à cette défaillance de l'autorité suprême. En Russie, on avait assassiné Paul Ier; en Angleterre, on avait respectueusement placé Georges III sous une tutelle de famille, par une simple délibération du Parlement; en Suède, un corps d'armée révolté avait ôté à Gustave IV son épée et son sceptre. Depuis lors, Gustave IV errait en maniaque à travers l'Europe, exposé à la pitié de toutes les nations, et obtenant du reste partout les égards dus au malheur, tandis que son oncle, le duc de Sudermanie, devenu roi sans l'avoir recherché, régnait à Stockholm aussi sagement que le permettaient les difficultés du temps. Sur sa demande, Napoléon avait accordé la paix à la Suède, à condition qu'elle se mettrait immédiatement en guerre avec l'Angleterre, qu'elle fermerait ses



Mai 1811.

ports au commerce britannique, et qu'elle adopterait tous les règlements du blocus continental. Ainsi, pour avoir la paix avec la Russie et avec la France, la Suède avait été obligée d'abandonner la Finlande à la première, et de sacrifier son commerce à la seconde. A ce prix elle avait recouvré la Poméranie suédoise, à laquelle elle tenait par un vieux préjugé national qui lui faisait voir dans cette province son pied-à-terre sur le continent, comme si un nouveau Gustave-Adolphe ou un nouveau Charles XII avaient dû y descendre pour vaincre Wallenstein ou Pierre le Grand. A ce prix encore elle avait recouvré ses relations commerciales avec le continent; mais que servait de les recouvrer, si en acquérant la faculté d'introduire des marchandises de tout genre dans l'Europe continentale, elle perdait par la guerre avec l'Angleterre la faculté de les recevoir? A l'inconvénient d'être bloquée par terre, elle substituait celui d'être bloquée par mer. Le malade n'avait donc fait que se retourner sur son lit de douleur. Il est vrai qu'il avait changé de place, espèce de soulagement momentané qui trompe la souffrance et fait passer le temps à celui qui souffre.

Moyens par lesquels la Suède élude les conditions de la paix conclue avec la France.

La Suède était sortie d'embarras comme en sortent les faibles, en trompant. Elle n'avait fait à l'Angleterre qu'une déclaration de guerre fictive; elle lui avait fermé ses ports, mais en lui laissant ouvert le principal d'entre eux, le mieux placé, celui de Gothenbourg. Ce port, situé dans le Cattégat, vis-à-vis des rivages de la Grande-Bretagne, à l'entrée d'un golfe profond, se présentait avec des commodités infinies pour l'étrange système de contre-

de imaginé à cette époque. C'était dans ce golfe
ïothenbourg et dans les îles dont il est parsemé
la contrebande anglaise s'était retirée, depuis
elle avait quitté l'île d'Héligoland devant la me-
e d'une expédition préparée par le maréchal Da-
t. La flotte de guerre anglaise, sous l'amiral
marez, stationnait ou à l'île d'Anholt, ou dans
livers mouillages du golfe de Gothenbourg. A
ri du pavillon britannique, des centaines de bâ-
ents de commerce versaient sans aucun dégui-
ent sur la côte de Suède leurs marchandises de
e nature, sucres, cafés, cotons, produits de Bir-
gham et de Manchester. Ces marchandises, mises
n entrepôt, s'échangeaient successivement con-
les produits du Nord, tels que bois, fers, chan-
, grains appartenant à la Russie, à la Suède, à
russe, à l'Allemagne, quelquefois aussi contre
soies brutes d'Italie, et ensuite étaient transpor-

raison de dire que les neutres, même ceux qui portaient légitimement le pavillon des États-Unis, étaient complices des Anglais. Mais le principal aboutissant de ce commerce sur le continent était le port de Stralsund, dans la Poméranie suédoise. Introduits dans ce port comme marchandises suédoises, les produits anglais avaient libre accès en Allemagne depuis la paix de la France avec la Suède. Un gros commissionnaire du pays avait expédié jusqu'à mille chariots de ces marchandises. Mai 1811.

C'est ainsi que les Suédois éludaient les conditions de leur paix avec la France. Ils avaient poussé le soin pour ce trafic jusqu'à disposer autour de Gothenbourg un cordon de cavalerie, lequel, sous prétexte d'épidémie, empêchait qui que ce fût d'approcher, et de voir des milliers de ballots de contrebande étalés sous des tentes, ainsi qu'un grand nombre d'officiers anglais venant manger des vivres frais et se consoler à terre des ennuis de leurs longues croisières. Divers agents envoyés par le maréchal Davout ayant réussi à percer le cordon qui ne couvrait d'autre épidémie que celle de la contrebande, avaient entendu parler les langues russe et allemande, mais surtout la langue anglaise, dans ce vaste établissement improvisé par le génie du commerce interlope.

De tels faits cachés un moment ne pouvaient être longtemps ignorés de Napoléon. De plus, une complication récente était venue ajouter de nouvelles singularités à cette étrange situation. Le duc de Sudermanie, oncle de Gustave IV, n'avait point d'enfants. Le plus simple eût été d'adopter pour héritier le fils du roi détrôné. Mais les gens de cour composant le

Difficultés de la succession à la couronne, ajoutées à toutes celles

i du prince déchu, quelques-uns de leurs chefs
out, avaient eu l'art de se rendre odieux à la
le. Parmi les principaux on comptait le comte
'ersen, nom qui avait déjà figuré dans notre ré-
tion, la comtesse de Piper, la reine enfin, épouse
roi régnant, et affichant des passions peu con-
nes à sa nouvelle situation. Il n'était aucune
hante pensée, aucun sinistre projet, qu'on ne
lisposé à imputer à ce parti, et, vu la haine qu'il
irait, il était devenu impossible de rétablir l'hé-
té dans la famille des Vasa, en prenant pour roi
r le fils du roi détrôné, enfant fort innocent des
s de son père. Dans cet embarras, le nouveau
Charles XIII avait adopté un prince danois, duc
ugustenbourg, et beau-frère du roi de Danemark.
couronne de Danemark était elle-même mena-
de déshérence, car le roi de Danemark n'avait
it de descendant direct. Beaucoup de gens sen-

Cette politique était la vraie, c'était celle que les Suédois devaient désirer, et celle aussi que l'Europe devait souhaiter aux Suédois. Malheureusement, bien qu'un certain instinct national secondât les gens éclairés qui l'avaient embrassée, chez les paysans, qui formaient l'ordre libéral, l'union de Calmar rappelait de fâcheux souvenirs, et l'idée qu'on se faisait du roi régnant de Danemark, prince sévère et dur, tout occupé de détails militaires, n'était pas de nature à les ramener. Le duc de Sudermanie devenu roi de Suède, penchant tout à fait pour cette politique aussi sage que profonde, s'en était approché en louvoyant, pour ainsi dire. N'osant pas en effet adopter pour héritier le roi de Danemark lui-même, il avait adopté le beau-frère de ce roi, appelé à monter plus tard sur le trône de Danemark.

Mai 1811.

Le duc de Sudermanie, devenu roi, et se trouvant sans enfant, adopte le duc d'Augustenbourg.

Le duc d'Augustenbourg, destiné ainsi à porter un jour les trois couronnes du Nord, n'avait rien pour séduire, mais tout pour se faire estimer. Il était froid, appliqué aux affaires, et fort occupé de ce qui concernait l'armée. N'ayant pas eu encore assez de temps pour conquérir les penchants du peuple suédois resté indécis à son égard, il fut subitement emporté par un accident imprévu et extraordinaire. Il était à cheval occupé à passer une revue, lorsque tout à coup on le vit tomber et demeurer sans mouvement. On accourut, il était mort. Rien n'annonçait un attentat, et il fut bien prouvé qu'une cause naturelle avait seule amené ce malheur. Mais le peuple suédois, se prenant tout à coup d'une vive sympathie pour ce prince sitôt frappé, se persuada qu'un crime intéressé l'avait enlevé à son amour naissant.

Mort subite du duc d'Augustenbourg.

: la violence ordinaire aux passions populaires, herchа et on désigna les coupables, bien inno- s du reste de ce crime : c'étaient, disait-on, le te de Fersen, la comtesse de Piper, la reine, et le parti de l'ancienne cour. On proféra contre d'atroces menaces, qui ne furent malheureuse- t pas des menaces sans effet. Quelques jours s, le comte de Fersen, conduisant en vertu de harge qu'il occupait à la cour le deuil du prince nt, souleva par sa présence une affreuse tem- . Assailli, enveloppé par la populace, il fut né dans les rues et égorgé.

oute la Suède frémit de ce forfait populaire, et it davantage le danger de sa situation. Les hom- éclairés, le roi Charles XIII en tête, à mesure les événements s'aggravaient, inclinaient davan- vers l'union des trois royaumes, et ils étaient tés de faire un pas de plus dans le sens de cette

Mai 1811.

des trois États consentant bien à absorber les deux autres, mais non point à s'unir fraternellement à eux! Choisir le prince Christian, appelé plus tard à succéder au trône de Danemark, semblait une politique plus prudente, et tout aussi bien dirigée vers le but désiré. On pouvait se tenir encore un peu plus loin du but en adoptant le duc d'Augustenbourg, frère du prince mort, et moins rapproché du trône que le prince Christian. Mais au milieu de ce conflit d'idées et de sentiments, quelques esprits, dont le nombre s'accroissait tous les jours, avaient tourné leurs vues d'un autre côté. Beaucoup de Suédois, inclinant vers la France par penchant pour les idées de la révolution française, par enthousiasme militaire, et aussi par ce vieil instinct qui porta toujours la France et la Suède l'une vers l'autre, avaient pensé qu'on ferait bien de s'adresser à celui qui en Europe élevait ou renversait les trônes, à Napoléon. On éprouvait pour lui en Suède quelque chose de ce qu'on avait éprouvé en Espagne avant la révolution de Bayonne, c'est-à-dire un mélange inouï d'admiration, d'entraînement, de confiance pour son génie militaire et civilisateur. Excepté son blocus continental, tout plaisait en lui, et cet importun blocus lui-même, on se flattait de l'éluder ou d'en être dispensé. S'adresser à l'empereur des Français pour en obtenir ou l'un de ses parents, ou l'un de ses capitaines, était une pensée plus populaire encore que celle de réunir en un seul les trois royaumes scandinaves, et qui allait surtout au génie belliqueux des Suédois.

Au milieu du conflit d'idées soulevé par la difficulté de choisir un successeur à la couronne, quelques esprits tournent les yeux vers la France.

Le roi régnant, porté vers le système de l'union des trois couronnes, mais sentant aussi profondé-

Message secret du roi régnant

t le besoin de s'appuyer sur la France, avait
ché un homme de confiance auprès de Napo-
, avec une lettre dans laquelle il lui disait que
endance était de travailler à l'union des trois
onnes, que c'était à ses yeux la meilleure des
iques, que toutefois il ne voulait rien faire sans
ulter l'arbitre de l'Europe, le puissant empe-
des Français; que si cet arbitre approuvait une
manière de voir, il prendrait son successeur
la famille des princes de Danemark, en s'ap-
hant plus ou moins du but auquel on tendait
nt les circonstances, mais que si au contraire
léon voulait étendre sa main tutélaire sur la
le, lui accorder ou un prince de sa famille, ou
des guerriers illustrés sous ses ordres, la Suède
pterait avec transport. L'envoyé secret du roi
chargé d'insister pour que Napoléon donnât
nême un roi aux Suédois.



ce genre. De plus, il avait donné assez d'ombrages à l'Europe par la création de départements français à Hambourg et à Lubeck, sans y ajouter par l'élévation au trône de Suède d'un prince français, qui peut-être serait bientôt un ennemi. Recouvrant toute la justesse et la profondeur de son esprit dès que ses passions ne l'égaraient plus, il aimait mieux voir les trois couronnes du Nord se renforcer contre la Russie et contre l'Angleterre par leur union, que se procurer à lui-même le vain plaisir d'amour-propre d'élever en Europe une nouvelle royauté française. Du reste, on avait si peu indiqué jusqu'alors le prince français qui pourrait être appelé au trône de Suède, que le choix possible n'avait exercé aucune influence sur cette excellente disposition.

Mai 1811.

Napoléon avait donc répondu sur-le-champ qu'il n'avait ni prince ni général à offrir aux Suédois, qu'il n'ambitionnait rien en ce moment ni pour sa famille ni pour ses lieutenants; que l'Europe d'ailleurs en pourrait être offusquée, et que la politique qui, plus tôt ou plus tard, avait en vue la réunion des trois couronnes du Nord, était à ses yeux la meilleure, et la plus digne du prince habile qui régnait à Stockholm; qu'il ne demandait au surplus à la Suède que d'être une fidèle alliée de la France, et de l'aider contre l'Angleterre en exécutant ponctuellement les lois du blocus continental.

Sage réponse de Napoléon indiquant une préférence pour l'élection d'un prince danois, et pour l'union des trois royaumes scandinaves.

Cette réponse arrivée, le roi Charles XIII n'avait plus hésité à suivre son penchant. N'osant pas toutefois s'y livrer entièrement, il avait résolu d'adopter le frère du prince mort, le duc d'Augustenbourg. Le parti révolutionnaire et militaire qui avait ren-

Sur la réponse de Napoléon, le roi de Suède se décide à adopter le duc d'Augustenbourg,

é les Vasa, ne voulant ni d'un Vasa ni du roi
Danemark réputé dur et absolu, avait poussé
rles XIII à ce choix, qui n'était après tout que
épétition de sa première adoption. Mais un nou-
incident avait compliqué encore une fois cette
tion déjà si traversée. Le roi de Danemark,
déric VI, aspirant à la réunion des trois cou-
nes, aspirant surtout à la voir s'accomplir im-
liatement sur sa tête, avait défendu au duc d'Au-
tenbourg d'accepter l'adoption dont il venait
re honoré, et, par une démarche publique, faite
ermes nobles et pleins de franchise, avait, dans
térêt, disait-il, des trois peuples, sollicité l'a-
tion de Charles XIII.

a réunion si hardiment présentée, et particu-
ement sous les traits d'un roi de Danemark, qui
-seulement offensait l'orgueil suédois, mais par
caractère vrai ou supposé effrayait les nombreux



Mai 1811.

de commerce, qui, tous asservis à leurs intérêts, craignaient pour les tristes raisons tirées du blocus continental de rendre plus complète l'intimité avec la France. Cette disposition, chaque jour accrue par l'embarras qu'on éprouvait, était bientôt devenue générale.

Quelques Suédois ayant eu des relations avec le prince de Ponte-Corvo, ancien général Bernadotte, pensent à lui.

En pensant et parlant ainsi, on cherchait le prince ou le général que Napoléon pourrait désigner au choix des Suédois. Il y en avait un, le maréchal Bernadotte, homme de guerre et prince, allié à la famille impériale par sa femme, sœur de la reine d'Espagne, qui avait séjourné quelque temps sur les frontières de Suède, et contracté des relations avec plusieurs Suédois. A l'époque où il se trouvait dans ces parages, il était chargé de menacer la Suède d'une expédition qui devait partir du Jutland et seconder les Russes en Finlande; mais il avait reçu sous main l'ordre de ne point agir. Se targuant volontiers des mérites qui n'étaient pas les siens, il s'était fait valoir auprès des Suédois de son inaction, comme si elle avait été volontaire, tandis qu'elle était commandée. Caressant en tous lieux tout le monde, par un vague instinct d'ambition qu'éveillaient tous les trônes vacants ou pouvant vaquer, il s'était fait des amis dans la noblesse suédoise, dont les goûts étaient militaires. Sachant tour à tour flatter les autres et se vanter lui-même, il avait conquis quelques enthousiastes qui voyaient en lui un prince accompli. C'était donc l'ancien général Bernadotte dont quelques meneurs prononçaient le nom, comme d'un parent cher à Napoléon, comme d'un militaire qui lui avait rendu d'immenses

vices, et qui vaudrait à la Suède, outre un grand
it, toute la faveur de la France.

Cette idée s'était rapidement propagée, et on
it fait de nouveaux efforts pour arracher à
acle qui se taisait une réponse qu'il ne voulait
donner. Un dernier incident, singulier comme
s ceux qui devaient signaler cette révolution
nastique, était survenu récemment, et n'était pas
nature à éclaircir les doutes des Suédois. Notre
rgé d'affaires, M. Désaugiers, venait d'être des-
é pour s'être prêté avec un personnage suédois
ne conversation de laquelle on aurait pu conclure
la France penchait pour l'union des trois cou-
nes. Ce soin à désavouer une pensée qui pour-
t était la sienne, prouvait à quel point la France
ait à ne pas manifester son opinion. Que désirait-
donc?

Dans ce cruel embarras, le roi ayant à faire



Mai 1811.

Un envoyé secret du prince de Ponte-Corvo survient, et en expliquant le silence de la France au profit de ce prince, amène une révolution dans l'élection.

Les choses en étaient là, lorsqu'il était arrivé tout à coup un ancien négociant français, établi longtemps à Gothenbourg où il n'avait pas été heureux dans son commerce, et qui était dans un moment pareil un excellent agent d'élections à employer. Envoyé par le prince de Ponte-Corvo avec des lettres, avec des fonds, il avait mission de tout mettre en œuvre pour soutenir le candidat français. En quelques instants les bruits les plus étranges avaient circulé. Sans montrer ni des ordres ni des instructions du cabinet français qu'on n'avait point, on s'était mis à dire partout qu'il fallait avoir l'esprit bien peu pénétrant pour ne pas découvrir la véritable pensée de la France, pensée qu'elle était obligée de taire par des ménagements politiques faciles à deviner, mais pensée évidente, certaine, dont on était sûr, et qui n'était autre que l'élévation au trône de Suède du prince de Ponte-Corvo, cet illustre général, ce sage conseiller, l'inspirateur de Napoléon dans ses plus belles campagnes et ses plus grands actes politiques. On demandait de tous côtés comment on avait l'intelligence assez paresseuse pour ne pas comprendre cette pensée, et ne pas voir le motif du silence apparent, affecté même, auquel la France était condamnée? Cette comédie, jouée avec beaucoup d'art, avait parfaitement réussi. Personne n'avait voulu passer pour un esprit obtus, incapable de pénétrer la pensée profonde de Napoléon; tout le monde y avait cru, à tel point qu'en quelques heures la nouvelle opinion envahissant le gouvernement et les États, le roi avait été obligé de revenir sur la présentation qu'il avait faite, le comité

Le prince de Ponte-Corvo élu à l'improviste.

toral sur le vote qu'il avait émis, et qu'en une le prince de Ponte-Corvo avait été présenté, et à la presque unanimité, prince royal, héritier a couronne de Suède. Cet étrange phénomène, devait élever au trône la seule des royautés naoniennes qui se soit soutenue en Europe, prou- deux choses, à quel point l'opinion en Suède t puissante en faveur d'une royauté d'origine çaise, et combien il faut peu de temps pour faire ter une opinion, quand elle est générale quoi- comprimée, et momentanément dissimulée !

lais tout devait être bizarre dans cette révolu-. Tandis que l'agent secret, auteur de ce brusque rement électoral, était parti de Paris, Napoléon, rti de son départ, et se doutant qu'il abuserait nom de la France, avait chargé le ministre des ires étrangères de le désavouer [1], désaveu qui t arrivé trop tard à Stockholm. Le prince choisi



mais qu'il y voyait avec plaisir un hommage rendu à la gloire des armées françaises, qu'il était au surplus bien assuré que le maréchal Bernadotte, officier de ces armées, n'oublierait jamais ce qu'il devait à sa patrie; que dans cette confiance il agréait l'élection faite par les Suédois, et que ne voulant pas qu'un Français fît à l'étranger une figure qui ne serait pas digne de la France, il avait ordonné à M. Mollien de lui compter tous les fonds dont il aurait besoin[1]. Après ce discours, Napoléon avait reconduit le nouvel élu avec une dignité gracieuse mais froide jusqu'à la porte de son cabinet.

Mai 1811.

Napoléon approuve le choix des Suédois, et donne au nouvel élu les moyens de se présenter convenablement en Suède.

Le prince de Ponte-Corvo, qui ne songeait alors à se présenter en Suède qu'entouré de la faveur de Napoléon, avait reçu de M. Mollien un million, et était parti sans délai pour Stockholm, où il avait été accueilli avec transport. Sur-le-champ il s'était attaché à flatter tous les partis, prenant avec chacun un visage différent, avec l'ancienne cour affichant la manière d'être du vieil aristocrate de l'armée du Rhin qui se faisait appeler Monsieur quand ailleurs on s'appelait citoyen; avec le parti libéral celle d'un ancien général fidèle à la République qu'il avait servie; enfin avec les secrets partisans de l'Angleterre, dont la classe commerçante était remplie, laissant percer toute la haine qu'il nourrissait au fond du cœur contre Napoléon, l'auteur de sa fortune.

Attitude du nouvel élu envers les partis qui divisent la Suède.

Pour quelque temps ces rôles si contradictoires étaient possibles, et devaient réussir jusqu'au moment où ils feraient place à un seul, celui d'un

[1] M. de Talleyrand, témoin de cette entrevue, m'a lui-même raconté plus d'une fois les détails que je rapporte ici.

emi irréconciliable de la France, dernier rôle
n déplorable à-propos devait faire réussir à son
, lorsque éclaterait contre nous l'orage de la
e universelle. Allant au plus pressé, cherchant
que chose à donner tout de suite à l'orgueil sué-
, le prince royal de Suède, avec une précipita-
de nouveau venu, avait imaginé de faire au
istre de France une ouverture étrange, et qui
ıvait quelle idée il se formait de la fidélité poli-
e.

'était l'époque où, comme nous venons de le
, Napoléon préparait, mais sans se presser, la
pagne de Russie. On parlait de toute part d'une
de guerre au Nord. Ces bruits devaient bien-
se calmer un peu par la remise des hostilités
année suivante; mais ils avaient en cet instant
e leur intensité première. Le prince royal de
de, montrant en cette occasion un dévouement



sible, de la perte de la Finlande, et, par exemple, que si Napoléon voulait assurer tout de suite la Norvége à la Suède, il mettrait tous les Suédois à ses pieds, et disposerait d'eux à son gré. Le nouveau prince royal eut la hardiesse assez peu séante, après avoir offert son concours, de menacer de son hostilité immédiate, si sa proposition n'était pas accueillie, et de s'attacher à montrer à quel point il pourrait nuire, après avoir montré à quel point il était capable de servir. Il le fit même avec un défaut de pudeur qui avait quelque chose de révoltant, l'habit de général français étant celui qu'il portait quelques jours auparavant, et celui qui lui avait ouvert l'accès au trône. Mai 1811.

Le ministre de France surpris, ému de ce spectacle odieux, se hâta pourtant, vu la gravité de la proposition, d'en écrire à Paris, afin que Napoléon lui dictât la réponse à faire à une pareille ouverture. Napoléon, nous le disons à sa louange, éprouva un mouvement d'indignation qui eut de grandes conséquences, qui aurait dû lui mériter un autre sort, et qui le lui aurait certainement mérité, si sa prudence en toutes choses avait égalé sa loyauté en celle-ci. Pour donner la Norvége à la Suède, il fallait dépouiller effrontément son plus fidèle allié, le Danemark, qui, torturé par les lois du blocus continental, les supportait cependant avec une patience admirable, et fournissait même d'excellents matelots à nos flottes. Il rougit d'indignation et de mépris à une telle proposition, et adressa à son ministre des affaires étrangères l'une des plus belles lettres et des plus honorables qu'il ait écrites de sa

Indignation de Napoléon en recevant la proposition de trahir le Danemark.

. — La tête du nouveau prince royal, il le
ait bien, et il ne s'en étonnait pas, était, disait-
une tête mal réglée, agitée, effervescente. Au
d'étudier le pays où il arrivait, de s'y faire esti-
r par une attitude calme, digne, sérieusement
upée, le prince ne cherchait qu'à flatter celui-ci,
aresser celui-là, et allait imprudemment soule-
des questions d'où pouvait jaillir un incendie.
tait une conduite regrettable, et à laquelle il ne
ait pas prêter la main. Trahir le Danemark était
r la France un crime impossible, et qu'il était
si peu sage que peu séant de lui proposer. Tout
étalage de services à rendre à la France, ou
mal à lui causer, ne pouvait point la toucher,
elle ne dépendait d'aucun ennemi au monde,
ore moins d'aucun allié. Le prince s'oubliait donc
se permettant un tel langage; heureusement ce
tait que le prince royal, et point le roi ni le gou-



Mai 1811.

en attendait par-dessus tout la suppression de l'entrepôt de Gothenbourg, sans quoi la guerre recommencerait, et la Poméranie suédoise, restituée tout récemment, deviendrait encore une fois le gage dont on se saisirait pour forcer la Suède à rentrer dans le devoir. Par le même courrier, Napoléon fit recommander au Danemark, sans lui dire pourquoi, d'entretenir toujours beaucoup de troupes en Norvége.

Dispositions des petites cours allemandes, alliées de la France, à la veille d'une nouvelle guerre avec la Russie.

Telle est la manière dont se dessinaient les dispositions de l'Europe à la veille de la grande et dernière lutte que Napoléon allait lui livrer. C'était extérieurement la soumission la plus complète avec une haine implacable au fond, et au moins de l'embarras là où il n'existait pas de haine. Ainsi nos alliés allemands, la Bavière, le Wurtemberg, la Saxe, Baden, faisaient tout ce que nous voulions, et préparaient leurs contingents, mais tremblaient secrètement en voyant les haines qui couvaient dans le cœur de leurs sujets, et l'animadversion inspirée par la conscription. Attachés à la cause de Napoléon par peur et par intérêt, souvent blessés par ses exigences et par son langage, mais craignant de perdre les agrandissements qu'ils avaient reçus de lui, ils souhaitaient qu'il ne s'exposât point à de nouveaux hasards, et par ce motif redoutaient singulièrement la prochaine guerre. Le roi de Wurtemberg notamment, ayant peu de scrupules en fait d'alliances, ne tenant pour bonne que celle qui augmentait ses revenus et son territoire, n'éprouvant par conséquent aucun remords de s'être donné à Napoléon, et joignant à beaucoup d'esprit une rare énergie de

Sages objections du roi de Wurtemberg contre la guerre de Russie.

actère, au point de dire toujours ce qu'il pensait
tout-puissant protecteur de la Confédération du
n, lui avait adressé quelques objections relative-
nt aux préparatifs de la nouvelle guerre et à
voi d'un détachement wurtembergeois demandé
r Dantzig. Sur-le-champ Napoléon lui avait ré-
du une lettre longue et curieuse, qui révélait tout
ière l'étrange fatalité sous l'empire de laquelle il
rait à de nouvelles aventures. Dans cette lettre il
disait que ce n'était pas à un régiment de plus ou
moins qu'il tenait, mais à l'avantage d'avoir à
tzig des Allemands plutôt que des Français,
ce qu'ils y excitaient moins d'ombrages; que vou-
t avoir des Allemands, il en désirait de tous les
ts de la Confédération; qu'il lui était impossible
ne pas prendre position à Dantzig, car c'était la
ie base d'opérations pour une campagne dans le



Mai 1811.

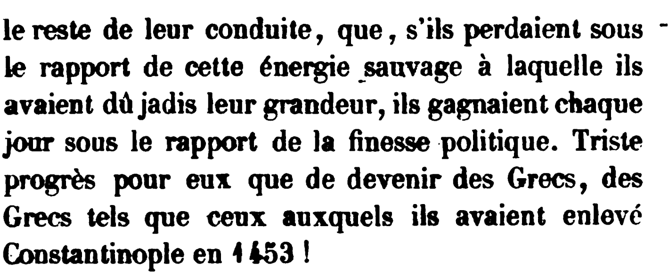
telle était, avons-nous dit, la pensée de Napoléon, nécessité réelle, assurément, étant admis comme une nécessité pour lui de se faire obéir sans délai, sans limite, sans une seule restriction, par toutes les puissances de l'Europe, celles qui étaient près et celles qui étaient loin, celles dont le concours importait à ses desseins, et celles dont le concours, bien que précieux, n'était pas indispensable, était même obtenu dans une suffisante mesure, et, dans cette mesure, ne laissait quelque chose à désirer qu'à son orgueil! Telle était la nécessité qu'on pouvait invoquer pour cette guerre! Le roi de Wurtemberg, qui avait pour Napoléon un penchant véritable, en recevant sa dernière lettre, et en reconnaissant l'inutilité des remontrances, avait cessé de résister. L'esprit rempli des plus sinistres pressentiments, il avait envoyé ses deux bataillons.

Négociations à Constantinople pour nouer une alliance avec les Turcs.

On venait de recevoir quelques nouvelles d'Orient, et d'apprendre comment avaient été accueillies les premières ouvertures faites à Constantinople. On avait sauvé la Moldavie et la Valachie, mais on n'avait pu sitôt convertir les Turcs en alliés. Ceux-ci en effet, en voyant la Russie obligée de rappeler une partie de ses forces, s'étaient promis de ne rien céder pour avoir la paix avec elle, mais, se défiant de nous autant que l'avait dit M. de Metternich, s'étaient bien gardés d'écouter de notre part aucune proposition d'alliance. Loin d'être disposés à se battre à nos côtés, ils étaient résolus à ne se battre contre personne ni pour personne, convaincus qu'on voulait se servir d'eux un moment pour les abandonner ensuite. Aussi attendaient-ils avec impa-

Les Turcs, rassurés par la guerre qu'ils prévoient entre la Russie et la France, se décident à ne point concéder la Moldavie et la Valachie à la Russie, mais se montrent tout aussi décidés à refuser

ce le jour où la Russie, serrée de près par Na-
ion, serait contrainte de traiter, pour conclure
c elle une paix avantageuse, et ne considéraient
me avantageuse que celle qui ne leur coûterait
une partie de leur territoire. La Russie, regar-
t cet avenir comme très-prochain, leur avait
essé une proposition moyenne, celle de garder
r elle-même la Bessarabie et la Moldavie en leur
tituant la Valachie. Elle avait demandé en outre
dépendance de la Servie. Les Turcs, voyant ve-
l'heure où la Russie ne pourrait plus laisser
troupes sur le Danube, repoussaient toutes ses
es, et réclamaient purement et simplement le
us ante bellum. Mais, aussi astucieux qu'ils accu-
nt leurs ennemis de l'être, ils dissimulaient à la
nce leur ressentiment secret, affectaient d'avoir
t oublié, d'être même prêts à s'allier à elle, à
dition qu'en preuve d'un sincère retour d'amitié



le reste de leur conduite, que, s'ils perdaient sous le rapport de cette énergie sauvage à laquelle ils avaient dû jadis leur grandeur, ils gagnaient chaque jour sous le rapport de la finesse politique. Triste progrès pour eux que de devenir des Grecs, des Grecs tels que ceux auxquels ils avaient enlevé Constantinople en 1453 !

M. de Metternich n'avait donc pas auprès d'eux plus de crédit que la diplomatie française. Les empêcher de livrer la Moldavie et la Valachie aux Russes était un résultat acquis; mais les faire battre contre les Russes pour les Français et les Autrichiens était un résultat plus qu'improbable.

Tandis qu'il préparait ses alliances comme ses armées pour la grande guerre du Nord, différée mais malheureusement inévitable, Napoléon, avec son ordinaire activité d'esprit, tâchait d'expédier ses affaires intérieures, afin de ne laisser aucun embarras derrière lui lorsqu'il serait obligé de s'absenter pour un temps dont on ne pouvait prévoir la durée. Il avait voulu, ainsi que nous l'avons dit, réunir le concile duquel il attendait la fin des querelles religieuses, le jour même du baptême du Roi de Rome. Il lui semblait convenable de joindre à tous les corps de l'État, convoqués autour du berceau de son fils, l'Église catholique elle-même, et de faire consacrer par celle-ci le titre de Roi de Rome donné à l'héritier du nouvel empire. Soit que cette espèce d'engagement répugnât aux évêques, déjà rendus à Paris pour la plupart, soit que la raison alléguée fût sincère, ils prétendirent que le plus grand nombre d'entre eux étaient trop âgés pour

ire à la fatigue d'une double cérémonie dans le ne jour, et la réunion du concile fut remise au anche qui devait suivre le baptême. Les évêques purent donc assister au baptême qu'individuelle- nt, et non point en un corps représentant l'Église. e 9 juin fut choisi pour la cérémonie solennelle baptême du roi de Rome. Tout avait été mis en vre pour que cette cérémonie fût digne de la gran- r de l'Empire et des vastes destinées promises jeune roi. Le 8 juin au soir Napoléon se trans- ta de Saint-Cloud à Paris, entouré d'un cortége gnifique, à peu près comme celui dont il avait né le spectacle aux Parisiens en venant célébrer mariage au Louvre. Un an s'était à peine écoulé, léjà il avait un héritier, et il pouvait dire avec ueil que la Providence lui accordait tout ce qu'il irait avec la ponctualité d'une puissance sou- e. Elle ne l'était pas, hélas, et devait le lui



la qualité de parrain, et chargé le duc de Wurzbourg d'en remplir pour lui les fonctions. Toute la population de Paris était accourue au-devant du superbe cortége, déjà consolée en partie des souffrances commerciales de cette année par un retour marqué d'activité industrielle, et par les immenses commandes de la liste civile et de l'administration de la guerre. Elle aimait d'ailleurs ce gage nouveau de durée accordé par le ciel à une grandeur inouïe, qui était non-seulement celle d'un homme, mais celle de la France, et si elle avait des jours de vif mécontentement contre Napoléon, c'était justement lorsqu'il semblait mettre cette grandeur en péril. Elle l'applaudit encore, quoique l'enthousiasme ne fût plus celui des premiers temps, elle l'applaudit, toujours saisie et séduite quand elle le voyait, toujours émerveillée de sa fortune et de sa gloire, toujours entraînée aussi comme toute population par le mouvement des grandes fêtes. Paris rayonnait de mille feux; tous les théâtres étaient ouverts gratis à la foule empressée; les places publiques étaient couvertes des dons offerts au peuple de Paris par l'heureux père du Roi de Rome, et ce qui ne contribuait pas peu à la satisfaction générale, c'est que le renvoi de la guerre à une année faisait espérer qu'elle pourrait être évitée. Des bruits de paix complétaient la joie de ces belles fêtes.

Juin 1811.

Magnifique cérémonie.

Le lendemain 9, jour de dimanche, Napoléon, accompagné de sa femme et de sa famille, conduisit son fils à Notre-Dame, l'église du sacre, et le présenta aux ministres de la religion. Cent évêques et vingt cardinaux, le Sénat, le Corps législatif,

naires des bonnes villes, les représentants de
rope, remplissaient l'enceinte sacrée où l'en-
impérial devait recevoir les eaux du baptême.
nd le pontife eut achevé la cérémonie et rendu
oi de Rome à la gouvernante des enfants de
ce, madame de Montesquiou, celle-ci le remit
poléon, qui, le prenant dans ses bras et l'éle-
au-dessus de sa tête, le présenta ainsi à la ma-
que assistance avec une émotion visible, qui
nt bientôt générale. Ce spectacle remua tous les
rs. Quelle profondeur dans le mystère qui en-
e la vie humaine! Quelle surprise douloureuse,
lerrière cette scène de prospérité et de grandeur,
vait pu apercevoir tout à coup tant de ruines,
de sang et de feux, et les flammes de Moscou,
s glaces de la Bérézina, et Leipzig, Fontaine-
u, l'île d'Elbe, Sainte-Hélène, et enfin la mort
cet auguste enfant à vingt ans, dans l'exil,



avait voulu célébrer la naissance de son fils, et c'est dans son sein qu'il passa cette journée. Les habitants de Paris admis à la fête purent le voir assis à table, la couronne en tête, entouré des rois de sa famille et d'une foule de princes étrangers, prenant son repas en public comme les anciens empereurs germaniques, successeurs des empereurs d'Occident! Éblouis par ce spectacle resplendissant, les Parisiens applaudirent, se flattant encore que la durée se joindrait à la grandeur et la sagesse à la gloire! Ils faisaient bien de se réjouir, car ces joies étaient les dernières du règne! Hélas, à partir de cette époque, nos récits ne seront plus qu'un long deuil.

Juin 1811.

Les jours suivants, des fêtes de toute nature succédèrent à celles du premier jour, car en cette circonstance Napoléon désira prolonger autant que possible les manifestations de la joie publique. Mais la terrible destinée, qui dispose de la vie des plus grands comme des plus humbles des mortels, et les pousse sans relâche au but assigné à leur carrière, ne voulut pas lui laisser prendre longtemps haleine. Les plus graves affaires étaient là profondément emmêlées les unes aux autres, se succédant sans interruption, et réclamant sans un moment de retard son attention tout entière. Le dimanche 9 juin, il avait fait baptiser son fils, le dimanche 16 juin, il fallut convoquer le concile.

Convocation du concile.

On a vu au commencement de ce livre les motifs qui avaient décidé Napoléon à réunir un concile. Une commission ecclésiastique composée de prélats, une commission civile composée de person-

Examen préalable

es politiques considérables, et comprenant entre
es le prince Cambacérès, avaient examiné et
lu comme il suit les questions nombreuses et
es que faisait naître la réunion d'une pareille
mblée.

'abord pouvait-on former un concile sans la vo-
é et la présence du Pape? L'histoire de l'Église
t égard ne laissait aucun doute, puisqu'il y avait
les conciles convoqués par les empereurs contre
papes, pour condamner des pontifes indignes,
'autres convoqués par des papes contre des em-
eurs oppresseurs de l'Église. D'ailleurs le bon
, qui est la lumière la plus sûre en matière
gieuse comme en toute autre, disait en effet que
lise ayant eu à se sauver elle-même, et y ayant
si avec un rare discernement, tantôt contre des
es prévaricateurs, tantôt contre des empereurs
sant de leur puissance, il fallait bien qu'elle pût



la formation d'un concile, et tout de suite infirmé la légitimité de celui qu'on aurait tenu. En convoquant un concile exclusivement national, qui comprendrait les évêques de l'Empire français, ceux de l'Italie et d'une partie de l'Allemagne, on devait composer une assemblée des plus imposantes, et qui suffisait parfaitement pour résoudre les questions qu'on avait à lui soumettre.

Juin 1811.

Quelles questions faut-il soumettre au concile?

S'il avait fallu lui donner à résoudre l'immense question de la souveraineté temporelle des papes, de leur séjour à Rome ou à Avignon, avec une dotation de deux millions et leur dépendance du nouvel empire d'Occident, un concile œcuménique aurait eu seul le pouvoir de statuer, et en tout cas il est douteux qu'on eût jamais trouvé une assemblée de prélats, quelque terrifiés qu'ils fussent, qui approuvât la spoliation du patrimoine de Saint-Pierre, et consentît à retrancher le chef de l'Église de la liste des souverains. Mais Napoléon se serait bien gardé de toucher à ces questions. Dans l'état des choses, que lui fallait-il? Pourvoir au gouvernement des Églises, en obtenant l'institution canonique des évêques nommés par lui. C'est en refusant cette institution, et en contrariant, à défaut de cette institution, l'expédient des *vicaires capitulaires*, que le Pape tenait en quelque sorte Napoléon en échec, et arrêtait tout court la marche de son gouvernement. Si au contraire on pouvait au moyen d'une décision imposée au Pape, ou approuvée par lui, s'assurer l'institution canonique, et empêcher qu'elle ne fût une arme dans les mains de l'Église romaine pour entraver l'administration des diocèses, Napoléon

ait d'embarras, car ne voulant rien entreprendre
tre les dogmes de l'Église, voulant tout laisser
ime dans le passé sous le rapport du spirituel,
oriser même le développement de la religion, il
vait point à craindre un schisme. Il espérait bien
les affaires religieuses étant tirées par la régu-
sation de l'institution canonique de l'ornière où
s étaient versées pour ainsi dire, le Pape captif,
ant tout aller, et aller bien sans son concours,
s sa souveraineté, finirait par accepter la nou-
e situation qu'on lui avait proposée.

Le mode de nomination et d'institution canonique
évêques n'étant point uniforme dans les diffé-
ts pays, et surtout ayant varié avec la marche
siècles, soulevait une question de discipline lo-
qu'un concile national pouvait résoudre, pour
rance et l'Italie bien entendu, et cette solution
isait à Napoléon, car le Pape était alors dépos-



uns, rappelé les autres. Il avait employé sa puissance à vaincre de redoutables préjugés nés d'une longue révolution et de tout un siècle philosophique; il avait réussi, et par lui rétablie, la religion catholique avait refleuri. Des faits nombreux et patents prouvaient que depuis son avénement au trône il n'avait pas été commis un seul acte contraire à la foi, tandis qu'il avait été pris une multitude de mesures pour protéger la religion et l'étendre. A la vérité, un fâcheux dissentiment s'était manifesté entre le Pape et l'Empereur.

Juin 1811.

Sens du message impérial destiné au concile.

— Napoléon, comptant l'Italie au nombre de ses conquêtes, avait voulu s'y établir solidement. Or, depuis qu'il avait ramené le Pape à Rome, ce qu'il avait fait même avant le Concordat, il avait rencontré dans le souverain temporel des États romains un ennemi ouvert ou caché, mais toujours intraitable, qui n'avait rien négligé pour ébranler la puissance des Français en Italie. Le Pape avait donné asile à tous les cardinaux hostiles au roi de Naples, à tous les brigands qui infestaient la frontière napolitaine, et avait voulu demeurer en rapport avec les Anglais, les ennemis irréconciliables de la France. C'était donc, non pas le souverain spirituel, mais le souverain temporel de Rome, qui, pour une question d'intérêt tout matériel, s'était pris de querelle avec le souverain temporel de l'Empire français. Et quelle arme avait-il employée? l'excommunication, qui était ou impuissante, et dès lors exposait l'autorité spirituelle à la déconsidération, ou destructive de tout pouvoir, et ne tendait à rien moins qu'à rejeter la France et l'Europe dans l'anarchie. —

i les plaintes étaient faciles, et devaient trouver
'écho, car, dans le clergé presque entier, ex-
é la portion fanatique, la bulle d'excommunica-
n'avait rencontré que des improbateurs, et,
ni les gens éclairés de tous les États, il n'y avait
onne qui n'eût dit que la Papauté avait em-
é là un moyen, ou ridicule s'il était impuissant,
coupable s'il était efficace, et digne des anar-
tes de 1793.

– C'était le premier cas qui s'était réalisé, de-
-on dire encore, et le Pape alors avait eu recours
n second moyen, celui de refuser l'institution
nique aux évêques nommés. Or il avait déjà,
r des intérêts temporels, laissé périr l'épiscopat
Allemagne, à ce point que sur vingt-quatre sié-
germaniques il n'y en avait plus que huit de
plis, ce qui devait faire naître une grande ten-

[redacted]

Juin 1811.

ciens temps, où le Pape n'instituait pas les évêques, où les évêques élus par les fidèles étaient confirmés et sacrés par le métropolitain. Telle était la question que l'Empereur ne voulait pas résoudre à lui seul, mais qu'il posait à l'Église assemblée, afin qu'elle pourvût à sa propre conservation, et qu'elle se sauvât du danger auquel venait de succomber l'Église d'Allemagne presque entière. —

On conseille à Napoléon une démarche préalable auprès du Pape, pour essayer de s'entendre avec lui sur les propositions à soumettre au concile.

La forme du concile, la question à lui soumettre étant arrêtées, les principaux personnages qui dans les affaires ecclésiastiques éclairaient Napoléon de leurs lumières, et l'aidaient de leur concours, le supplièrent de tenter auprès du Pape une dernière démarche, de lui envoyer deux ou trois prélats de grand poids, pour lui annoncer la réunion du concile et l'engager à rendre facile la tâche de ce concile en adhérant d'avance à certaines solutions, qui, une fois consenties par lui, rencontreraient une adhésion unanime. On échapperait ainsi à la tempête dont on était menacé, et on procurerait à l'Église la paix, la sécurité, la réconciliation avec le pouvoir temporel, et la fin de l'affligeante captivité du Pontife.

Napoléon répugne à cette démarche.

Napoléon avait déjà envoyé à Savone les cardinaux Spina et Caselli, et le peu de succès de cette mission le portait à considérer comme inutile toute tentative de ce genre. Il croyait que les prélats réunis à Paris et sous sa main obéiraient à ses volontés, qu'ils formuleraient sous sa dictée une décision qu'on enverrait ensuite à Savone revêtue de l'autorité du concile, et que le Pape n'oserait pas y résister. Cependant on insista auprès de lui

c beaucoup de force, et de manière à l'ébranler. Parmi les ecclésiastiques dont il avait appelé le cours, il y en avait plusieurs d'une grande auto-, d'un véritable mérite, et tout à fait dignes tre écoutés. Ce n'était pas son oncle, le cardinal ch, qui, placé par lui à la tête du clergé, s'y duisait comme son frère Louis en Hollande, c la bonne foi de moins; ce n'était pas le cardi- Maury, envers qui toute l'Église, par jalousie et affectation d'austérité, se montrait cruellement rate; ce n'était pas l'abbé de Pradt, promu à chevêché de Malines, et l'un de ceux auxquels stitution avait été refusée, prélat de beaucoup sprit, mais d'une pétulance d'humeur qui for- t avec sa robe un contraste choquant, surtout s un siècle où l'Église avait remplacé le génie la gravité; ce n'étaient pas non plus M. l'abbé Boulogne, évêque de Troyes, M. de Broglie, évê-



ancien professeur en Sorbonne, et professeur des plus renommés, il joignait à une connaissance profonde des matières ecclésiastiques une haute raison, un tact extrême, l'art de traiter avec les hommes, enfin un remarquable esprit politique, esprit qui devenait chaque jour plus rare parmi les chefs de l'Église, et qui ne consiste pas dans l'art de capter la confiance des souverains pour les dominer, mais dans ce bon sens supérieur qui a porté l'Église à s'adapter au génie des siècles où elle a vécu, et les lui a fait traverser victorieusement. M. Mannay, enfin, évêque de Trèves, inférieur aux premiers, et de plus fort timide, était néanmoins un sage et savant homme, toujours utile à consulter.

Juin 1811.

et leurs conseils.

MM. de Barral, Duvoisin, Mannay, ne cherchaient point à s'emparer de Napoléon pour leur avantage personnel, car M. Duvoisin, notamment, ne voulant perdre aucun moyen de contribuer au bien en se faisant soupçonner d'ambition, avait refusé toutes les promotions que Napoléon lui avait successivement offertes. Ces prélats, tout en déplorant le caractère dominateur de Napoléon, qui voulait placer l'Église dans la dépendance de l'Empire, tout en étant profondément affligés des violences qu'il s'était permises envers le Saint-Père, étaient d'avis toutefois que, puissant comme il l'était, destiné sans doute à fonder une dynastie, ami de l'Église quoique n'ayant que la croyance d'un philosophe, doué de tous les genres d'esprit, et maniable quand on savait ne pas le heurter, il fallait chercher à le calmer et à le diriger, au lieu de l'irriter par une opposition dont l'intention n'était que trop

8.

le à deviner, car elle n'était ni religieuse ni en-
moins libérale, mais royaliste. L'Église pour
iner avait employé quelquefois l'intrigue ; ne
vait-elle pas, quand il s'agissait non de dominer
s d'exister, employer la prudence, afin de diri-
un homme de génie tout-puissant ? Beaucoup de
s d'ailleurs craignaient de voir dans Napoléon
nouvel Henri VIII, prêt à pousser sa nation dans
sorte d'indépendance religieuse qui aurait fini
un véritable protestantisme. Napoléon en mena-
souvent, et quand on voyait des préfets français
inistrant à Hambourg et à Rome, une archidu-
sse épousant un simple officier d'artillerie et
nant le jour à l'héritier de l'un des plus grands
ires de la terre, pouvait-on affirmer qu'il y eût
s quelque chose d'impossible ?

elles étaient les raisons de ces prélats pour user
ménagements envers Napoléon, bien qu'ils dé-



pour faire avant l'ouverture du concile une démarche conciliatrice auprès de Pie VII. Juin 1811.

Ces trois prélats devaient parler non point au nom de l'Empereur, qui était supposé connaître et permettre cette mission, sans toutefois l'ordonner, mais au nom d'une foule d'évêques déjà réunis à Paris, et désirant avant de se former en concile se concerter avec le chef de l'Église, pour agir d'accord avec lui, s'il était possible. Une trentaine d'évêques, après avoir conféré entre eux et avec le cardinal Fesch, avaient écrit des lettres pour le Saint-Père, dans lesquelles, tout en faisant profession de lui être dévoués, de vouloir maintenir l'unité catholique, ils le suppliaient de rendre la paix à l'Église, menacée d'un nouveau schisme par la puissance de l'homme qui l'avait rétablie, et qui seul pouvait encore la sauver.

Objet de la mission des prélats envoyés à Savone.

M. l'archevêque de Tours, MM. les évêques de Nantes et de Trèves, devaient remettre ces lettres au Pape, et ensuite lui proposer, toujours au nom du clergé français, premièrement de donner l'institution canonique aux vingt-sept prélats nommés par l'Empereur, afin de faire cesser la viduité d'un si grand nombre d'Églises, et de mettre un terme aux conflits soulevés par la création des vicaires capitulaires, secondement d'ajouter au Concordat une clause relative à l'institution canonique. Il n'y avait personne dans le clergé qui ne fût frappé de l'usage abusif que pouvait faire un pape de l'institution canonique, en la refusant à des sujets dont il ne contestait l'idonéité ni sous le rapport des mœurs, ni sous celui du savoir, ni sous celui de l'orthodoxie,

s dont il voulait punir ou contrarier ou con-
uire le souverain, en arrêtant dans ses États la
che des affaires religieuses. Elle était dès lors
arme dans ses mains pour satisfaire un ressenti-
t ou servir un intérêt. Les trois prélats envoyés
vone devaient donc proposer une clause d'après
elle le Pape serait obligé de donner l'institution
s un espace de trois mois, s'il n'avait à faire va-
aucune raison d'indignité contre les sujets choi-
Ces trois mois expirés, le métropolitain, ou à
défaut le plus ancien prélat de la province ec-
iastique, serait autorisé à conférer l'institution
nique.

i quelque chose peut prouver à quel point l'É-
e française, si empressée depuis à sacrifier au
t-Siége jusqu'à ses traditions nationales, a été
s ce siècle inconsistante dans ses opinions, c'est
rément ce qui se passait ici. Ce n'étaient pas

fère le choix des évêques au souverain temporel de chaque pays, et la confirmation de ce choix au chef de l'Église universelle, sous forme d'institution canonique. Un pouvoir tel que celui des évêques ne saurait en effet provenir que de deux autorités, du souverain temporel d'abord, car seul il doit conférer des pouvoirs efficaces dans l'étendue du territoire national, et seul d'ailleurs il peut juger du mérite des sujets dans le pays où il gouverne; et secondement du souverain spirituel, qui doit intervenir pour s'assurer si les sujets nommés sont en conformité avec la foi catholique. Sans l'intervention de la première autorité, l'État n'est plus maître chez lui; sans l'intervention de la seconde, l'unité catholique est en péril. Il est bien vrai qu'un pape peut abuser de l'institution canonique, comme un souverain temporel peut abuser aussi de la nomination. L'un et l'autre abus sont possibles, et se sont produits dans des temps malheureux, dont pourtant l'Église et l'État sont sortis sans périr. Mais la destruction du double lien qui rattache les pasteurs au chef de l'État et au chef de l'Église, serait le renversement du beau système qui dans l'étendue de la chrétienté a permis qu'il existât deux gouvernements à côté l'un de l'autre, sans choc, sans confusion, sans empiétement, gouvernement religieux chargé d'élever les âmes vers le ciel, gouvernement civil chargé de les plier à tous les devoirs de la société politique.

Juin 1811.

Les partisans de l'opinion contraire, professée en ce moment par Napoléon, qui avait pensé autrement à l'époque du Concordat, faisaient valoir les anciennes traditions, et rappelaient les premiers temps

l'Église, où le Pape n'instituait pas les évêques, en France la faculté de les instituer n'avait été connue au Saint-Siége que par le concordat de nçois Ier et de Léon X. A cela il y avait une réponse fort simple, c'est que si le concordat interu entre Léon X et François Ier avait reconnu au nt-Siége le pouvoir d'instituer, il avait aussi renu à la royauté le pouvoir de nommer, et si on montait plus haut encore, on ne trouvait pas plus chef de l'État nommant les évêques que le Pape instituant. On trouvait la simplicité des temps mitifs, c'est-à-dire les fidèles élisant leurs pasrs, et le métropolitain les consacrant. Avec les cles ces pouvoirs avaient été peu à peu déplacés: faculté d'élire avait été successivement transpor- des fidèles assemblés aux chapitres, des chapi- aux rois, et la faculté de confirmer l'élection, s l'intérêt religieux, avait été transférée du sim-



Juin 1811.

avait trois mois pour instituer, et qu'il pouvait refuser l'institution par des raisons d'indignité. Mais de ces raisons, qui devait être le juge en définitive? évidemment l'Empereur, dans le projet proposé, puisque, s'il insistait, le métropolitain devait finir par instituer. Dès lors l'institution échappait au Pape. Mais en ce moment tous les esprits étaient vivement frappés de la destruction de l'Église germanique par la vacance de presque tous les siéges, du danger qui menaçait l'Église française par la vacance d'un quart des siéges existants, et enfin du spectacle de Pie VII faisant de l'institution canonique une arme défensive dans une cause assurément très-légitime, mais une arme après tout, et personne n'était disposé à accorder que l'institution pût être autre chose qu'un moyen de maintenir l'unité de la foi, en repoussant des prélats indignes sous le rapport des mœurs, du savoir ou de l'orthodoxie.

Ce qu'il y aurait eu de plus sage, c'eût été de chercher à obtenir du Pape, de sa douceur, de sa prudence, l'institution des vingt-sept prélats nommés par l'Empereur, de la lui demander dans l'intérêt de la religion, et de n'exiger de lui aucun sacrifice de principe. A la vérité il se serait désarmé pour le présent, mais désarmé d'une arme dangereuse, car Napoléon s'emportant pouvait briser et cette arme, et bien d'autres encore, et en venir à l'égard de l'Église aux dernières extrémités. Or on ne prévoyait alors ni Moscou ni Leipzig, et ce n'était pas d'ailleurs dans le clergé que se trouvaient des politiques assez clairvoyants pour deviner ces grands changements de fortune. Il aurait donc fallu arracher

e VII une concession de fait, non de principe,
issant le temps et la raison agir sur Napoléon,
r l'arrangement général de toutes les affaires de
lise.

uoi qu'il en soit, les prélats qui avaient chargé
rois envoyés de parler en leur nom appuyaient
lause additionnelle au Concordat autant que Na-
on lui-même. Quant à lui, il mettait le maintien
Concordat à ce prix, et comme on s'était fait
e mot Concordat une sorte de mot magique qui
ifiait : rétablissement des autels, cessation de
ersécution des prêtres, et mille autres biens pré-
x, Napoléon en disant le Concordat aboli, sem-
t annoncer implicitement que toutes les garan-
données à la religion, au culte, aux prêtres,
ient abolies du même coup, et qu'à l'égard de
choses on pouvait revoir tout ce qu'on avait vu.
si espérait-il produire et produisait-il un grand



ment magnifique lui serait assuré aux frais de l'Empire. Le Pape y jouirait de deux millions de revenu, sans aucune des charges de la papauté, car les cardinaux et tous les ministres du gouvernement spirituel seraient richement entretenus par le trésor impérial. Le Pape aurait la faculté de recevoir des ambassadeurs de toutes les puissances, et d'entretenir des représentants auprès d'elles. Il serait entièrement libre dans le gouvernement des affaires spirituelles, et ne relèverait à cet égard que de sa propre volonté. Tout ce qui pouvait contribuer à la prospérité, à l'éclat, à la propagation du catholicisme, serait ou maintenu, ou étendu, ou rétabli. Les missions étrangères seraient restaurées avec tout l'appui du nom de la France. Les pères de la Terre sainte seraient protégés, et les Latins remis dans tous les honneurs du culte à Jérusalem. Mais à cet état somptueux, auquel il ne manquait que l'indépendance, Napoléon mettait une condition. Si le Pape préférait la résidence de Rome, il prêterait à l'Empereur le serment que lui prêtaient tous les prélats de son empire, ce qui entraînait évidemment l'abandon par le Pape du patrimoine de Saint-Pierre, et si cette condition lui répugnait trop fortement, et qu'il s'accommodât d'Avignon, il promettrait simplement de ne rien faire contre les principes contenus dans la déclaration de 1682.

Juin 1811.

du nouvel établissement pontifical tel que Napoléon l'entendait.

Ainsi donc, s'il s'agissait de retourner à Rome, serment qui entraînait l'abandon des États romains à l'Empire, s'il s'agissait de vivre libre et bien doté à Avignon, reconnaissance des libertés gallicanes, telles étaient les conditions que Napoléon exigeait

r faire cesser la captivité de Pie VII et lui accor- un établissement magnifique mais dépendant. trois envoyés étaient secrètement munis des voirs nécessaires pour signer une convention sur bases. Mais ils devaient laisser ignorer à tout le nde, et surtout au Pape, qu'ils avaient ces pou- s, jusqu'à ce qu'ils eussent la certitude de réussir s leur mission, tant pour ce qui regardait l'insti- on canonique que pour ce qui regardait le nouvel blissement de la Papauté.

Comme il restait peu de jours entre le moment Napoléon se décida à envoyer cette députation 'époque de la réunion du concile, les trois pré- partirent en toute hâte, car il ne leur était ac- dé que dix jours pour remplir leur mission à one.

I. l'archevêque de Tours (de Barral), MM. les ques de Nantes (Duvoisin), de Trèves (Mannay),

vêtus de la confiance impériale étaient envoyés pour l'entretenir. Il savait de quel poids, de quel mérite étaient ces hommes; il savait aussi qu'ils étaient contraires aux opinions qu'on appelle en France ultramontaines, ce qui équivalait pour lui à être du parti ennemi; mais tout cela était de nulle considération à ses yeux. L'important pour lui, c'est qu'ils eussent mission de le visiter, c'est qu'ils eussent quelque chose à lui dire. L'infortuné Pontife était comme le prisonnier qui éprouve un tressaillement de plaisir à entendre ouvrir la porte de sa prison, alors même qu'elle ne s'ouvre pas pour lui rendre la liberté.

Juin 1811.

Pie VII n'avait de communication qu'avec le préfet de Montenotte, qui lui avait plu, comme nous l'avons déjà dit, par ses égards, son tact, sa parfaite mesure. Ayant appris de M. de Chabrol l'arrivée et le nom des trois prélats, il consentit à les admettre tout de suite en sa présence. Il éprouvait même une sorte d'impatience de les recevoir. Ils se présentèrent tous les trois, le respect à la bouche, le front incliné, plus incliné que si le Pontife eût été à Rome sur le trône des Césars, lui demandant presque pardon de n'être pas captifs comme lui, et venant le supplier de mettre le comble à ses vertus en ajoutant à ses anciens sacrifices quelques sacrifices nouveaux et indispensables, en abandonnant dans l'intérêt même de la religion certaines prérogatives qui lui étaient chères. Le ton, le noble langage, le profond respect de ces dignes prélats touchèrent vivement Pie VII, et toutes les grâces de son caractère reparurent à l'instant sous l'im-

Accueil du Pape aux trois envoyés.

ssion du plaisir qu'il ressentit. Il se montra plein louceur, de bonté, presque d'enjouement, dès l fut en confiance avec eux, et surtout dès qu'il qu'au lieu de s'assembler pour le juger, le con- voulait au contraire se concerter avec lui sur la nière de mettre fin aux troubles religieux, et le ait supplier à l'avance de chercher quelques yens d'accommodement avec cette puissance qui it rétabli les autels, et qui, pouvant les détruire, e voulait heureusement pas, pourvu que dans domaine temporel elle ne rencontrât aucune osition.

près une première séance employée à se voir, à onnaître, à s'apprécier, le Pape et les prélats se nirent tous les jours, et même plusieurs fois par r, bien que les trois envoyés, voulant ménager anté débile de Pie VII, missent la plus grande rétion à provoquer de nouvelles entrevues. C'é-



Juin 1811.

de lui un ultramontain de naissance, élevé dans ses opinions quoiqu'il ne les partageât pas toutes.

Langage du Pape.

Le Pape, après avoir fait remarquer avec dignité, avec douceur, l'odieuse captivité dans laquelle le chef de l'Église était plongé, le profond isolement dans lequel il était condamné à vivre, la privation de tout conseil et de tout moyen de communiquer à laquelle il était réduit, avait raconté à sa manière, comme il lui arrivait souvent, tout ce qu'il avait jadis éprouvé d'affection pour le général Bonaparte, aujourd'hui tout-puissant empereur des Français, puis la difficile démarche qu'il avait osé faire en venant le sacrer à Paris, et ensuite, montrant autour de lui les murailles qui le tenaient enfermé, avait fait ressortir sans aucun emportement l'étrange contraste entre les services rendus et la récompense qui en était le prix. Cela dit, il était entré dans le détail même des questions que les représentants du concile étaient chargés de traiter à Savone.

Sur l'institution canonique des vingt-sept prélats nommés, il avait paru disposé à céder, avouant en quelque sorte, sans le dire, que son refus de l'accorder était plutôt une arme employée contre Napoléon, qu'une juste contestation dans l'intérêt de la foi du mérite des sujets promus, mais demandant si, après tout, ce n'était pas un intérêt de la foi que l'indépendance et la liberté du Pontife, le respect du Saint-Siége, la conservation du patrimoine de Saint-Pierre, le maintien de la puissance temporelle des papes, et si l'arme qui lui servait à défendre des choses de si grande importance pouvait être considérée comme mal et abusivement employée. —

tefois il était prêt à céder, même sur un détail
orme, et consentait à instituer les vingt-sept pré-
dont il s'agissait, en omettant dans l'acte le nom
Napoléon (comme ce dernier le voulait bien), et
même temps à ne pas alléguer le *motu proprio*,
lui aurait donné l'apparence de nommer lui-
ne, au lieu de confirmer seulement la nomina-
émanée de l'autorité impériale. En effet il avait
accordé l'institution canonique dans cette forme
notu proprio à quelques-uns des vingt-sept pré-
nommés, entre autres à l'archevêque de Ma-
s; mais Napoléon n'avait pas voulu l'agréer,
sentant bien à ce que son autorité ne fût point
tionnée dans les bulles, mais n'admettant pas
celle du Pape fût substituée à la sienne.

ur ces divers points Pie VII était prêt à se rendre,
faire cesser l'interruption du gouvernement ec-
astique en France, afin qu'on ne lui reprochât



terme de trois, suffisaient pour examiner l'idonéité des sujets proposés, la critiquer si elle méritait d'être critiquée, et s'entendre en un mot avec le pouvoir temporel sur les choix qui devaient être réformés; qu'il fallait après tout ne pas supposer ce pouvoir en démence, et s'appliquant à nommer des évêques indignes ou d'une foi douteuse pour le plaisir de mal composer son clergé; que si on ne jugeait pas ces garanties suffisantes, c'est qu'alors on voulait faire de l'institution un autre usage que celui d'assurer le bon choix des sujets, et en faire un moyen d'action sur le temporel, afin de le tenir plus ou moins dans sa dépendance. Or il n'y avait personne, ajoutaient-ils, dans aucun parti, qui fût prêt à admettre que la faculté d'instituer pût devenir une arme dans la main des papes. Sur ce point il fallait renoncer à trouver de l'appui dans quelque portion du clergé que ce fût. Juin 1811.

L'infortuné Pie VII, qui avec beaucoup d'esprit n'avait cependant pas toute la force de raison nécessaire pour remonter aux grands principes sur lesquels repose la double investiture des pasteurs par le pouvoir temporel et par le pouvoir spirituel, qui d'ailleurs, quand on lui disait que l'institution ne pouvait être une arme dans la main des papes, croyait apercevoir un reproche dans cet argument, parce qu'en effet beaucoup de gens lui avaient rapporté qu'on l'accusait en refusant les bulles de sacrifier les intérêts de la religion aux intérêts du Saint-Siége, Pie VII ne savait que répondre, reconnaissait qu'il ne fallait pas qu'on pût abuser à Rome de la faculté d'instituer, et puis cependant ne se

dait pas, parce qu'il s'agissait d'abandonner une
prérogatives dont il avait trouvé le Saint-Siége
rvu. Or, à ses yeux, transmettre le Saint-Siége
es successeurs moins riches de prérogatives qu'il
l'avait trouvé, était une faiblesse, une lâcheté,
it à aucun prix il ne voulait souiller sa mémoire.
s-sensible à l'opinion publique, il craignait d'être
usé par la chrétienté de céder ou à la peur, ou à
nui de la captivité. Et quand on lui représentait
il s'abusait sur le jugement que le monde catho-
ne porterait de lui s'il cédait (ce qui était exact,
on n'était pas alors aussi romain qu'on a aujour-
ui la prétention de l'être), il répliquait : Mais
nment voulez-vous que je puisse en juger, seul,
onnier, séparé de tout conseil, ne sachant sur
inion de qui m'appuyer pour prendre des déter-
ations si importantes?... — Et, à cet argument,
si vrai que douloureux, les trois prélats, indi-



qui avait réuni les États romains à l'Empire, et il fallait admettre la chute de Napoléon, ce que bien peu d'esprits prévoyaient alors, pour ne pas regarder ce décret comme irrévocable. On pouvait donc, et les prélats l'essayèrent, lui conseiller par prudence, et dans l'intérêt même du Saint-Siége, d'accepter un dédommagement que plus tard peut-être on n'obtiendrait plus, dédommagement accompagné d'ailleurs de tant d'avantages pour la protection et la propagation de la foi catholique. MM. de Barral et Duvoisin, tout en lui exprimant une douleur sincère des entreprises de Napoléon, insistèrent beaucoup sur la nécessité de ménager un homme qui pouvait jouer si facilement en France le rôle de Henri VIII en Angleterre, sur la sagesse qu'il y aurait peut-être à profiter des dédommagements qu'il se croyait obligé d'offrir dans le moment où il dépouillait l'Église, et qu'il ne songerait probablement point à accorder lorsque l'abolition du pouvoir temporel ne serait plus qu'une de ces catastrophes auxquelles le monde s'était si bien habitué depuis vingt ans; sur tous les secours enfin qu'on obtiendrait de lui pour le maintien et la propagation de la foi, lorsqu'on aurait donné satisfaction à son ambition déréglée. Le Pape, touché du ton, du langage avec lequel on lui soumettait ces conseils, ne les accueillit point mal, et en raisonna avec les envoyés de Napoléon comme avec des amis devant lesquels il s'ouvrait en confiance, non comme avec les ministres d'un adversaire devant lesquels il devait composer son attitude et son visage. Il convint de la difficulté de faire revenir Napoléon sur ses ré-

Juin 1811

tions; il ne contesta point la durée probable de empire, sans toutefois le regarder comme im-ssable, car il montrait quelquefois sur ce sujet doutes singuliers, soit que ce fût chez ce pape si pieux que spirituel une inspiration de sa foi ente, ou une certaine lumière qui de temps en ps éclairait soudainement son esprit; mais en ors de toutes ces considérations, pour ainsi dire ndaines, il manifesta du point de vue de la con-nce et de l'honneur une répugnance absolument ncible à concéder ce qu'on lui demandait. Aller er pontificalement à Paris était pour lui un op-bre inacceptable.—Napoléon, disait-il, veut faire successeur des apôtres son premier aumônier, s jamais il n'obtiendra de moi cet abaissement du nt-Siége. Il croit me vaincre parce qu'il me tient s ses verrous, mais il se trompe; je suis vieux, bientôt il n'aura plus dans ses mains que le ca-



à admettre celle qui refusait au Pape le pouvoir de renverser les souverains temporels en déliant les sujets de leur devoir d'obéissance. Mais il était rempli de scrupule relativement aux autres, qui établissent, comme on sait, que l'Église n'est point un gouvernement arbitraire, qu'elle a ses lois qui sont les canons, que l'autorité du Pape, quoique ordinairement supérieure à toute autre, rencontre cependant quelquefois une autorité supérieure à la sienne, celle de l'Église elle-même quand elle est assemblée dans les conciles œcuméniques, c'est-à-dire universels. Ces maximes, qui ne sont qu'un beau résumé de l'histoire ecclésiastique fait par Bossuet, et qui rangent l'Église à la tête des gouvernements réguliers et légaux, au lieu de la faire descendre au rang des gouvernements despotiques et arbitraires, agitaient Pie VII, et le jetaient dans un trouble profond. — Je n'entreprendrai rien, disait-il, contre ces maximes, j'en donne ma parole d'honneur, et on sait que je suis un honnête homme; mais qu'on ne m'oblige pas à les consacrer par un engagement formel de ma part, car j'aime mieux rester en prison que de commettre une pareille faiblesse. — Quant à retourner à Rome, même dépouillé de sa couronne temporelle, c'était le parti qui eût le plus complétement satisfait Pie VII. Rentrer à Rome, sans argent, sans cour, sans soldats, sans aucun des honneurs d'un souverain, lui eût presque semblé l'équivalent de son rétablissement sur la chaire de saint Pierre. Mais rentrer à Rome au prix du serment qui le constituait sujet de Napoléon, et le forçait à reconnaître la spoliation du patrimoine de Saint-Pierre, était pour lui plus im-

Juin 1811

Ce qu'aura désiré Pie VII.

Juin 1811.

possible encore que tout ce qu'on lui demandait. — Je ne désire aucune dotation, disait-il, je n'en ai pas besoin. On conteste aux papes leur pouvoir temporel : qu'on leur dispute plutôt leur richesse ; mais qu'on ne leur ôte jamais Rome. C'est de là qu'ils doivent gouverner et sanctifier les âmes. Ce n'est pas le Vatican que je réclame, ce sont les Catacombes. Qu'on me permette d'y retourner avec quelques vieux prêtres pour m'éclairer de leurs conseils, et de là je continuerai mes fonctions pontificales, en me soumettant à l'autorité de César, comme les premiers apôtres, et en ne faisant rien pour ébranler ou détruire cette autorité. — Le saint Pape s'échauffait, devenait éloquent, lançait la lumière de ses yeux doux et vifs, à la seule perspective de se retrouver à Rome, dépouillé de tout revenu, mangeant le pain de l'aumône, et se doutant bien, il faut le dire, malgré la sincérité de son humilité, que ce Pape humilié serait plus puissant qu'assis sur le trône de saint Pierre, tiendrait du fond de ses Catacombes Napoléon en échec, et peut-être survivrait à son colossal empire. —

L'impossibilité de ce qu'il désire respectueusement démontrée par les trois prélats envoyés en mission à Savone.

Ses désirs à cet égard étaient évidents, et même avoués avec une ardeur naïve. Mais MM. de Barral, Duvoisin et Mannay ne lui laissèrent à ce sujet aucune illusion. Ils lui firent parfaitement comprendre que Napoléon ne lui accorderait jamais la liberté de retourner comme prince détrôné dans la capitale où il avait régné comme souverain, à moins qu'il n'y rentrât dédommagé et soumis ; que cette glorieuse pauvreté des Catacombes, aussi enviable pour un ambitieux que pour un saint, il fallait y renoncer,

et choisir entre Savone, où il était captif et privé de l'exercice de ses fonctions pontificales, et Avignon, Paris ou Rome, villes où il serait libre, couronné de la tiare, en plein exercice de son autorité spirituelle, richement doté, mais sujet, qu'il eût ou n'eût pas prêté serment. Juin 1811.

Ces explications prirent plusieurs jours. MM. de Barral, Duvoisin et Mannay, auxquels s'était joint l'évêque de Faenza, avaient fini par adoucir beaucoup Pie VII, et, ce qui était important auprès d'un Pontife consciencieux, très-sensible au jugement qu'on porterait de sa conduite, avaient agi sur sa conviction, en lui démontrant que si pour son propre compte il pouvait préférer la captivité à la moindre concession, pour l'Église il devait prendre garde de sacrifier des avantages que peut-être elle ne retrouverait plus. Ils lui firent enfin entendre qu'arrivés aux derniers jours de mai, ils étaient obligés de partir pour assister à l'ouverture du concile, fixée au commencement de juin, et qu'il fallait qu'il arrêtât sa pensée, et leur fournît le moyen d'éclairer les prélats réunis sur ses dispositions définitives.

Conclusion des longues conférences tenues entre Pie VII et les prélats envoyés auprès de lui.

Après avoir énuméré les questions l'une après l'autre, et lui avoir fait répéter son opinion sur chacune, après l'avoir amené à dire qu'il ne répugnait pas à instituer les vingt-sept prélats nommés, que voulant même au prix d'un grand sacrifice donner à l'Église de France un témoignage de confiance et d'affection, il reconnaissait, sans renoncer à l'institution canonique, qu'il fallait prévenir l'abus qu'un pontife malavisé ou malintentionné pourrait en faire;

ès lui avoir arraché enfin l'aveu que, sur l'éta-
sement nouveau offert à l'Église, il y avait au
ns à délibérer, mais seulement lorsqu'il serait
e et assisté de ses conseillers naturels et légi-
es, ils lui demandèrent pourquoi il ne leur per-
ttrait pas d'écrire ces différentes déclarations,
il s'abstiendrait de signer pour qu'elles n'eussent
le caractère d'un traité, mais qui serviraient à
stater sinon ses volontés pontificales, qu'il ne pou-
t exprimer qu'entouré des cardinaux, du moins
dispositions personnelles, de manière qu'on ne
rien y ajouter, ni rien en retrancher.

Pressé par les instances des quatre prélats, par
nonce de leur départ, il consentit à laisser écrire
déclaration non signée, qui contenait en sub-
nce les propositions que nous venons d'exposer :
consentement, pour cette fois, à instituer les
gt-sept prélats nommés, sans mention du *motu*

compromettant. Le Pape, après l'avoir accordée, se sépara avec regret de ces prélats si sages, si indignement calomniés auprès de lui par une portion du clergé, et leur donna sa bénédiction avec beaucoup d'effusion. Ils partirent le 20 mai.

Juin 1811.

Pourtant Pie VII était intérieurement agité. La nuit qui suivit leur départ, il ne dormit point. Susceptible autant que consciencieux, redoutant le jugement de l'opinion publique presque autant que celui de Dieu, n'ayant pour se rassurer l'avis de personne, il se laissa peu à peu aller, après toute une nuit d'insomnie, à croire qu'il avait commis une insigne faiblesse, que toute la chrétienté en jugerait ainsi, qu'elle l'accuserait d'avoir, par peur de Napoléon ou par ennui de sa captivité, abandonné les intérêts de la foi, et il conçut cette crainte beaucoup moins pour les deux premières propositions que pour la dernière, celle par laquelle il s'engageait éventuellement, lorsqu'il serait libre et muni d'un conseil, à examiner les propositions qui pourraient lui être faites relativement à l'établissement pontifical. Il craignit d'avoir par là donné un commencement d'adhésion à la suppression de la puissance temporelle du Saint-Siége et à la réunion des États romains à l'Empire français. Cette vision le jeta dans un tel état de trouble et de désespoir, qu'il fit sur-le-champ appeler le préfet, lui demanda en le voyant arriver si les prélats avaient quitté Savone, le supplia, quand il sut qu'ils étaient partis dès la veille au soir, d'envoyer un courrier à leur suite pour les ramener, ou leur signifier, s'ils ne voulaient pas revenir, que la déclaration devait être considérée comme non ave-

Agitation de Pie VII après le départ des prélats; il croit s'être trop avancé, et veut qu'on lui rende la déclaration non signée à laquelle il a consenti.

Sur les instances de Pie VII, le préfet de Montenotte envoie un courrier aux trois prélats, pour retirer le dernier des paragraphes

; qu'elle avait été surprise à sa faiblesse, à sa
gue, à sa santé défaillante, qu'il avait été, di-
il, comme jeté dans une sorte d'ivresse par les
ances qu'on lui avait adressées, et qu'il s'était
honoré en cédant; et il ajoutait : Voilà ce que
t que de priver un pauvre prêtre, vieux, épuisé,
oué mais insuffisant, voilà ce que c'est que de
river de conseils qui le puissent éclairer! On
pose ainsi à se couvrir d'infamie... — En disant
choses, le malheureux Pontife, injuste envers
même, se calomniait de toutes les manières pour
user son acte.

e jour, la lumière, la présence des objets réels
sent heureusement sur les êtres troublés par
altation des nuits. Le préfet de Montenotte, qui
t acquis sur le Pontife un certain ascendant par
alme, la douceur, la sagesse de ses entretiens,
int à le tranquilliser un peu, à lui prouver que



se calma, et écrivit au cardinal Fesch une lettre dans laquelle, se louant beaucoup des trois prélats, et autorisant le concile à croire ce qu'ils diraient, il exprimait à peu près les dispositions que nous venons de faire connaître.

Juin 1811.

Napoléon satisfait du résultat obtenu par la députation envoyée à Savone.

Lorsque les prélats envoyés à Savone furent de retour à Paris, Napoléon se montra assez satisfait du résultat de leur mission, car, bien que sur l'établissement futur de la Papauté on fût loin d'être d'accord avec Pie VII, sur l'institution canonique, et en particulier sur les vingt-sept prélats à instituer, on avait obtenu tout ce qu'il était possible de désirer, et le gouvernement de l'Église n'était plus menacé d'interruption. Toute crainte d'un schisme était entièrement écartée. Le concile, en effet, sous le rapport de l'institution canonique, ne pouvait manquer d'adopter une solution que le Pape lui-même agréait; et quant à l'établissement pontifical, l'accord naîtrait du temps, de la nécessité, de la toute-puissance de Napoléon, et de l'impuissance de l'infortuné Pie VII.

Presque tous les prélats étant arrivés à Paris, on s'occupe d'ouvrir le concile.

Les évêques étaient presque tous arrivés; on en comptait une centaine environ, dont trente à peu près pour l'Italie. Ceux qui manquaient soit parmi les Français, soit parmi les Italiens, étaient des vieillards infirmes, incapables de voyager à de grandes distances, ou bien quelques évêques romains qui avaient refusé le serment à cause du renversement du gouvernement pontifical. Telle quelle, la réunion des prélats arrivés était suffisante pour que le concile eût l'éclat et l'autorité convenables, car, à très-peu d'exceptions près, tout ce qui avait pu venir était venu.

es dispositions des évêques étaient de nature à
per le gouvernement, et à les tromper eux-
es sur le résultat du concile. Quoique pleins au
du cœur d'une respectueuse compassion pour
nalheurs de Pie VII, désapprouvant complète-
t l'abolition de la puissance temporelle du Saint-
e, poussés au mécontentement par les coteries
royalistes dévots au milieu desquels la plupart
tre eux avaient l'habitude de vivre, ils se se-
nt bien gardés de manifester leurs sentiments,
out depuis la catastrophe des cardinaux noirs.
errible réputation du duc de Rovigo les épou-
ait à tel point que beaucoup d'entre eux avaient
leur testament avant de quitter leur diocèse,
vaient embrassé leurs principaux fidèles, comme
n'avaient pas dû les revoir. Et c'étaient en gé-
l les plus hostiles qui étaient les plus soumis,
lans leur terreur ils croyaient Napoléon presque

doux, n'avait aucune idée des assemblées délibérantes, et Napoléon lui-même, quoique habitué à deviner tout ce qu'il ignorait, croyait, à en juger par son Corps législatif, qu'il viendrait à bout de ses évêques comme de ses législateurs muets et appointés. Il ne s'inquiétait guère plus de son différend avec le Pape que d'un différend qu'il aurait eu avec le grand-duc de Bade, bien qu'il fût importuné de cette *querelle de prêtres*, comme il l'appelait, querelle qui pour son goût devenait trop longue et trop tenace. Le duc de Rovigo seul, quoique n'ayant jamais appris par expérience ce que pouvait devenir une assemblée délibérante, mais très-avisé, ayant gagné adroitement la confiance de plus d'un prélat, et sachant combien les royalistes de Paris mettaient de soin à circonvenir les membres du concile, avait conçu quelques appréhensions, et en avait fait part à Napoléon. Celui-ci ayant toujours à sa disposition Vincennes, ses grenadiers, sa fortune, et tout étourdi d'ailleurs de l'effet produit par la naissance du Roi de Rome, effet qui égalait l'éclat de ses plus grandes victoires, n'avait tenu aucun compte des craintes qu'on avait cherché à lui inspirer.

Juin 1811.

que personne ne prévoit, excepté le duc de Rovigo.

Confiance de Napoléon en cette occasion, égale à celle qu'il éprouve dans toutes ses entreprises.

Le concile, qui devait d'abord être réuni le jour du baptême, ne l'ayant pas été par la raison vraie ou simulée de l'impossibilité pour des vieillards d'assister à deux grandes cérémonies en un jour, le fut la semaine suivante, le lundi 17 juin, à l'église de Notre-Dame. Sur les vives instances du cardinal Fesch, qui prétendait à la présidence du concile en vertu de son siége (il était archevêque de Lyon), on avait consenti, dans une réunion préalable tenue

La présidence du concile déférée au cardinal Fesch,

z lui, à lui déférer cet honneur. Les évêques
ient adopté cette résolution non point par consi-
ation pour sa qualité de primat des Gaules, qu'ils
reconnaissaient point, mais pour commencer les
rations du concile par un acte de déférence en-
s l'oncle de l'Empereur. Ils avaient décidé égale-
nt qu'on suivrait le cérémonial adopté au concile
mbrun en 1727, et qu'on prêterait le serment de
lité au Saint-Siége, qui depuis le concile de Trente
it été imposé à toute réunion de prélats, provin-
e, nationale ou générale.

e 17 juin au matin, cardinaux, archevêques,
ques, au nombre de plus de cent, se rendirent
cessionnellement de l'archevêché à Notre-Dame,
observant le cérémonial usité dans les conciles.
n que Napoléon, ne connaissant d'autre précau-
contre la liberté que le silence, eût sévèrement
onné l'exclusion du public et notamment celle des

adhésion aux doctrines de Bossuet, dit aussi qu'en cas de nécessité une Église devait trouver en elle-même de quoi se sauver, ce qui était la doctrine impériale tendant à se passer du Pape, mais en même temps fit grande profession de dévouement et d'amour envers le Pontife prisonnier. Singulier symptôme des sentiments qui remplissaient tous les cœurs! Ce qu'il dit des doctrines de 1682, de la nécessité où une Église pouvait être de se sauver elle-même, passa comme doctrine de convention accordée aux exigences du moment, et ce qu'il exprima de respect pour la puissance papale produisit au contraire une sensation profonde. Aussi son discours, quoique revu et censuré par M. le cardinal Fesch, eut toute l'apparence d'une manifestation secrètement hostile à l'Empereur. Juin 1811.

Immédiatement après le sermon, le cardinal Fesch, la mitre en tête, montant sur un trône dressé pour cet usage, prêta le serment prescrit par Pie IV: *Je reconnais la sainte Église catholique et apostolique romaine mère et maîtresse de toutes les autres Églises; je promets et je jure une véritable obéissance au Pontife romain, successeur de saint Pierre, prince des apôtres et vicaire de Jésus-Christ.* Serment prêté par le concile au Saint-Siége.

Ces paroles, quoiqu'elles ne fussent qu'une formule convenue, émurent profondément les assistants, car jurer obéissance au Pontife prisonnier, à quelques pas du palais de l'Empereur qui le tenait en captivité, pouvait paraître étrangement audacieux. Il en est toujours ainsi dans les assemblées : tout ce qui touche indirectement au sentiment secret qu'elles éprouvent, surtout lorsque ce sentiment est com- Effet produit par la première séance du concile.

né, les fait tressaillir. On se retira ému, surpris e qu'on avait senti, et tout homme expérimenté aurait vu cette assemblée, n'aurait pas manqué prévoir qu'elle allait échapper à ceux qui prétennt la mener, au gouvernement, et à elle-même.

Napoléon, informé par quelques avis de la mae dont les choses s'étaient passées, voulut conre le discours de M. de Boulogne ainsi que le nent prêté, se plaignit vivement de les avoir prés, ce qui attestait chez lui et chez ses minis- l'inattention de gens étrangers à la conduite assemblées délibérantes, réprimanda tout le nde d'une incurie dont il était le plus coupable, rmanda particulièrement le cardinal Fesch, qu'il pectait fort peu, et dont il ne pouvait prendre au eux ni le savoir, ni la vertu, ni la gravité, et outa que M. Duvoisin, qui lui expliqua l'origine sens de ce serment établi en 1564, immédiate-



reau composé du président, de trois prélats nommés par le concile, et des deux ministres des cultes de France et d'Italie, MM. Bigot de Préameneu et Bovara. Il confirma dans ce décret la résolution qui avait déféré la présidence au cardinal Fesch.

Juin 1811.

les travaux de l'assemblée

On avait en outre préparé un message, rédigé par M. Daunou en un langage aussi littéraire qu'impolitique, fort remanié par Napoléon, mais pas assez pour le rendre convenable, message dans lequel toute l'histoire du conflit avec Rome était longuement et durement exposée, et la question à résoudre présentée d'une manière beaucoup trop impérative. C'est le jeudi 20 que le décret réglant la tenue de l'assemblée et le message furent apportés au concile. Les deux jours écoulés entre le lundi et le jeudi s'étaient passés en secrètes entrevues, infiniment plus actives du côté des mécontents que du côté des adhérents au pouvoir. La liberté, quand elle débute quelque part, trouve toujours le pouvoir novice, gauche, irritable parce qu'il est gauche, et lui cause autant de désagrément que de trouble. On devait ici en faire une nouvelle épreuve, et s'irriter maladroitement contre ce qu'on ne savait pas prévenir.

Le décret portant nomination du bureau, et le message impérial, présentés au concile dans la séance du 20 juin.

Le concile tint donc une séance générale le 20. Les deux ministres transportés à Notre-Dame dans les voitures de la cour, et escortés de la garde impériale, y arrivèrent en grande pompe, ayant en main le décret sur la formation du bureau, et le message. Ils prirent place à côté du président, et lurent d'abord le décret, chacun dans sa langue. Cette autorité, qui rappelait celle que les empe-

s romains avaient exercée auprès des premiers ciles, lorsque le christianisme n'avait point en- institué son gouvernement et traité d'égal à avec les maîtres de la terre, causa une sensa- assez vive, mais qui ne se manifesta que sur visages. On laissa le moderne César confirmer le ident qu'on s'était donné, établir ses deux com- aires impériaux à droite et à gauche du fauteuil identiel, et on se mit à jeter des noms dans urne pour désigner les trois prélats qui de- nt compléter le bureau. Dans une assemblée dirigée, les voix se seraient réparties en deux ses, l'une représentant l'opinion dominante, tre représentant l'opinion contraire, ce qui est ondition indispensable pour que toute réunion mmes aboutisse au but pour lequel elle est for- . L'assemblée n'étant pas même dirigée, l'épar- ment des voix fut extrême. Sur une centaine

Juin 1811.

fallait qu'un membre pour compléter les trois nominations qu'on avait à faire, on appela le sort à prononcer entre MM. de Barral et Duvoisin, et ce dernier alla siéger au bureau. Après la composition du bureau, on lut le message. Sa rédaction dure, hautaine, produisit la plus pénible impression. Tous les griefs envers l'Église étaient rappelés dans ce message avec une excessive amertume, ce qui ne concordait pas avec la mission pacifique de Savone, qui semblait avoir été ordonnée dans le désir d'un arrangement amiable, et dont le gouvernement affectait même de se montrer satisfait afin de disposer favorablement les esprits. On se sépara donc triste et troublé.

Les choix du concile pour le bureau étaient un premier symptôme fâcheux. C'est en effet par les choix de personnes que les assemblées, même les plus discrètes, trahissent leurs véritables inclinations, car elles ont ainsi l'avantage de manifester leurs opinions sans s'exposer à la peine ou au danger de les exprimer. Or ici, au milieu de l'éparpillement des suffrages résultant du défaut de direction, le seul membre du concile qui eût obtenu une vraie majorité après l'archevêque de Ravenne, élu par convenance, était l'archevêque de Bordeaux, notoirement improbateur de la politique religieuse du gouvernement.

Fausse situation des prélats nommés

Il s'était produit un autre symptôme non moins fâcheux, et dû en grande partie aux tergiversations du cardinal Fesch, c'était la situation faite aux évêques nommés et non institués. Sur vingt-sept prélats qui se trouvaient dans ce cas, il y en avait dix-huit dont on ne pouvait pas contester la qualité

copale, bien qu'on pût contester leur siége. C'é-
it ceux qui, promus d'un diocèse à un autre,
aient un titre contestable que relativement à
nouveau diocèse, mais en avaient un incontes-
relativement à l'ancien. Ainsi le cardinal
ry, aux yeux du Pape, pouvait n'être pas en-
archevêque de Paris, mais il était certaine-
t évêque de Montefiascone. Neuf ecclésiastiques
vingt-sept, promus pour la première fois à des
es, n'étaient pas encore tout à fait évêques pour
lise, quoiqu'ils le fussent pour le pouvoir qui
avait nommés. Puisqu'on les avait convoqués,
ait peu séant de leur refuser voix délibérative,
anciens conciles surtout offrant l'exemple de
ibres délibérants qui n'étaient point évêques.
les réunions préparatoires chez le cardinal
h, le cardinal Maury ayant voulu introduire l'un
évêques non institués, M. de Boulogne, l'auteur



rative, mais en spécifiant que ce serait pour cette fois seulement, et sans tirer à conséquence pour l'avenir. Personne n'avait osé combattre l'opinion qui écartait les prélats *non institués*. Il devenait évident que si hors du concile on tremblait devant le maître qui dominait l'Empire, dans l'intérieur du concile on tremblait davantage encore, s'il était possible, devant un autre maître déjà fort apparent, c'était l'opinion publique, qui condamnait les violences despotiques de Napoléon envers le Saint-Siége, et condamnait ses violences, il faut le dire, beaucoup plus que ses doctrines théologiques, puisque M. de Boulogne lui-même paraissait disposé à admettre des limites à l'institution canonique. Sans doute d'anciens royalistes, se cachant dans l'ombre, s'agitaient pour exciter cette opinion. Mais l'opinion travaillée se reconnaît bien vite : il faut la pousser pour qu'elle éclate. L'opinion spontanée, vraie, naturelle, cherche au contraire à se contenir, éclate à l'improviste et malgré elle, comme la passion, avec le regret de s'être abandonnée à ses élans. C'est ce qu'on voyait ici, et ce qu'on vit bien plus clairement encore à chaque séance de cette singulière assemblée.

Juin 1811.

Anxiété générale à la suite des premières séances du concile.

Après ces réunions préliminaires, une sorte d'anxiété se manifesta partout. Les prélats partisans du gouvernement, et ils n'étaient pas les plus nombreux, auraient voulu qu'on leur donnât plus d'appui, et qu'on n'abandonnât point leurs collègues non institués. Ils se plaignaient de n'être soutenus ni par le cardinal Fesch, ni par le ministre des cultes, étrangers l'un et l'autre à l'art de conduire une assemblée, et fléchissant tour à tour devant l'Em-

eur ou devant le concile. Les prélats, en plus nd nombre, qui, sans être précisément les partis du gouvernement, désiraient un accommodet entre l'Empereur et l'Église, par amour du , par crainte d'une collision, étaient désolés de orme du message. On leur avait assuré, et ils ient cru qu'on était revenu de Savone d'accord c le Pape. Était-ce vrai? était-ce faux? Ils ne aient plus qu'en penser après avoir entendu ce ssage si aigre, si dur, on pouvait presque dire rutal! Pourquoi, par exemple, cette véhémente ie au sujet de la bulle d'excommunication? On venait que cette bulle était une faute, car perne n'approuvait qu'on cherchât à ébranler l'auté établie après une révolution sanglante dont le venir n'était point effacé. Mais le Pape, s'il avait la parole, que n'aurait-il pas pu dire, lui aussi,



Juin 1811.

beaucoup, mais ils voyaient que malgré la crainte, la population parisienne, toujours indomptable, jugeait, critiquait son maître, le blâmait quelquefois avec violence, et qu'elle était loin de se soumettre à l'homme à qui elle voulait pourtant que le monde fût soumis. Ces pauvres Italiens demandaient qu'on leur expliquât ce contraste, et à l'anxiété générale joignaient le plus étrange étonnement.

Ce que pensent les prélats hostiles au gouvernement.

Quant aux prélats résolûment hostiles au gouvernement, aussi peu nombreux que ceux qui lui étaient résolûment favorables, ils étaient dominés les uns par l'indignation sincère des attentats commis contre le Pape, les autres par les passions de l'ancien royalisme qui commençait à se réveiller grâce aux fautes du pouvoir. Quel que fût du reste le motif de leur hostilité, ils étaient fort satisfaits de l'esprit qui se montrait dans le concile, quoique effrayés des conséquences que cet esprit pouvait amener, et ils se laissaient aller à leur penchant avec une complète inexpérience du monde et des hommes, car la sainteté n'est pas toujours la sagesse.

Formation d'une commission pour rédiger une adresse en réponse au message impérial.

Une nouvelle et importante occasion allait s'offrir pour le concile de manifester les dispositions dont il était animé. C'était l'adresse à rédiger en réponse au message impérial. Le gouvernement ayant de son point de vue énoncé les faits et les questions que ces faits soulevaient, le concile devait à son tour exposer les uns et les autres du point de vue qui lui était propre. De là résultait la nécessité d'une adresse. C'était naturellement une commission qui devait la rédiger. Cette commission, formée selon l'esprit du concile, se composait des cardinaux Spina et Ca-

, personnages assez éclairés mais cherchant
me tous les Italiens membres de cette assemblée
ıder les difficultés plutôt qu'à les résoudre; des
evêques de Bordeaux et de Tours, le premier,
me nous l'avons dit, honnête mais aveuglé par
ıssion, le second, M. de Barral, revenant de
ıne, et déjà parfaitement connu; des évêques
Gand et de Troyes, MM. de Broglie et de Bou-
e, prélats respectables, passés tous deux de
housiasme pour le Premier Consul à une haine
udente contre l'Empereur; de l'évêque de Nan-
M. Duvoisin, dont il n'y a plus rien à dire pour
ire connaître : enfin des évêques de Comacchio
l'Ivrée, Italiens qui tâchaient de passer sains et
s entre tous les écueils de cette situation. La
mission se réunit chez le cardinal Fesch, qui
it la présider.

n y discuta toutes les questions générales que

la main du plus puissant des deux, en reconnaissant même les services par lui rendus à l'Église, on inclinait de cœur (disposition qui honorait le concile) vers celui qui était proscrit et prisonnier. Le texte du projet d'adresse, prudent envers Napoléon, était plein d'effusion envers Pie VII. Enfin après avoir modifié en divers sens ce texte, dont M. Duvoisin était l'auteur, on le présenta le 26 juin au concile assemblé. Juin 1811.

Quoique le projet, rédigé par un homme sage, amendé ensuite par plusieurs personnages d'inclinations opposées, eût perdu les aspérités qui pouvaient blesser les susceptibilités contraires, il produisit sur les prélats émus par la situation, émus par leur réunion en un grand corps, les mêmes sensations que dans le sein de la commission. Les Italiens étaient choqués par les doctrines de Bossuet trop ouvertement professées; les modérés en général entendaient avec peine rappeler cette bulle d'excommunication, grande faute du Pape qui embarrassait tout le monde, excepté les partisans décidés du gouvernement. Ceux-ci trouvaient que les droits du pouvoir temporel auraient dû être plus expressément formulés, que la compétence du concile aurait dû être plus clairement énoncée. Leurs adversaires au contraire ne voulaient pas qu'on s'engageât d'avance sur cette dernière question, et désiraient qu'on restât dans les généralités, en exprimant la bonne volonté de mettre un terme aux maux de l'Église.

Présentation au concile du projet d'adresse.

Impressions diverses à la lecture de ce projet.

Ce sont là les perplexités accoutumées de toute assemblée délibérante, à moins que formée par une longue pratique elle n'ait ses partis pris, et n'ait

is le talent de se gouverner. Ce ne pouvait être
s d'une réunion si nouvelle, et appelée à trai-
es sujets si difficiles. Mais il s'y passait un phé-
ène, étrange aux yeux des hommes inexpé-
ntés, fort ordinaire aux yeux des hommes
tués au régime des pays libres. A peine ces
ts, si timides dans Paris, étaient-ils réunis dans
ncile, qu'ils étaient comme transformés : la
les abandonnait; le sentiment qui possédait le
grand nombre d'entre eux se faisait jour, et
ntiment était une profonde douleur de la si-
on de Pie VII, douleur qui au moindre choc
ait se changer en indignation! L'effet des gran-
réunions d'hommes est d'effacer les sentiments
culiers, pour donner essor au sentiment général
les anime, sentiment qui, tour à tour, violent
st contrarié, paisiblement dominateur s'il ne
pas, entraîne souvent ceux qui l'éprouvent plus

Juin 1811.

et réclamaient ceux-ci tel retranchement, ceux-là tel autre, réclamations auxquelles M. Duvoisin, rapporteur du projet d'adresse, répondait avec beaucoup de patience et de mesure, afin d'arriver à un résultat. Il y avait cinq heures que cette agitation durait, lorsque l'évêque de Chambéry, prélat respectable, proche parent d'un général au service de l'Empereur, M. Dessolle, se lève, et les yeux animés par la nature de la proposition qu'il va faire, dit que les évêques réunis en concile ne peuvent pas délibérer ici comme membres de l'Église, tandis que le chef de l'Église universelle, le vénérable Pie VII, est dans les fers. Il propose au concile d'aller en corps à Saint-Cloud demander à l'Empereur la liberté de Pie VII, et ajoute que cette démarche faite, la liberté du Pontife obtenue, on pourra alors résoudre les questions proposées, et probablement parvenir à s'entendre. A ces paroles on sent vibrer tous les cœurs d'émotion, de pitié respectueuse, et même de remords, car il y avait peu de dignité à délibérer tranquillement sous les voûtes de la basilique métropolitaine, lorsque le Pape prisonnier n'avait pas seulement un ami pour s'ouvrir à lui, pas un lambeau de papier pour écrire les pensées qui agitaient son âme. Une grande partie des prélats, même les plus modérés, se lèvent involontairement en criant : Oui, oui, à Saint-Cloud! Tous ces vieillards sont transportés d'enthousiasme. Les plus réservés, apercevant le danger d'une telle démarche, voudraient et n'osent opposer les conseils de la prudence aux impulsions de la générosité. Ils ont encore plus peur du sentiment qui domine

Soudaine proposition faite par l'évêque de Chambéry de se rendre à Saint-Cloud pour demander à Napoléon la liberté du Pape.

Émotion extraordinaire dans le concile.

nes au dedans du concile, que de la puissance
le qui subjugue tout au dehors. Le cardinal
éperdu, ne sachant que faire, consulte le bu-
, ne trouve aucune lumière auprès des deux
tres dont la présence irrite le concile sans le
er, et suivant l'avis de M. Duvoisin, seul capa-
e donner un conseil utile, lève la séance, qu'il
ie au lendemain. La résolution était sage, et
nmédiatement exécutée, les plus avisés des
ts se hâtant de quitter leurs siéges afin d'en-
er les autres par leur exemple, et laissant les
animés demander qu'on ne se séparât point
avoir délibéré.

lgré le silence des journaux, l'effet de cette
e fut grand dans Paris. La joie fut vive parmi
nemis de Napoléon, autrefois peu nombreux,
r sa faute commençant à le devenir beaucoup.
ens de parti se pressaient autour des Pères du



qu'une fois réuni on en profitait pour lui donner le budget à homologuer, était surpris, confus et jaloux. Corps sans vie, oisif, payé, n'ayant aucune question sérieuse à résoudre, il était honteux de sa nullité, et on entendait ses membres dire de toute part, que si on n'y prenait garde, la convocation de ces prêtres allait devenir la convocation des états généraux de l'Empire, et amener Dieu sait quelles conséquences, mais que sans doute l'Empereur y tiendrait la main, et qu'ils étaient prêts, quant à eux, à voter les lois dont on aurait besoin pour terminer ces querelles dignes d'un autre temps. Le mot de ces tristes législateurs n'était pas sans vérité. Ce concile ressemblait effectivement aux états généraux, surtout en un point, c'est que la première réunion de citoyens formée sous ce règne faisait éclater tout à coup, avec une violence qu'on n'avait pas prévue, et dont on n'était pas maître, les sentiments dont tous les cœurs étaient animés.

législatif à l'égard du concile.

Napoléon, qui, malgré sa perspicacité, ne s'était pas attendu à cette explosion, était surpris, irrité, se promenait dans son cabinet avec agitation, proférait des menaces, mais n'éclatait pas encore, retenu qu'il était par MM. Duvoisin et de Barral, qui lui promettaient un heureux résultat de la convocation du concile, s'il savait patienter et user de modération.

Après de nouvelles explications, l'adresse en réponse au message impérial est enfin adoptée.

Le jour suivant le concile fut calme, selon l'usage des assemblées, qui, semblables en cela aux individus, sont paisibles le lendemain d'une journée d'agitation, troublées le lendemain d'une journée de repos. MM. Duvoisin, de Barral, tous les hommes sages qui craignaient des violences et qui ne déses-

commission, composée de douze membres, se
it chez le cardinal Fesch. Enfin elle était au
de l'œuvre. Il fallait renoncer à toutes les ter-
sations, et s'expliquer sur la grave matière
nise aux Pères assemblés. Si quelqu'un en ce
ent avait été à lui seul la sagesse armée, ce qui
eureusement est rare, il aurait dû prononcer à
ois, que le principe de l'institution canonique
it rester inviolable, et que le Pape devait insti-
les vingt-sept prélats nommés; si de plus il eût
a sagesse puissamment armée, il aurait amené
oléon ou à restituer Rome à Pie VII, ou à lui
ner au moins Avignon, sans engagement con-
e aux justes susceptibilités de ce Pontife; il lui
it par exemple accordé Avignon, ses cardinaux,
gouvernement, convenablement dotés, sans lui
sanctionner l'abandon du territoire romain,
lui faire reconnaître cette déclaration de 1682,



Juillet 1811.

trois prélats qu'on lui avait envoyés, ce qui du reste se rapprochait beaucoup des conclusions que nous venons d'énoncer comme les plus acceptables. M. de Barral le fit avec une grande convenance, un respect pour le Pape mêlé de la plus vive sympathie, et une entière sincérité. Il communiqua la note consentie par Pie VII, en ayant soin de retrancher le dernier article, qui était devenu de la part du Pontife l'objet de tant de scrupules. Cette note contenait à elle seule un arrangement tout fait, et par ce motif même ne répondait guère aux dispositions hostiles de la commission. On demanda pourquoi cette note n'était pas signée; M. de Barral le dit, et le cardinal Fesch lut la lettre du Pape, qui donnait à cette note une véritable authenticité. La lettre, la note, tout fut écarté. On ne voulut voir dans cette pièce non signée qu'un document sans caractère, surpris peut-être à la religion du Pape, arraché peut-être aussi à sa captivité, et après tout un commencement d'arrangement, non un arrangement précis et définitif. Tout était donc à faire, selon les membres de la commission, comme si on n'avait pas vu le Pape.

Communication à la commission de ce qui s'est passé à Savone entre le Pape et les trois prélats envoyés en mission.

La commission considère comme non avenue la déclaration du Pape, parce qu'elle n'est pas signée.

La solution si simple à laquelle on avait amené Pie VII étant écartée par des esprits qui n'étaient pas disposés à chercher les facilités de la question, il fallait traiter le sujet en lui-même, et le premier point à examiner était la compétence du concile. M. Duvoisin établit alors cette compétence avec autant de netteté que de vigueur de logique. Il était évident en effet qu'incompétent pour une question de dogme et de discipline générale que l'Église uni-

On traite en elle-même la matière de l'institution canonique.

La question de la compétence du concile

lle aurait pu seule résoudre, le concile était ement compétent pour une question de disci- nationale, qui ne regardait que l'Église fran- ; et la preuve qu'il s'agissait d'une question de line particulière, c'est que le mode de nomi- n et d'institution varie de pays à pays, et se par des traités spéciaux entre les divers gou- ments et l'Église. En écoutant ces raisonne- s, l'évêque de Gand (M. de Broglie), l'évêque urnay (M. d'Hirn), l'archevêque de Bordeaux 'Aviau), trépignaient d'impatience, et deman- t à répondre au savant professeur de Sorbonne, appelaient leur maître en fait de science ec- stique, et auquel cependant tous voulaient ap- lre à penser juste sur la question soulevée. Une lifficulté, suivant eux, ne pouvait être résolue e Pape, que de concert avec lui, et le concile rs était incompétent pour la décider à lui seul.



le droit d'instituer tous les autres. Cette supposition mettait hors de lui l'archevêque de Bordeaux; il disait qu'elle était contraire aux promesses de Jésus-Christ, qui avait promis l'éternité à son Église. — C'est pour que l'Église soit éternelle, lui répondait-on, qu'elle doit avoir le moyen de se perpétuer en obéissant aux règles du bon sens, et en se sauvant en cas de nécessité. — Les esprits sages voulaient que, sortant de ces suppositions chimériques, on se plaçât dans la réalité, et qu'on examinât si on pouvait dans la circonstance présente, par exemple, se passer du Pape pour instituer les évêques. Et en effet en se plaçant dans la véritable hypothèse, celle d'un pape s'obstinant à se servir du refus d'institution comme d'une arme, il était impossible de soutenir qu'une Église n'eût pas le droit de se suffire à elle-même et de se soustraire à l'abus d'une faculté destinée à un tout autre emploi.

Juillet 1811.

Vive contestation sur la compétence du concile.

Il fallait pourtant en finir de toutes ces subtilités, et se prononcer. Or, au vote il n'y eut que trois voix pour la compétence du concile, celles des trois prélats envoyés à Savone. Le cardinal Caselli lui-même, qui avait posé la question comme M. Duvoisin, n'osa pas opiner comme lui, et le cardinal Fesch, toujours ménageant le parti ennemi de son neveu, commit la même faiblesse. C'est ainsi que sur douze voix, il n'y en eut que trois qui osèrent affirmer la compétence du concile. Qu'on usât de cette compétence avec une grande réserve, uniquement pour peser sur le Pape, pour peser sur Napoléon lui-même, pour arracher l'un à ses scrupules, l'autre à son humeur despotique, soit; mais nier la compétence du concile

Cette compétence n'est point admise par la commission.

une question de discipline particulière, c'était ésarmer complétement, et laisser Napoléon et ape en présence l'un de l'autre, sans aucune sance intermédiaire pour les rapprocher.

ès ce moment, l'objet de la convocation était qué, et on s'exposait à toutes les chances de la re de Napoléon, qui voudrait résoudre la diffi- é sans le secours du Pape ni du concile, c'est-à- en finir par des violences. On courut à Saint- d pour l'instruire de ce qui arrivait. Il en fut péré. La vue de son oncle venant à son tour ormer, et déplorer auprès de lui le résultat qu'il ait pas eu le courage de prévenir, le jeta dans urcroît d'irritation, qui s'exhala en paroles mé- ntes et injurieuses. Le cardinal affectant de ndre la commission par des considérations théo- ues, Napoléon l'interrompit, lui demanda avec [redacted]



constitution civile du clergé, dont Napoléon s'était tant raillé dans le temps, et dont il avait eu la gloire de sortir par le Concordat.

Juillet 1811.

Dans le moment survint M. Duvoisin, accouru de son côté pour calmer une colère facile à prévoir, et en prévenir les conséquences. La vue de ce prélat tira Napoléon de l'irritation où le jetait presque toujours la présence du cardinal Fesch, et reprenant son sang-froid, il dit : Écoutons M. Duvoisin, celui-là sait ce dont il parle. — M. Duvoisin, déplorant avec raison que le concile se fût désarmé en contestant lui-même sa compétence, soutint pourtant qu'il ne fallait pas agir comme si tout était perdu, et qu'en prenant une autre base que la compétence du concile, en s'appuyant sur la note même de Savone, il était possible par une autre voie d'arriver au même but. On pouvait, suivant lui, faire une déclaration par laquelle il serait stipulé, par exemple, que les chaires ne resteraient pas plus d'un an vacantes, que six mois seraient donnés au pouvoir temporel pour nommer, six mois au Pape pour instituer, et que ces six mois écoulés le Pape serait censé avoir délégué au métropolitain le pouvoir d'instituer les sujets promus à l'épiscopat. On pouvait en outre terminer cette déclaration en remerciant le Pape d'avoir, par cet arrangement émané de Sa Sainteté, mis fin aux maux de l'Église. M. Duvoisin ajouta qu'il lui semblait impossible que la commission ne voulût pas agréer une solution que le Pape avait lui-même acceptée.

Napoléon consentit à faire cette nouvelle tentative, et à remettre au lendemain l'usage de son au-

é suprême, qui à ses yeux était suffisante pour résoudre, quoi qu'il arrivât et quoi qu'on pût . MM. Fesch et Duvoisin se retirèrent donc avec ion de faire adopter ce nouveau plan à la commission.

a commission, suivant l'usage de ce malheureux ile, flottant entre deux maîtres et entre deux ntes, entre Napoléon voulant être obéi et l'opi- voulant être respectée, la commission récalnte la veille parut tremblante le lendemain. Le inal Fesch fit grand étalage du courroux de son eu. M. Duvoisin ne dissimula point que si on ne it pas prendre un parti, on allait exposer l'Église dangereux hasards, que certainement le Pape bien à plaindre, mais qu'il fallait le tirer de affreuse position en se plaçant entre lui et l'Empur, qu'on en avait le moyen dans la note de one par lui acceptée, qu'on n'avait qu'à la



Bien qu'en principe l'institution dût appartenir purement et simplement au Saint-Siége, on venait de faire ce qu'il y avait de plus raisonnable dans la situation présente, puisque c'était terminer avec le consentement du Pape un conflit des plus redoutables. Il y eut donc une vraie satisfaction de ce résultat parmi les gens sages; il y en eut une très-vive surtout dans la petite cour du cardinal Fesch, car bien que ce cardinal se vantât sans cesse de l'héroïsme dont il faisait preuve contre son neveu, ses familiers aimaient mieux ne pas le voir condamné à déployer cet héroïsme. On trouvait plus commode de jouir avec lui des honneurs de la résistance et des profits de la parenté. On se réjouit même trop fort, car avertis de ce triomphe les gens de parti, royalistes ou dévots, s'agitèrent toute la soirée, toute la nuit, circonvinrent les membres de la commission, les effrayèrent de ce qu'ils avaient fait, leur soutinrent qu'ils s'étaient déshonorés, qu'ils avaient livré l'Église à son tyran, que tout était perdu, et qu'il fallait qu'ils se rétractassent en expliquant leur vote à la prochaine séance. Ces meneurs pieux gagnèrent enfin leur cause, et on leur promit, après avoir essayé de se sauver de Napoléon dans la journée, de se sauver le lendemain du déshonneur.

Juillet 1811.

Grande satisfaction parmi les hommes sages.

Intrigues auprès de la commission pour la faire revenir sur ses déterminations conciliantes.

Le lendemain, en effet, la commission s'étant réunie de nouveau, parut complétement changée. Ce n'était plus la crainte de Napoléon, c'était celle du parti catholique qui dominait. Les cardinaux Caselli et Spina, esprits sensés mais faibles, furent les premiers à se rétracter. Ils prétendirent qu'en votant la veille ils ignoraient le vrai caractère des lois

La commission se rétracte.

Juillet 1811.

de l'État, qu'ils avaient appris depuis qu'elles étaient irrévocables de leur nature, une fois consacrées par le Sénat, et que, dès lors, tout en persévérant dans l'adoption du décret ils étaient obligés de demander le consentement préalable du Pape, ce qui était une rechute dans la vieille ornière, celle de l'incompétence du concile. L'évêque de Tournay, ce membre du parti extrême, dont les mœurs faisaient avec ses opinions un si singulier contraste, ne mit pas la même précaution dans sa rétractation. Il revint de tous points sur l'opinion qu'il avait adoptée la veille, et déclara ne plus vouloir du décret. Les évêques de Comacchio et d'Ivrée, vacillants comme les prêtres italiens n'avaient cessé de l'être dans cette affaire, expliquèrent leur vote à leur tour, et le retirèrent. M. de Boulogne, plus ferme ordinairement, reprit aussi le sien, et il ne resta plus rien de l'ouvrage de la veille. On tomba alors dans une étrange confusion, et finalement, pour en sortir, on admit le fond du décret, qui était basé sur l'incontestable note de Savone, à condition qu'il recevrait le consentement du Saint-Père, afin d'obtenir la signature qui manquait à la note sur laquelle on se fondait. Cette solution équivoque, sans sauver en principe l'institution canonique qu'elle limitait fort étroitement, ne tranchait aucune des difficultés politiques du moment, car en abolissant l'autorité du concile, elle faisait tout dépendre d'une seconde démarche auprès du Pape, exposait celui-ci à de nouvelles perplexités, à de nouveaux scrupules, et s'il n'avait pas la force de les surmonter, à toute sorte de périls.

Pour sortir d'embarras, on adopte la note de Savone comme base de la résolution à proposer, en y ajoutant la clause du recours au Pape.

Ce vote, tel quel, obtenu, le cardinal Fesch pressa



Juillet 1811.

vivement M. de Barral, puis M. Duvoisin, de consentir à être, l'un ou l'autre, le rapporteur de la résolution prise. Ces messieurs, dont l'avis n'avait point prévalu, ne crurent pas pouvoir se charger de la rédaction du rapport, en quoi ils commirent une faute, car les conclusions adoptées importaient peut-être moins que le langage qu'on allait tenir devant le concile. Au fond, puisque les uns et les autres on admettait des limites à l'institution canonique, sauf le recours au Pape pour valider le nouveau système, ce qui importait pour Pie VII comme pour Napoléon, c'était la manière dont on présenterait la chose, et il valait mieux confier ce soin à des gens voulant de bonne foi la solution paisible de la difficulté, qu'à des ennemis ne désirant que trouble et confusion. Mais MM. Duvoisin et de Barral s'étaient irrités à leur tour. Les passions sont de tous les états, de toutes les professions, et, après de longues contradictions, elles s'emparent souvent des cœurs les plus modérés. Ces deux prélats repoussèrent obstinément la mission qu'on voulait leur confier. Sur leur refus, on s'adressa au fougueux évêque de Tournay, qui accepta bien qu'il ne sût pas le français, et on pria M. de Boulogne de donner au rapport la correction grammaticale dont très-probablement il devait manquer. Il fallait que le cardinal Fesch, chargé plus que personne d'empêcher que les choses n'allassent aux abîmes, eût bien peu de sens pour consentir à de tels choix.

L'évêque de Tournay malheureusement chargé du rapport.

Les gens exaltés, qui ne demandaient que des esclandres, avaient lieu de se réjouir. Le rapporteur mit dans son exposé toutes les opinions de son

i; M. de Boulogne en retrancha ce que repous- sa rhétorique habile, mais y laissa tout ce une politique sensée aurait dû en écarter. Le port dut être lu au concile le 10 juillet.

e secret avait été soigneusement gardé, comme ont souvent les secrets de parti. Le 10 juillet le cile se réunit avec une extrême curiosité et une iété visible. A peine la lecture du rapport, faite c une prononciation étrange, était-elle achevée, l'émotion fut au comble dans tous les rangs de guste assemblée. Une rédaction habile aurait pu ner toutes les opinions en leur accordant à cha- e des satisfactions raisonnables, et rendre accep- e par l'Empereur une solution qui était certai- ient acceptable par la portion hostile du concile, sque cette solution émanait d'elle. Mais le rap- t fait exclusivement pour un parti qu'il exalta en atisfaisant, poussa à la colère le parti opposé qui



tence du Pape, soutenue par quelques-uns, portait les autres à rappeler l'usage récent que Pie VII en avait fait, à citer la bulle d'excommunication, et à la lui reprocher comme un attentat, comme une œuvre d'anarchie, car si elle eût réussi, disaient-ils, où en serait-on maintenant?

Juillet 1811.

A ces mots l'archevêque de Bordeaux s'élance au milieu de l'assemblée, tenant en main un livre, celui des actes du concile de Trente, ouvert à l'article même qui confère au Pape le pouvoir d'excommunier les souverains lorsqu'ils attentent aux droits de l'Église. On veut en vain retenir ce vieillard chancelant mais obstiné, atteint de surdité, entendant à peine ce qu'on lui dit, et n'écoutant que lui-même et sa passion; il s'avance, et jette sur la table le livre en s'écriant: Vous prétendez qu'on ne peut excommunier les souverains, condamnez donc l'Église qui l'a ainsi établi. — L'effet de ces mots est immense sur ceux qui les approuvent, et sur ceux qui en redoutent les conséquences, car c'était presque renouveler l'excommunication, la renouveler à la face de Napoléon, tout près de son palais, et sous sa main redoutable!

Violente exclamation de l'archevêque de Bordeaux.

Grand tumulte et levée de la séance.

Ici le cardinal Fesch, recouvrant un peu de présence d'esprit, déclare qu'il est impossible de délibérer dans l'état où se trouve le concile, et remet au lendemain le vote définitif sur le sujet en discussion. On se sépare à peine joyeux d'un côté, vivement indigné de l'autre, troublé de toutes parts, et généralement terrifié, ne comprenant pas le sentiment irrésistible auquel on vient de céder.

Bien qu'il n'y eût ni public, ni tribune, ni jour-

x, mille échos avaient déjà porté à Trianon, où
lait l'Empereur, la nouvelle de cette séance. Le
de Rovigo, l'archevèque de Malines, le cardinal
h, s'y étaient rendus. En apprenant ces détails,
oléon avait cru voir se lever devant lui la révo-
n tout entière. Que n'y voyait-il quelque chose
était bien la révolution, mais la révolution dans
u'elle avait de meilleur, c'est-à-dire l'opinion
lique, éclatant à son insu, malgré elle en quel-
sorte, et lui reprochant non de vouloir affran-
l'État de la domination de l'Église, mais d'op-
ner les consciences, et surtout de torturer un
tife vénérable, autrefois son ami, son coopéra-
dans ses plus belles œuvres, de le traîner de
on en prison comme un criminel d'État! Que n'y
ait-il cette leçon frappante, c'est qu'il ne pouvait
réunir quelques hommes, quelques vieux prêtres,
les, tremblants, étrangers à tout dessein politi-



pour arrêter des manifestations déplaisantes, comme si on supprimait le mal en attaquant les effets au lieu de la cause. Napoléon traita son oncle fort durement, lui reprocha ses faiblesses, ses illusions, lui fit même commettre une grave imprudence, celle de tout rejeter sur les évêques de Troyes, de Tournay, de Gand, qui avaient été fort incommodes dans la commission, imprudence du reste commise très-innocemment, puis fit rédiger sur-le-champ un décret pour prononcer la dissolution immédiate du concile, et donna des ordres de la dernière violence quant aux individus qui avaient été les chefs de l'opposition. L'évêque de Tournay (M. d'Hirn) pour avoir rédigé le rapport dans le plus mauvais esprit, l'évêque de Troyes (M. de Boulogne) pour l'avoir si mal retouché, l'évêque de Gand (M. de Broglie) pour avoir plus qu'aucun autre membre influé sur la commission par son autorité morale, furent désignés comme les principaux coupables, et comme devant être les premières victimes de cette espèce d'insurrection épiscopale. L'archevêque de Bordeaux avait bien mérité aussi cette distinction; mais un ecclésiastique récemment nommé à l'évêché de Metz et jouissant de la confiance du gouvernement, M. Laurent, fit valoir la surdité et le défaut d'esprit du prélat, et sur ses sages instances on se contenta de trois victimes. Par ordre de Napoléon, le duc de Rovigo les fit arrêter dans la nuit, et conduire à Vincennes, sans jugement, bien entendu, sans même aucune explication. C'était au public à comprendre pourquoi, et à eux à se soumettre.

Juillet 1811.

la dissolution du concile, et fait conduire à Vincennes les évêques de Troyes, de Tournay et de Gand.

Le lendemain on apprit, mais sans grand éclat,

Terreur

e à la privation de toute publicité, que le con-
était dissous, et que trois des principaux prélats
ent envoyés à Vincennes. Dans le clergé surtout
était fort sensible à ces actes extraordinaires,
malheureusement il faut ajouter qu'on était
i effrayé qu'indigné. Les partisans du gouver-
ent, pour excuser ses rigueurs, disaient bien
de peur de provoquer des démentis, qu'on avait
vé les trois prélats compromis dans une trame
breuse, celle qui avait valu à M. d'Astros son
risonnement, et à M. Portalis son exclusion du
seil d'État. Du reste, on n'avait pas grand'-
e à tenir tête à la majorité du concile, car ses
bres tremblaient presque tous, et cherchaient
plus à se justifier qu'à récriminer. Séparés d'ail-
s les uns des autres par l'acte de dissolution, ils
aient plus la force qu'ils puisaient dans leur
ion, et se trouvaient livrés à leur timidité indi-

voulait pas assister à de nouvelles révolutions, qui avait le cœur plein de reconnaissance pour Napoléon et de ressentiment contre l'Église si ingrate envers lui, ne manqua pas de porter toutes ces paroles au ministre des cultes, et à l'Empereur lui-même. Dix-neuf Italiens s'étaient offerts, et on pouvait bien compter sur cinquante ou soixante prélats français, moins indifférents que les Italiens à la solution, mais presque aussi effrayés, et demandant à en finir comme il plairait au gouvernement. — Prenez-les un à un, dit le cardinal Maury, et vous en viendrez plus facilement à bout qu'en masse. — Exprimant même sa remarque avec la familiarité originale qui lui était propre, il ajouta : *C'est un excellent vin, mais qui sera meilleur en bouteille qu'en tonneau.* — On profita de l'avis, et on rédigea un décret à peu près semblable à celui qui avait prévalu dans la commission, lequel limitait à un an le délai pour remplir les siéges vacants, dont six mois pour la nomination par le pouvoir temporel, et six mois pour l'institution canonique par le Pape, après quoi le métropolitain de la province ecclésiastique était chargé d'instituer les sujets nommés. On ajouta à ce décret la clause d'un nouveau recours au Pape, pour lui demander sa sanction, mais avec un sous-entendu entièrement contraire aux conclusions de l'évêque de Tournay. Il était entendu en effet que si le Pape n'adhérait pas, le concile prendrait une résolution indépendante, voterait le décret nouveau, et l'enverrait à l'Empereur pour qu'il fût converti en loi de l'État. Il fut même convenu que pendant qu'une députation se rendrait à Savone afin

Juillet 1811.

On imagine de nouveau un moyen terme, consistant à adopter le fond du décret proposé, avec un recours de pure déférence au Pape, et la résolution de se passer de son adhésion s'il la refuse.

tenir l'agrément du Saint-Père, on retiendrait à
s les principaux membres du concile pour leur
émettre un second vote en cas de refus de la
du Pontife. Ce plan ainsi arrêté, on appela les
après les autres chez le ministre des cultes les
ats sur lesquels on croyait pouvoir compter. Dix-
f évêques italiens adhérèrent avec empressement;
ante-six évêques français suivirent leur exem-
, ce qui faisait quatre-vingt-cinq adhérents, sur
t six membres admis dans le concile. Ceux qui,
nombre de vingt environ, n'avaient pas adhéré,
aient pas tous des opposants déterminés. La
tié faisait des réserves plutôt que des refus.
Quand ce résultat fut acquis, le prince Cambacé-
, qui était toujours appelé pour chercher les
nes moyens, les expédients ingénieux, et qui
it beaucoup contribué à faire adopter cette solu-
pacifique, conseilla d'assembler de nouveau le



Août 1811.

nécessaire de soumettre au chef suprême de l'Église les actes de toute assemblée de prélats. Napoléon consentit à envoyer une députation composée d'évêques et d'archevêques pour solliciter l'approbation papale, et à y joindre quelques cardinaux pour tenir lieu à Pie VII de ce conseil dont toujours il se disait privé, dès qu'on lui demandait une résolution quelconque. Les cardinaux choisis furent les cardinaux de Bayane, Fabrice Ruffo, Roverella, Doria, Dugnani. On y ajouta l'archevêque d'Édesse, aumônier du Pape. Les prélats désignés furent les archevêques de Tours, de Malines et de Pavie; les évêques de Nantes, de Trèves, d'Évreux, de Plaisance, de Feltre, de Faenza. Ils devaient partir sur-le-champ, pour ne pas faire trop attendre leurs collègues retenus à Paris afin d'émettre un nouveau vote en cas de refus de la part du Pape. Du reste on ne croyait guère à ce refus, surtout en se rappelant la note rapportée de Savone par MM. de Barral, Duvoisin et Mannay.

Le nouveau décret porté au Pape par une députation nombreuse d'évêques et de cardinaux.

Napoléon avait accepté cette fin du concile, d'abord parce que c'était une fin, ensuite parce qu'il avait à peu près atteint son but en obtenant la limitation fort étroite de l'institution canonique. Mais moralement il se sentait battu, car une opposition d'autant plus significative qu'elle était involontaire et pour ainsi dire tremblante, s'était manifestée dans le clergé, et lui avait déclaré clairement qu'il était l'oppresseur du Pontife : elle avait de plus trouvé mille échos dans les cœurs! Il se consolait en se flattant que bientôt on lui rapporterait de Savone sinon le décret lui-même, au moins l'institution des

t-sept prélats nommés, ce qui suffisait pour re-
re au complet l'Église de France, et pour lever
ifficultés qui en gênaient l'administration. Quant
question de principe, il verrait plus tard à s'en
comme il pourrait. D'ailleurs en ce moment
s les questions matérielles, morales, politiques,
aires, se résumaient pour lui dans une seule,
de la grande guerre du Nord. Vainqueur une
ière fois de la Russie, qui semblait seule, sinon
nir tête, du moins contester quelques-unes de
volontés, il abattrait en elle tous les genres
position, publics ou cachés, qu'il rencontrait
re en Europe. Que serait alors ce pauvre prêtre
nnier, qui lui voulait disputer Rome ? Rien ou
que rien, et l'Église, comme elle avait fait tant
is, reconnaîtrait la puissance de César. Le Con-
it de Fontainebleau, obtenu même au retour
Moscou, prouve que si Napoléon s'aveuglait



passer la Vistule et les Russes le Niémen, tantôt que la querelle était apaisée, et que chacun allait se retirer fort en deçà de ses frontières. Surtout depuis l'arrivée de M. de Caulaincourt à Paris, de M. de Lauriston à Saint-Pétersbourg, on semblait espérer que la paix serait maintenue. Les esprits sages, à quelque pays qu'ils appartinssent, ne sachant quelle serait l'issue d'une nouvelle lutte, certains en tout cas que des torrents de sang couleraient, souhaitaient la paix ardemment, et applaudissaient à tout ce qui en présageait le maintien. Mais les mouvements continuels de troupes du Rhin à l'Elbe n'étaient guère faits pour les rassurer, et détruisaient le bon effet des bruits pacifiques qui avaient circulé depuis deux ou trois mois. Les amis de la paix n'avaient que trop raison d'être inquiets, car Napoléon, résolu à différer la guerre, mais toujours décidé à la faire, avait continué ses préparatifs, en prenant seulement la précaution de les dissimuler assez pour ne pas amener en 1811 la rupture que dans ses calculs il ne souhaitait que pour 1812. Ainsi, par exemple, après avoir retardé d'abord le départ des quatrièmes et sixièmes bataillons du maréchal Davout, et les avoir retenus au dépôt, il s'était ravisé, et, pensant que nulle part ils ne se formeraient mieux que sous cet instructeur vigilant et sévère, il les avait acheminés sur l'Elbe. Or ce n'étaient pas moins que trente-deux bataillons expédiés à la fois au delà du Rhin, ce qui ne pouvait guère se cacher. Pour opposer à cet effet trop frappant un effet contraire, il avait ordonné de ramener en arrière deux bataillons westphaliens, qui allaient

Août 1811.

Vœux pour la paix dans toute l'Europe.

Inutilite de ces vœux, et activité soutenue des préparatifs de Napoléon.

pléter la portion allemande de la garnison de
tzig, et avait recommandé de faire grand bruit
e mouvement rétrograde, et de dire quant aux
illons français en route vers l'Elbe, qu'ils ne
ient qu'achever une marche depuis longtemps
mencée. Disposant des journaux français et
e partie des journaux allemands, il pouvait
ainsi abuser un moment le public, mais des
aines d'espions russes de toutes les nations de-
nt bientôt rétablir la vérité, et même exagérer
its en sens contraire.

ussi le cabinet russe ne s'y était-il pas trompé,
mpereur Alexandre avait dit à M. de Lauriston
la vérité deux bataillons allemands rétrogra-
nt, mais qu'en même temps plus de trente ba-
ons français s'avançaient de Wesel sur Ham-
g. Toutefois, avait ajouté l'empereur Alexandre,
e veux pas être en arrière de l'empereur Napo-



on finirait bientôt par se mettre réciproquement l'épée sur la gorge, priait, suppliait l'empereur Alexandre d'être le plus sage des deux, et de prendre l'initiative des explications qu'on différait de se donner ou par un faux amour-propre, ou par un calcul mal entendu. — Demandez donc, disait-il à l'empereur Alexandre, une indemnité pour Oldenbourg, et je ne mets pas en doute qu'on vous l'accordera. Envoyez quelqu'un à Paris pour y porter vos griefs, et j'ai la conviction qu'il sera reçu avec empressement. On pourra alors s'expliquer, et savoir enfin pourquoi on est prêt à s'égorger. — A ces pressantes instances, l'empereur Alexandre opposait un refus absolu. Il ne voulait, comme il l'avait déjà dit, rien demander pour Oldenbourg, ni en Allemagne ni en Pologne, parce qu'en Allemagne on ne manquerait pas de le dénoncer comme cherchant à spolier les princes allemands, parce qu'en Pologne Napoléon l'accuserait de chercher à démembrer le grand-duché de Varsovie, et s'en ferait un argument auprès des Polonais. L'empereur Alexandre ne voulait pas non plus se donner l'apparence d'un prince intimidé, qui envoyait demander la paix aux Tuileries. Il était d'ailleurs intimement convaincu qu'il ne l'obtiendrait pas, et redoutait même de précipiter la guerre en s'expliquant catégoriquement sur certains objets, tels que les affaires commerciales par exemple. Si, en effet, on le pressait, il était résolu à dire formellement que jamais il ne fermerait ses ports à ce qu'il appelait les neutres, et à ce que Napoléon appelait les Anglais, et craignait qu'une déclaration aussi nette n'amenât une rupture

Août 1811.

Efforts de M. de Lauriston pour amener de la part de l'empereur Alexandre une démarche qui serve de prétexte à un rapprochement.

antanée. La guerre, que Napoléon voulait à un le distance, lui la prévoyait à un an aussi, et nait mieux différée qu'immédiate. C'est pour cela l se renfermait dans une extrême réserve, affirt avec sincérité qu'il désirait la paix, et en ive, promettant, si on désarmait, de désarmer nstant même, ajoutant que le grief qu'il avait s la spoliation du prince d'Oldenbourg ne constit point une affaire urgente, qu'il espérait une emnité, mais qu'il n'insisterait pas pour l'obtenir le-champ, qu'il saurait l'attendre, et qu'en agis ainsi ce n'était pas un grief qu'il entendait se rver, car il n'hésitait pas à déclarer que pour notif il ne ferait point la guerre[1].

ans cette situation délicate et grave, il aurait beaucoup de soins, beaucoup de ménagements r prévenir la guerre, mais il suffisait d'un seul imprudent pour la rendre inévitable, peut-être



Août 1811.

meur, de clairvoyance, et il eût attiré des hommes moins curieux, moins intéressés à l'entendre que ceux qui l'entouraient. La plupart des invités étaient partis : il restait auprès de lui les ambassadeurs de Russie et d'Autriche (princes Kourakin et de Schwarzenberg), les ambassadeurs d'Espagne et de Naples, et un ou deux de ces ministres des petites cours allemandes, toujours aux écoutes pour savoir ce que préparent les géants qui ont coutume de les fouler aux pieds[1]. Suivi de ces personnages, allant, venant, discourant sur tout, Napoléon dit à l'ambassadeur d'Espagne que c'était une mauvaise saison dans son pays pour les opérations militaires, que rien ne pouvait donc marcher vite en ce moment, mais qu'à l'automne il presserait les événements, et mènerait d'un pas rapide Espagnols, Portugais et Anglais. Se tournant ensuite vers le prince Kourakin, il parla d'une dépêche inventée par les Anglais, dépêche fort arrogante qui aurait été adressée par la France

Fâcheuse conversation à laquelle Napoléon se laisse entraîner avec le prince Kourakin.

[1] Ici encore je parle d'après les documents les plus certains. Je fais peu de cas des discours inventés, et encore moins des conversations supposées, qui sont plus invraisemblables que les discours, parce qu'elles sont plus difficiles à recueillir et à rendre. Mais la conversation que je rapporte, comme deux ou trois autres de Napoléon que j'ai déjà reproduites, fut saisie par plusieurs témoins, par l'ambassadeur d'Autriche, par le ministre de Wurtemberg, et répétée par Napoléon à M. de Bassano, pour qu'il la communiquât à toutes les cours. Ces trois versions, dont aucune ne contredit absolument les deux autres, mais qui se complètent en reproduisant l'une ce que l'autre a négligé, sont les documents dont je me suis servi pour résumer, bien entendu, ce curieux entretien. Il n'y a que la forme qui soit à moi, et encore ai-je mis un grand soin à rendre autant que possible l'exacte physionomie du langage de Napoléon. C'était mon droit d'historien, parce que c'est la nécessité de l'art de recueillir ce qui en vaut la peine et de l'abréger, car autrement une histoire serait presque aussi longue à lire qu'elle a été longue à s'accomplir. Il faudrait vingt ans pour lire ce qui a duré vingt ans.

Russie, et dit qu'elle n'avait pas même la vrai-blance pour elle; à quoi le prince Kourakin ré-dit qu'assurément elle n'était pas vraisemblable, jamais il n'aurait pu en recevoir une pareille. oléon sourit avec douceur à cette saillie de fierté prince Kourakin, et puis, comme pour s'en ven-un peu, amena l'entretien sur les événements 'urquie, dont, en effet, il y avait beaucoup à dire. Russes, dans la campagne dernière, étaient res-maîtres de toutes les places du Danube depuis lin jusqu'à la mer Noire. Ils avaient été moins reux cette année, n'avaient pu franchir le Da-e, et avaient eu auprès de Rutschuk une affaire ls disaient à leur avantage, que les Turcs préten-nt au contraire leur avoir été favorable, et à la e de laquelle ceux-ci en effet étaient rentrés dans schuk. Il était évident que les divisions ramenées rrière avaient fait faute aux Russes. Expliquant



aussi longue que celle du Danube, de Widin à la mer Noire. On ne peut d'ailleurs disputer la rive d'un fleuve qu'en étant maître de se porter sur l'autre rive, en ayant en grand nombre des ponts et des têtes de pont, car le véritable art de se défendre est celui de savoir attaquer. Vos généraux ont agi contre toutes les règles. — Là-dessus Napoléon, parlant de la guerre aussi bien qu'il la faisait, tint longtemps ses auditeurs attentifs et émerveillés. Le prince Kourakin, voulant excuser les généraux russes, dit que les forces leur avaient manqué, qu'on avait été obligé d'en éloigner une partie du théâtre de la guerre, et s'apercevant de la maladresse qu'il commettait, il ajouta que les finances de l'empire l'avaient ainsi exigé. Napoléon sourit aussitôt de la gaucherie de son interlocuteur, et continuant à se jouer de lui avec autant d'esprit que de grâce : Vos finances, lui dit-il, vous ont obligés de vous éloigner du Danube... en êtes-vous bien assuré ?... Si cela est ainsi, vous avez fait une mauvaise opération financière... En général, toutes les troupes dont l'entretien est trop pesant, il faut les envoyer sur le territoire ennemi. C'est ainsi que j'en use, et mes finances s'en trouvent bien... — Puis tout à coup, sans abandonner le ton de bienveillance qu'il avait pris dans cet entretien, mais avec la pétulance de quelqu'un qui ne se contient plus, Napoléon dit au prince Kourakin : Tenez, prince, parlons-nous sérieusement? dictons-nous ici des dépêches, ou écrivons-nous pour les journaux? S'il en est ainsi, je tomberai d'accord avec vous que vos généraux ont été constamment victorieux, que la gêne de vos

nces vous a obligés de retirer une partie de vos
pes qui vivaient aux dépens des Turcs, pour les
e vivre aux dépens du trésor russe, j'accorderai
cela; mais si nous parlons franchement devant
s ou quatre de vos collègues qui savent tout, je
s dirai que vous avez été battus, bien battus;
vous avez perdu la ligne du Danube par votre
e; que c'est moins le tort de vos généraux, quoi-
ls aient mal manœuvré, que celle de votre gou-
nement, qui leur a ôté les forces dont ils avaient
besoin indispensable, qui a ramené cinq divisions
Danube sur le Dniéper, et cela pourquoi? pour
er contre moi, qui suis votre allié, à ce que vous
s, contre moi, qui ne voulais point vous faire la
re, et qui ne veux pas vous la faire encore au-
d'hui. Vous avez commis là fautes sur fautes. Si
s aviez quelque inquiétude de mon côté, il fal-
vous expliquer. En tout cas, au lieu de porter



vaincrez jamais!... Mais vous aimez mieux écouter les Anglais, qui vous disent que je veux vous faire la guerre, vous aimez mieux vous en rapporter à quelques contrebandiers que vos mesures commerciales enrichissent, et vous vous mettez à armer; je suis bien obligé d'armer de mon côté, et nous voilà encore face à face, prêts à recommencer!... Vous êtes comme un lièvre qui, recevant du plomb dans la queue, se lève sur ses pattes pour regarder, et s'expose ainsi à en recevoir à la tête... Moi, je suis défiant comme l'homme de la nature... j'observe... Je vois qu'on se dirige de mon côté, je me défie, je mets la main sur mes armes... Il faut pourtant que cette situation ait un terme. — Napoléon, s'exprimant avec une extrême volubilité, sans laisser à son interlocuteur le temps de répliquer, et sans cesser néanmoins de se montrer bienveillant, même amical dans le ton, donna ici un moment au prince Kourakin pour lui répondre. Celui-ci, qui avait peu de mémoire, peu de connaissance des faits, bien qu'il ne manquât ni de finesse ni d'habitude des grandes affaires, ne songea point à rappeler à Napoléon que, dans la série des préparatifs militaires, la France avait précédé la Russie, et se confondit en protestations d'amitié et de dévouement, affirmant qu'on était encore dans les mêmes termes qu'à Tilsit, et que si quelqu'un avait lieu d'être étonné, c'était la Russie, qui n'avait pas cessé d'être fidèle à l'alliance; qu'elle avait dû être grandement affectée des traitements infligés au prince d'Oldenbourg; que c'était un proche parent de l'empereur, auquel la cour de Russie était fort attachée; qu'on ne pou-

Août 1811.

Août 1811.

vait rien faire qui atteignît plus sensiblement l'empereur Alexandre que de toucher aux États de ce prince; qu'au surplus la Russie s'était bornée sur ce sujet à exprimer des plaintes, des réserves... — Des réserves, reprit Napoléon, des réserves!... mieux que cela, vous avez fait une protestation en forme (ce qui était vrai), vous m'avez dénoncé à l'Allemagne, à la Confédération du Rhin, comme un spoliateur... Votre prince d'Oldenbourg, vous ne savez peut-être pas que c'était un grand faiseur de contrebande, qu'il manquait à ses traités avec vous et avec moi, qu'il violait le pacte qui lie entre eux les membres de la Confédération du Rhin, que d'après l'ancien droit germanique j'aurais pu l'appeler à mon tribunal, le mettre au ban de l'empire, et le déposséder sans que vous eussiez eu rien à dire. Au lieu de cela je vous ai prévenus, je lui ai offert un dédommagement... — En prononçant ces paroles, Napoléon souriait comme s'il ne les eût pas prises au sérieux, et semblait presque avouer qu'il avait agi beaucoup trop lestement. Puis il ajoutait avec un ton de regret et de douceur : Je conviens que si j'avais su à quel point vous teniez au prince d'Oldenbourg, j'aurais procédé autrement, mais j'ignorais le grand intérêt que vous portiez à ce prince. Maintenant comment faire ? Vous rendrai-je le territoire d'Oldenbourg tout chargé de mes douaniers, car je ne vous le rendrais pas autrement? vous n'en voudriez pas... En Pologne, je ne vous donnerai rien... rien... — Et Napoléon prononça ces derniers mots avec un accent qui prouvait qu'Alexandre avait raison de ne pas vouloir four-

nir cette arme contre lui... —Où donc, ajouta-t-il, prendrons-nous une indemnité ?... Mais n'importe, parlez, et je tâcherai de vous satisfaire... Pourquoi avez-vous laissé partir M. de Nesselrode dans un pareil moment ?... (M. de Nesselrode, principal directeur des affaires de la légation, venait en effet de quitter Paris.) Il faut que votre maître renvoie lui ou un autre, avec des pouvoirs pour s'expliquer, pour conclure une convention qui embrasse tous vos griefs et tous les miens, sans quoi je continuerai mes armements, je lèverai probablement bientôt la conscription de 1812, et, vous le savez, je n'ai pas l'habitude de me laisser battre... Vous comptez sur des alliés ! Où sont-ils ? Est-ce l'Autriche, à laquelle vous avez fait la guerre en 1809, et dont vous avez pris une province à la paix ?... — Et en disant ces mots Napoléon regardait le prince de Schwarzenberg, qui se taisait, et tenait les yeux fixés à terre... — Est-ce la Suède, à qui vous avez pris la Finlande ? Est-ce la Prusse, dont à Tilsit vous avez accepté les dépouilles après avoir été son allié ?... Vous vous trompez, vous n'aurez personne. Expliquez-vous donc avec moi, et ne recommençons pas la guerre...— En terminant cet entretien, Napoléon saisit la main du prince Kourakin avec beaucoup d'amitié, puis congédia le cercle confondu de son esprit autant que de son imprudente audace, et riant joyeusement de l'embarras de l'ambassadeur russe, qui s'écriait, en sortant des Tuileries, qu'il étouffait, qu'il faisait bien chaud dans les salons de l'Empereur. Cette conversation rappelait celles que Napoléon avait eues avec lord Whitworth

veille de la rupture de la paix d'Amiens, avec
le Metternich à la veille de la campagne de Wa-
n, et, quoiqu'elle n'eût ni la violence de la
nière, ni la gravité calculée de la seconde, elle
it prêter à des exagérations fort dangereuses,
embarrassantes surtout pour l'empereur Alexan-
déjà trop compromis aux yeux de sa nation
le rapport de la dignité blessée.

e lendemain, les flatteurs de Napoléon, habitués
lébrer les prouesses de sa langue comme celles
on épée, ne manquèrent pas de raconter qu'il
t accablé l'ambassadeur de Russie; et ses dé-
teurs, habitués à défigurer ses moindres actes,
nt grand soin de dire de leur côté qu'il avait
é toutes les convenances envers le représentant
'une des principales puissances de l'Europe. Le
ce Kourakin n'écrivit rien de pareil à Saint-Pé-
bourg, il fut simple et modéré dans son rapport;



de défendre sa dignité, son indépendance jusqu'à la mort. Napoléon, du reste, ne parle ainsi que lorsqu'il est décidé à la guerre : alors il ne s'impose plus aucune retenue. Je me rappelle sa conversation avec lord Whitworth en 1803, avec M. de Metternich en 1809; je ne puis donc voir dans ce qui vient de se passer qu'un indice de très-mauvais augure pour le maintien de la paix. —

Août 1811.

guerre est désormais inévitable.

L'empereur Alexandre, à la suite de ces observations, parut extrêmement triste; son ministre, M. de Romanzoff, dont l'existence politique tenait à la paix, parut l'être également, mais tous deux répétèrent de nouveau qu'ils ne prendraient pas l'initiative. Il était évident néanmoins qu'ils ne doutaient plus de la guerre, au plus tard pour l'année prochaine, que les impressions un peu plus favorables dues à la présence de M. de Lauriston et à son langage à Saint-Pétersbourg étaient complétement dissipées, et qu'on allait employer encore plus activement l'automne et l'hiver à se mettre en mesure de soutenir une lutte décisive et terrible.

L'automne et l'hiver employés en préparatifs de toute sorte.

C'était à peu près la disposition de Napoléon, avec cette différence que, puisant en lui-même les motifs de la guerre, il n'avait pas cessé de la regarder comme certaine, et de s'y préparer. Il venait d'envoyer sur l'Elbe les quatrièmes et sixièmes bataillons, ce qui devait faire cinq bataillons de guerre par régiment, et comme les régiments du maréchal Davout étaient au nombre de seize, le total devait s'élever à 80 bataillons de la plus belle infanterie. En y ajoutant les chasseurs corses et ceux du Pô, quelques détachements espagnols et portugais, Na-

on se proposait de porter à 90 bataillons le
s de l'Elbe, et de le distribuer en cinq divisions
ale force. Une excellente division polonaise,
autre composée des anciens soldats des villes
atiques actuellement licenciés, une troisième
posée d'Illyriens, devaient porter à huit les di-
ns du maréchal Davout. Beaucoup d'officiers
çais, les uns revenus du service étranger depuis
éunion de leur pays natal à la France, les autres
s de l'école des généraux Friant, Morand et
in, devaient contribuer à relever l'esprit de ces
pes d'origine étrangère. Napoléon se flattait que
la main de fer du maréchal Davout, et près du
r de patriotisme et d'honneur militaire allumé
son armée, ces Espagnols, ces Portugais, ces
iens, ces Anséates, acquerraient la valeur des
çais eux-mêmes.

n arrière de l'Elbe, Napoléon, comme nous l'a-

Août 1811.

blesse n'éclata que trop dans la campagne suivante. On a vu qu'à la classe de 1811, levée tout entière, il avait voulu ajouter un supplément fort considérable par le nombre et par la qualité des hommes, c'était celui qu'on pouvait se procurer avec les réfractaires des années antérieures. Onze ou douze colonnes mobiles, parcourant la France dans tous les sens, avaient obligé cinquante ou soixante mille de ces réfractaires à se soumettre. La mesure avait été dure, mais efficace. Cependant il était à craindre qu'on ne les eût fait rejoindre que pour les voir déserter de nouveau, lorsqu'ils sauraient leurs parents débarrassés des garnisaires. Les détenir, c'était mettre leur santé en péril et encombrer les prisons; les envoyer aux dépôts, c'était leur ouvrir les portes pour s'échapper. Napoléon eut la pensée de les instruire dans les îles qui bordent la France, et desquelles il leur était impossible de s'enfuir. Pour cela il créa dans ces îles, et avec de bons cadres, des régiments d'instruction, dont l'effectif était indéterminé et pouvait s'élever jusqu'à quinze mille hommes. Il en forma un dans l'île de Walcheren, un second dans l'île de Ré, un troisième à Belle-Ile, enfin deux dans la Méditerranée, dont l'un en Corse, et l'autre dans l'île d'Elbe.

Organisation des régiments des îles pour parvenir à l'incorporation des réfractaires.

Napoléon consacrait à ce qui les concernait une attention continuelle : armes, habillement, instruction, il s'occupait de tout lui-même. Enfin, les croyant mûrs, il essaya d'envoyer quelques milliers d'hommes tirés du régiment de Walcheren, pour compléter les quatrièmes et sixièmes bataillons du maréchal Davout. Son projet, si cet essai réussis-

n, de la Gironde, de la Loire, pour les faire bi-
aquer, grelotter, mourir de faim ou de froid sur
bords de l'Elbe, de la Vistule ou du Borysthène,
lle tâche! et quel danger, après y avoir réussi
gt années, d'y échouer enfin au moment où tous
sentiments les plus naturels, froissés sans me-
, seraient poussés au désespoir!

usqu'à ce jour redoutable le dehors des choses
t superbe, et cette machine guerrière sous la
n du maréchal Davout avait acquis un aspect
nidable. Napoléon lui expédiait l'un après l'au-
les régiments de cavalerie pour les monter en
magne, et pour instruire les nouvelles recrues.
gnant d'épuiser la France de chevaux, car il
it qu'elle en fournît une quantité extraordinaire
armées d'Espagne, il était décidé à prendre tous
x qu'on pourrait tirer du nord du continent. Il
it demander pour la cavalerie légère en Polo-



Août 1811.

an, l'approvisionnement d'une armée de quatre à cinq cent mille hommes pendant un an aussi. Afin d'y parvenir, il avait ordonné d'abord au général Rapp d'être attentif au mouvement des grains dans cette ville, qui est l'un des plus vastes dépôts de céréales connus en Europe, et de se tenir toujours informé des quantités en magasin, pour n'acheter qu'en temps opportun. Ayant désormais son parti pris, il prescrivit de commencer enfin les achats, de les pousser jusqu'à 6 ou 700 mille quintaux de froment, jusqu'à plusieurs millions de boisseaux d'avoine, et jusqu'à l'accaparement de tous les fourrages existants. Trois caisses, la première à Dantzig, la seconde à Magdebourg, la troisième à Mayence, connues de lui seul, pour qu'on ne s'habituât pas à y compter, devaient fournir secrètement les fonds nécessaires à ces achats.

Immense achat de grains à Dantzig.

Ce n'était pas tout que d'avoir ces masses de vivres, il fallait se procurer le moyen de les transporter avec soi. Napoléon, comme on l'a vu, avait prescrit la réorganisation d'un certain nombre de bataillons du train qui pouvaient atteler et conduire environ 1,500 voitures chargées de biscuit. Pensant continuellement à l'objet qui le préoccupait, et trouvant à chaque instant des combinaisons nouvelles, il avait, depuis l'année précédente, inventé des moyens de transport encore plus puissants et plus ingénieux que ceux auxquels il avait songé d'abord. Le caisson ordinaire, attelé de quatre chevaux, conduit par deux hommes, était bon pour transporter le pain quotidien à la suite des corps. Un caisson pouvait ainsi assurer la nourriture d'un bataillon pendant

Après s'être procuré les matières alimentaires, Napoléon s'occupe des moyens de les transporter à la suite de l'armée.

journée. Il fallait autre chose à Napoléon, qui
endait se faire suivre par cinquante ou soixante
s de vivres pour toute l'armée. Il conçut l'idée
gros chariots attelés de huit chevaux, conduits
quatre ou même trois hommes, et pouvant re-
oir dix fois la charge du caisson ordinaire. Le ré-
at était ainsi décuplé, la dépense de traction et
onduite étant à peine doublée. Cependant après
nouvelles réflexions, jugeant cette voiture trop
de pour les boues de la Pologne et de la Lithua-
Napoléon s'en tint à un chariot attelé de quatre
vaux, dirigé par deux hommes, ce qui laissait
sister l'organisation ordinaire du train, et devait
sporter quatre fois autant que le caisson ordi-
e, ou trois fois si on ne voulait pas s'exposer à
dre la charge trop lourde. Il ordonna sur-le-champ
construire des chariots de ce modèle en France,
Allemagne, en Italie, partout où résidaient les dé-



Août 1811.

roüe, broutant le gazon qui est sous ses pieds, il ne donne le soir aucune peine après avoir rendu les plus grands services dans la journée. Enfin il peut lui-même servir de nourriture, bien mieux que le cheval, qui n'est que l'aliment des dernières extrémités. Par ces motifs, Napoléon, aux huit bataillons du train qu'il avait destinés à l'armée de Russie, résolut d'ajouter quatre bataillons à la comtoise, et cinq bataillons à bœufs, en déterminant lui-même le mode d'organisation qui permettrait à ces voituriers de se transformer tout à coup en soldats, pour défendre le convoi qu'on leur aurait confié. L'organisation des uns devait se faire en Franche-Comté, celle des autres en Lombardie, en Allemagne, en Pologne. On pouvait se flatter de réunir ainsi le pain et la viande dans les mêmes convois.

Napoléon estimait que ces dix-sept bataillons, conduisant de cinq à six mille voitures, lui assureraient des vivres pour deux mois et deux cent mille hommes, ou pour quarante jours et trois cent mille hommes. Ce résultat lui suffisait, car il comptait à Dantzig embarquer ses approvisionnements sur la Vistule, les amener par eau de la Vistule au Frische-Haff, du Frische-Haff à la Prégel, et de la Prégel par des canaux intérieurs au Niémen. Il avait même envoyé quelques officiers de ses marins pour arrêter en secret le plan de cette navigation. Arrivé avec cinq ou six cent mille hommes sur le Niémen, c'est tout au plus s'il en amènerait trois cent mille dans l'intérieur de la Russie, et ayant alors d'après le calcul qui précède quarante jours de vivres sur voitures, il espérait avec ce qu'il trouverait sur les

x avoir le moyen de subsister, car, malgré leurs ets de destruction, les Russes pouvaient bien ne avoir le loisir de tout anéantir. Détruire est un ninable travail, mais c'est un travail qui exige emps aussi, et l'exemple du Portugal lui-même vait que ce temps pouvait manquer à l'ennemi us décidé à ne rien ménager. C'est sur ces rai- et ces immenses préparatifs que Napoléon fon- son espérance de vivre dans les vastes plaines Nord, qu'il s'attendait à trouver tour à tour dé- s ou ravagées.

ais ces cinq ou six mille voitures supposaient à seules huit ou dix mille hommes pour les con- e, dix-huit ou vingt mille chevaux ou bœufs les traîner, et si on ajoute trente mille chevaux tillerie, probablement quatre-vingt mille de ca- rie, on peut se former une idée des obstacles à cre en fait d'approvisionnements, car ces ani-

Août 1811.

vriers de toutes les professions qu'il voulait emmener avec lui, tels que boulangers, charpentiers, forgerons, pontonniers, etc.

Équipages de pont.

Enfin les équipages de pont, objet non moins grave de ses préoccupations, reçurent de nouveaux perfectionnements dans cette seconde année de ses préparatifs. Il avait prescrit la construction à Dantzig de deux équipages de cent bateaux chacun, pouvant servir à jeter deux ponts sur les fleuves les plus larges, et suivant l'usage portés sur des haquets. Comme le bois manque rarement, surtout dans la région où l'on s'apprêtait à faire la guerre, et que les ferrures et les cordages constituent uniquement la partie difficile à rassembler, Napoléon fit réunir en câbles, ancres, attaches, montures de tout genre, etc., le matériel d'un troisième équipage de pont, les bois seuls étant omis puisqu'on s'attendait à les trouver sur les lieux. Voulant avoir aussi des ponts fixes, il fit préparer à Dantzig des têtes de pilotis en fer, des ferrures pour lier ces pilotis, des sonnettes pour les enfoncer, de façon que les pontonniers fussent pourvus de tout ce qu'il leur faudrait pour jeter, indépendamment des ponts de bateaux, des ponts sur chevalets ou sur pilotis. Tout ce matériel devait suivre l'armée sur de nombreux chariots. Le général Éblé, qui sur le Tage avait, presque sans ressources, exécuté tant de merveilles en ce genre, fut mis à la tête du corps des pontonniers. Deux mille chevaux furent assignés à ce nouveau parc. *Avec de tels moyens*, écrivait Napoléon, *nous dévorerons tous les obstacles* [1].

[1] Je n'ai pas besoin de répéter que c'est d'après la correspondance de

uoique Napoléon eût confié au maréchal Davout
ganisation de la plus grande partie de l'armée,
e qu'il le regardait comme un organisateur con-
mé, un administrateur probe et sévère, il ne lui
estinait pas le commandement tout entier, que
rellement il se réservait pour lui seul. Mais il
ait, en cas d'hostilités soudaines, qu'il y eût
l'Elbe et l'Oder, et dans une seule main, une
ée de 150 mille Français et de 50 mille Polo-
prête à se porter au pas de course sur la Vis-
Il se proposait plus tard, lorsque les opérations
ient commencées, d'en détacher une portion,
jointe au corps du Rhin, serait partagée entre
naréchaux Oudinot et Ney. Le maréchal Oudinot
it réunir à Munster les régiments cantonnés en
ande, le maréchal Ney à Mayence ceux qui
nt cantonnés sur le Rhin. Il avait été enjoint à
et à l'autre de se rendre sur-le-champ à leurs

Napoléon enjoignit au prince Eugène d'être prêt pour la fin de l'hiver suivant à passer les Alpes avec l'armée d'Italie. Ainsi qu'on l'a vu, il avait, dans sa confiance actuelle pour l'Autriche, réuni en Lombardie la presque totalité des armées d'Illyrie et de Naples. Il avait choisi dans chacun des meilleurs régiments, portés tous à cinq bataillons, trois bataillons d'élite destinés à se rendre en Russie. Il se proposait d'en composer une armée de 40 mille Français, renforcée de 20 mille Italiens, laquelle, sous le prince Eugène, franchirait les Alpes en mars. Les quatrièmes et cinquièmes bataillons retenus aux dépôts, avec plusieurs régiments entiers et l'armée napolitaine de Murat, étaient chargés de garder l'Italie contre les Anglais et contre les mécontents. La conscription de 1811, et les réfractaires de l'île d'Elbe, soumis à une rude discipline, devaient pendant l'hiver remplir successivement les quatrièmes et cinquièmes bataillons, qui se seraient vidés pour compléter les trois premiers. Napoléon avait en outre pris dans les troupes d'Illyrie et d'Italie dix ou douze régiments entiers, pour créer une armée de réserve, qui devait aller en Espagne remplacer la garde impériale et les Polonais, dont le départ pour la Russie était ordonné. Ainsi même en se préparant à frapper un grand coup au Nord, Napoléon ne renonçait pas à en frapper un au Midi, poursuivant, selon sa coutume, tous les buts à la fois. Un an auparavant cette armée de réserve n'aurait été nulle part mieux placée qu'en Espagne, puisque là était le théâtre des événements décisifs; en ce moment, au contraire, la question étant transportée

Août 1811.

Armée d'Italie, sa composition, l'époque de son départ.

Armée de réserve tirée d'Italie pour aller remplacer en Espagne la garde impériale et les Polonais.

ord, c'est là qu'il eût fallu porter toutes ses s, en se bornant en Espagne à une défensive gique sur les limites de la Vieille-Castille et de lalousie. Mais dans son ardeur, Napoléon, pre- pour réel tout ce que concevait sa vaste ima- ion, croyait pouvoir lancer en même temps la re à Cadix et à Moscou.

ndis qu'il se livrait à ces vastes conceptions, l'exécution était irrévocablement arrêtée pour intemps suivant, il songeait à aller visiter lui- e un pays récemment réuni à l'Empire, un pays el il tenait beaucoup, sur l'esprit duquel il se it de produire par sa présence une influence able, et d'où il lui était possible d'inspecter nnellement une partie de ses préparatifs de re : c'était la Hollande. Il avait remis plusieurs ce projet de voyage, et il avait à cœur de le ser avant la grande guerre du Nord, ne vou-

voyer dans la Péninsule. Il avait résolu pour cela de les faire vivre sous la menace d'expéditions toujours préparées pour l'Irlande, la Sicile, l'Égypte même, et espérait ainsi, dans le cas peu probable mais possible où la guerre du Nord serait évitée, d'avoir le moyen d'embarquer environ cent mille hommes.

Vastes projets maritimes de Napoléon pour le cas où la guerre de Russie n'aurait pas lieu.

Maintenant que l'Escaut était entièrement à sa disposition, il avait autrement combiné sa flottille de Boulogne. Après l'avoir réduite à ce qu'elle comprenait de meilleurs bâtiments, il pouvait y embarquer non plus comme autrefois 150 mille hommes, mais 40. En se bornant à ce nombre, le départ, le trajet, l'arrivée d'une expédition étaient parfaitement praticables. Il avait en outre dans l'Escaut 16 vaisseaux à Flessingue, lesquels devaient s'élever sous peu à 22. En y ajoutant une flottille de bricks, de corvettes, de frégates, de grosses chaloupes canonnières, il comptait sur des moyens d'embarquement pour 30 mille hommes, indépendamment d'une escadre de guerre capable de tenir la mer et de fournir une navigation assez longue. Il comptait de plus sur 8 ou 10 vaisseaux au Texel, si longtemps et si vainement demandés à son frère Louis, et déjà prêts depuis qu'il administrait la Hollande. Cette escadre, escortant une flottille, était en mesure d'embarquer 20 mille hommes. Il existait quelques frégates à Cherbourg, 2 vaisseaux à Brest, 4 à Lorient, 7 à Rochefort, et, avec ces éléments, Napoléon songeait, par des réunions adroitement opérées, à recomposer la flotte de Brest. Il voulait s'en servir pour envoyer quelques troupes aux îles

ey et Guernesey, dont il prétendait s'emparer.
n à Toulon il avait 18 vaisseaux, qu'il se pro-
tait avec le concours de Gênes et de Naples de
er à 24, non compris beaucoup de frégates, de
ares, et de bâtiments-écuries d'un nouveau mo-
. Il avait ainsi préparé dans la Méditerranée des
ens d'embarquement pour 40 mille hommes,
ouvait établir ses calculs sur 30 environ, en
loyant le secours d'un certain nombre de vieux
ments armés en flûte. Cette expédition devait
acer alternativement Cadix, Alger, la Sicile,
ypte. Enfin 3 vaisseaux et quelques frégates
ent prêts à Venise, et allaient, soulevés par des
neaux, sortir des lagunes pour se rendre à An-
. Ils devaient bientôt être suivis de deux autres
seaux et de plusieurs frégates, de manière à do-
er l'Adriatique.

es ressources déjà si vastes, Napoléon voulait



de la guerre de Russie, qu'un voyage sur les côtes lui était indispensable.

Sept. 1811.

Départ de Napoléon pour la Hollande.

Parti de Compiègne le 19 septembre, et séjournant successivement à Anvers et à Flessingue, il inspecta les travaux ordonnés pour rendre l'Escaut inaccessible, s'occupa surtout de l'artillerie à grande portée, nécessaire dans ces positions, s'embarqua sur la flotte de Flessingue sous le pavillon de l'amiral Missiessy, la fit mettre à la voile, fut surpris par un gros temps, resta trente-six heures en mer, sans pouvoir communiquer avec la terre, et fut très-content de l'instruction et de la tenue de ses équipages. Le sage et solide officier qui les commandait, quoique bloqué, avait profité des eaux de l'Escaut pour entrer et sortir souvent, et pour donner en naviguant dans ces bas-fonds un remarquable degré d'instruction à ses marins. Napoléon accorda des récompenses à tout le monde, de grands éloges à son amiral, et laissa la marine de cette région aussi satisfaite qu'encouragée.

Séjour à Flessingue.

Mais comme la vue des objets fécondait toujours son esprit, il trouva des procédés fort ingénieux pour perfectionner certaines choses, ou pour en corriger d'autres. On a vu combien son armée commençait à se bigarrer de soldats de toutes les nations, d'Illyriens, de Toscans, de Romains, d'Espagnols, de Portugais, de Hollandais, d'Anséates, etc.; il en était de même pour sa flotte. Elle comptait, outre d'anciens Français, des Hambourgeois, des Catalans, des Génois, des Napolitains, des Vénitiens, des Dalmates. A bord des vaisseaux, on n'était pas sans inquiétude sur la fidélité de ces ma-

Pour prévenir les infidélités

ts d'origines si diverses, et s'ils servaient bien
s les ports, on pouvait craindre qu'en mer ils ne
trariassent les manœuvres, afin de se faire pren-
par les Anglais, ce qui était la captivité pour les
nçais, mais la délivrance pour eux. Sur des bâti-
nts sortis des ports, on avait découvert plusieurs
des dégâts dans le gréement, causés évidemment
la malveillance, et par conséquent imputables
ne infidélité cachée qui pouvait devenir dange-
se. Napoléon eut l'idée de placer à bord de chaque
sseau une garnison composée d'une compagnie
150 hommes d'infanterie, tous anciens Français.
vait, indépendamment de la garde impériale et
régiments étrangers, 130 régiments d'infante-
les uns à cinq, les autres à six bataillons. Il
da qu'on prendrait dans les bataillons de dépôt
mieux organisés, une compagnie d'infanterie,
r la mettre à bord des vaisseaux de ligne et l'y

Octob. 1811.

sans relâche, et qu'aussitôt un vaisseau lancé à la mer, un autre le remplaçât sur les chantiers. Les bois de construction manquaient. Il imagina pour s'en procurer un vaste système de transports, de Hambourg à Amsterdam, au moyen de petits bâtiments passant entre la terre et les îles qui bordent le rivage de la mer du Nord, depuis les bouches de l'Elbe jusqu'au Zuyderzée. Il ne s'en tint pas là. Un été fort sec, qui avait donné des vins excellents (ceux dits de la Comète), avait nui au développement des céréales. Partout on annonçait une disette; le prix des grains augmentait à chaque instant. Napoléon retira les licences accordées pour l'exportation des grains, et ordonna à Hambourg d'acheter des blés qui devaient être transportés en France, en longeant les côtes, ou bien en suivant les fleuves et les canaux, et là où les uns et les autres ne se joignaient pas, en exécutant quelques petits trajets par terre, pour aller, par exemple, de l'Elbe au Weser, du Weser à l'Ems, de l'Ems au Zuyderzée. Vingt mille chevaux de l'artillerie et du train, oisifs jusqu'à l'ouverture des hostilités contre la Russie, furent employés à ces courts trajets, en faisant demi-travail pour les tenir en haleine sans les épuiser.

Moyen de se procurer des bois.

Système de transports de Hambourg à Amsterdam.

Ce système appliqué d'abord au transport des grains, afin de se prémunir contre la disette qui s'annonce à la fin de 1811.

Après avoir inspecté le régiment de Walcheren, et prescrit différentes mesures relatives à la santé des hommes et à leur équipement, Napoléon passa en Hollande, et se rendit à Amsterdam. Le peuple hollandais, très-affligé d'avoir perdu son indépendance, espérait cependant trouver quelque dédommagement dans sa réunion à un grand empire et dans l'administration vivifiante de Napoléon. Il y avait eu

Napoléon à Amsterdam

Bon accueil qu'il reçoit des Hollandais.

lque temps auparavant, à l'occasion de la conption, des exécutions sanglantes dans l'Ost-Frise; nmoins, soit le prestige de la gloire, soit l'ennement des fêtes même chez les peuples les plus ds, les Hollandais reçurent avec des acclamas le conquérant qui leur avait ravi leur indépence, et qu'ils n'aimaient point, comme ils le prouent bientôt. L'accueil fut tel, que Napoléon put tromper. A l'aspect de ce pays si riche, si heusement disposé pour les grandes opérations manes, et l'accueillant si bien, il enfanta mille nbinaisons nouvelles, lui accorda des facilités r la pêche, supprima diverses entraves qui aient la navigation intérieure du Zuyderzée, et aissa pour un moment rempli d'espérances et lusions.

Entre autres préoccupations qui avaient attiré Naéon en Hollande, malgré la mauvaise saison,

proprement dite, mais les Gueldres, l'Over-Yssel et la Frise, ligne faible du reste, et n'ayant que la valeur d'ouvrages avancés. Il en désigna une seconde plus forte, se détachant du Rhin vers Emmerich, suivant l'Yssel, passant par Deventer et Zwolle, embrassant les Gueldres et une moitié du Zuyderzée, couvrant presque toute la Hollande, moins la Frise. Mais il établit que la vraie ligne de défense était celle qui, abandonnant le Rhin, ou Wahal, seulement à Gorcum, allait aboutir à Naarden sur le Zuyderzée. Cette ligne, en effet, couvrait la partie la plus hollandaise de la Hollande, composée de terres fertiles, de villes florissantes, toutes situées au-dessous des eaux, et pouvant au moyen des inondations être converties en îles imprenables, qui se rattacheraient au Rhin par le puissant bras du Wahal, de manière que la nouvelle France, défendue par la magnifique ligne du Rhin de Bâle à Nimègue, devait à partir de ce dernier point se changer en îles tout à fait inaccessibles à l'ennemi, même à l'ennemi maritime, moyennant les beaux ouvrages du Texel qui en formeraient la pointe extrême et invincible. Octob. 1811.

Secondé dans l'exécution de ses plans par l'habile général du génie Chasseloup, Napoléon ordonna au Texel même des travaux superbes, dont l'objet était d'abriter une immense flotte avec ses magasins, de lui ménager l'entrée et la sortie par tous les vents, et de fermer complétement le Zuyderzée.

Ces ordres, toujours conçus dans l'hypothèse d'une lutte suprême et formidable qu'il ne cessait d'avoir présente à l'esprit sans en être intimidé, ces ordres donnés, il se rendit à Wesel, où il prescrivit Napoléon à Wesel.

utres travaux pour assurer la défense de cette
e, et lui procurer une importance administrative
elle n'avait pas. Il voulait en faire le Strasbourg
Rhin inférieur. Il venait de décréter la belle
ite d'Anvers à Amsterdam; il projeta celle de
esel à Hambourg, et en même temps prit prétexte
sa présence en ces lieux pour passer en revue
ux belles divisions de cuirassiers. Il les inspecta
re Dusseldorf et Cologne, pourvut à ce qui leur
nquait sous le rapport de l'organisation et de l'é-
pement, et profita de leur arrivée sur le Rhin
ur les acheminer sans bruit sur l'Elbe. C'était une
nière commode de faire passer presque inaperçue
grosse cavalerie, dont ces deux divisions formaient
viron la moitié. A cette occasion, il s'occupa de
création des lanciers. Il avait déjà pu s'apercevoir
Pologne de l'utilité de la lance. Il résolut de la
ttre à profit dans la prochaine guerre, et se dé-

dément inquiète, comme on l'a vu, de la guerre prochaine, en perdait le repos. Elle sentait bien que le territoire prussien étant le chemin obligé des armées belligérantes, il lui serait impossible de rester neutre, et, ne devant rien à la Russie, qui en 1807 avait conclu la paix à ses dépens, avait même accepté une portion de son territoire (le district de Bialistock), elle était disposée à s'allier à Napoléon, pourvu qu'il lui garantît l'intégrité du reste de ses États, et un dédommagement territorial si elle le servait bien. Malheureusement Napoléon se montrait sourd à ses insinuations, afin de ne pas révéler trop tôt ses desseins, et, dans la terreur dont elle était saisie, elle attribuait cette réserve au projet d'enlever à un jour donné la royauté, l'armée, la monarchie prussiennes. Cette pensée désolante assiégeant sans cesse le roi, il ne perdait pas un instant pour armer, et au lieu de 42 mille hommes (nombre fixé par les traités), il en avait plus de 100 mille, dont moitié envoyés en congé, mais prêts à rejoindre au moyen d'une combinaison qui a été précédemment expliquée.

Nov. 1811.

à la Suède et au Saint-Siége.

Cruelles perplexités de la Prusse.

Ainsi que nous l'avons dit, le plan de la cour de Prusse était, au moment où les événements paraîtraient mûrs, d'obliger Napoléon à se prononcer, et s'il refusait son alliance, de se jeter au delà de la Vistule avec 100 ou 150,000 hommes, et d'aller rejoindre les Russes par Kœnigsberg. Quelque dissimulés que fussent les préparatifs de cette cour, ils ne pouvaient échapper à un observateur aussi exercé que le maréchal Davout, présent sur les lieux, et fort vigilant. De plus, M. de Hardenberg,

ıyant chaque jour de faire expliquer le ministre
France, M. de Saint-Marsan, et, afin d'y réussir,
tachant à lui montrer tout ce que la Prusse au-
de moyens à offrir à l'allié dont elle épouserait
ause, se laissa aller jusqu'à lui dire que, bien
elle eût seulement sous les armes une quaran-
e de mille hommes, elle pourrait au besoin, et
quelques jours, en armer cent cinquante mille.
mots, échappés au premier ministre prussien,
ient été un trait de lumière, et Napoléon ordonna
. de Saint-Marsan de se rendre immédiatement
z le ministre et chez le roi, de leur déclarer à l'un
l'autre que ses yeux étaient enfin ouverts sur
projets de la Prusse, qu'il fallait qu'elle désar-
sur-le-champ, en se fiant à sa parole d'honneur
'admettre dans son alliance à des conditions sa-
isantes, lorsque la prudence permettrait de
pliquer, ou qu'elle s'attendît à voir le maréchal



Nov. 1811.

la gloire des armées françaises, n'ayant en réalité aucun parti qui lui fût personnellement attaché, et gagnant peu à être vu de près, car on le trouvait bientôt vain, vantard, prodigue de folles promesses, et moins militaire qu'il n'avait la prétention de l'être, il avait songé à se recommander aux Suédois par une acquisition éclatante qui pût flatter leur patriotisme. Or, bien que désolés de la perte de la Finlande, les Suédois sentaient pourtant que cette province si nécessaire à la Russie serait l'éternel objet de ses désirs et de ses efforts, qu'en prenant définitivement pour séparation des deux Etats le golfe de Bothnie on adopterait une frontière plus vraie (sauf les îles d'Aland, indispensables à la sûreté de Stockholm, surtout pendant l'hiver), et que c'était bien plutôt en Norvége qu'il fallait chercher le dédommagement de ce que la Suède avait perdu. C'était là, comme on l'a vu, le motif pour lequel le prince Bernadotte avait, dans son agitation fébrile, demandé la Norvége et non la Finlande à Napoléon. Or Napoléon pouvait promettre et même donner la Finlande dans l'hypothèse d'une guerre heureuse contre la Russie, mais il eût commis une véritable trahison envers un allié fidèle, le Danemark, s'il eût seulement hésité à l'égard de la Norvége. Son silence significatif avait éclairé le prince royal, et celui-ci dès cet instant avait commencé à s'abandonner à une haine dont il portait depuis longtemps le germe au fond du cœur. Le roi régnant, affaibli par l'âge et la mauvaise santé, lui avait confié la régence des affaires, du moins pour le moment. Bernadotte en avait pro-

Langage

pour caresser le parti russe et le parti anglais,
s toutefois abandonner ostensiblement le parti
ıçais, auquel il devait son élection. Ne s'expli-
nt pas encore ouvertement contre la France, il
cessait de se dire Suédois avant tout, et prêt à
sacrifier à sa nouvelle patrie; de répéter que la
de n'appartenait à personne, et qu'elle n'aurait
r alliés que ceux qui ménageraient et serviraient
intérêts. Tandis qu'il tenait ce langage public,
vorisait plus que jamais le commerce interlope,
ait dire sous main aux Anglais qu'ils pouvaient
tinuer à fréquenter les environs de Gothenbourg,
gré la déclaration apparente de guerre, et insi-
it à la légation russe que sans doute la perte de
'inlande était un malheur pour la fierté de la
on suédoise, mais que ce qui était perdu était
lu, et que le dédommagement auquel elle aspi-
était ailleurs. Il avait en outre maintenu l'ordre



veau prince de Suède avait eu à s'expliquer sur les griefs articulés par la France, et il s'était engagé entre eux un entretien dont le récit aurait paru incroyable, si M. Alquier, qui l'avait rapporté à Napoléon, n'avait été un témoin digne de toute confiance. Après d'inutiles et peu sincères explications sur l'établissement anglais de Gothenbourg, sur l'inexécution des principales clauses du dernier traité, et sur le sang français versé à Stralsund, l'ancien général Bernadotte avait demandé insolemment à M. Alquier comment il se faisait que cette France qu'il avait tant servie, qui lui avait de si grandes obligations, se conduisît si mal envers lui, à ce point qu'à Constantinople, à Stralsund et à Stockholm même, il n'eût que de mauvais procédés à essuyer de ses agents. — A ces mots étranges, M. Alquier, en croyant à peine ses oreilles, avait répondu au nouveau Suédois qui se plaignait de l'ingratitude de la France, que si la France lui avait des obligations, elle s'en était bien acquittée en le portant au trône de Suède. — Nov. 1811.

Sans doute, s'il eût été possible en ce moment de prévoir l'avenir, il eût fallu ménager cet orgueil insensé; mais on comprend l'indignation du ministre de France, car il y a des choses que, dût-on périr à l'instant même, on ne doit jamais souffrir. Poursuivant cet entretien, le prince parvenu s'était répandu en prodigieuses vanteries, avait rappelé toutes les batailles auxquelles il avait assisté, et prétendu, ainsi qu'il le faisait ordinairement avec ses familiers, que c'était lui qui avait gagné la bataille d'Austerlitz, où il n'avait pas brûlé une

rce, celle de Friedland, où il n'était pas, celle
/agram, où il avait suivi la déroute de ses sol-
Il avait dit ensuite qu'on lui en voulait à Pa-
il le savait bien, mais qu'on ne le détrônerait
qu'il avait en Suède un peuple dévoué qui
tait attaché jusqu'à la mort; que récemment
euple avait voulu dételer sa voiture et la trai-
qu'il avait failli s'évanouir d'émotion; que dès
paraissait les soldats suédois étaient saisis
housiasme, qu'il venait de les passer en re-
que c'étaient des hommes superbes, des co-
s, qu'avec eux il n'aurait pas besoin de tirer
oup de fusil, qu'il n'aurait qu'à leur dire : *En*
t, marche! et qu'ils culbuteraient quelque en-
que ce fût, et que sous ses ordres ils seraient ce
vaient été les Saxons à Wagram, c'est-à-dire les
iers soldats de l'armée française. — Ah! c'en
rop, s'était écrié M. Alquier qui n'y tenait plus,

Nov. 1811.

cœur qu'elle restât secrète, il avait cependant poussé la fanfaronnade jusqu'à dire à M. Alquier : Je vous prie de mander à l'empereur Napoléon tout ce que vous venez de voir et d'entendre. — Vous le voulez, lui avait répondu M. Alquier, eh bien, il sera fait comme vous désirez. Et il s'était retiré sans ajouter une parole. Dans la bouche d'un personnage aussi peu vrai que le prince royal, ses derniers mots signifiaient : Ne dites rien de ce que vous avez entendu. — Mais M. Alquier, qui eût été plus utile à son souverain en taisant cette scène, n'osa pas manquer au devoir strict de sa profession, et il manda tout à Paris [1]. Napoléon, qui ne prévoyait pas alors les cruelles punitions que la Providence lui réservait, qui ne prévoyait pas combien pour l'humilier davantage elle ferait partir de bas les coups qui le frapperaient bientôt, sourit de pitié en lisant ce dangereux récit, se dit qu'il avait bien deviné ce cœur dévoré d'envie, en le regardant depuis longtemps comme capable des plus noires trahisons, et ne voulut répondre que par un haut dédain à de si ridicules emportements. Il ordonna à M. Alquier de quitter Stockholm sans rien dire, sans prendre congé du prince royal, et de se rendre de sa personne à Copenhague. Il enjoignit à M. de Cabre, secrétaire de la légation, d'en prendre les affaires en main, de ne jamais visiter le prince royal, de n'avoir de relation qu'avec les ministres suédois, et pour les affaires indispensables de sa mission. Il fit savoir au ministre de Suède à Paris que si satis-

Tort de M. Alquier de mander à Napoléon tout ce qu'il avait entendu.

Ordre envoyé par Napoléon à M. Alquier de quitter Stockholm, et menace de se remettre avec la Suède sur le pied de guerre.

[1] J'écris ces lignes ayant sous les yeux la dépêche même de M. Alquier.

on n'était pas accordée, surtout pour l'affaire tralsund, le traité de paix avec la Suède serait avenu, et les relations rétablies comme sous ave IV, c'est-à-dire sur le pied de guerre. C'était ncer d'avance le sort réservé à la Poméranie oise.

poléon eut encore pendant ce voyage des or- à donner relativement aux affaires religieuses. députation de prélats et de cardinaux envoyée vone avait trouvé Pie VII, comme de coutume, et bienveillant, quoique agité par la gravité événements, et n'avait pas eu beaucoup de à lui persuader que le décret du concile était ptable. Ce nouveau décret, comme on doit s'en enir, obligeait le Pape à donner aux évêques més l'institution canonique dans un délai de six , après quoi le métropolitain était autorisé à la érer. Quoique ces dispositions portassent une



tion, et accepta le nouveau décret, promit même d'instituer sans retard les vingt-sept nouveaux prélats. Seulement il voulut rédiger sa décision en un langage à lui, langage romain, qui avait pour but non de sauver le principe de l'institution canonique, seul ici en péril, mais de se garder des grands et nobles principes de Bossuet, qui sont pourtant l'honneur et la dignité de l'Église française, sans porter aucune atteinte à l'autorité de l'Église universelle.

Nov. 1811.

les nouveaux évêques.

Ces résultats une fois acquis, les cardinaux et les prélats partirent en laissant le Pape plus calme et plus disposé à une réconciliation avec l'Empereur. Ils se flattaient en arrivant à Paris qu'au prix des concessions qu'ils apportaient, ils obtiendraient un sort moins dur pour le Pontife et plus digne pour l'Église.

Napoléon importuné de la suite à donner aux affaires religieuses, au milieu d'une tournée exclusivement militaire.

La nouvelle de ce qui s'était passé à Savone avait été mandée à Napoléon pendant son voyage en Hollande, et la grande affaire de l'Église était l'une de celles sur lesquelles il avait à se prononcer chemin faisant. Chose singulière, la querelle avec le Pape le fatiguait, l'ennuyait à peu près autant que la guerre d'Espagne. Dans l'une comme dans l'autre il trouvait cette ténacité de la nature des choses, contre laquelle les coups d'épée sont impuissants, et contre laquelle la vérité et le temps, c'est-à-dire la raison et la constance, sont seuls efficaces. Or il aimait tout ce qui pouvait se trancher, et détestait ce qui ne pouvait que se dénouer. D'ailleurs toutes ces questions difficiles, incommodes, résistantes, qui l'importunaient en ce moment, il croyait avoir trouvé le moyen de les réunir en une seule, qu'il trancherait d'un coup de sa terrible épée, en acca-

t la Russie dans la prochaine guerre. Selon lui, queur dans cette dernière lutte, il triompherait utes les résistances ou matérielles ou morales le monde lui opposait encore; il triompherait résistances intéressées du commerce, des résistances patriotiques des Espagnols, des résistances times des Anglais, des résistances religieuses lergé, et pour ainsi dire des résistances de l'esprit humain lui-même. Aussi demandait-il qu'on le ât tranquille, qu'on ne le fatiguât plus de toutes mille affaires qui n'étaient pas la grande affaire, -à-dire la guerre de Russie, laquelle occupait son esprit; et lorsqu'au milieu de sa tournée Hollande, des dépêches du ministre des cultes ent appeler son attention sur une nouvelle phase a querelle religieuse, il en fut singulièrement rarié, et répondit par un cri d'impatience plutôt par une solution.



le cas au sein de l'Église. Il était donc un disciple ardent de Bossuet, disciple qui sans doute eût autant flatté qu'épouvanté l'illustre législateur de l'Église française. En conséquence, Napoléon résolut de faire un triage dans ce qu'on lui avait apporté de Savone, d'admettre le dispositif du bref pontifical, et d'en repousser les motifs. Il prescrivit donc de présenter au Conseil d'État le décret du concile approuvé par le Pape, afin que ce décret prît place au bulletin des lois. Relativement au bref lui-même, qui contenait des doctrines ultramontaines, Napoléon ordonna de le déférer à une commission du Conseil d'État, laquelle examinerait lentement, très-lentement, la conformité de ce bref avec les doctrines gallicanes, et tiendrait les choses en suspens aussi longtemps qu'il conviendrait. Quant à la promotion des vingt-sept nouveaux prélats, Napoléon ordonna d'envoyer sur-le-champ à Savone les pièces concernant chacun d'eux, pour que l'institution canonique fût demandée et obtenue sans perdre de temps. Enfin, pressé de mettre à néant toute cette affaire, il enjoignit au duc de Rovigo de faire partir les évêques qui étaient demeurés à Paris dans l'attente de la décision du Pape. Ils n'étaient restés en effet que pour voir si après cette décision leur concours serait encore nécessaire. Napoléon étant satisfait, ils n'avaient plus aucun rôle à jouer, et l'hiver s'approchant, l'âge de la plupart d'entre eux exigeant qu'ils se missent en route avant la mauvaise saison, il était naturel et nullement offensant de les congédier. Le duc de Rovigo avait les moyens d'autorité et même de douceur nécessaires pour hâter

Nov. 1811.

Ordre de faire partir de Paris tous les membres du concile qui s'y trouvent encore.

ces départs, et d'ailleurs il savait mêler assez
onhomie à la terreur qu'il inspirait, pour s'ac-
ter de sa commission à la plus grande satisfac-
de son maître et de ceux qu'il s'agissait d'éloi-
. Napoléon lui en donna l'ordre, ne voulant
en rentrant à Paris y trouver ce qu'il appelait
convention de dévots.

s résolutions prises, Napoléon continua son
ge, acheva l'inspection des troupes et du ma-
l qu'on acheminait du Rhin sur l'Elbe, et puis
rtit pour Paris, où il arriva dans les premiers
s de novembre. D'autres suites de grandes
res l'y attendaient. La Prusse, la Suède avaient
ndu à ses sommations impérieuses. La Prusse,
en demeure de suspendre ses armements, et
ée entre cette suspension ou une marche immé-
du maréchal Davout sur Berlin, s'était sou-
. La parole solennelle donnée par Napoléon



Nov. 1811.

Le roi régnant reprend la gestion des affaires, et Napoléon ordonne au ministre de France de s'abstenir de toute relation avec le prince royal.

Il n'en était rien, et M. Alquier n'avait dit que la stricte vérité. Mais ce nouveau Suédois, si épris de sa nouvelle patrie, et qui avait demandé qu'on répétât tout à Napoléon, était fort embarrassé maintenant de ce qu'il avait dit, car c'était par imprudence, et non par prévoyance qu'il tenait une si mauvaise conduite envers son pays natal. Le roi encore régnant, ne voulant pas laisser gâter davantage les relations avec la France, reprit la gestion des affaires, mais la haine du prince royal, un peu plus cachée, n'en devint que plus dangereuse. Il commença dès ce moment de sourdes menées pour rapprocher l'Angleterre de la Russie, et obligé de s'expliquer avec ceux qui l'avaient nommé par penchant pour la France, il se tira d'embarras en disant que la mésintelligence qu'on déplorait, et qu'il déplorait aussi, était la suite d'un malheur particulier de sa vie, malheur qu'il se voyait forcé d'avouer, c'était d'avoir inspiré à Napoléon une ardente jalousie.

On comprend avec quel dédain Napoléon dut accueillir de telles forfanteries : il recommanda de nouveau une abstention complète de toutes relations avec le prince royal, et la poursuite modérée mais inflexible des réclamations de la France relativement à la contrebande et à l'effusion du sang des matelots français.

Napoléon emploie l'hiver à expédier toutes les affaires intérieures, afin de n'en laisser aucune en souffrance en partant

Rentré à Paris, Napoléon ordonna à ses ministres de rechercher avec soin les affaires administratives, de quelque nature qu'elles fussent, qui pouvaient réclamer une solution, afin de n'en laisser aucune en souffrance lorsqu'il partirait au printemps pour la Russie, et se mit à les expédier toutes, sans ces-

de donner à ses préparatifs militaires l'attention
plus constante. Sa puissante organisation pou-
, en effet, suffire aux unes comme aux autres.
heureusement, si grand, si puissant que soit le
ie d'un homme, il y a quelque chose de plus
nd que lui, c'est l'univers, qui lui échappe quand
i seul il veut l'embrasser tout entier! Avant de
re Napoléon dans le gouffre où il allait bientôt
gager, il faut retracer les derniers événements
venaient de se passer en Espagne, et dont l'im-
tance, soit en eux-mêmes, soit par rapport à
semble des affaires, était loin d'être médiocre.
récit sera l'objet du livre suivant.



LIVRE QUARANTE-DEUXIÈME.

TARRAGONE.

Suite des événements dans la Péninsule. — Retour de Joseph à Madrid, et conditions auxquelles il y retourne. — État de l'Espagne, fatigue des esprits, possibilité de les soumettre en accordant quelques secours d'argent à Joseph, et en lui envoyant de nouvelles forces. — Situation critique de Badajoz depuis la bataille d'Albuera. — Empressement du maréchal Marmont, successeur de Masséna, à courir au secours de cette place. — Marche de ce maréchal, sa jonction avec le maréchal Soult, et délivrance de Badajoz après une courageuse résistance de la part de la garnison. — Réunion de ces deux maréchaux, suivie de leur séparation presque immédiate. — Le maréchal Soult va réprimer les bandes insurgées de l'Andalousie, et le maréchal Marmont vient s'établir sur le Tage, de manière à pouvoir secourir ou Ciudad-Rodrigo ou Badajoz selon les circonstances. — Lord Wellington, après avoir échoué devant Badajoz, est forcé par les maladies de prendre des quartiers d'été, mais il se dispose à attaquer Badajoz ou Ciudad-Rodrigo au premier faux mouvement des armées françaises. — Opérations en Aragon et en Catalogne. — Le général Suchet, chargé du commandement de la basse Catalogne et d'une partie des forces de cette province, se transporte devant Tarragone. — Mémorable siége et prise de cette place importante. — Le général Suchet élevé à la dignité de maréchal. — Reprise de Figuères un moment occupée par les Espagnols. — Lord Wellington ayant fait des préparatifs pour assiéger Ciudad-Rodrigo, et s'étant approché de cette place, le maréchal Marmont quitte les bords du Tage en septembre, et réuni au général Dorsenne qui avait remplacé le maréchal Bessières en Castille, marche sur Ciudad-Rodrigo et parvient à le ravitailler. — Extrême péril de l'armée anglaise. — Les deux généraux français, plus unis, auraient pu lui faire essuyer un grave échec. — Fin paisible de l'été en Espagne, et résolution prise par Napoléon de conquérir Valence avant l'hiver. — Départ du maréchal Suchet le 15 septembre, et sa marche à travers le royaume de Valence. — Résistance de Sagonte, et vains efforts pour enlever d'assaut cette forteresse. — Le général Blake voulant secourir Sagonte vient offrir la bataille à l'armée française. — Victoire de Sagonte gagnée le 25 octobre 1811. — Reddition de Sagonte. — Le maréchal Suchet quoique vainqueur n'a pas des forces suffisantes pour prendre Valence et demande du renfort. — Napoléon fait converger vers lui toutes les troupes disponibles en Espagne, sous les généraux Caffarelli, Reille et Montbrun. — Investissement et prise de Valence le 9 janvier 1812 avec le secours

LIVRE XLII.

deux divisions amenées par le général Reille. — Inutilité du mouvement ordonné au général Montbrun, et course de celui-ci jusqu'à cante. — Lord Wellington profitant de la concentration autour de lence de toutes les forces disponibles des Français, se hâte d'inve- Ciudad-Rodrigo. — Il prend cette place le 19 janvier 1812, avant e le maréchal Marmont ait pu la secourir. — Injustes reproches essés au maréchal Marmont. — Dans ce moment Napoléon, au lieu nvoyer de nouvelles troupes en Espagne, en retire sa garde, les lonais, la moitié des dragons et un certain nombre de quatrièmes aillons. — Il ramène le maréchal Marmont du Tage sur le Douro, lui assignant exclusivement la tâche de défendre le nord de la ninsule contre les Anglais. — Profitant de ces circonstances, lord ellington court à Badajoz, et prend cette place d'assaut le 7 avril 12, malgré une conduite héroïque de la part de la garnison. — ec Ciudad-Rodrigo et Badajoz tombent les deux boulevards de la ntière d'Espagne contre les Anglais. — Napoléon, se préparant à rtir pour la Russie, nomme enfin Joseph commandant en chef de ites les armées de la Péninsule, en lui laissant des forces insuffintes et dispersées. — Résumé des événements d'Espagne pendant années 1810 et 1811, et les premiers mois de l'année 1812.

'est le moment d'exposer ce qu'étaient deve- s les affaires d'Espagne depuis la bataille indé- de Fuentès d'Oñoro et la bataille perdue d'Al- ra, l'une et l'autre livrées en mai 1811. L'armée

Juin 1811.

Surprise par Mina d'un convoi de blessés et de prisonniers.

Le 25 mai, le célèbre Mina, successeur de son neveu qui était détenu à Vincennes, ayant réussi à former une bande de trois mille hommes, qu'il avait l'art de transporter tour à tour de la Navarre dans les provinces basques, et des provinces basques dans la Navarre, avait assailli un convoi composé d'un millier de prisonniers espagnols et d'une centaine de voitures chargées de blessés français. Ce convoi rentrait en France sous la protection de 400 fusiliers de la jeune garde, et de 150 hommes, tant sous-officiers que soldats, formant les cadres du 28e léger et du 75e de ligne. Le colonel Dentzel, commandant de l'escorte, en avait signalé l'insuffisance au général Caffarelli; mais celui-ci n'avait tenu compte de ces observations, et le convoi s'était mis en route de Vittoria pour Bayonne. Mina, toujours exactement informé, s'était caché dans les bois, à droite et à gauche de la route de Tolosa, et lorsque la colonne des prisonniers et des blessés, occupant plus d'une lieue, avait gravi la montagne qui s'élève à la sortie de Vittoria, et s'était engagée dans le défilé de Salinas, il avait fondu sur elle comme un vautour, s'était appliqué d'abord à dégager les prisonniers espagnols, puis, aidé de leur concours, s'était mis à égorger impitoyablement nos blessés et nos malades. L'escorte, divisée en trois pelotons, un en tête, un au centre, un en queue, assaillie à la fois par l'ennemi et par les prisonniers, avait fait des efforts héroïques, mais n'avait pu ni retenir ses prisonniers, ni sauver les blessés. Plus de 150 hommes de l'escorte avaient payé de leur vie cette fatale rencontre, et beaucoup de nos malheureux blessés

ent été achevés sur la route par la main d'un
emi féroce. Si quelque chose pouvait nous con-
r de cette horrible scène, c'est que les prison-
s espagnols, placés entre le feu de nos soldats
elui de Mina, avaient expié en grand nombre la
uté de leur sauvage libérateur.

u bruit de la fusillade, le général Caffarelli était
ouru avec un renfort pour assaillir Mina à son
; mais il avait trouvé les prisonniers espagnols
vrés, nos blessés et nos malades égorgés, Mina
uite. Au lieu de s'accuser lui-même, et lui seul,
vait accusé les braves gens qui venaient de sou-
r une lutte désespérée, et qui, à l'entendre, ne
aient pas bien éclairés. Et pourtant le général
arelli était un honnête homme, digne de son
stre frère! Mais c'était là un nouvel exemple,
mille, de l'état de désolante confusion auquel
es choses étaient alors arrivées en Espagne!

De ces hauteurs il imposait aux Anglais par sa présence, donnait aux malheureux assiégés tout l'appui moral qu'il était en son pouvoir de leur procurer, et demandait avec instance et avec raison qu'on vînt à son secours. Bien qu'il n'eût pas écouté la voix de Masséna l'année précédente, il fallait écouter la sienne en ce moment, et accourir, ne fût-ce que pour la brave garnison qui défendait Badajoz, et qui, entourée de murailles renversées par le feu de l'ennemi, avait précipité plusieurs fois les Anglais au pied des brèches qu'ils avaient tenté d'assaillir. Si le secours demandé n'arrivait pas, si l'armée de Portugal, oubliant ses griefs, ne descendait promptement sur la Guadiana malgré les difficultés que la chaleur opposait à la marche des troupes, Badajoz allait succomber, et la puissante armée d'Andalousie, partie de Madrid l'année précédente au nombre de quatre-vingt mille hommes, et bien réduite, hélas! depuis ce temps, allait se voir enlever un trophée qui était le seul prix qu'elle eût obtenu de ses souffrances et de son courage.

Juin 1811.

Inaction forcée du duc de Bellune devant Cadix

En Andalousie, la situation, moins périlleuse, était pourtant tout aussi triste. Le siége de Cadix, qui aurait dû être l'unique occupation de l'armée d'Andalousie, tandis que la conquête de Badajoz, imaginée par le maréchal Soult pour se dispenser d'aller en Portugal, n'avait fait que diviser ses forces et lui créer d'inutiles dangers, le siége de Cadix n'avançait pas. Le maréchal Victor, réduit à deux divisions sur trois, n'avait pas plus de douze mille hommes à mettre en bataille, et pouvait à peine garder ses lignes, loin de faire le moindre progrès. Il restait

Juin 1811.

devant l'île de Léon avec sa flottille qu'il avait créée, avec ses gros mortiers qu'il avait fondus, sans matelots pour manœuvrer l'une, sans munitions pour faire usage des autres. Humilié et mécontent du rôle auquel l'avait condamné le maréchal Soult, il demandait pour unique prix de ses services en Espagne d'en être immédiatement rappelé. Les insurgés de la Ronda n'étaient pas moins incommodes pour le général Sébastiani, toujours occupé à se maintenir à Grenade contre les Anglais d'un côté, contre les troupes de Murcie et de Valence de l'autre. Ce général, administrateur modéré et sage, était dénoncé par le maréchal Soult comme ne sachant pas gouverner la province de Grenade, qu'il gouvernait mieux cependant que le maréchal ne gouvernait l'Andalousie, et sollicitait son rappel avec des instances non moins vives que celles du duc de Bellune.

Embarras du général Sébastiani à Grenade.

État florissant de l'Aragon sous le général Suchet.

Une seule province, comme nous l'avons déjà dit, une seule armée présentaient un aspect satisfaisant, c'étaient la province et l'armée d'Aragon sous le commandement du général Suchet. Ce général était habile, et il était heureux aussi, car il y a des vies dans lesquelles une certaine sagesse semble attirer un certain bonheur. On doit se souvenir qu'il avait successivement pris Lerida, Mequinenza, Tortose, et fait régner l'ordre et la bonne administration dans sa province, qui, par une autre espèce de bonne fortune, n'était ni traversée par les armées françaises dont elle n'était pas le chemin, ni menacée par les Anglais dont elle n'était pas le but, de sorte qu'elle se trouvait presque heureuse au milieu des

Juin 1811.

affreuses convulsions de l'Espagne, et aimait presque son vainqueur au milieu des haines déchaînées contre les Français.

C'était aux frontières de son gouvernement que le général Suchet rencontrait de sérieuses difficultés. Sur la limite des territoires de Valence, de Guadalaxara, de Soria, de Navarre, de Catalogne, il se voyait sans cesse assailli par les bandes. Villa-Campa près de Calatayud, l'Empecinado vers Guadalaxara, Mina en Navarre, et les miquelets sur la frontière de Catalogne, ne laissaient pas un jour de repos à ses troupes. Mais ce fortuné général commandait à des lieutenants et à des soldats dignes de lui, et il n'avait pas une affaire de détail avec les bandes qui ne fût un petit triomphe.

La Catalogne désolée par les miquelets et les flottes anglaises.

En Catalogne au contraire tout était en combustion. Les miquelets, appuyés, excités par l'armée espagnole de Catalogne, qui avait sa base à Tarragone, désolaient cette province. Il n'y avait pas un défilé près duquel ils n'attendissent les convois pour attaquer les escortes trop faibles, leur arracher les prisonniers, égorger entre leurs bras les malades et les blessés, et leur enlever les vivres qu'elles étaient chargées d'introduire dans les places, et surtout dans Barcelone. Tandis que les miquelets rendaient les routes de l'intérieur impraticables, les flottilles anglaises rendaient tout aussi dangereuses les routes qui longeaient la mer. La ville de Barcelone, où il fallait nourrir à la fois la garnison et les habitants, avait de la peine à subsister, bien qu'une armée entière, celle du maréchal Macdonald, fût exclusivement consacrée à la ravitailler, et qu'on eût hasardé

Situation de Barcelone; difficulté d'y faire parvenir des vivres.

Juin 1811.

plusieurs expéditions maritimes pour lui envoyer par mer des vivres et des munitions. En général il y entrait à peu près le quart de ce qu'on lui destinait. Le général Maurice-Mathieu, qui en était le gouverneur, déployait autant d'intelligence que de fermeté pour se soutenir dans cette situation si difficile, et pour intimider les habitants sans les pousser au désespoir. Il venait récemment de se trouver dans un grand péril, et s'en était fort heureusement tiré. On avait découvert au sein de la ville un complot ourdi par les ennemis du dedans pour la livrer aux ennemis du dehors. Le général en avait été informé à temps, avait feint de ne pas l'être, avait laissé les insurgés s'avancer avec sécurité, puis, sortant tout à coup de ce sommeil simulé, avait fait des assaillants extérieurs une vraie boucherie, et des conspirateurs de l'intérieur une justice sévère. Cet acte de vigueur, joint à une administration probe et ferme, le faisait respecter et craindre. Mais il écrivait qu'il était impossible de tenir encore longtemps une aussi nombreuse population dans de semblables étreintes.

L'armée catalane, trouvant à Tarragone une base solide, des vivres, des munitions, des secours de tout genre fournis par la marine anglaise, et au besoin un refuge assuré, osait quelquefois se porter des bords de la mer où est située Tarragone, jusqu'au pied des Pyrénées, et, au grand étonnement de tout le monde, elle venait d'introduire des secours dans l'importante forteresse de Figuères, qu'une trahison, comme on l'a vu plus haut, avait fait sortir de nos mains. Profitant du moment où les Français, sous

Juin 1811.

le général Baraguey-d'Hilliers, n'avaient pas eu le temps encore d'amener assez de troupes devant la place pour en commencer le siége, M. de Campo-Verde avait percé notre faible ligne de blocus, et introduit des secours en vivres et en hommes dans la forteresse, aux grands applaudissements de toute la Catalogne.

Déplorable état des troupes françaises.

Nous avons déjà dit quelle était au milieu de toutes ces misères la situation de nos officiers et de nos soldats, endurant plus de maux encore qu'ils n'en causaient à leurs ennemis, quelquefois poussés à des excès regrettables par la vue des cruautés commises sur leurs camarades, mais toujours les moins inhumains des gens de guerre de toute nation qui attaquaient ou défendaient la Péninsule. Les soldats, quand ils avaient pu se procurer un peu de grain ou quelque bétail dans ces champs restés incultes et dépeuplés, quand ils avaient pu se fabriquer quelques chaussures avec la peau des animaux dont ils s'étaient nourris, étaient presque satisfaits. Les officiers au contraire, habitués et obligés à vivre autrement pour soutenir la dignité de leur rang, supportaient de cruelles souffrances de corps et d'esprit. Faute de paye, ils n'avaient pas de quoi mettre des bottes à leurs pieds. Napoléon, en accordant pour la solde 4 millions par mois, c'est-à-dire 48 millions par an, et en laissant au pays le soin de fournir le pain, la viande, le riz, avait cru suffire au nécessaire. Mais la solde seule aurait exigé 165 millions pour 1810 et 1811, c'est-à-dire plus de 80 millions par an au lieu de 48. Sur les sommes dues il avait envoyé 29 millions en 1810, 48 en 1811, c'est-à-

Juin 1811.

dire 77 millions au lieu de 165. Le reste, s'élevant à 88 millions, ou était demeuré impayé, ou avait été pris sur le pays au moyen des gouvernements militaires. Quant aux 77 millions expédiés par Napoléon, partie avait été pillée en route, partie avait été consacrée à des marchés d'urgence, ou à des réparations indispensables d'artillerie, partie enfin était restée dans certains dépôts. L'armée d'Andalousie n'avait presque rien reçu; elle habitait cependant un pays riche, et si le maréchal Soult avait administré comme le général Suchet, elle n'eût manqué de rien. Quant à l'armée de Portugal, condamnée à faire la guerre dans les champs pierreux du Portugal ou de Salamanque, elle était privée des choses les plus nécessaires à la vie. Les officiers faisaient pitié à voir, et ils souffraient presque sans espoir de dédommagement, car d'une part l'Empereur était loin, et de l'autre ils n'avaient auprès de lui d'autres titres que des revers, après s'être conduits pourtant de manière à obtenir les plus belles victoires. Voilà, après les espérances conçues en 1810, après deux années de nouveaux combats, après 200 mille hommes de renfort envoyés depuis la paix de Vienne, après tant de soldats et de généraux sacrifiés, après tant d'illustres renommées compromises, celles de Masséna, de Ney, de Jourdan, d'Augereau, de Soult, de Victor, de Saint-Cyr, voilà où en était la conquête de l'Espagne!

L'Espagne était-elle invincible?

Cette funeste contrée était-elle donc invincible, comme une ancienne tradition lui en attribue le mérite, comme dans son légitime orgueil elle se plaît à le supposer, comme l'opinion s'en est répandue de-

[redacted]

Juin 1811.

puis la grande invasion tentée par Napoléon ? D'excellents juges, ayant horreur de la guerre d'Espagne, et l'ayant vue de près, Saint-Cyr, Jourdan, Joseph lui-même ne le croyaient pas, et pensaient qu'on eût pu réussir avec des moyens plus complets, avec plus de patience et plus de suite. On faisait beaucoup sans doute, beaucoup plus qu'il n'aurait fallu pour un objet qui n'eût pas été l'objet principal de la politique impériale, mais partout, faute d'un complément indispensable, les grands moyens employés demeuraient sans effet. L'armée de Portugal faute de quarante mille hommes de renfort et de quelques millions pour s'équiper et se nourrir, l'armée d'Andalousie faute de vingt-cinq mille hommes, faute de matelots, de munitions et d'une flotte qui était oisive à Toulon, la cour de Madrid faute de quelques millions pour payer ses employés et les Espagnols entrés à son service, les armées du nord faute d'une vingtaine de mille hommes et de quelques millions pour se créer des magasins, n'arrivaient qu'à être impuissantes et malheureuses. En un mot, près de quatre cent mille hommes devenaient inutiles faute de cent mille hommes et de cent millions ! En toutes choses les sacrifices les plus grands sans le dernier qui doit les compléter, restent stériles ! Assurément il était cruel de s'imposer de tels sacrifices pour l'Espagne, mais pourquoi s'y était-on engagé ? Et ne valait-il pas mieux lui donner cent mille hommes de plus, que d'en préparer cinq cent mille pour la Russie ?

Divers signes qui autorisent à croire le contraire.

Sans doute si les cent mille hommes qu'il s'agissait d'ajouter avaient dû demeurer inutiles comme les

Juin 1841.

quatre cent mille envoyés jusqu'alors, on aurait eu raison de n'en pas sacrifier davantage, mais il était facile de discerner déjà dans certaines provinces les symptômes d'une fatigue dont on aurait pu profiter. Le sentiment qui avait soulevé l'Espagne avait été violent, unanime et légitime; cependant après quatre années de guerre, à l'aspect de tant de sang et de ruines, il n'était pas possible qu'elle ne se demandât pas pour qui et pourquoi elle endurait tant de maux? En effet, dès qu'un peu de calme se produisait quelque part, et laissait place à la réflexion, comme à Saragosse par exemple, à Madrid, à Séville, et dans quelques autres grandes villes, on se disait que les princes pour lesquels on combattait étaient bien peu dignes du dévouement qu'on leur montrait; que, dans cette illustre et auguste famille de Bourbon, la branche d'Espagne était la branche véritablement dégénérée, celle qui méritait d'être livrée au fer destructeur du temps, car le principal des descendants de Philippe V, l'honnête et inepte Charles IV, vivait à Marseille entre le prince de la Paix et sa femme, aussi esclave de tous les deux hors du trône que sur le trône; son fils aîné, prisonnier à Valençay, demandait tous les jours au conquérant qui l'avait spolié de lui accorder une princesse du sang des Bonaparte, et, de peur d'être compromis par ceux qui tentaient de le délivrer, les dénonçait à la police impériale; et enfin parmi eux tous, pas un rejeton, homme ou femme, qui songeât à tendre la main à la nation héroïque dont le sang coulait pour eux en abondance! Les cortès de Cadix, après avoir proclamé quelques principes incontestables,

Réflexions auxquelles se livre l'Espagne dès qu'elle jouit d'un moment de repos.

Juin 1811.

mais bien précoces pour l'Espagne, n'avaient abouti qu'à une sorte d'anarchie. Elles vivaient à Cadix dans la misère, la discorde et les contestations perpétuelles avec les Anglais. Toutes ces choses l'Espagne les savait, et les appréciait dès que le canon s'éloignait un moment de ses oreilles. Joseph, au contraire, était aux yeux de tous ceux qui pouvaient l'approcher un prince doux, éclairé, représentant modéré de la révolution française, promettant et faisant justement espérer un gouvernement sagement réformateur. C'était un prince nouveau, usurpateur si on le voulait, imposé par un autre usurpateur, mais n'était-ce pas la tradition historique en Espagne que le pays fût régénéré par des dynasties étrangères? Philippe V n'était-il pas venu rajeunir l'Espagne en remplaçant les descendants dégénérés de Charles-Quint? Et Charles-Quint lui-même, quoique héritier légitime, n'avait-il pas été un prince étranger, apportant la brillante civilisation des Flandres à l'Espagne, où il ne restait de Ferdinand et d'Isabelle que Jeanne la Folle? Ne pouvait-on pas concevoir de Joseph de semblables espérances? A Madrid, où il était vu de près, on avait fini par l'apprécier, et par s'apaiser un peu à son égard. En Aragon, où l'on avait le général Suchet pour représentant du nouveau gouvernement, on s'habituait à penser du bien de ce gouvernement, et à se dire que sans la guerre il vaudrait cent fois mieux que celui de l'inquisition, du prince de la Paix et de la reine Marie-Louise. Seulement la guerre éternelle, la misère, les incendies, les pillages, l'idée généralement répandue que si Napoléon ne prenait pas

Symptômes de fatigue dans certaines provinces.

Juin 1811.

l'Espagne tout entière il prendrait au moins les provinces de l'Èbre, révoltaient les Espagnols les plus modérés. Mais il était facile d'apercevoir à Madrid et autour de ce centre, que si Joseph avait pu payer ses fonctionnaires, solder son armée, la nourrir sur ses magasins et non aux dépens du pays, maintenir l'ordre et la discipline comme en Aragon, obtenir de Napoléon et des généraux les respects dus au souverain de tout pays, mais indispensables envers le roi d'une nation aussi fière que la nation espagnole, que si on avait pu surtout dissiper la crainte de voir enlever à l'Espagne les bords de l'Èbre, on serait parvenu à obtenir un commencement de soumission. Ce sentiment produit dans la capitale, où il se manifestait toutes les fois que les choses allaient un peu moins mal, se serait communiqué aux grandes villes, où déjà on le voyait percer de temps en temps. Chose digne de remarque, les soldats espagnols, qui dans le principe désertaient lorsqu'on les enrôlait au service de Joseph, commençaient, soit fatigue, soit jalousie des guérillas, à se montrer fidèles quand on prenait le soin de les payer. Joseph en avait quatre ou cinq mille qui servaient bien, et restaient au drapeau moyennant qu'on acquittât leur solde. Il

Conditions auxquelles on aurait triomphé de la résistance des Espagnols.

était évident qu'avec de l'argent on aurait pu en avoir vingt ou trente mille, autant qu'on aurait voulu, et qu'ils seraient devenus d'excellentes troupes à l'école des Français. Les guérillas mêmes, vrais bandits qui ne désiraient que le pillage, se laissaient peu à peu attirer par l'appât de la solde. On en avait amnistié un certain nombre dans la Manche,

autour de Tolède, vers Guadalaxara, on les avait payés, et ils s'étaient soumis, avaient même pris du service.

Juin 1811.

Sans doute aucun de ces symptômes favorables ne se produisait près des foyers d'insurrection, où les passions étaient énergiques et persistantes, où les Anglais excitaient et soutenaient les sentiments hostiles à la France, où les espérances de succès se maintenaient dans toute leur ferveur, où le pillage surtout était lucratif; mais ailleurs il en était autrement, et bien que la situation des Français fût extrêmement difficile dans la Péninsule, il est vrai que la fatigue, très-grande dans les classes aisées, immense chez le paysan, l'absence d'un but raisonnable, car ce n'en était pas un que de recouvrer les Bourbons de Marseille et de Valençay, allaient décider de la soumission des Espagnols, si on tentait un dernier et puissant effort, si avant tout on expulsait les Anglais, si on employait à cette œuvre essentielle les forces nécessaires, si on prenait Lisbonne et Cadix qui pouvaient être pris, si on s'attachait à réprimer les guérillas sans imiter leurs ravages, si on ajoutait aux forces existantes les forces que réclamaient ces divers objets, si non-seulement on ajoutait ces forces, mais si on faisait les frais de leur entretien, si on épargnait ainsi au pays les principales misères de la guerre, si enfin on ajoutait à ces moyens une direction supérieure, impossible de loin, ce qui veut dire que si on avait consacré à l'Espagne non une moitié mais la presque totalité des ressources de l'Empire, et l'Empereur lui-même, il est à peu près certain qu'on eût réussi. Une partie

Juin 1811. seulement de ce qu'on préparait pour pénétrer en Russie eût suffi pour trancher victorieusement la question qu'on avait soulevée en envahissant l'Espagne. Et c'est justement à quoi Napoléon ne voulait pas se décider! — L'Espagne, écrivait-il à Joseph, me dévorerait si je me laissais faire. — Parole d'une inconséquence déplorable, et qui devait bientôt avoir des suites funestes! Nous l'avons déjà dit, puisque Napoléon avait eu le tort de transporter la question européenne en Espagne, il fallait la résoudre là où il l'avait placée, et ne point chercher à la résoudre ailleurs. Puisque la fortune, le favorisant encore, même dans ses fautes, comme si elle eût voulu lui laisser le loisir de les réparer, lui amenait les Anglais sur le continent, les Anglais insaisissables sur les mers, il fallait à tout prix les vaincre sur l'élément où nous dominions, car eux vaincus le monde se serait rendu. Mais les avoir à portée de nos armées et ne pas les battre, se laisser battre par eux au contraire, c'était renoncer volontairement au prestige de notre invincibilité sur terre, et en rendant au continent l'espérance de nous vaincre, lui en inspirer la pensée! Expulser les Anglais par un grand effort militaire, soumettre les Espagnols par la persévérance et la douceur, était la double tâche qu'on s'était imposée par l'attentat de Bayonne, dont l'accomplissement eût amené la fin non-seulement des affaires d'Espagne, mais des affaires européennes (autant du moins qu'il y eût quelque chose de fini pour les dominations exorbitantes); et se détourner de cette tâche obligée, par dégoût des difficultés, par dégoût surtout des

Juin 1811.

lenteurs de cette guerre, pour aller chercher en d'autres lieux une solution des plus hasardeuses, avec la moitié seulement de ses forces, l'autre moitié restant en Espagne pour n'y rien faire d'utile, est une faute qu'on retrouve partout dans cette histoire, qu'on ne peut s'empêcher de signaler sans cesse, car elle poursuit l'esprit avec la puissance et l'amertume d'un affreux remords.

Langage que font entendre à Joseph quelques Espagnols modérés.

Lorsque Joseph, poussé au désespoir, avait quitté Madrid pour aller demander à Napoléon ou une autre direction des affaires espagnoles, ou la faculté de rentrer dans la vie privée, beaucoup d'honnêtes gens à Madrid, à Valladolid, à Burgos, à Vittoria, l'avaient abordé, et lui avaient dit : — Voyez ce que nous souffrons, et jugez si on peut espérer de nous ramener avec un tel régime ! Nous sommes pillés, incendiés, souvent assassinés par vos soldats et par ceux qui se disent les nôtres; nos biens, nos vies sont ainsi à la merci des bandits de toutes les nations. Nous n'espérons rien du gouvernement anarchique de Cadix, du gouvernement corrompu de Ferdinand, et nous nous résignerions à tout recevoir du vôtre. Mais privés pour toujours peut-être de nos colonies, nous sommes menacés encore de l'être de nos provinces de l'Èbre, et on ne veut pas même nous rendre honorable le retour vers vous ! On vous méprise vous-même, on vous insulte publiquement, au moment où l'on travaille à faire de vous notre roi : comment veut-on que nous nous soumettions ? Vos fonctionnaires, bafoués par les généraux, mourant presque de faim, sont réduits à se nourrir de la ration du soldat; comment pourraient-

Juin 1811.

ils jouir de la moindre considération? Vous allez à Paris, rapportez nos paroles à l'Empereur. Votre départ est interprété de deux façons : par vos ennemis, comme l'heure où le voile va être enfin déchiré, où l'Espagne va être déclarée province française, à la façon de Lubeck, de Hambourg, de Florence et de Rome; par vos amis, rares encore, comme un recours au génie supérieur de votre frère, afin de l'informer de ce qu'il ignore, peut-être même de l'amener ici, et de tout arranger par sa présence. Tâchez que cette dernière supposition se réalise. Courez à Paris, parlez, faites entendre la vérité, obtenez de nouvelles forces, rapportez pour vous de l'autorité, pour nous une déclaration rassurante quant à l'intégrité de notre territoire, rapportez des moyens de discipline, c'est-à-dire de quoi payer vos troupes et les nôtres, et soyez certain que s'il en coûte de l'argent à la France, l'Espagne rendra bientôt avec usure les avances qu'on lui aura faites. L'instant est propice, car malgré vos revers apparents, malgré les succès momentanés de vos ennemis, la lassitude est générale, elle peut se convertir ou en soumission, ou en désespoir, désespoir qui sera terrible pour ceux qui l'auront provoqué. —

Vains efforts de Joseph pour faire accueillir par Napoléon les idées des Espagnols modérés dont il est l'organe.

Ces paroles proférées par des bouches honnêtes et dignes de foi, avaient été portées à Paris par Joseph, qui, venu en France pour le baptême du Roi de Rome, y avait passé les mois de mai, de juin et de juillet. Malheureusement Joseph, tout en ayant raison, avait ses faiblesses qui étaient fort pardonnables assurément, mais qui lui ôtaient auprès de Napoléon l'autorité dont il aurait eu besoin. Il était, comme nous

[redacted]

l'avons dit, bon, sensé, honnête, mais indolent, ami des plaisirs, de la dépense et des complaisants (en quoi les princes nouveaux ou anciens ne diffèrent guère), infiniment trop persuadé de ses talents militaires et très-jaloux de son autorité. C'étaient là de bien petits défauts sans doute, mais quand il était venu dire qu'il lui fallait de l'argent, beaucoup plus encore que des soldats français, car avec des Espagnols bien payés il conquerrait l'Espagne et s'y ferait adorer; que cependant il lui fallait aussi des soldats français, spécialement contre les Anglais; qu'il lui fallait enfin du pouvoir, et notamment le commandement supérieur des armées, afin de réprimer les excès et d'obtenir le respect dû à sa qualité de roi, ces choses vraies en grande partie, mais suspectes dans sa bouche, avaient été très-mal accueillies, à ce point qu'un intermédiaire était devenu nécessaire pour empêcher des scènes fâcheuses entre les deux frères. Le prince Berthier, comme major général des armées d'Espagne, avait été choisi, et on n'en pouvait trouver un plus judicieux, plus discret, plus informé de toutes choses. Par malheur il n'avait pas autant d'influence que de raison, et s'il était incapable de trahir la vérité, il n'était pas toujours assez hardi pour la dire tout entière. De plus, Napoléon était en ce moment exaspéré contre ses frères. Récemment, Louis avait jeté à ses pieds la couronne de Hollande; Jérôme, qui avait reçu le Hanovre en addition à la Westphalie, à condition de supporter certaines charges, n'avait pas rempli ses engagements, et il en avait été puni par le retrait d'une partie du Hanovre; Murat, bon mais léger

Juin 1811.

Le prince Berthier chargé d'être intermédiaire entre Joseph et Napoléon, afin d'éviter des scènes fâcheuses entre les deux frères.

Juin 1811.

et remuant, excité par sa spirituelle et ambitieuse épouse, avait cruellement déplu en dépensant trop, en négligeant sa marine. En outre, on l'avait accusé d'avoir sous divers prétextes parlementé avec les Anglais le long des côtes de son royaume. Napoléon en avait été irrité au point d'envoyer des instructions secrètes au général Grenier, pour que ce général eût toujours l'œil ouvert sur Naples et fût prêt à y marcher avec le corps de réserve qu'il commandait. Enfin on a vu quels emportements avaient inspirés à Napoléon les demi-trahisons du cardinal Fesch. L'infortuné Joseph venait donc fort mal à propos pour exprimer dans les circonstances présentes des vérités désagréables. Napoléon lui avait fait dire que s'il voulait abdiquer comme Louis, il en était le maître; que ses frères pouvaient tous quitter les trônes qu'il leur avait donnés, qu'il n'avait aucun besoin d'eux, que même cette conduite de leur part simplifierait bien des choses en Europe, que jusque-là cependant ils étaient non-seulement rois, mais généraux sous ses ordres, et qu'il n'entendait pas qu'ils désertassent leur poste sans l'en prévenir, sans recevoir son autorisation; que si lui, Joseph, se présentait à Bayonne sans ce préliminaire indispensable, il serait arrêté. — C'étaient là les premières explosions de la vive humeur de Napoléon. Cet instant passé, on en était venu, par l'intermédiaire du prince Berthier, à des explications plus précises et plus calmes. Joseph avait dit qu'il fallait d'abord qu'on respectât en lui le frère de l'Empereur et le roi d'Espagne, qu'on ne permît pas aux généraux de le traiter, comme ils le faisaient, avec

Ce que Joseph demande pour assurer la soumission de l'Espagne.

le dernier mépris; que d'ailleurs ils étaient divisés entre eux au point de sacrifier à leurs jalousies le sang de leurs soldats; que si on voulait lui rendre la dignité convenable, rétablir l'unité dans les opérations militaires, empêcher les excès et les pillages, il fallait lui attribuer le commandement supérieur, sauf à lui donner pour chef d'état-major un maréchal digne de confiance, et à lui adresser de Paris des instructions auxquelles il se conformerait scrupuleusement; qu'il fallait ne laisser dans les provinces que des lieutenants généraux probes et habiles, qu'il y en avait de pareils dans l'armée française, et souvent très-supérieurs aux maréchaux sous lesquels ils étaient employés; qu'il n'était pas moins urgent, si on voulait faire cesser l'exaspération des Espagnols, de renoncer au système dévastateur de nourrir la guerre par la guerre, qu'au lieu de chercher à tirer de l'argent de l'Espagne on devait commencer par lui en envoyer, qu'on serait plus tard abondamment remboursé des avances qu'on lui aurait faites; que si on accordait à lui, Joseph, un subside de trois à quatre millions par mois, il aurait des fonctionnaires bien rétribués et fidèles, une armée espagnole dévouée, et meilleure que les Français pour la répression des bandes, qu'il aurait même pour le servir une partie des bandes prêtes à passer sous ses drapeaux moyennant qu'on les payât; que si on aimait mieux convertir ce subside en emprunt, il le rembourserait exactement sous peu d'années, que par chaque million avancé il rendrait mille hommes de troupes françaises; que si de plus on voulait bien payer celles-ci, les nourrir à l'aide de magasins,

Juin 1811.

Juin 1811.

les employer surtout à chasser l'armée anglaise, et enfin rassurer l'Espagne sur la conservation des provinces de l'Èbre, on verrait se former à Madrid et dans les environs une région de calme et d'apaisement, laquelle s'étendrait de proche en proche de la capitale aux provinces, et qu'avant peu l'Espagne soumise restituerait à la France ses armées et ses trésors, subirait une seconde fois, à l'avantage des deux nations, la politique de Louis XIV; qu'au contraire, si on persistait dans le système actuel, l'Espagne deviendrait le tombeau des armées de Napoléon, la confusion de sa politique, peut-être même le terme de sa grandeur, et la ruine de sa famille.

Ce qu'il y avait de vrai et de faux dans les assertions de Joseph.

Toutes ces allégations étaient vraies à quelques erreurs près, qui devaient servir de prétexte à Napoléon pour refuser les demandes les plus fondées. Qu'on fût arrivé à un moment favorable pour soumettre l'Espagne épuisée, que les Anglais expulsés elle dût perdre l'espérance, et que la fatigue se joignant à l'espérance perdue, à la discipline rétablie, aux dévastations supprimées, elle dût être subjuguée en assez peu de temps, ce qui se passait en Aragon et même autour de Madrid en était la preuve. Qu'avec quelques millions on pût créer une administration dévouée, une armée espagnole fidèle et bonne pour la police intérieure, ce qu'on voyait à Madrid autorisait à l'espérer; que sans même déplacer Napoléon, ce qui était difficile, on pût suppléer à sa présence par un chef d'état-major habile et ferme, tel que le général Suchet, par exemple; qu'en donnant à celui-ci une autorité absolue sur tous les généraux, des troupes suffisantes et de l'argent, il

Juin 1811.

parvînt à conquérir Cadix et à pacifier l'Espagne, comme il réussit bientôt à conquérir Tarragone et à pacifier Valence; que laissant en dehors de sa direction une seule opération, celle d'expulser les Anglais, on la confiât à Masséna, qu'on procurât à celui-ci une armée de cent mille hommes et des moyens de transport suffisants, nul doute que le sage Suchet, l'énergique Masséna, ne se fussent entendus, et que le génie réuni des deux n'eût terminé la guerre cruelle qui, mal conduite, allait devenir le gouffre où irait bientôt s'abîmer la fortune de Napoléon et de la France. Mais c'était une erreur à Joseph de croire qu'il fallait donner des millions et non pas des milliers d'hommes, car il fallait donner l'un et l'autre; c'était une illusion à lui de croire qu'il pût commander, et qu'il pût n'avoir qu'un complaisant pour chef d'état-major, car il lui aurait fallu subir un vrai chef d'armée, un chef comme le général Suchet, ayant l'art de mêler la guerre sagement dirigée à l'administration habile, à la politique conciliante; il lui aurait fallu enfin subir un Vendôme, c'est-à-dire Masséna, faisant la guerre aux Anglais pour les expulser, tandis que Suchet la ferait aux Espagnols non pour les expulser, mais pour les soumettre et les ramener.

Railleries et sévérités de Napoléon en réponse aux demandes de Joseph.

Il y avait donc beaucoup de vérité, un peu d'erreur dans le système de Joseph, et cela suffisait pour que Napoléon recommençât ses impitoyables railleries contre les prétentions de son frère[1]; pour

[1] Pas plus que de coutume, je n'imagine ici des discours de fantaisie. Napoléon eut avec M. Rœderer, lorsque celui-ci revint de Madrid, des conversations étincelantes d'esprit et de génie, dans lesquelles il dit

Juin 1811.

qu'il répétât, comme il l'avait dit tant de fois, que Joseph voulait commander, qu'il se croyait général, qu'il s'imaginait que pour l'être il suffisait de ne pas se montrer absolument dépourvu d'esprit, de monter à cheval et de faire quelques signes de commandement; que cela ne se passait pourtant pas de la sorte, qu'il pouvait en être ainsi de beaucoup de stupides généraux placés à la tête des armées pour leur honte et pour leur perte, mais qu'il n'en était pas de même des généraux vraiment propres à conduire les hommes; qu'il fallait pour commander joindre à une vaste et profonde intelligence, à un grand caractère, un travail opiniâtre, une attention continue aux moindres détails; qu'il avait, lui, ses états de troupes sur sa table, et les y avait toujours; que c'étaient là ses lectures favorites; qu'il les avait à portée de sa main en se couchant, et les feuilletait la nuit quand il ne dormait pas; que grâce à ces aptitudes naturelles d'esprit et de caractère, à cette application incessante, à une expérience immense, il pouvait commander et être obéi, parce que ses soldats avaient confiance en lui; mais que quant à Joseph, Dieu ne l'avait pas fait général; qu'il était doux et spirituel, mais indolent; qu'il lui fallait des plaisirs, et pas trop de travail; que les hommes devinaient instinctivement ces dispositions, et que

plus longuement et plus injurieusement tout ce que nous allons rapporter. M. Rœderer, qui écrivait chaque jour ce qu'il voyait et entendait, a écrit ces conversations au moment même où elles eurent lieu, et c'est en les rapprochant, grâce à une communication que nous devons à sa famille, des lettres de Napoléon, que nous pouvons rapporter les pensées de celui-ci. On fit en outre écrire la plus grande partie de ces choses à M. de Laforest, notre ministre à Madrid.

[redacted]

s'il lui confiait la direction des armées françaises personne ne se croirait commandé par un tel chef; que derrière lui on verrait toujours l'officier chargé de le conseiller, et que personne n'obéirait, parce qu'on se rirait du roi général, et qu'on jalouserait le général roi, exerçant en réalité l'autorité suprême; qu'il ne pouvait donc pas lui accorder au delà du commandement de l'armée du centre, étendant son action à vingt ou trente lieues de Madrid; que pour de l'argent, il n'en avait pas, que ses frères, régnant sur les pays les plus riches de l'Europe, étaient sans cesse à lui en demander; que l'Espagne en avait assez pour en fournir à tout le monde; que si Joseph savait administrer il trouverait des ressources; qu'il avait bien su se procurer de l'argent pour en donner à des favoris, pour bâtir des résidences royales, et pour payer un luxe inutile dans l'état de ses affaires; que si l'Espagne souffrait c'était un malheur auquel il n'y avait pas de remède; que les soldats français souffraient aussi, et que la guerre était la guerre; que si les Espagnols étaient las de souffrir, ils n'avaient qu'à se soumettre; que ces prétentions de Joseph à la bonté, à l'art de séduire les peuples, étaient ridicules; que son espoir de faire avec des millions ce qu'on ne faisait pas avec des milliers d'hommes ne l'était pas moins; que si on lui envoyait de l'argent et lui retirait des troupes, cet argent serait bientôt mangé, et lui, Joseph, avec sa cour reconduit honteusement à Bayonne par quelques bandes armées; qu'il fallait beaucoup de soldats, beaucoup de vigueur, et de la terreur même, pour réduire les résistances de l'Espagne,

Juin 1

Juin 1811.

que la terreur amènerait la soumission, et que, la soumission venue, la bonne administration, qu'on devait à tous les peuples, s'ensuivrait, que l'Espagne rattachée par ces moyens à son nouveau roi, le temps viendrait alors pour Joseph de se faire adorer, s'il y était aussi habile qu'il le prétendait, etc.

Napoléon, ne prenant que le côté ridicule des demandes de Joseph, n'y répondait pas de bonne foi, car il était beaucoup trop clairvoyant pour ne pas sentir ce qu'il y avait de vrai dans ce qu'on lui disait; mais il ne pouvait plus changer de système, ni accorder à la guerre d'Espagne ce qu'il s'était mis dans la nécessité de consacrer à la guerre de Russie. Il voulait donc continuer à soutenir cette guerre d'Espagne à peu près par les mêmes moyens, espérant qu'en exigeant beaucoup des hommes ils feraient peut-être comme un cheval qu'on force, et donneraient plus qu'à l'ordinaire; qu'avec moins de ressources on réussirait plus lentement, mais qu'on réussirait pourtant, et qu'en tout cas, si on ne réussissait pas, il réussirait, lui, pour tout le monde, et que ses succès sur le Borysthène suppléeraient à ceux qu'on n'aurait pas obtenus sur le Tage : pensée funeste, née chez lui de l'éloignement des lieux sur lesquels il raisonnait, et de l'étourdissement un peu volontaire de sa trop grande fortune!

Le voyage de Joseph à Paris n'amène que quelques palliatifs insignifiants.

Dans une pareille disposition, le voyage de Joseph, entrepris pour persuader à Napoléon d'adopter une autre conduite en Espagne, ne devait produire aucun résultat, et pouvait tout au plus amener quelques palliatifs qui ne changeraient rien au fond des choses. Les premières boutades passées, Napoléon,

qui n'était dur que par moment, qui d'ailleurs chérissait ses frères, accorda certains changements de forme plutôt que de fond. Joseph fut toujours réduit au commandement de l'armée du centre, mais il dut avoir sur toutes les provinces l'autorité civile, judiciaire et politique. Il fut enjoint aux généraux de le respecter comme roi, et comme souverain d'un pays dont les provinces étaient temporairement occupées pour les besoins de la guerre. Seulement, si Joseph avait la tentation, peu probable, de se rendre auprès de l'une des armées de la Péninsule, le commandement lui en serait immédiatement déféré. De plus, reconnaissant l'utilité d'accroître son influence sur les provinces du Nord, à travers lesquelles passait la ligne de communication avec la France, et où il y avait beaucoup de gens fatigués de souffrir et disposés à se rendre, Napoléon offrit à Joseph de remplacer le maréchal Bessières, duc d'Istrie, par le maréchal Jourdan. La difficulté était d'amener ce dernier à retourner en Espagne et à recevoir une mission de Napoléon, dont il n'était pas aimé et qu'il n'aimait pas, et dont il repoussait le système immodéré en toutes choses.

Juin 1811.

Quant à l'argent, il aurait fallu à Joseph pour payer ses fonctionnaires dans la capitale et les provinces du centre, pour fournir à la dépense de sa maison et de sa garde espagnole, quatre millions par mois, et cela sans prodigalité, car il ne lui restait rien des papiers d'État qu'il avait eus à sa disposition au commencement de son règne, et dont il avait consacré quelques parties (d'ailleurs peu importantes) à ses créatures et à l'une des résidences royales.

Juin 1811.

Une fois même il avait été obligé de vendre l'argenterie de sa chapelle pour payer sa maison. Sur les quatre millions par mois qu'il lui aurait fallu, il en touchait à peine un, étant réduit aux octrois de Madrid pour tout revenu, et il lui en manquait trois [1]. Napoléon consentit à lui accorder un subside d'un million par mois, et à lui abandonner le quart des contributions imposées par les généraux dans toutes les provinces d'Espagne. Il semblait que ce quart dût suffire pour compléter les quatre millions dont Joseph ne pouvait se passer. Mais quelle chance que, laissant souvent leurs troupes sans solde, et ayant la plus grande peine à faire arriver un courrier, les généraux commandant voulussent distraire des millions de leurs caisses, et pussent les expédier à travers l'Espagne? Le général Suchet le pouvait à la rigueur, bien qu'après avoir entretenu largement ses soldats il tînt à consacrer l'excédant des revenus de sa province aux besoins du pays; il le pouvait toutefois, et on verra qu'en effet il le fit, mais lui seul, car aucun des autres n'en avait ni la volonté ni le pouvoir.

Faible secours d'argent accordé à Joseph.

Quoi qu'il en soit, ce furent là les secours financiers dont on gratifia Joseph. Quant à la grave question de l'intégrité territoriale de l'Espagne, Napoléon tint le langage le plus évasif. Il dit à Joseph qu'il voulait bien lui laisser son royaume tel quel, mais qu'il fallait pour intimider les Espagnols leur inspirer la crainte de perdre quelques provinces s'ils s'obstinaient à résister, que du reste la France, si la guerre

[1] Tout ceci est extrait de la correspondance même de Joseph avec le prince Berthier et avec M. de Laforest.

Juin 1811.

devenait plus longue et plus coûteuse, finirait par désirer une indemnité de ses sacrifices. Il lui conseilla même, loin de chercher à rassurer les Espagnols, de faire au contraire de cette crainte un moyen, moyen étrange sur des gens qui avaient bien plus besoin d'être apaisés qu'effrayés. Au surplus, ne voulant pas avoir quelque nouvelle scène de famille, qui se dénouerait avec le roi d'Espagne comme avec le roi de Hollande, par une abdication, Napoléon tâcha d'adoucir les chagrins de Joseph, de l'encourager, de lui donner des espérances; il lui dit qu'il envoyait une réserve imposante dans la Péninsule, que Suchet, après avoir pris Lerida, Mequinenza, Tortose, prendrait Tarragone, puis Valence; que, cette conquête achevée, on aurait une armée à diriger vers le Midi; qu'alors l'armée d'Andalousie pourrait seconder l'armée de Portugal, actuellement occupée à se réorganiser, et que l'une et l'autre, accrues de la réserve qui passait en ce moment les Pyrénées, recommenceraient vers l'automne contre les Anglais une campagne probablement plus heureuse que la précédente; que dans un temps assez prochain la Péninsule pourrait ainsi être conquise, que les commandements militaires cesseraient d'eux-mêmes, que lui, Joseph, ressaisirait alors l'autorité royale pour l'exercer comme il l'entendrait : étranges et funestes illusions que Napoléon partageait sans doute, mais moins qu'il ne le disait, car dans sa pensée l'Espagne n'importait plus, et tout ce qui n'irait pas bien au midi du continent devait trouver sa réparation au nord.

A défaut de secours efficaces, Napoléon accorde à Joseph quelques paroles de consolation et d'espérance.

Joseph, quoique dégoûté de ce trône, d'où ses

Retour

n'apercevaient que d'affreuses misères, Jo-
, ne voulant pas non plus d'une scène de fa-
, qui vaudrait à Napoléon le nouvel abandon
de ses frères, et à lui la vie privée, dont il ai-
le calme, mais non la modestie, Joseph se paya
s vaines promesses, et repartit pour l'Espagne,
s chagrin sans doute qu'il n'en était venu, mais
ncouragé par les promesses beaucoup trop va-
de Napoléon.

traversant Vittoria, Burgos, Valladolid, il
a les habitants plus malheureux encore qu'il
s avait laissés, ne put leur rien dire de rassu-
tant sur les provinces de l'Èbre que sur les au-
bjets de leurs préoccupations habituelles, leur
a ce qu'on lui avait donné à lui-même, des
esses insignifiantes, et, pour se soustraire à des
ions importunes, se hâta d'arriver à Madrid, où
avait empiré depuis son départ. Le seul avan-

cette année sur tout le continent, s'était fait sentir en Espagne comme ailleurs, et le pain à Madrid était d'une cherté qui réduisait le peuple à une véritable famine. Joseph ne rentra donc dans sa capitale que pour y assister au spectacle le plus désolant. Il manda ses chagrins à Paris en termes plus amers encore que ceux dont sa correspondance était remplie avant son voyage. Mais Napoléon, occupé de l'objet qui en ce moment absorbait toutes ses pensées, ne voulait rien entendre, et la réserve tirée d'Italie, actuellement en marche vers les Pyrénées, était le seul secours qu'il songeât à accorder à l'Espagne.

Juin 18

Dans l'état des choses, le mieux eût été d'user de cette réserve pour consolider la position des Français, et pour former en la réunissant à l'armée de Portugal une masse capable de contenir les Anglais, de leur disputer alternativement Badajoz ou Ciudad-Rodrigo, et de les empêcher de faire aucun progrès dans la Péninsule, en attendant que Napoléon eût résolu au Nord toutes les questions qu'il s'était promis d'y résoudre. La fatale expédition d'Andalousie, que le maréchal Soult avait désirée pour effacer le souvenir de celle d'Oporto, et Joseph pour étendre son autorité royale sur un pays nouveau, qui nous avait fait manquer Cadix et Lisbonne pour Badajoz dont la conquête ne décidait rien, qui nous avait fait négliger l'objet principal de cette guerre en dispersant inutilement les 80 mille hommes qui eussent suffi pour expulser les Anglais, cette déplorable expédition aurait dû nous servir de leçon, et si on ne rétrogradait pas de l'Andalousie sur la Manche, ce

Vu les diffic de la situ et la pén des moy le mieux été de se sur la défens et de consac la réserv tenir tête Anglai

ertainement eût été le plus sage pendant que
léon allait s'enfoncer dans le Nord, du moins
t-il fallu s'arrêter à la limite du pays conquis,
établir solidement. Le général Suchet aurait
onserver l'Aragon, prendre même Tarragone,
l'insurrection catalane tirait ses ressources; le
chal Soult aurait pu, sans prendre Cadix, gar-
l'Andalousie; l'armée de Portugal enfin, ren-
e par la réserve qui arrivait, aurait pu suivre
les mouvements de lord Wellington sur Ciudad-
igo ou sur Badajoz, pour les faire échouer. Mais
léon ne l'entendait pas ainsi. Jugeant toujours
hoses de loin, les supposant comme il lui plaisait
s imaginer, croyant que Joseph ne sollicitait de
ent que pour le dissiper, que ses généraux ne
maient des renforts que par l'habitude de de-
der toujours au delà de leurs besoins, il s'était
uadé qu'en accordant une partie de la réserve

pour la Russie. Telles étaient les nouvelles illusions sur lesquelles fut fondé le plan des opérations pour la fin de l'année 1811.

Juin 1811.

Danger que court en attendant la place de Badajoz.

Mais en attendant que la réserve fût arrivée en Espagne, que le général Suchet eût pris Tarragone, le maréchal Soult, posté à Llerena en vue de Badajoz, demandait qu'on l'aidât à sauver cette place, qui, malgré sa défense héroïque, était à la veille de succomber.

Instances du maréchal Soult pour qu'on aille au secours de cette place.

Le maréchal Marmont, compagnon d'armes généreux, et impatient d'ailleurs de se signaler à la tête de l'armée de Portugal, ne négligeait aucun soin pour se préparer à voler au secours de Badajoz. Bien que Napoléon lui eût recommandé de ne rien entreprendre tant que son armée ne serait pas reposée, passablement équipée, et pourvue de chevaux, il n'hésita pas à se mettre en route dès qu'il eut satisfait aux besoins les plus urgents de ses soldats. Sachant que réuni au maréchal Soult il serait toujours numériquement assez fort, il s'inquiéta plus de la qualité que de la quantité des troupes qu'il emmenait avec lui. Il porta tous ses bataillons à 700 hommes, en versant l'effectif dans les cadres les meilleurs, et en laissant les cadres vides à Salamanque pour s'y refaire, et y recevoir les malades rétablis et les recrues arrivant de France. Il réduisit ainsi son armée, qui n'était plus que de 40 mille hommes depuis la bataille de Fuentès d'Oñoro, à environ 30 mille combattants, dont 3 mille de cavalerie. Avec les chevaux qu'il se procura, il attela trente-six bouches à feu. C'était bien peu, mais c'était tout ce que les circonstances permettaient de

Empressement du maréchal Marmont à répondre aux désirs du maréchal Soult.

Réorganisation d'une partie de l'armée de Portugal.

. Il supprima la distribution en corps d'ar-
bonne sous Napoléon, qui pouvait confier les
d'armée à des maréchaux et se faire obéir de
ands dignitaires, mais fâcheuse, incommode,
naniable pour un simple maréchal n'ayant
qu'une trentaine de mille hommes à sa dispo-
Il lui substitua la formation en divisions,
ces divisions aux meilleurs lieutenants géné-
ne garda que Reynier parmi les anciens chefs
rps, pour avoir au besoin un lieutenant capa-
le remplacer, renvoya en outre tous les offi-
fatigués ou de mauvaise volonté, et, après
rendu un peu de discipline et de vigueur phy-
à ses troupes par un mois de repos et de
nourriture, il résolut de répondre aux pres-
instances du maréchal Soult, et d'exécuter
nouvement sur l'Estrémadure en descendant
col de Baños sur le Tage, en traversant ce

[redacted]

Juin 1811.

5 juin avec son avant-garde et une partie de son corps de bataille, tandis que Reynier avec le reste de l'armée consistant en deux divisions, franchissait le col de Baños, descendait sur le Tage, et, au moyen du matériel venu de Madrid, préparait le passage du fleuve à Almaraz. Le général Spencer, resté sur l'Agueda avec quelques troupes anglaises et portugaises en l'absence de lord Wellington, qui avait conduit trois divisions sous les murs de Badajoz, était incapable de tenir tête à l'armée française, et n'y pensait même pas. Il se replia à la vue des avant-postes du maréchal Marmont, qui put communiquer sans difficulté avec Ciudad-Rodrigo et y introduire les quelques vivres qu'il avait amenés. Cette opération heureusement terminée, le maréchal revint promptement sur ses pas, et rejoignit Reynier sur le Tage, sans s'arrêter aux objections du maréchal Bessières, qui déclarait ce mouvement de l'armée de Portugal prématuré, très-dangereux même pour le nord de la Péninsule, tant qu'une forte partie du corps de réserve ne serait pas entrée en Castille. Le maréchal Marmont persista néanmoins dans ses résolutions, et continua sa marche vers l'Estrémadure.

Dangers et résistance de la place de Badajoz pendant le temps qu'on met à venir à son secours.

Il était temps qu'il parût devant Badajoz, car cette place allait succomber si on ne venait tout de suite à son secours. Le maréchal Soult, bien qu'il eût été rejoint par le général Drouet avec le 9ᵉ corps, lequel avait reçu ordre de se porter en Estrémadure après la bataille de Fuentès d'Oñoro, le maréchal Soult, comptant malgré ce renfort tout au plus 25 mille soldats présents sous les armes, n'osait pas se commettre dans un combat contre l'armée anglaise,

d'au moins 40 mille hommes depuis l'arrivée
rd Wellington avec trois divisions. Il ne par-
t même pas à faire savoir aux malheureux as-
qu'on allait les secourir, tant ils étaient étroi-
t bloqués; mais ceux-ci, résolus de périr les
à la main, ne voulaient céder ni aux menaces
ut ni aux assauts mêmes, et plutôt que de se
e avaient le parti pris de s'ensevelir sous les
s de la place, en y engloutissant avec eux le
l'Anglais qu'ils pourraient. Rien en effet dans
erre de siéges, si féconde chez les Français en
dmirables, ne surpasse la conduite de la gar-
de Badajoz durant les mois d'avril, de mai et
in 1811.

rès avoir soutenu un premier siége du 22 avril
mai, époque de la bataille d'Albuera, et avoir
nt ce temps arrêté par un feu toujours supé-
les approches de l'ennemi, qui avait perdu

[redacted]

Juin 1811.

forts de ce côté, et ils les avaient dirigés à l'est contre le château, et au nord contre le fort de Saint-Christoval, situé, comme on l'a dit, sur la rive droite de la Guadiana. Les eaux du Rivillas, retenues par un barrage, étaient devenues un puissant moyen de défense pour le château. Malheureusement il était construit sur une saillie de terrain, et montrait ses flancs à découvert à l'artillerie anglaise. Celle-ci, le battant sans relâche avec plus de vingt bouches à feu, avait complétement démoli ses hautes tours et son revêtement extérieur; mais les terres en cette partie ayant une grande consistance, avaient conservé leur escarpement, et la garnison déblayant le pied des brèches sous un feu continuel de mitraille, de grenades et d'obus, les avait rendues impraticables. De plus, le commandant Lamare avait élevé un retranchement intérieur en arrière de la brèche, avait disposé sur les flancs une artillerie chargée à mitraille, tandis que le général Philippon, posté en cet endroit avec ses meilleures troupes, attendait les assaillants pour les recevoir avec la pointe de ses baïonnettes. A cette vue, les Anglais avaient changé leur plan et tourné toute leur fureur contre le fort de Saint-Christoval, de l'autre côté de la Guadiana. Attaquant ce fort par le bastion de droite, ils y avaient ouvert deux larges brèches, et étaient résolus de les assaillir avant même d'avoir conduit leurs approches jusqu'au bord du fossé. Cent cinquante hommes d'infanterie et quelques soldats d'artillerie et du génie défendaient, sous le capitaine Chauvin du 88e, le bastion menacé. Les assiégés, après avoir comme au château déblayé

Assauts victorieusement repoussés.

geusement le pied de leurs murailles sous le
nemi, avaient en outre hérissé le fond du fossé
acles de tout genre, disposé une ligne de
es au sommet de chaque brèche, braqué sur
ncs plusieurs bouches à feu chargées à mi-
, et rangé par derrière une ligne de grenadiers
us de trois fusils chacun. Dans la nuit du
, sept ou huit cents Anglais, sortant hardi-
de leurs tranchées, et parcourant à découvert
ies centaines de mètres, s'étaient portés au
lu fossé, avaient été obligés de sauter dedans,
trescarpe n'ayant pas été démolie, et avaient
e essayé d'escalader la brèche. Mais le feu de
squeterie les accueillant de front, celui de la
lle les prenant en flanc, les bombes roulant
leurs jambes, ils n'avaient pas tenu devant
'obstacles, et s'étaient enfuis en laissant trois
hommes morts ou blessés dans les fossés du

Juin 1

Deux cents hommes du 21e, sous le capitaine Joudiou et le sergent d'artillerie Brette, les défendaient, et on avait pris les mêmes précautions pour en rendre l'abord presque impossible. Au milieu de la nuit, les Anglais s'étaient élancés de leurs tranchées dans les fossés, et avaient escaladé les décombres des murailles. Mais nos grenadiers, les renversant à coups de fusil au pied des brèches, et fondant ensuite sur eux à la baïonnette, en avaient fait un affreux carnage. Quelques centaines d'Anglais avaient encore payé de leur vie cette tentative infructueuse.

L'appr de l'arr de seco décide Welling s'éloig

Il n'y avait plus de danger qui pût intimider cette garnison exaltée. Malheureusement les vivres lui manquaient, elle était exténuée de fatigues et de privations, et on craignait qu'elle ne succombât sous le besoin, si elle ne succombait sous les coups de l'ennemi. Mais l'approche d'une armée de secours, qui n'avait pu lui être connue, l'avait été de lord Wellington, toujours exactement informé de nos mouvements, et le 10 juin, apprenant la marche du général Reynier sur le Tage, le général anglais s'était résolu à lever le siége, et avait commencé à s'éloigner de la place. Une raison contribuait surtout à le décider à ce sacrifice. On avait épuisé les munitions de guerre amassées à Elvas, et il fallait sans perdre de temps employer tout ce qu'on avait de moyens de transport pour aller en chercher à vingt-cinq lieues, c'est-à-dire à Abrantès, principal dépôt de l'armée britannique.

Lord Wellington, fort dépité d'avoir inutilement perdu deux mille hommes de ses meilleures troupes

Badajoz, et d'avoir deux fois échoué devant
place défendue par une poignée de Français,
successivement tous ses camps les 13 et 14
se retira le 17 sur la Caya, et vint s'adosser
ıontagnes de Portalègre, dans une position dé-
e bien choisie, comme il avait coutume de le
en présence des impétueux soldats de l'armée
aise.

brave garnison en voyant disparaître l'un après
e les camps de l'ennemi, se douta de ce qui se
it, et bientôt elle apprit avec des transports de
artagés par la population, que, grâce à sa bra-
et aux secours qui lui arrivaient, elle allait
triomphante de ce second siége comme du
ier. En effet, le maréchal Marmont, après avoir
quelques jours devant le Tage par l'insuffi-
de ses moyens de passage, car on n'avait pu
voyer de Madrid qu'une partie de ce qu'il avait

des Anglais, qui à la vue de l'armée combinée se renfermèrent soigneusement dans leur camp. Si cette belle armée, qui, excepté celle du maréchal Davout, n'avait pas d'égale en Europe, car elle était composée des anciens soldats d'Austerlitz, d'Iéna, de Friedland, et venait d'ajouter à ses longues campagnes trois années des plus formidables épreuves en Espagne; si cette belle armée, malheureuse uniquement par la faute de ses chefs, eût été commandée par un seul maréchal au lieu de l'être par deux, et que ce maréchal eût été Masséna, elle n'aurait pas manqué d'aller chercher les Anglais, et de faire expier à lord Wellington tant de succès, dus sans doute à son incontestable mérite, mais dus aussi aux erreurs et aux passions de ses adversaires. Mais le maréchal Soult, heureux d'avoir échappé à la confusion de voir tomber Badajoz sous ses yeux, n'était pas disposé à braver de nouveaux hasards. Le maréchal Marmont éprouvait pour son collègue une incurable défiance [1], et peu de penchant à concourir avec lui à une action commune. Regardant d'ailleurs comme un succès la marche qu'il venait d'exécuter, il ne voulait pas compromettre ce succès en s'exposant aux chances d'une bataille décisive. Il n'y avait alors dans l'armée française que Masséna en qui la vue de l'ennemi allumât cet ardent patriotisme militaire, qui s'oublie lui-même pour ne songer qu'à succomber, ou à écraser l'adversaire placé devant lui.

Juin 1811.

[1] Les Mémoires manuscrits du maréchal Marmont, destinés à paraître un jour, donneront à ce sujet des détails que nous croyons inutile de reproduire ici.

Juin 1811.

Faute des deux maréchaux de n'avoir pas profité des cinquante mille hommes dont ils pouvaient disposer, pour livrer bataille à lord Wellington.

Les deux maréchaux commirent donc la faute, l'une des plus graves de cette époque, de demeurer avec 50 mille hommes devant 40 mille ennemis, parmi lesquels on ne comptait pas 25 mille Anglais, sans aller les combattre. Ils passèrent quelques jours autour de Badajoz afin de pourvoir aux besoins de la place, de renforcer sa garnison, de réparer les brèches faites à ses murs, et de remplir ses magasins restés absolument vides. Le maréchal Marmont, remarquant même qu'on ne s'occupait pas assez activement de ce dernier soin dans l'armée du maréchal Soult, obligea ses régiments à moissonner le blé qui était mûr, et à transporter les grains recueillis dans l'intérieur de Badajoz. Déjà beaucoup d'habitants s'étaient éloignés lors du premier siége. A la veille du second d'autres avaient suivi cet exemple. La crainte d'un troisième siége en fit fuir encore un certain nombre, et la plus grande partie de la ville se trouva ainsi déserte. Ce n'eût pas été un mal, si la portion qui restait n'avait été la plus pauvre, la moins capable de se nourrir, et la plus difficile à contenir. Au surplus, si le troisième siége était probable, il n'était pas prochain d'après toutes les vraisemblances, et la garnison renforcée avait le temps de prendre ses précautions, et de se préparer à soutenir une nouvelle épreuve.

Soins du maréchal Marmont à remplir les magasins de Badajoz.

Conflit qui menace d'éclater entre les maréchaux Soult et Marmont.

Les deux maréchaux étaient à peine réunis depuis quelques jours qu'une collision faillit éclater entre eux. Il y avait longtemps que le maréchal Soult était absent de l'Andalousie. Parti de Séville pour venir livrer la bataille d'Albuera, s'étant opiniâtré depuis, et avec raison, à demeurer en position à Llerena,

vait réussi à amener une concentration de
ı Estrémadure, il aurait bien voulu attirer
ment l'armée de Portugal dans le cercle
ı de ses opérations, lui laisser la garde de
se décharger ainsi sur elle de cette partie
le sa tâche, et consacrer enfin toutes ses for-
ége de Cadix, si fâcheusement négligé pour
Badajoz. Ce vœu était naturel, mais en se
u point de vue plus élevé de l'ensemble des
il n'était point raisonnable, car l'armée de
avait pour résidence nécessaire Salaman-
ur conquête à conserver Ciudad-Rodrigo,
he essentielle la défense contre les Anglais
ille-Castille, qui était la base d'opération de
s armées françaises. Elle était encore dans
, mais dans la partie extrême de son rôle,
suivant les Anglais du nord au midi, elle
our disputer Badajoz; mais exiger qu'elle
d'une manière permanente en Estrémadure,
ui faire abandonner le principal pour l'ac-
. En effet, tandis qu'elle eût gardé Badajoz
e maréchal Soult eût enfin assiégé Cadix,
llington n'aurait pas manqué de venir pren-
lad-Rodrigo (ce qu'il put faire plus tard par
une faute assez semblable à celle que l'on
uit en ce moment) et de couper ensuite en se
à Valladolid toutes les communications des
. Il faut ajouter que confiner l'armée de
l à Badajoz en l'y laissant seule, c'était la
ner à l'impuissance dans laquelle s'était
e maréchal Soult à Llerena, et à la confu-
voir prendre Badajoz sous ses yeux. Réduite

Juin 1811.

Le maréchal Soult voudrait attirer le maréchal Marmont en Estrémadure, et lui faire prendre la position qu'il avait lui-même longtemps occupée à Llerena.

Juin 1811.

à trente mille hommes, comme elle l'était actuellement, elle ne pouvait rien, et elle n'avait chance de remonter de cet effectif à celui de quarante ou quarante-cinq mille combattants, qu'en revenant au nord, et en se mettant en mesure de rallier tous ses hommes malades, blessés ou fatigués, qu'elle avait laissés à Salamanque. Il n'était donc ni raisonnable ni juste d'exiger d'elle qu'elle se fixât à Badajoz ou dans les environs.

Le maréchal Soult, pressé par les lettres qu'il recevait de Séville, s'étant présenté un matin au quartier du maréchal Marmont pour lui faire part de ses embarras et de ses désirs, le jeta dans un grand étonnement et dans une excessive défiance. Laisser le maréchal Marmont seul à Badajoz, c'était l'exposer au danger d'être assailli par plus de 40 mille ennemis tandis qu'il n'aurait que 30 mille hommes à leur opposer. C'était satisfaire le vœu le plus ardent de lord Wellington, qui attendait sur la Caya que l'un des deux maréchaux fût abandonné par l'autre pour l'accabler. Le maréchal Marmont, dont l'esprit était fort prévenu contre le caractère de son collègue, crut voir dans cette proposition, outre une ingratitude inouïe, le désir perfide d'exposer l'armée de Portugal à un désastre, et conçut de cette intention, très-gratuitement supposée, un profond ressentiment. Il s'exagérait beaucoup les torts de son collègue, et, comme il arrive souvent, lui prêtait des calculs que ce collègue ne faisait pas. Le maréchal Soult, en effet, ne songeait pas à compromettre l'armée de Portugal, car il se fût compromis lui-même, mais il voulait se décharger

Le maréchal Marmont croit voir dans la proposition du maréchal Soult une perfidie qui n'y était pas, et répond avec beaucoup d'aigreur.

Juin 1811.

ur elle de la plus ingrate partie de sa tâche, quoi s'il pût en advenir, et ensuite aller vaquer au in de ses propres affaires. Le maréchal Marmont i répondit avec une extrême aigreur que s'il vouit s'éloigner de sa personne en laissant à Badajoz gros de l'armée d'Andalousie, rien ne serait plus cile, car il resterait, lui maréchal Marmont, pour mmander les deux armées réunies, que sinon il rtirait sur-le-champ, et ne reviendrait sur la Guaiana que lorsqu'il serait assuré d'y trouver une rce assez considérable pour que réuni à elle il pût attre les Anglais. Après avoir dit cela au maréchal oult, il le lui écrivit en termes secs et péremptoires, et fit ses préparatifs de départ.

Puisqu'ils ne demeuraient pas réunis pour combattre les Anglais, les deux maréchaux n'avaient pas mieux à faire que de mettre Badajoz dans un état de défense respectable, puis d'aller, chacun de leur côté, s'occuper de leurs devoirs essentiels. En effet, la présence du maréchal Soult en Andalousie était indispensable, et il n'y aurait eu qu'une grande bataille gagnée sur les Anglais qui eût pu l'excuser de n'y pas être. Le nord de la Péninsule exigeait aussi que le maréchal Marmont s'en rapprochât. En conséquence le maréchal Soult quitta Badajoz le 27 juin, avec une forte partie de son armée pour se rendre à Séville; seulement il laissa le général Drouet d'Erlon avec deux divisions et quelque cavalerie pour servir de corps d'observation autour de Badajoz. C'était une faute, car ce corps, inutile si les Anglais s'éloignaient, insuffisant s'ils restaient, ne pouvait qu'être compromis, comme le résultat ne tarda pas

prouver, et il eût bien mieux valu se borner à
er dans Badajoz une garnison de dix mille hom-
au lieu de cinq, avec des vivres proportionnés
nombre, et emmener toute l'armée d'Andalou-
Badajoz eût été mieux en état de se défendre,
maréchal Soult plus capable de remplir ailleurs
che qui lui était assignée.

oi qu'il en soit, il partit de Badajoz pour Séville,
maréchal Marmont se mit en route pour re-
ter vers le Tage. Les Anglais, fatigués de deux
s infructueux, n'ayant pas le matériel néces-
pour en recommencer un troisième, comptant
leur armée beaucoup de malades qui avaient
é au bord de la Guadiana les fièvres de l'Es-
adure, s'établirent sur la Sierra de Portalègre,
t besoin, eux aussi, de quelque repos. Ils pri-
leurs quartiers d'été, équivalant dans ces pays
nds à ce qu'on appelle dans le Nord les quar-

même position il pouvait par Truxillo descendre en aussi peu de temps sur Merida et Badajoz, s'y joindre, comme il venait de le faire, à l'armée d'Andalousie, et courir ainsi alternativement ou au secours de Ciudad-Rodrigo, ou au secours de Badajoz, les deux portes par lesquelles les Anglais avaient le moyen de pénétrer du Portugal en Espagne. Cette détermination arrêtée, il choisit le pont d'Almaraz comme le centre des communications qu'il devait garder. Il adopta pour son quartier général le village de Naval-Moral, situé entre le Tage et le Tiétar, et couvert par ces deux cours d'eau. Il commença par donner la plus grande solidité possible au pont d'Almaraz, le pourvut de deux fortes têtes de pont, et comme le plateau de l'Estrémadure vers le col de Mirabele fournissait des positions dominantes d'où les ouvrages d'Almaraz pouvaient être attaqués avec avantage, il construisit plusieurs forts sur ces positions, et y mit de petites garnisons. Sur le cours du Tiétar il établit également un pont et une tête de pont, de manière à pouvoir déboucher aussi facilement de ce côté que de l'autre sur l'ennemi à l'encontre duquel il faudrait aller. Ces précautions prises, il cantonna l'une de ses divisions à Almaraz, et disposa sa cavalerie légère en échelons sur la route de Truxillo, pour battre l'Estrémadure, recueillir du pain, et avoir des nouvelles de Badajoz. Il établit une autre de ses divisions à Naval-Moral afin de garder son quartier général; il en tint deux à Plasencia, toujours prêtes à passer les monts et à descendre sur Salamanque, et une au col de Baños même, pour qu'elle fût plus prête encore à dé-

Juin 1811.

her en Vieille-Castille. Enfin il laissa la sixième
ses derrières pour qu'elle défendît contre les in-
és la riche province d'Avila. Après avoir fait
sage et intelligente distribution de ses forces,
ui permettait de se porter en Estrémadure ou
astille avec une égale rapidité, le maréchal Mar-
t se hâta de former ses magasins, de réparer
matériel d'artillerie, de soigner ses malades et
blessés restés autour de Salamanque. Placé sur
mite de l'armée du centre, et se trouvant en con-
tion avec elle sur la distance à laquelle il pour-
étendre ses réquisitions de vivres, il se rendit à
rid afin de s'entendre avec Joseph, qu'il avait
coup connu, et avec qui, par une fatalité parti-
re à l'Espagne, il eut plusieurs altercations
vives, bien que tous deux fussent extrêmement
, et au fond animés de dispositions bienveil-
s l'un pour l'autre.

Juin 1811.

ravages dans cette province. Les insurgés de Léon avaient tracassé le général Seras. Le maréchal Bessières, courant à eux avec quelques régiments de la jeune garde, les avait dispersés. Craignant de ne pouvoir occuper à la fois Burgos, Valladolid, Salamanque, Léon, Astorga, ce maréchal avait fait sauter les ouvrages d'Astorga, et retiré le général Bonnet des Asturies. Depuis trois ans le général Bonnet se maintenait dans ces difficiles provinces avec autant de vigueur que d'habileté, et contenait même la Galice, qui n'osait remuer de peur d'être prise à revers. C'était donc une faute de le rappeler des Asturies, car c'était laisser aux Asturiens et aux Galiciens la liberté de descendre en Castille. Néanmoins, malgré ces difficultés le maréchal Bessières était parfaitement en mesure de maîtriser la Castille, et il venait d'ailleurs d'être renforcé par la division Souham, l'une des trois qui composaient le corps de réserve actuellement en marche vers les frontières d'Espagne.

pendant le séjour de l'armée de Portugal en Estrémadure.

Des événements plus graves, mais ceux-ci fort glorieux pour nos armes, quoique infructueux pour notre puissance, se passaient en Catalogne et en Aragon à l'armée du général Suchet. On se rappelle sans doute avec quelle précision et quelle vigueur le général Suchet avait conduit les siéges de Lerida, de Mequinenza, de Tortose, dont le succès, venant après la prise de Girone, terminait presque la conquête de l'Aragon et de la Catalogne. Toutefois il restait Tarragone, la plus importante des places de cette contrée, puisqu'elle joignait à sa force propre, qui était grande, l'appui de la mer et des flottes an-

Événements de la Catalogne et de l'Aragon.

Importance de Tarragone.

ses. Elle servait, comme on l'a vu, de soutien,
ile, de magasin, d'arsenal inépuisable à l'armée
rrectionnelle de Catalogne. Il était donc urgent
l'assiéger et de la prendre. Le général Suchet
t fait dans ce but d'immenses préparatifs. Il avait
emblé des approvisionnements considérables à
da, et un superbe parc de grosse artillerie à Tor-
, avec un attelage de 1500 chevaux, ressource
précieuse en Espagne, surtout dans ces provin-
desséchées où les fourrages étaient plus rares
illeurs. Toutes ces choses le général Suchet avait
e les procurer sans ruiner le pays, grâce au re-
dont il faisait jouir sa province, grâce au sys-
des contributions régulières qu'il avait substi-
celui des enlèvements à main armée.

ntre les magasins de grains réunis en Aragon et
la partie de la Catalogne qui lui avait été adju-
il avait formé des parcs de bestiaux, soit en

avec gloire en Espagne depuis plusieurs années, le 16ᵉ de ligne, l'un des régiments qui s'étaient immortalisés à Essling sous le général Molitor, et enfin les Italiens du général Pino, troupe devenue excellente, et aussi brave que disciplinée. Avec ce renfort, le général Suchet comptait environ 40 mille soldats présents sous les armes. Il en laissa 20 mille à la garde de l'Aragon, et en destina 20 mille au grand siége qu'il allait entreprendre. L'utilité de recouvrer Figuères ne le détourna point de son objet, et pensant que Napoléon pourvoirait directement avec des moyens tirés de France à la reprise de cette forteresse, il marcha en deux colonnes sur Tarragone. L'une, sous le général Harispe, y descendit de Lerida, l'autre, sous le général Habert, y remonta de Tortose. Celle-ci escortait l'équipage de siége. Toutes deux refoulèrent l'ennemi dans les ouvrages de la place. Tarragone présentait, outre une garnison à peu près égale en nombre à l'armée assiégeante, un site et des ouvrages formidables. Juin 18

Tarragone, bâtie sur un rocher, d'un côté baignée par la Méditerranée, de l'autre par le ruisseau du Francoli, qui passait sous ses murs pour se rendre à la mer, se divisait en ville haute et ville basse. (Voir la carte nᵒ 52.) La ville haute était entourée de vieilles murailles romaines et d'ouvrages modernes d'un grand relief. La ville basse, située au pied de la ville haute, sur les terrains plats qu'arrose le Francoli, et au bord de la mer, était défendue par une enceinte bastionnée, régulièrement et puissamment fortifiée. Au-dessus de l'amphithéâtre formé par les deux villes, on voyait un fort, dit de l'Olivo, Descrip de Tarra

sur un rocher, dominant tous les environs de
eux, et communiquant avec la ville par un aque-
Quatre cents pièces de gros calibre garnissaient
rois étages de fortifications. Dix-huit mille hom-
de troupes excellentes, avec un bon gouverneur,
néral de Contréras, en formaient la garnison,
ne population fanatique et dévouée était résolue
onder de toutes ses forces. La flotte anglaise
ait sans cesse renouveler le matériel de la place
n munitions, soit en vivres, et y remplacer les
nes morts ou fatigués par d'autres amenés de
ogne et de Valence. Jamais siége ne s'était donc
sous un aspect plus effrayant.

quelque façon qu'on abordât Tarragone, on la
vait également difficile à attaquer. Au sud et à
, le long de la mer, on rencontrait l'escarpe-
du rocher, une suite de lunettes bien con-
tes qui reliaient l'enceinte des deux villes à la

prît, et obligeaient à un long siége, que les Catalans et les Valenciens amenés et soutenus par les Anglais ne pouvaient manquer de troubler par de fréquentes apparitions. Juin 1811.

Tant de difficultés ne rebutèrent point le général Suchet, qui regardait Tarragone comme le gage le plus certain de la sécurité de la Catalogne et de l'Aragon, et comme la clef de Valence. Ses deux principaux lieutenants, dont nous avons déjà parlé, partageaient son opinion, et étaient prêts à le seconder de tous leurs efforts : c'étaient le général du génie Rogniat, esprit peu juste, mais sagace, opiniâtre, profond dans son art, et le général d'artillerie Valée, esprit exact, fin, élevé, joignant au coup d'œil du champ de bataille la prévoyance administrative indispensable aux officiers de son arme. Après avoir conféré avec eux, le général Suchet résolut d'attaquer la place par deux côtés à la fois, par le sud-ouest d'abord, c'est-à-dire par les terrains bas du Francoli, bordant la ville basse, qu'il était nécessaire de prendre avant de songer à attaquer la ville haute, et par le nord, c'est-à-dire par le fort de l'Olivo, qu'il fallait conquérir absolument si on voulait triompher de tout cet ensemble d'ouvrages.

Plan d'attaque.

Tandis que l'on commençait les travaux d'approche devant la ville basse, deux des plus braves régiments de l'armée, les 7e et 16e de ligne, sous un jeune général de très-grande espérance, le général Salme, entreprirent l'attaque de l'Olivo. Ils ouvrirent la tranchée devant ce fort dans la nuit du 21 au 22 mai. Il fallait cheminer sur des hauteurs arides, dans un sol pierreux, sans abri contre la

Attaque du fort de l'Olivo.

ıeur des nuits, contre la chaleur des jours, e les feux de la place. Il y avait en avant de o un ouvrage qui gênait nos tranchées, et qui ıssant dans nos mains devait leur servir d'ap- Nos soldats s'y précipitèrent à la baïonnette et ıvèrent. Mais les Espagnols, qui avaient l'or- d'être invincibles dans la défense des places, i justifiaient cet orgueil, reparurent au nombre)0, poussant des cris furieux, et conduits par répides officiers qui vinrent planter leur dra- jusqu'au pied de l'ouvrage qu'il s'agissait de ıquérir. Les soldats du 7ᵉ et du 16ᵉ abattirent ıraves officiers à coups de fusil, et puis, fon- sur l'audacieuse colonne qui voulait leur ravir conquête, la ramenèrent la baïonnette dans les jusque sous les murs de l'Olivo.

fort présentait une large surface sans profon- C'était une ligne de bastions bâtis sur le roc,

[redacted]

Juin 1811.

de ce premier siége. On s'avançait en zigzag sur une crête qui se rattachait à l'Olivo, et on cheminait au moyen de sacs à terre, car il n'était guère possible de creuser la roche dure sur laquelle on travaillait. Enfin, voulant abréger ces approches meurtrières, on se hâta d'établir la batterie de brèche à très-petite distance du fort, et èlle fut prête à recevoir l'artillerie le 27 au soir. L'emploi des chevaux étant impossible sur ce terrain, les hommes s'attelèrent aux pièces, et les traînèrent sous une horrible mitraille, qui en abattait un grand nombre sans ralentir l'ardeur des autres. L'ennemi ayant discerné, malgré la nuit, ce que faisaient ces groupes sur lesquels il tirait, voulut les empêcher plus directement d'arriver à leurs fins, et essaya sur eux une brusque sortie. Le jeune et vaillant général Salme, avec une réserve du 7e, marcha aux Espagnols, et au moment où il poussait le cri *En avant!* fut renversé par un biscaïen. Il expira sur le coup. Il était adoré des soldats, et le méritait par son courage et son esprit. Ils voulurent le venger, fondirent sur les Espagnols, qu'ils poursuivirent à la baïonnette jusqu'au bord des fossés de l'Olivo, et ne revinrent que ramenés par la mitraille et par l'évidente impossibilité de l'escalade.

Sortie repoussée à la suite de laquelle est tué le général Salme.

Pendant ce temps, les pièces de 24 avaient été mises en batterie, et le lendemain, à la pointe du jour, le feu commença sur le bastion de droite faisant face à notre gauche.

À la distance où l'on était parvenu, les effets de l'artillerie étaient terribles de part et d'autre. En peu d'heures la brèche fut ouverte, mais l'ennemi bou-

Établissement de la batterie de brèche.

sa plusieurs fois nos épaulements, et, au milieu
os sacs à terre renversés, un intrépide officier
illerie, le chef d'escadron Duchand, fit réparer
cesse sous les projectiles ennemis les désor-
causés à notre batterie. Le lendemain 29 on
nua à battre en brèche toute la journée, et on
ut de donner l'assaut, quel que fût le résultat
nu par notre artillerie, car il n'y avait pas moins
uinze jours qu'on était devant Tarragone, et si
ul ouvrage coûtait autant de temps et d'hom-
il fallait désespérer de venir à bout de la place
nême.

oique ayant déjà essuyé des pertes considéra-
les 7e et 16e de ligne n'auraient pas abandonné
utres l'honneur d'emporter d'assaut le fort dont
aient exécuté les approches. Une colonne du 7e,
de 300 hommes, sous le chef de bataillon
rue, devait se porter directement sur la brèche;

[redacted]

Juin 1811.

s'éclairer sur le danger qui les menace, jettent des centaines de pots à feu, et mêlent leurs cris de fureur aux hourras prolongés de nos soldats.

Attaque et prise du fort de l'Olivo.

Pendant ce tumulte, calculé de notre part, les deux colonnes d'assaut s'élancent hors des tranchées, et font soixante ou quatre-vingts pas à découvert sous les feux de l'Olivo. Elles arrivent au bord du fossé taillé dans le roc, s'y précipitent, et tandis que la colonne du commandant Miocque armée de ses échelles court droit à la brèche qui n'était qu'imparfaitement praticable, l'autre, celle du commandant Revel, tourne à gauche afin d'assaillir le fort par la gorge. Dans ce moment achevaient d'entrer douze cents Espagnols, envoyés par la place au secours de l'Olivo, et la porte du fort venait de se refermer sur eux. Le capitaine du génie Papigny, à la tête de 30 sapeurs, attaque la porte à coups de hache. Elle résiste, et il se saisit d'une échelle pour passer par-dessus. Mais il tombe frappé d'une balle, et expire en prononçant le nom de sa mère. Le commandant de la colonne Revel, profitant de ce qu'en cet endroit, qui regarde vers la place, il n'y a pas de fossé, fait appliquer les échelles contre l'escarpement. Les sapeurs et les grenadiers escaladent le mur, sautent dans le fort, et ouvrent la porte à la colonne, qui entre baïonnette baissée. En ce même moment, la colonne Miocque, dirigée contre la brèche, et ne la trouvant pas praticable, se sert de ses échelles. Celles-ci étant trop courtes, le sergent de mineurs Meunier prête ses fortes épaules aux voltigeurs, qui, montant dessus, pénètrent dans le fort et donnent la

n à leurs camarades. Mais ce moyen étant trop et trop meurtrier, une partie de cette même nne cherche une autre voie pour pénétrer. Heu-sement l'officier du génie Vacani a découvert à fait à notre gauche une issue, c'est l'extré-é de l'aqueduc amenant l'eau dans l'Olivo, la-lle n'est fermée que par des palissades. Il les erse avec quelques sapeurs, et procure ce nou-passage à nos soldats impatients d'entrer. Les x colonnes Revel et Miocque, ayant pénétré par diverses issues, fondent sur les Espagnols, qui ndonnent le fort et se retirent dans le réduit. On uit en soutenant contre eux un horrible combat s à corps, soit à la baïonnette, soit à coups de . Les Espagnols, ne voyant presque pas de sa-se défendent avec désespoir, et comme ils sont x fois plus nombreux que nous, et que l'escar-ent du réduit seconde leur résistance, ils nous

[redacted]

Juin 1811.

On trouva dans l'Olivo une cinquantaine de bouches à feu avec beaucoup de cartouches, et sur-le-champ on se mit à l'œuvre pour retourner les défenses du fort contre la place, pour empêcher les Espagnols de le reprendre, et pour rendre utile aux assiégeants une artillerie qui leur était naguère si dommageable. Rassuré sur le résultat du siége par le succès qu'il venait d'obtenir, mais effrayé des pertes que ce succès même faisait présager, le général Suchet voulut profiter de l'effet moral produit sur les deux armées, pour tenter la garnison par des paroles conciliantes, et par la proposition d'une trêve dont le prétexte serait d'enterrer les morts. La garnison, étonnée de notre audace, mais se souciant peu d'avoir perdu deux mille hommes, ne répondit que par des accents de dédain et de colère aux ouvertures du général Suchet, et il fallut se résigner à ne rien obtenir que par la force. La saison rendant la terre dure et difficile à excaver et les exhalaisons dangereuses, on dut brûler les morts au lieu de les enterrer. Malheureusement le nombre en était déjà considérable.

Vaine tentative du général Suchet pour agir sur la garnison au moyen de la douceur.

Maître de l'Olivo, on commença les travaux d'approche devant la ville basse. Les cheminements partaient des bords du Francoli, et s'avançaient de l'ouest à l'est, ayant à gauche l'Olivo qui loin de nous envoyer ses feux les dirigeait contre les Espagnols, et à droite la mer qui exigeait de grandes précautions à cause de la flotte anglaise. On éleva en effet le long du rivage une suite de redoutes, qu'on arma d'une très-grosse artillerie pour tenir les Anglais à distance, et éloigner surtout leurs cha-

Juin 1811.

Ouverture de la tranchée contre l'enceinte de la ville basse.

loupes canonnières. On avait ouvert la tranchée à 130 toises de l'enceinte, qui, en cette partie, formait un saillant propre à l'attaque. Elle présentait de ce côté deux bastions fort rapprochés l'un de l'autre, celui des Chanoines à notre gauche, et celui de Saint-Charles à notre droite. Ce dernier se liait avec le mur du port et le quai d'embarquement. La masse de feux à essuyer n'était donc pas très-inquiétante, car on n'en pouvait recevoir que des deux bastions vers lesquels on cheminait. Il est vrai qu'au-dessus et un peu en arrière de ces bastions se trouvait le fort Royal, ouvrage très-élevé, et qu'à notre droite, le long de la mer, se trouvait aussi un autre petit fort, portant le nom de Francoli parce qu'il était situé à l'embouchure de ce ruisseau. Ce dernier ouvrage se rattachait à la place par une muraille bastionnée. Il fut décidé que tout en continuant les approches contre les deux bastions des Chanoines et de Saint-Charles, on dirigerait une batterie de brèche contre le fort du Francoli pour l'emporter d'assaut.

Attaque et prise du fort du Francoli, situé au bord de la mer.

Vingt-cinq pièces de canon ayant été distribuées entre plusieurs batteries qui tiraient à la fois sur la place et sur le fort du Francoli, celui-ci, malgré un feu très-vif de l'ennemi, fut promptement battu en brèche et accessible à l'audace de nos colonnes d'assaut. Quoiqu'il eût escarpe et contrescarpe en maçonnerie, plus des fossés pleins d'eau, on résolut de l'enlever sur-le-champ, et le respectable Saint-Cyr Nugues, chef d'état-major du général Suchet, conduisant trois petites colonnes d'infanterie, l'assaillit dans la nuit du 7 au 8 juin. Nos fantassins se jetè-

Juin 1811.

rent dans les fossés, ayant de l'eau jusqu'à la poitrine, et gravirent la brèche sous un feu très-vif. Les Espagnols résistèrent d'abord avec leur opiniâtreté ordinaire, mais l'ouvrage ne tenant à la ville que par une communication étroite et longue adossée à la mer, ils craignirent d'être coupés, et s'enfuirent vers la place. On les poursuivit en criant : *En ville! en ville!* dans l'espoir de terminer le siége par un coup de main, mais on dut s'arrêter devant un feu épouvantable et des ouvrages tellement imposants que toute surprise était impossible. Le colonel Saint-Cyr Nugues ramena ses soldats dans le fort du Francoli, se hâta ensuite de s'y établir, de reporter les terres des parapets vers la place afin de se mettre à couvert, et de tourner contre la rade l'artillerie qu'on venait de conquérir.

C'était le deuxième ouvrage emporté d'assaut. Mais il y en avait bien d'autres encore à enlever par le même moyen. Il restait une lunette, dite du Prince, adossée à la mer, et occupant le milieu du mur qui reliait le Francoli à la place. On y fit brèche, et le 16 on la prit à la suite d'un nouvel assaut qui fut long et meurtrier. Dès ce moment il ne restait plus d'obstacle intermédiaire à vaincre pour aborder les deux bastions de Saint-Charles et des Chanoines, qui se présentaient à nous comme la tête du taureau. L'un à droite, celui de Saint-Charles, s'appuyait, avons-nous dit, à la mer, et couvrait le mur du port; l'autre à gauche, couvrait l'angle que la face ouest de l'enceinte formait avec sa face nord. Au-dessus se dressait le fort Royal à quatre bastions. Si les feux de l'ennemi n'embrassaient pas un grand

Commencement des travaux contre l'enceinte de la ville basse.

ce en largeur, ils étaient très-redoutables par hauteur, et cette attaque devait nous coûter coup de monde, soit pour les approches, soit le service des batteries, soit pour l'assaut lui-e, qui ne pouvait manquer de rencontrer une tance énergique, puisque de son succès dépenle sort de la ville basse et du port lui-même.

général Suchet désirait vivement accélérer le, car, outre les pertes quotidiennes, qui en une taine de jours s'élevaient déjà à 2,500 hommes, yait les difficultés se multiplier au dedans et au rs de la place. La flotte anglaise, escortant un ense convoi, avait amené à la garnison 2 mille mes de renfort, des vivres, des munitions, et rave officier, le général Sarfield, chargé de dére la ville basse. Elle avait ensuite débarqué a route de Barcelone la division valencienne, de 6 mille hommes, laquelle devait se joindre

étaient donc prises contre une attaque extérieure et intérieure, et le général Suchet comptait sur la valeur de ses soldats pour résister en même temps à l'ennemi du dedans et du dehors. Mais nos postes, échelonnés sur la route de nos convois, avaient tous les jours des combats acharnés à soutenir contre les détachements de Campo-Verde, et celui-ci se vantait d'avoir reçu de nombreux renforts, et d'être à la veille d'en recevoir de plus considérables encore. Au risque d'affaiblir sa ligne de défense du côté des insurgés de Teruel et de Calatayud commandés par Villa-Campa, le général Suchet résolut d'appeler à lui le général Abbé avec une brigade. Le sort de la contrée dépendant du siége de Tarragone, il fallait tout sacrifier à cet objet essentiel.

Juin 1811.

la frontière de l'Aragon du côté de Teruel et de Calatayud, pour se renforcer devant Tarragone.

Excité par de pareilles raisons, et secondé par un dévouement sans bornes de la part des troupes, le général Suchet ne perdait ni un jour ni une heure. De la première parallèle on avait passé à la seconde, et on avait disposé une suite de batteries qui, embrassant dans leur vaste circuit les bastions des Chanoines et de Saint-Charles, devaient faire brèche à l'un et à l'autre, et au fort Royal lui-même. Le général, par un assaut simultané et énergique, voulait enlever la basse ville et toutes ses défenses. Après ce grand effort, il se flattait d'avoir presque achevé la difficile conquête de Tarragone.

Batteries de brèche dirigées contre les bastions des Chanoines et de Saint-Charles, et contre le fort Royal.

Quarante-quatre pièces de siége mises en batterie entretenaient le feu pendant que l'on continuait le travail des tranchées, et trouvaient du reste une énergique réponse dans l'artillerie de la place, qui de ce côté était au moins double de la nôtre. Aussi nos

lements étaient-ils continuellement renversés,
n voyait nos braves artilleurs, impassibles au
eu du bouleversement de leurs batteries, relever
cesse leurs ouvrages, souvent même tirer à
uvert avec un sang-froid et une précision admi-
es. L'infanterie mettait à les seconder un zèle
e de leur dévouement.

e 18, on termina la troisième parallèle. On des-
it en galerie souterraine dans les fossés des deux
ions, on renversa la contrescarpe, on perfec-
na ensuite les débouchés par lesquels les colon-
d'assaut devaient se répandre dans les fossés, et
s'élancer sur les brèches. On s'occupa même,
oyen de nouvelles batteries, d'élargir les brè-
et d'en abaisser la pente.

e 21 juin au matin, moment où l'on se réjouis-
à Badajoz d'avoir été délivré par les deux maré-
x réunis, une scène épouvantable se préparait

Juin 1811.

Préparatifs de l'assaut contre la ville basse.

Le soir trois brèches furent jugées praticables, l'une au bastion des Chanoines, l'autre au bastion Saint-Charles, la troisième au-dessus des deux premières, au fort Royal. Le général Suchet et les officiers qui l'aidaient de leurs conseils étaient décidés à risquer dans un assaut général le sort du siége, et à succomber, ou à emporter la ville basse, qui une fois prise assurait la conquête de la ville haute. Le général Suchet donna le commandement de l'assaut au général Palombini, de service à la tranchée ce jour-là, et mit sous ses ordres 1500 grenadiers et voltigeurs avec des sapeurs munis d'échelles. Le général Montmarie, soit pour servir de réserve, soit pour résister à une sortie de la place, se tenait un peu à gauche avec le 5e léger et le 116e de ligne. Plus à gauche encore, deux bataillons du 7e de ligne appuyaient le général Montmarie lui-même. Il était convenu que l'Olivo jetterait une masse de projectiles sur les deux villes, et que, vers la face opposée, le général Harispe les menacerait avec toute sa division. De leur côté les Espagnols avaient placé dans la ville basse le général Sarfield avec leurs soldats les meilleurs. Au degré de fureur où l'on était arrivé de part et d'autre, on avait renoncé à la coutume de recourir aux sommations avant de livrer l'assaut.

Assaut donné aux bastions des Chanoines et de Saint-Charles, et conquête de la ville basse après un combat meurtrier.

Le soir à sept heures, le ciel resplendissant encore de lumière, trois colonnes s'élancent à la fois sur les trois brèches. La première, composée d'hommes d'élite des 116e, 117e et 121e, sous les ordres du colonel du génie Bouvier, se porte vers la brèche du bastion des Chanoines, et tâche de l'enlever mal-

es Espagnols, qui lui opposent tantôt des feux
it portant, tantôt leurs baïonnettes. Après une
des plus vives, elle parvient jusqu'au sommet
brèche, repousse les Espagnols, en est repous-
son tour, mais revient à la charge, et se sou-
en combattant avec acharnement. Une centaine
renadiers, lancés contre une lunette située à
e, emportent cet ouvrage, et courent ensuite
le bastion des Chanoines pour soutenir la troupe
olonel Bouvier. Pendant ce temps, une seconde
nne, sous le chef de bataillon polonais Fond-
i, composée d'hommes d'élite pris dans les 1er
léger, et dans le 42e de ligne, après s'être pré-
ée sur le bastion Saint-Charles, y rencontre une
tance opiniâtre. Mais, appuyée par une troi-
e colonne que commande le colonel Bourgeois,
e soutient sur la brèche, et finit par en demeu-
naîtresse. Le chef de bataillon Fondzelski pour-

mément aux instructions qu'elle avait reçues, se réfugie alors dans les maisons, et s'y défend opiniâtrément en attendant qu'on vienne à son secours. Heureusement le colonel Robert du 117e, avec l'aide de camp du général en chef, M. de Rigny, qui amène une réserve des 5e léger, 42e, 115e, 121e de ligne, soutient la colonne Fondzelski, repousse les soldats de Sarfield, passe par les armes ou jette dans la mer une partie d'entre eux, refoule les autres vers les portes de la ville basse, et ne s'arrête que devant la muraille de la ville haute. Quelques-uns de nos soldats s'y font tuer à force d'audace.

Juin 1811.

L'assaut, commencé à sept heures, était fini à huit. Nous avions en notre possession près d'une centaine de bouches à feu, une immense quantité de munitions, peu de prisonniers vivants, mais beaucoup de blessés et de morts, les bastions Saint-Charles et des Chanoines, le fort Royal, toute la basse ville, le port et les batteries qui le fermaient. Sans perdre de temps, on commença à tirer sur l'escadre anglaise, qui mit aussitôt à la voile en nous saluant de ses feux. Après ce rude combat on s'occupa de compter les pertes. Nous avions eu à combattre 5 mille Espagnols. Nous leur avions tué environs 1300 hommes, et nous n'avions pu en prendre que 200, blessés pour la plupart. Ils nous avaient mis 500 hommes hors de combat. On brûla 1400 cadavres tant français qu'espagnols.

Résultat du dernier assaut.

Nous avions déjà livré quatre assauts meurtriers, et ce n'était pas le dernier que devait nous coûter le siége de Tarragone, exemple extraordinaire d'héroïsme dans la défense et dans l'attaque. Il fallait

Danger d'une attaque du dehors contre nos lignes.

lument en finir, car la flotte anglaise ayant re-té une seconde fois du midi au nord les côtes de logne, avait apporté au général Campo-Verde ouveau détachement espagnol, et de plus un s de deux mille Anglais. Il restait encore au s douze mille hommes dans la ville haute avec immense artillerie, et une sortie du dedans, ertée avec une attaque du dehors, pouvait à instant nous surprendre. Le 24, en effet, une de agitation se manifesta dans la garnison, et coureurs de cavalerie se montrèrent dans la di-on de Barcelone. Le général en chef posta le ral Harispe, sur lequel il se reposait volontiers missions les plus difficiles, en avant de Tarra-, sur la route de Barcelone, avec deux divisions ute la cavalerie de l'armée. Il se tint lui-même e la place, où l'on accélérait les travaux d'ap-

[redacted]

Juin 1811.

vivement les travaux afin d'ouvrir promptement la brèche, car on n'espérait pas que cette garnison exaltée, après avoir essuyé quatre assauts, voulût s'épargner le dernier, qui pouvait cependant l'exposer à être passée au fil de l'épée. Un de nos parlementaires s'étant présenté hors de nos tranchées en agitant un mouchoir blanc, n'avait reçu que des injures pour toute réponse. Un rapport de déserteur annonçant une attaque du dehors pour le 29, le général en chef disposa tout pour livrer le dernier assaut le 28 juin au soir. On accéléra la construction de la batterie de brèche, qui fut complétement armée dans la nuit du 27 au 28, les troupes s'attelant avec enthousiasme aux pièces, qu'on avait la plus grande peine à hisser sur ce terrain escarpé. Le 28 juin, qui devait être le dernier jour de ce siége mémorable, on ouvrit le feu dès l'aurore avec une sorte d'anxiété, car il était urgent d'avoir rendu la brèche praticable dans la journée même. Trois cents bons tireurs, postés sur les parties saillantes du terrain, tiraient sur les embrasures de l'ennemi pour démonter son artillerie, et les Espagnols eux-mêmes, se montrant hardiment sur la brèche, tiraient de leur côté sur nos canonniers. Rien ne pouvait ébranler ces derniers. Dès qu'ils tombaient ils étaient remplacés par d'autres, lesquels continuaient avec le même dévouement l'œuvre de démolition destinée à nous ouvrir les murs de Tarragone. Enfin vers le milieu du jour la brèche parut s'élargir à vue d'œil et s'abaisser en quelque sorte sous nos boulets, qui, en accumulant les décombres, rendaient la pente moins rapide.

Ouverture de la brèche dans les murs de la ville haute, et préparatifs de l'assaut décisif.

soldats, venus de tous les points, assistaient ement à ce spectacle, tandis que la garnison es- ole, du haut de ses remparts, nous provoquait les cris et des injures.

rs les cinq heures du soir à peu près, le gé- Suchet voulut livrer l'assaut, afin d'éviter ombat de nuit, si, comme on l'annonçait, nous ions la grande rue de la Rambla, qui coupe versalement la haute ville de Tarragone, barri- e et défendue. Le général Habert, celui qui emporté la ville de Lerida, devait commander aut. Quinze cents hommes en deux détache- s pris parmi les compagnies d'élite des 1er et ger, des 14e, 42e, 114e, 115e, 116e, 117e, 121e gne, et du premier régiment polonais de la le, furent mis sous ses ordres. Une seconde ne à peu près d'égale force, prise dans les nents français et italiens présents au siége, fut

Juin 181

plus hardis combattants parmi les Espagnols, armés de fusils, de piques, de haches, poussant des cris furieux, attendent les assaillants sur le sommet de la brèche. Sur ce terrain mouvant, sous la fusillade à bout portant, sous les coups de piques et de baïonnettes, nos soldats tombent, se relèvent, combattent corps à corps, et tantôt avancent, tantôt reculent sous la double impulsion qui par devant les repousse, par derrière les soutient et les porte en avant. Un moment ils sont près de céder à la fureur patriotique des Espagnols, lorsque, sur un nouveau signal du général en chef, une seconde colonne s'élance, conduite par le général Habert, par le colonel Pepe, par le chef de bataillon Ceroni, et par tous les aides de camp du général Suchet, MM. de Saint-Joseph, de Rigny, d'Aramon, Meyer, Desaix, Ricard, Auvray. A eux s'était joint un sergent italien nommé Bianchini, lequel, pour récompense de ses prodiges de valeur à l'attaque de l'Olivo, avait demandé et obtenu l'honneur de marcher en tête au dernier assaut de Tarragone. Ce renfort imprime une nouvelle et forte impulsion à notre première colonne, la soulève jusqu'au sommet de la brèche, et y parvient avec elle. Le brave Bianchini, après avoir reçu plusieurs coups de feu, avance encore, et tombe. Le jeune d'Aramon est renversé d'une blessure à la cuisse. Enfin on se fait jour à travers la masse des défenseurs, on pénètre dans la ville, et on se jette les uns à droite, les autres à gauche, pour tourner par le chemin de ronde les rues barricadées, notamment celle de la Rambla. Le général en chef fait entrer

ôt la réserve du général Ficatier pour ce se-
combat, qui peut être très-meurtrier et très-
:eux, car la garnison, forte encore de dix à
mille hommes, a résolu de se défendre jusqu'à
rt. Pendant ce temps, le général Montmarie
nce vers la porte du Rosaire avec les 116e et
le ligne, enlève les palissades du chemin cou-
et se jette dans le fossé sous une fusillade
rière. Il veut appliquer les échelles contre la
, mais il la trouve murée et barricadée. Une
à nœuds, suspendue à l'une des embrasures,
vant aux Espagnols pour y monter, est alors
verte par nos voltigeurs qui s'en saisissent,
mpent les uns à la suite des autres, tandis
s deux régiments restés dans le fossé essuient
des murailles. Mais à peine quelques-uns de
ardis voltigeurs ont-ils pénétré de la sorte dans
ce, que les Espagnols se ruent sur eux pour

tuent sans rémission les malheureux qui les avaient ainsi fusillés. Toutefois, trouvant dans cette cathédrale quelques centaines de blessés, ils s'arrêtent et les épargnent. En ce moment huit mille hommes, seul reste vivant de la garnison, sortis par la porte de Barcelone, cherchent à se sauver du côté de la mer. On les pousse sur le général Harispe, qui, leur barrant le chemin, les oblige à livrer leurs armes. A partir de cet instant, la ville haute comme la ville basse, comme le Francoli et l'Olivo, sont en notre pouvoir.

Juin 1811.

Résultats matériels du siége de Tarragone

Tel fut cet horrible assaut, le plus furieux peut-être qu'on eût jamais livré, du moins jusqu'à cette époque. Les brèches étaient couvertes de cadavres français, mais la ville était jonchée en bien plus grand nombre de cadavres espagnols. Un désordre incroyable régnait dans ces rues enflammées, où de temps en temps quelques Espagnols fanatisés se faisaient tuer, pour avoir la satisfaction d'égorger encore quelques Français. Nos soldats cédant à un sentiment commun à toutes les troupes qui ont pris une ville d'assaut, considéraient Tarragone comme leur propriété, et s'étaient répandus dans les maisons, où ils commettaient plus de dégât que de pillage. Mais le général Suchet et ses officiers courant après eux pour leur persuader que c'était là un usage extrême et barbare du droit de la guerre, n'eurent pas de peine à les ramener, surtout depuis que le combat avait cessé, et que la fusillade ne les enivrait plus de fureur. Peu à peu on rétablit l'ordre, on éteignit les flammes, et on put commencer à compter les trophées, ainsi que les pertes. On avait pris plus

0 bouches à feu, une quantité infinie de fusils,
ojectiles, de munitions de toute espèce, une
ine de drapeaux, dix mille prisonniers, et en
gouverneur de Contréras lui-même, que le
al Suchet traita avec les plus grands égards,
ue le dernier assaut eût été un acte de déses-
nutile, qui aurait pu être épargné à l'armée
nole comme à l'armée française. Mais il faut
er le patriotisme, quelque emporté qu'il puisse
Outre les dix mille prisonniers, la garnison
t pas perdu moins de six à sept mille hommes
fer et le feu. Ce dernier assaut surtout avait
s plus meurtriers. Quant à nous, nos pertes ne
ent pas d'être très-considérables. Nous n'avions
moins de 4,300 hommes hors de combat,
mille à douze cents morts, et quinze ou dix-
ents incapables de jamais rentrer dans les
, tant ils étaient mutilés. Nous avions perdu

moment pour accabler les Espagnols par un vaste concours de forces. Malheureusement il n'en était rien, et avec la préoccupation exclusive qui emportait l'esprit de Napoléon vers d'autres desseins, ce grand siége devait avoir pour unique résultat de nous ouvrir le chemin de Valence. Le général Suchet avait ordre de faire sauter Tarragone, car Napoléon, avec raison, voulait réduire à Tortose seule les places occupées dans cette partie de l'Espagne, et ne consentait même à conserver Tortose qu'à cause des bouches de l'Èbre. Mais Suchet ayant reconnu, d'accord avec le général Rogniat, qu'en se bornant à conserver la ville haute on pourrait l'occuper avec un millier d'hommes, fit sauter les ouvrages de la ville basse, laissa dans la ville haute une garnison bien pourvue de munitions et de vivres, tâcha de rassurer et de ramener les habitants, déposa son parc de siége et ses munitions à Tortose, renvoya ses principaux détachements vers les postes d'où il les avait tirés, afin de réprimer les bandes redevenues audacieuses pendant le siége, et, avec une brigade d'infanterie, courut après le marquis de Campo-Verde, pour disperser son corps avant qu'il se fût rembarqué. Quoiqu'il le poursuivît avec une grande activité, il ne put l'atteindre. Il trouva à Villa-Nova un millier de blessés provenant du siége de Tarragone, évacués par mer sur cette place, et formant le complément de la garnison de 18 mille hommes dont 10 mille avaient été pris, et 6 ou 7 mille tués. Il s'achemina ensuite par la route de Barcelone sur les traces du marquis de Campo-Verde. Celui-ci ayant essuyé une espèce de sédition de la part des Valen-

Juillet 1

s, qui voulaient être ramenés chez eux, avait
obligé de s'en séparer, et de les embarquer à
aro sur la flotte anglaise. Le général Suchet,
le général Maurice-Mathieu, qui était sorti de
elone, parvint à Mataro au moment même où
barquement s'achevait. Il s'attacha dès lors à
re Campo-Verde et à prendre le célèbre couvent
Mont-Serrat, que ses troupes enlevèrent peu après
une incroyable audace. Il rendit ainsi tous les
ices qu'il put à l'armée de Catalogne, toujours
rbée par le blocus de Figuères et par le ravi-
ement périodique de Barcelone, puis rentra à
gosse pour mettre ordre aux affaires de son gou-
nement. Il y trouva le bâton de maréchal, juste
de ses services; car si les mémorables siéges
'Aragon et de la Catalogne, les plus beaux qu'on
exécutés depuis Vauban, étaient dus en grande
ie aux officiers du génie et aux braves soldats de

avait par son séjour forcé à Llerena laissé tant d'affaires en souffrance, qu'il avait été obligé d'employer activement ces mois ordinairement consacrés au repos. Deux divisions espagnoles qui sous le général Blake avaient contribué à la bataille d'Albuera, s'étaient détachées de lord Wellington pour aller inquiéter Séville. Mais au lieu de marcher directement à ce but, qui valait la peine d'une telle diversion, elles s'étaient rendues dans le comté de Niebla, vers l'embouchure de la Guadiana. Le maréchal Soult les avait fait suivre par une de ses divisions, et avec le reste s'était rendu à Séville, pour donner aux affaires de son gouvernement les soins qu'elles réclamaient. Il avait trouvé les insurgés des montagnes de Ronda toujours fort actifs, occupés à mettre le siége devant la ville même de Ronda, et ceux de Murcie, après avoir forcé le 4e corps à se renfermer dans Grenade, osant se porter jusqu'à Baeza et Jaen, tout près des défilés de la Caroline, dans une position où ils pouvaient intercepter les communications de l'Andalousie avec Madrid. Il fallait donc marcher à la fois sur Ronda, sur Jaen, Baeza et Grenade, pour réprimer l'audace de ces divers rassemblements. Le maréchal Soult, profitant du départ du maréchal Victor et du général Sébastiani, avait supprimé l'organisation en corps d'armée, mauvaise partout où Napoléon n'était pas, avait persisté à ne laisser qu'une douzaine de mille hommes devant Cadix, les artilleurs et les marins compris, puis rappelant le détachement qui avait été envoyé dans le comté de Niebla, et dont la présence avait suffi pour obliger les deux divisions du général Blake à se rem-

Juillet 1811.

Malgré cette inaction, l'audace des insurgés de l'Andalousie oblige le maréchal Soult à marcher contre eux.

Marche du maréchal Soult sur Grenade et Murcie.

…ner, s'était dirigé avec ce qu'il avait pu réunir …oupes vers le royaume de Grenade.

… s'était fait précéder par le général Godinot, …nt avec lui un détachement qui comprenait … beaux régiments d'infanterie, les 12ᵉ léger, …t 58ᵉ de ligne, et le 27ᵉ de dragons. Ce déta…ent devait chasser les insurgés de Jaen et de …a, pendant que le corps principal se porterait …tement sur Grenade. Les insurgés, quoique …breux, ne tinrent pas plus cette fois qu'ils ne …ent ordinairement en rase campagne, et aban…èrent successivement Jaen et Baeza pour re…ner dans le royaume de Murcie. Le maréchal … dans Grenade, y rallia une partie du 4ᵉ corps, … 8 août quitta cette ville pour continuer son …vement. Les insurgés de Murcie s'étaient dans …intervalle réunis aux généraux Blake et Bal…ros, qui étaient venus sur les vaisseaux an-

Août 1811.

du général Latour-Maubourg prit ou sabra en très-grand nombre. La prompte et entière dispersion de ce corps donnait la garantie, non pas de ne plus le revoir, mais de ne pas l'avoir sur les bras pendant quelques mois. Le maréchal Soult, après avoir rétabli à Grenade une partie des troupes de l'ancien 4e corps, et envoyé des renforts à Ronda, sous le général Leval, rentra dans Séville, pour s'y occuper enfin du siége de Cadix, et du matériel qui manquait encore pour l'exécution de ce siége.

Retour du maréchal Soult à Séville, et entrée de ses troupes en quartiers d'été.

Tout le reste du mois d'août se passa dans une inaction presque complète, le maréchal Soult faisant un peu reposer ses troupes, qui de 80 mille hommes se trouvaient réduites par les fatigues et le feu à 40 mille au plus, et disputant à Joseph divers détachements que l'armée du centre réclamait de l'armée d'Andalousie; le maréchal Marmont campant toujours sur le Tage vers Almaraz, et se querellant aussi avec Joseph pour les fourrages de son armée, qu'il prétendait porter jusqu'à Tolède; Joseph ne cessant de crier misère, demandant qu'à défaut du quart des contributions dû par les généraux, et constamment refusé, Napoléon lui envoyât un million de plus par mois, et pour toute consolation ayant obtenu que son ami le maréchal Jourdan lui fût rendu comme chef d'état-major; le maréchal Suchet, maître chez lui, et n'ayant à disputer avec personne, préparant en silence l'expédition de Valence, que Napoléon lui avait ordonnée comme la suite nécessaire de la conquête de Tarragone; enfin le général Baraguey-d'Hilliers, chargé spécialement du blocus de Figuères, refoulant dans cette forte-

Complète inaction pendant le mois d'août.

les Espagnols qui cherchaient à s'en échapper, bligeant à se rendre prisonniers de guerre, et pier ainsi la surprise de cette place frontière.

urant ces mois d'inaction, lord Wellington ar- t ses projets pour la reprise des opérations en embre, et ses projets n'étaient pas moins que la uête de Ciudad-Rodrigo et de Badajoz. En effet, is qu'il avait réussi à délivrer le Portugal de la ence des Français, il n'avait pas mieux à faire de prendre ou la place de Ciudad-Rodrigo ou de Badajoz, et toutes les deux s'il pouvait, elles étaient les clefs de l'Espagne, l'une au nord, re au midi. Maître de ces places, il empêchait Français d'envahir le Beïra ou l'Alentejo, et il était facile à la première occasion d'envahir la ille ou l'Andalousie. Les prendre était donc le en de fermer sa porte, et de tenir toujours ou- e celle d'autrui. Il avait un second motif d'en

pas au delà, qu'on soutenait dans la Péninsule une guerre ruineuse, sans résultat probable, sans résultat qui valût la terrible chance à laquelle on demeurait constamment exposé, celle d'être un jour jeté à la mer par les Français. Il ne fallait pas une longue inaction, une longue privation de nouvelles significatives, pour ramener à cette manière de penser grand nombre de gens sages qui l'avaient sincèrement partagée; il ne fallait pas surtout beaucoup d'événements comme la dernière levée du siége de Badajoz. Lord Wellington était donc par une infinité de raisons, les unes militaires, les autres politiques, obligé de se signaler par quelque acte nouveau, et dès lors de prendre ou Badajoz ou Ciudad-Rodrigo, deux obstacles qui lui rendaient impossible toute opération ultérieure de quelque importance. Août 1

Mais ce n'était pas une tâche facile, car s'il se portait devant Badajoz, il était à présumer qu'il y trouverait encore le maréchal Soult et le maréchal Marmont réunis; s'il se portait devant Ciudad-Rodrigo, il devait y trouver le maréchal Marmont renforcé de tout ce qu'on aurait pu rassembler des armées du centre et du nord. Dans les deux cas, il courait le risque de rencontrer des forces trop considérables pour oser exécuter un grand siége devant elles, car, suivant son usage, il ne voulait combattre qu'à coup sûr, c'est-à-dire dans des positions défensives presque invincibles, et avec une supériorité numérique qui, s'ajoutant au bon choix des lieux, rendît le résultat aussi certain qu'il peut l'être à la guerre. Toutefois, s'il était condamné à rencontrer soit au midi, soit au nord, des concentrations de forces supérieures à

Diffici et avan de la p de l Wellin

née dont il disposait, lord Wellington avait aussi
on côté d'incontestables avantages. La route
s'était créée en dedans des frontières du Por-
l, du nord au midi, route qu'il avait déjà par-
ue tant de fois, et qui descendait de Guarda
Espinhal, d'Espinhal sur Abrantès, d'Abrantès
Elvas (voir la carte n° 53), avait été frayée avec
, jalonnée de nombreux magasins, et pourvue
onts sur le Mondego et sur le Tage. Il s'y fai-
suivre de six mille mulets espagnols chargés
ivres; il y commandait seul, ne dépendait de
onne, était obéi dès qu'il donnait un ordre, et
le donner à propos avait l'immense avantage,
uel il attribuait lui-même une partie de ses suc-
d'être exactement informé par les Espagnols
ous les mouvements de ses adversaires. Les gé-
ux français, au contraire, étaient indépendants
ns des autres, placés à de grandes distances,

seul point, à négliger ainsi la plupart des autres, et à préparer dans cette prévision de vastes magasins à Salamanque; ou bien que l'armée du centre, qui avait à peine de quoi garder Tolède, Madrid, Guadalaxara, négligeât l'un de ces postes si importants pour le salut d'un poste qui ne lui était pas confié, et qu'enfin ces divers généraux marchassent sans jalousie les uns des autres sur Ciudad-Rodrigo. Et voulussent-ils tout cela, le pussent-ils, il fallait qu'ils connussent à temps les mouvements de l'ennemi qui motiveraient ces concentrations de forces. Napoléon leur avait bien recommandé de se secourir réciproquement, mais ne pouvant prévoir les cas, il ne le leur avait prescrit que d'une manière générale, et on a déjà vu comment ils exécutaient même les ordres les plus précis, donnés pour un cas déterminé et urgent. Il n'était donc pas impossible à lord Wellington, en conduisant ses préparatifs avec secret, et en dérobant adroitement ses mouvements, de trouver vingt-cinq ou trente jours pour entreprendre un grand siége, et pour l'achever avant que les Français fussent arrivés au secours de la place assiégée. C'était sur cette chance que lord Wellington fondait ses plans d'opérations pour l'automne de 1811, et pour l'hiver de 1811 à 1812.

Août 18

Dans le moment, ses soldats étant un peu rebutés par la résistance de Badajoz, il voulut changer le but offert à leurs efforts, et songea par ce motif à se porter sur Ciudad-Rodrigo. Il avait fait d'ailleurs la remarque fort judicieuse que le maréchal Marmont, en remontant de Naval-Moral à Salamanque pour secourir Ciudad-Rodrigo, avait moins de chances d'être

Motifs de lor Welling pour dir d'abord vues sur dad-Rod

é par des forces suffisantes qu'en descendant en
émadure pour secourir Badajoz, car dans ce
nier cas il était toujours assuré d'y trouver le
échal Soult, disposant de beaucoup plus de
ens que le maréchal Bessières en Castille, et
nt à défendre Badajoz un intérêt personnel de
nier ordre. Il valait donc mieux tenter une entre-
e sur Ciudad-Rodrigo que sur Badajoz : seule-
t il existait de ce côté une difficulté, c'était de
oir pas un parc de siége, et pas de lieu fermé
r le mettre à l'abri, ce qui faisait que lord Wel-
ton ne se consolait pas d'avoir vu Alméida dé-
sous ses yeux par les Français. Au contraire,
r l'attaque de Badajoz il possédait deux vastes
asins fermés, Abrantès d'abord, où la marine
laise avait transporté par eau un immense maté-
, et puis Elvas, où l'on se rendait d'Abrantès

Sept. 1811.

Marmont se doutant des projets de lord Wellington, et sachant que Ciudad-Rodrigo manque de vivres, concerte une opération avec le général Dorsenne pour ravitailler cette place.

tembre, le maréchal Marmont, mieux informé cette fois que nous ne l'étions ordinairement des mouvements de l'ennemi, avait appris le déplacement de l'armée anglaise, et reçu du général Reynaud, commandant de Ciudad-Rodrigo, l'avis que la place allait être réduite aux dernières extrémités, que la garnison, déjà mise à la demi-ration, n'aurait de la viande que jusqu'au 15 septembre, du pain que jusqu'au 25, et que, passé ce terme, elle serait contrainte de se rendre. Après un avis pareil, il n'y avait pas de temps à perdre. Le soin de ravitailler Ciudad-Rodrigo regardait à cette époque l'armée de Portugal. Le maréchal Marmont se concerta avec le général Dorsenne, qui venait de remplacer le duc d'Istrie rappelé à Paris, et il fut convenu que ce général préparerait un fort convoi de vivres aux environs de Salamanque, qu'il s'y porterait avec une partie de ses troupes, que de son côté le maréchal Marmont quitterait les bords du Tage, repasserait le Guadarrama par le col de Baños ou de Péralès, et descendrait sur Salamanque, pour concourir au ravitaillement de Ciudad-Rodrigo, au risque de tout ce qui pourrait en arriver.

Ces conventions, très-bien entendues, furent exactement observées. Le maréchal Marmont concentra ses divisions, et leur fit franchir successivement le Guadarrama. Il eût voulu les amener toutes six vers Ciudad-Rodrigo, ce qui lui aurait procuré plus de 30 mille hommes, son corps ayant rallié une partie de ses malades et de ses blessés. Mais il aurait fallu pour cela que Joseph lui envoyât une division de l'armée du centre, afin de garder l'établissement

rmée de Portugal entre le Tiétar et le Tage, que ce prince n'aurait pu faire qu'en se gê- beaucoup, et en découvrant la capitale du côté uadalaxara ou de la Manche. Joseph ne l'osant le maréchal Marmont fut obligé de laisser sur ge, à la garde de ses ponts et de ses dépôts, livision tout entière, et il choisit pour lui con- e soin celle qui avait été mise sur la route de illo en observation vers l'Estrémadure. Il passa uadarrama avec les cinq autres, et fut rendu le commencement de septembre aux environs alamanque avec 26 mille combattants. De son le général Dorsenne se porta sur Astorga avec nille hommes d'excellentes troupes, comprenant une garde et l'une des divisions de la réserve mment entrée dans la Péninsule. La cavalerie out était superbe. Il rencontra chemin faisant nombre à peu près égal d'insurgés galiciens

[redacted]

Sept. 1811.

ladies, nullement préparée à une bataille, dispersée dans des cantonnements éloignés, au point que la division légère Crawfurd se trouvait en avant de l'Agueda occupée au blocus de Ciudad, tandis que le gros de l'armée était fort au delà de cette rivière. L'effectif total de lord Wellington ne comprenait d'ailleurs que 25 mille hommes de troupes anglaises; le reste se composait de Portugais.

Les généraux français qui avaient une supériorité marquée sur l'armée anglaise, ne marchent pas de manière à pouvoir profiter de leurs avantages.

Les généraux français, s'ils avaient mis quelque soin à se renseigner, auraient dû connaître ces faits et en profiter pour frapper sur le général anglais un coup décisif, que sa bonne fortune autant que sa prudence lui avait fait éviter jusqu'ici. Informés ou non, ils auraient dû penser qu'ils pouvaient à chaque instant rencontrer l'armée anglaise elle-même, réunie ou dispersée, et que dans un cas il fallait être prêt à la recevoir, et dans l'autre à l'accabler.

Par conséquent leur devoir était de marcher comme si à chaque instant ils avaient été exposés à combattre. Mais ils n'en firent rien, et ils ne se mirent pas même d'accord sur la résolution de livrer bataille, si la nécessité ou seulement la convenance s'en présentait. Il fut uniquement convenu que le général Dorsenne, se dirigeant par la droite sur Ciudad-Rodrigo, y introduirait le convoi, et que le maréchal Marmont, s'avançant par la gauche avec sa cavalerie, exécuterait sur Fuente Guinaldo et Espeja une forte reconnaissance. L'infanterie de l'armée de Portugal n'étant pas encore arrivée, le général Dorsenne prêta au maréchal Marmont la division Thiébault pour qu'il pût en disposer au besoin. On marcha donc avant que toute l'armée fût

ie et en état de recevoir l'ennemi s'il venait à itre. Il était peu probable, à la vérité, que les lais voulussent combattre, car dans ce moment position en avant de l'Agueda n'était pas bonne; quelle que fût leur position actuelle, il ne fal- pas s'approcher autant d'eux sans être soi-même mesure de profiter des bonnes chances, ou de r aux mauvaises.

n marcha sur Ciudad-Rodrigo dans cette espèce lécousu, et le 23 septembre on eut la satis- on d'y introduire sans coup férir un gros con- de vivres. Ce but atteint, les deux généraux çais avaient sans doute rempli leur principale ion, mais ils étaient tentés de savoir ce qu'il en de l'armée anglaise, et le maréchal Marmont, ortant sur la gauche, résolut d'exécuter la re- aissance projetée. S'avançant avec sa cavale- que le brave Montbrun commandait encore, il

[redacted]

Sept. 1811.

lui enleva quatre pièces de canon, mais ne les garda point, car, n'ayant pas un seul bataillon, il ne put résister lorsque cette infanterie ralliée revint sur lui. Le maréchal Marmont, présent à cette action, demandait à grands cris la division Thiébault qui lui avait été destinée; mais le général Dorsenne, personnage de caractère difficile et fort préoccupé de lui-même, quoique du reste officier très-brave, par mauvaise volonté, ou faute de temps, ne fit arriver cette division que lorsqu'elle ne pouvait plus être utile. En effet, quand elle parut, les deux brigades anglaises, ralliées et réunies, étaient déjà hors d'atteinte.

Le lendemain toute l'infanterie de l'armée se trouvait en ligne, mais les Anglais étaient en pleine retraite, et avaient assez d'avance pour qu'il ne fût plus possible de les rejoindre, du moins en une seule marche. Il devint évident que, si on les eût abordés la veille en ordre convenable, on aurait eu chance de les écraser. Les suivre, les atteindre, les battre, eût encore été praticable, si on avait eu pour trois ou quatre jours de vivres sur le dos des soldats. On ne les avait pas. Il fallut donc rebrousser chemin avec l'unique satisfaction d'avoir ravitaillé Ciudad-Rodrigo, et le regret amer d'avoir laissé échapper l'armée anglaise dans un moment où l'on aurait pu l'accabler. L'irréflexion chez le principal de nos deux généraux, le défaut de concours chez l'autre, procurèrent ainsi à l'heureux Wellington une bonne fortune de plus, le sauvèrent d'un immense péril, et nous privèrent de l'occasion de détruire un mortel ennemi, occasion qui s'était en vain présentée plus

Le résultat de la concentration des deux armées françaises se réduit au ravitaillement de Ciudad-Rodrigo.

e fois. C'était une nouvelle preuve après mille
es des inconvénients attachés au défaut d'unité
le commandement, et de l'impossibilité de
léer à cette unité par l'autorité de Napoléon
cée à la distance de Paris à Madrid.

apoléon, comme on l'a vu, persistant à penser
la réserve, récemment préparée, pourrait suf-
aux besoins de la guerre d'Espagne, moyen-
qu'on employât bien l'automne et l'hiver,
s quoi il lui serait possible de retirer au prin-
s la garde impériale, voulait que les opéra-
importantes commençassent en septembre. La
ière de ces opérations était à ses yeux d'occu-
Valence, et c'est parce que la conquête de Tar-
ne était l'acheminement vers celle de Valence,
avait accueilli avec tant de plaisir, et récom-
é avec tant d'éclat, le dernier exploit du maré-
Suchet. Il prescrivit donc à ce maréchal d'être

[redacted]

Sept. 1811.

des détachés, on pourrait pénétrer avec 70 mille hommes dans l'Alentejo, pendant que l'armée du nord, renforcée de deux divisions de la réserve, descendrait de son côté sur le Tage par la route qu'avait suivie Masséna, et irait faire sa jonction avec ces 70 mille hommes. Napoléon ne désespérait pas de pousser alors très-vivement les Anglais, et de les conduire bien près du précipice qu'ils avaient derrière eux en s'obstinant à rester à Lisbonne. Il espérait même, tout en prétendant à de si vastes résultats, pouvoir retirer sa jeune garde, à condition toutefois de la remplacer au moyen des quatrièmes bataillons de Drouet, reconduits à Bayonne, et remplis là des conscrits de 1811 et 1812, ce qui devait compenser, du moins sous le rapport du nombre, le départ des régiments de la garde. On va juger par le résultat si ce grand génie pouvait lui-même, tout grand qu'il était, se passer de voir les choses de près pour les apprécier sainement.

Préparatifs de l'expédition de Valence par le maréchal Suchet.

Le maréchal Suchet n'avait pas pour la conquête de Valence moins de penchant que Napoléon. Mais des 40 mille hommes valides qu'il possédait, sur 60 mille d'effectif nominal, il avait perdu 4 à 5 mille hommes, tant au siége de Tarragone que dans les opérations subséquentes, et des 35 mille restants il lui fallait en détacher 12 ou 13 mille au moins pour garder l'Aragon et la basse Catalogne. Il ne pouvait donc marcher qu'avec 22 ou 23 mille hommes, et c'était bien peu pour faire la conquête de Valence. Il s'était avancé déjà une première fois jusqu'aux portes de cette grande cité, et il avait pu juger des difficultés de l'entreprise, car il fallait enlever che-

faisant Peniscola, Oropesa, Sagonte, puis oc-
r de vive force Valence elle-même, Valence
ndue par toute l'armée des Valenciens, par celle
insurgés de Murcie, et même par l'armée de
e, qui se composait des deux divisions Zayas
ardizabal, amenées des bords de l'Albuera à
ade le mois précédent. Toutefois, quelles que
nt les difficultés, le maréchal Suchet prit son
, laissa une division entre Lerida, Tarragone et
ose, aux ordres du général Frère, pour garder
sse Catalogne, une autre sur l'Èbre aux ordres
énéral Musnier pour garder l'Aragon, et marcha
22 mille hommes sur Valence. Suivant sa cou-
, il apporta la plus active sollicitude à organi-
ur ses derrières le service des vivres et des mu-
ns de guerre. Tortose, aux bouches de l'Èbre,
ncore son grand dépôt. Il y avait rassemblé,
s réparation, le parc de siége qui avait servi à

Sept. 1811.

grande route de Tortose à Valence. La division italienne Palombini prit à droite par les montagnes de Morella à San Mateo, la division française Harispe plus à droite encore, à travers les montagnes de Teruel. Elles devaient, après avoir balayé ces diverses routes, opérer leur jonction en avant de Murviedro, à l'entrée de la belle plaine qui porte le nom de Huerta de Valence.

L'armée d'Aragon évite les forts de Peniscola et d'Oropesa.

L'armée ne rencontra d'obstacle sérieux nulle part, et chassa devant elle tous les coureurs qui infestaient le pays. La colonne principale, suivant la grande route de Tortose, avait seule des difficultés à vaincre, c'étaient les forts de Peniscola et d'Oropesa, commandant à la fois le bord de la mer et la chaussée. Quant au fort de Peniscola, comme il formait saillie sur la mer, et se trouvait à quelque distance de la route, on se borna à rejeter dans son enceinte la garnison qui avait essayé d'en sortir, et on passa outre, en laissant un détachement pour occuper le passage. Il n'en pouvait être de même devant Oropesa, qui battait à la fois la rade et le chemin. Afin de l'éviter on fit un détour de deux à trois lieues, qui était difficile pour l'artillerie de campagne, et absolument impossible pour l'artillerie de siége. Mais comme on avait laissé cette dernière à Tortose, avec le projet de la faire venir lorsqu'on serait en possession de la plaine de Valence, on résolut de continuer la marche, sauf à renvoyer ensuite quelques bataillons sur Oropesa, afin d'ouvrir la grande route au parc de siége.

Arrivée dans la plaine de Valence.

Le 20 septembre, les trois colonnes se trouvèrent réunies aux environs de Castellon de la Plana. Le 21

rencontrèrent quelques centaines d'Espagnols
assage du Minjarès, torrent qui descend des
tagnes à la mer. Les dragons les dispersèrent,
22 on arriva à l'entrée de cette magnifique
e demi-circulaire de Valence, dont le pourtour
rmé par de belles montagnes, dont le milieu,
rsé de nombreux canaux, semé de palmiers,
viers, d'orangers, est couvert de riches cultu-
et dont le diamètre est formé par une mer étin-
nte, au bord de laquelle Valence s'élève avec ses
breux clochers. En y entrant par le nord (l'ar-
, en effet, descendait du nord au midi), le pre-
obstacle qui s'offrait était la ville de Murviedro,
ouverte, mais bâtie au pied du rocher où jadis
tait l'antique Sagonte, et où restait une for-
sse, composée d'un mélange de constructions
aines, arabes, espagnoles. Trois mille hommes
des vivres et des munitions occupaient cette

[redacted]

Sept. 1811.

on ne pouvait guère l'y aller chercher, car il était presque inaccessible.

Difficultés que présente le site de Sagonte.

Après examen attentif de cette forteresse, si incommode pour l'armée, on reconnut qu'elle était inabordable de tous les côtés, un seul excepté, celui de l'ouest, par où elle se rattachait aux montagnes qui forment l'enceinte de la plaine de Valence. De ce côté, une pente assez douce conduisait aux premiers ouvrages. Ces ouvrages consistaient en une tour haute et solide, qui barrait le rocher étroit et allongé sur lequel la forteresse était construite, et qui se reliait par de fortes murailles aux autres tours composant l'enceinte. S'avancer par des approches régulières sur ce terrain entièrement nu, consistant en un roc très-dur, où l'on ne pouvait se couvrir que par des sacs à terre, et où l'on devait avoir la plus grande peine à hisser la grosse artillerie, parut trop long et trop meurtrier. On avait une extrême confiance dans les troupes qui avaient livré tant d'assauts extraordinaires, et on résolut de brusquer l'attaque au moyen de l'escalade. Le 28 septembre, au milieu de la nuit, deux colonnes de trois cents hommes d'élite, armées d'échelles, soutenues par des réserves, s'approchèrent de la forteresse en choisissant le côté qui semblait le plus facile à escalader. Par une rencontre singulière, la garnison avait fait choix de cette même nuit pour exécuter une sortie. On la repoussa vigoureusement, mais elle était en éveil, et ce n'était plus le cas d'essayer de la surprendre. Malheureusement les colonnes d'assaut étaient en mouvement, remplies d'une ardeur difficile à contenir, et au milieu de la confusion

Inutile et meurtrière tentative pour enlever Sagonte par escalade.

ne sortie repoussée, il fut impossible de leur faire
venir un contre-ordre. La première planta ses
elles et tenta audacieusement de s'élever jusqu'au
nmet des murs. Mais les échelles n'atteignaient
à la hauteur nécessaire; le nombre n'en était
assez grand, et de plus la tentative était connue
l'ennemi, de façon qu'au point où chaque échelle
utissait, il y avait des hommes furieux, tirant à
t portant, et renversant à coups de pique ou de
he les assaillants assez hardis pour essayer de
chir les murs. L'escalade fut donc impossible.
seconde colonne s'étant obstinée à renouveler
taque, fut repoussée de même, et cette tentative
ardeuse, imaginée pour économiser le temps et
ang, nous coûta environ trois cents hommes,
rts ou blessés, sans aucun résultat utile.

ort affligé de cet échec, le maréchal Suchet se
dès lors contraint de revenir aux voies ordinai-

[redacted]

Octob. 1811.

Oropesa, et au convoi de la grosse artillerie de s'y acheminer de Tortose. Les premières pièces arrivées devaient être employées à ouvrir la route en renversant les murs d'Oropesa. Les Napolitains, dirigés par des soldats du génie français, commencèrent les travaux d'approche, et les conduisirent avec beaucoup d'ardeur et d'intrépidité. Le 9 octobre, ils purent établir la batterie de brèche, l'armer avec quelques grosses pièces, et se frayer une entrée dans la principale tour d'Oropesa. La petite garnison qui la défendait ne voulut point braver les chances de l'assaut, et se rendit le 10 octobre. On y trouva quelques munitions, on y établit un poste, et on put amener sans obstacle jusqu'au camp, sous Murviedro, le parc de la grosse artillerie.

Difficulté des approches devant Sagonte.

Les généraux Valée et Rogniat, revenus à l'armée, de laquelle ils s'étaient un moment éloignés par congé, arrêtèrent le plan d'attaque contre la forteresse de Sagonte. Ils décidèrent qu'on attaquerait par l'ouest, c'est-à-dire par les pentes qui rattachaient le rocher de Sagonte aux montagnes. Il fallait creuser la tranchée dans un terrain très-dur, souvent dans le roc nu, en y employant la mine, et cheminer vers un groupe de murailles et de tours élevées, qui avaient un tel commandement, que de leur sommet on plongeait dans nos tranchées, et on nous mettait hors de combat trente à quarante hommes par jour. De plus, il fallait tout porter à cette hauteur, jusqu'aux déblais qui remplissaient nos sacs à terre, ce qui nous empêchait de donner à nos épaulements l'épaisseur désirable, autre inconvénient grave, car ils ne présentaient qu'un abri fort

ffisant. Pendant qu'on se livrait à ces pénibles
aux, les chefs de bandes qui infestaient les mon-
es de Teruel, de Calatayud, de Cuenca, situées
e la province d'Aragon et celle de Valence,
ent devenus plus actifs que jamais, attaquaient
postes, enlevaient nos troupeaux, et on ne pou-
plus différer d'envoyer des colonnes sur les
ières pour réprimer leur audace.

mpatiente de triompher du fâcheux obstacle qui
rêtait, l'armée voulait qu'on lui permît l'assaut
qu'il serait possible. On ne demandait pas mieux,
s l'établissement des batteries sous le feu conti-
l des Espagnols avait coûté des peines infinies et
pertes sensibles, et on ne put battre en brèche
le 17 octobre. Notre artillerie, habilement diri-
, détruisit les premiers revêtements. Mais dans
aisseur des murailles se trouvaient d'anciennes
onneries dures comme le roc, et au-dessus les

Octob. 1811.

sous le feu le plus violent. Malgré l'audace des assaillants, la brèche était si escarpée, la fusillade si vive, que les soldats qui essayèrent de gravir ces décombres furent abattus, et qu'il fallut y renoncer après une nouvelle perte de 200 hommes morts ou blessés. Ainsi cette malencontreuse citadelle de Sagonte, en tenant compte de la première escalade manquée et des pertes essuyées pendant les travaux, nous avait déjà coûté 7 à 800 hommes, sans aucun résultat. L'armée valencienne, assistant du milieu de la plaine à ce spectacle, sentait sa confiance dans ses propres murailles augmenter d'heure en heure, et après avoir vu échouer les efforts du maréchal Moncey contre Valence en 1808, ceux du général Suchet en 1810, se flattait qu'il en serait de même de cette nouvelle tentative.

Nouvel insuccès de l'assaut tenté contre Sagonte.

Le maréchal Suchet voudrait sortir d'embarras par une bataille livrée à l'armée valencienne.

C'était sur cette armée, si remplie de contentement, que le maréchal Suchet songeait à faire tomber sa vengeance; c'était en allant la battre à outrance qu'il espérait réparer les échecs que venait de lui faire éprouver la garnison si obstinée de Sagonte. Il se disait en effet que s'il parvenait à vaincre l'armée valencienne en rase campagne, il découragerait la garnison de Sagonte, et peut-être même prendrait Sagonte et Valence à la fois, par la seule puissance des effets moraux. Mais il n'aurait pas voulu pour rencontrer l'armée ennemie s'éloigner trop de Sagonte, et s'approcher trop de Valence, et il tâchait de découvrir un terrain où il pourrait la joindre, lorsque le général Blake vint lui-même lui offrir l'occasion qu'il cherchait à faire naître.

La garnison de Sagonte, si elle nous avait causé

pertes, en avait éprouvé aussi; elle était au terme
es forces morales, désirait vivement qu'on la
urût, et le demandait en communiquant par des
aux avec les vaisseaux qui croisaient le long du
ge. Le général Blake n'avait pas moins de 30
e hommes à mettre en ligne, parmi lesquels figu-
nt les deux divisions Zayas et Lardizabal, les
lleures de l'Espagne. Il avait été rejoint en outre
les Murciens sous le général Mahy, et par le
e partisan Villa-Campo.

s'avança donc au milieu de la plaine, s'éloignant
Valence et s'approchant de Sagonte avec l'atti-
d'un général disposé à livrer bataille. Le maré-
Suchet en conçut une vive joie, et fit aussitôt
préparatifs de combat. Les deux armées se trou-
nt en présence le 25 octobre au matin.

e général Blake rangea à sa droite, au delà d'un
n dit du Picador, et le long de la mer, la divi-

[redacted]

rachetaient amplement par leur valeur l'infériorité de leur nombre. Vers sa gauche et vers la mer, il plaça la division Habert en face de la division Zayas; vers le centre il opposa la division Harispe, la division italienne Palombini, le 4ᵉ de hussards, le 13ᵉ de cuirassiers, le 24ᵉ de dragons à la division Lardizabal; vers sa droite enfin, au débouché des montagnes, il chargea les brigades Robert et Chlopiski, les dragons italiens Napoléon de tenir tête aux troupes de Miranda, de Villa-Campa et de Mahy, qui menaçaient de nous couper de la route de Tortose, notre seule ligne de retraite. Nos compagnies du génie, avec l'infanterie napolitaine, devaient continuer de battre les tours de Sagonte pendant la bataille. Octob. 1811.

Dès la pointe du jour, en effet, les troupes employées au siége commencèrent leur canonnade, pendant que l'armée du général Blake, s'ébranlant sur toute la ligne, marchait au-devant de la nôtre. Le maréchal Suchet parcourait en ce moment le champ de bataille avec un escadron du 4ᵉ de hussards, lorsqu'il aperçut au centre les Espagnols de Lardizabal s'avançant avec ordre et assurance sur un mamelon qui pouvait servir d'appui à toute notre ligne. A cette vue il prescrivit à la division Harispe de s'y porter en toute hâte, et comme les Espagnols avaient de l'avance sur nous, il lança contre eux ses hussards pour ralentir leur mouvement. Les hussards, quoique chargeant avec ardeur, furent ramenés par les Espagnols, qui montèrent bravement sur le mamelon et s'y établirent. Le général Harispe, arrivant quand le mamelon était déjà

Engagement violent dès la pointe du jour.

Mamelon vivement disputé au centre de la ligne.

[redacted]

battre en retraite. Non-seulement on reprit l'artillerie française, mais on enleva une partie de l'artillerie espagnole, et on ramassa beaucoup de prisonniers, notamment le général Caro lui-même.

Bientôt les deux ailes de l'armée, retenues d'abord, puis reportées en avant par le maréchal Suchet, qui venait d'être blessé à l'épaule sans quitter le champ de bataille, se trouvèrent en ligne avec le centre. Le général Habert opposé à la division Zayas la poussa du premier choc sur le village de Pouzol, la rejeta ensuite sur les hauteurs de Puig, qu'il emporta à la baïonnette; tandis que le colonel Delort, liant la gauche avec le centre, chargeait à la tête du 24e de dragons les restes de l'infanterie de Lardizabal. A droite les généraux Robert et Chlopiski repoussèrent les troupes de Mahy, que les dragons italiens de Napoléon achevèrent de mettre en déroute par une charge vigoureuse.

Heureux résultat de la victoire de Sagonte.

Culbutés ainsi sur tous les points, les Espagnols se retirèrent en désordre, laissant dans nos mains douze bouches à feu, 4,700 prisonniers, un millier de morts et quatre drapeaux. Cette lutte, plus vive que ne l'étaient ordinairement les combats en rase campagne contre les Espagnols, nous avait coûté environ 700 hommes, morts ou blessés. Le plus important résultat, c'était d'avoir abattu le moral de l'armée valencienne, d'avoir découragé la garnison de Sagonte, et détruit l'orgueilleuse confiance que les habitants de Valence mettaient dans leurs murailles.

Reddition de la forteresse

Le maréchal, après avoir recueilli les trophées de cette journée, fit sommer la garnison de Sagonte,

i la défaite de l'armée espagnole était toute
rance d'être secourue. Elle consentit en effet
pituler, et nous livra 2,500 prisonniers, reste
a garnison de 3 mille hommes qui, dans l'ori-
de la défense, occupait la forteresse. Ce pre-
résultat de la bataille de Sagonte causa une
satisfaction au maréchal Suchet, qui se voyait
i maître de la plaine de Valence par le solide
t d'appui qu'il venait d'y acquérir, et qui avait
plus dans la ville de Murviedro un abri assuré
son artillerie de siége, ses malades et ses mu-
ons. Possédant en outre sur la grande route
Tortose le fort d'Oropesa, qui seul avait action
la chaussée, celui de Peniscola n'en ayant que
la mer, il était parfaitement assuré de sa ligne
ommunication jusqu'à l'Èbre.

Toutefois il lui tardait de se débarrasser de ses
onniers, qui, au nombre de sept à huit mille,

[redacted]

riers sur courriers à Paris pour faire connaître la situation où il se trouvait, et le besoin qu'il éprouvait d'être promptement secouru.

Défenses nombreuses élevées autour de Valence, et impossibilité de les surmonter avec les forces dont disposait le maréchal Suchet.

Il lui restait à passer le Guadalaviar, petit fleuve torrentueux au bord duquel Valence est bâtie, à investir cette vaste cité qui était occupée par une armée nombreuse, et qui, indépendamment de sa vieille enceinte, était encore protégée par une ligne continue de retranchements en terre, tous hérissés d'artillerie, et formant un vaste camp retranché. A ces défenses s'ajoutaient la multitude de canaux d'irrigation, larges, profonds, pleins d'eau courante, qui faisaient la richesse de Valence pendant la paix, et sa sûreté pendant la guerre. C'étaient là des obstacles difficiles à surmonter, et contre lesquels les 17 mille hommes que conservait le maréchal, après l'envoi de la brigade chargée d'escorter les prisonniers, n'étaient pas une force suffisante.

Investissement de Valence en attendant l'arrivée des renforts demandés.

En attendant les renforts qu'il avait sollicités, et qui pouvaient lui être envoyés de la Navarre, le maréchal employa le mois de novembre à resserrer la ville de Valence, en se portant sur les bords du Guadalaviar. Il fit avancer à gauche la division Habert jusqu'au Grao, port de Valence, et ordonna la construction de trois redoutes fermées pour servir d'appui à cette division. Il fit enlever au centre le faubourg de Serranos, malgré une vive résistance des Espagnols, qui le défendirent pied à pied. Ce faubourg était séparé de la ville même par le Guadalaviar. On s'introduisit par la sape et la mine dans trois gros couvents qui le dominaient, et dès cet instant on put s'en rendre maître. En remontant

la droite le long du Guadalaviar, on s'empara
villages qui étaient sur la rive gauche du fleuve,
que nous occupions, et on s'y fortifia. On avait
créé une longue ligne de circonvallation de-
la mer jusqu'au-dessus de Valence, et il ne res-
plus, pour envelopper la ville complétement,
franchir le Guadalaviar devant le général Blake,
rcer les canaux qui sillonnaient la plaine, et à
rmer l'armée de secours dans la ville elle-même.
maréchal retardait cette opération, qui n'était
la dernière, puisqu'il fallait ensuite enlever le
p retranché et la vieille enceinte, jusqu'à l'ar-
e des secours qu'on lui avait promis, et qu'on
nnonçait comme très-prochains.

apoléon, en effet, en apprenant la bataille de
onte, crut voir toutes les affaires de l'Espagne
centrées autour de Valence, et le destin de la
insule attaché en quelque sorte à la prise de

[redacted]

Nov. 1811.

d'entrer en Aragon avec les deux divisions de la réserve qui étaient sous ses ordres; au général Caffarelli de remplacer en Navarre le général Reille pour y poursuivre Mina à outrance; au général Dorsenne de suppléer en Biscaye le général Caffarelli; à Joseph de se priver d'une division pour la faire avancer sur Cuenca; à Marmont, tout éloigné qu'il était de Valence, de détacher sous le général Montbrun une division d'infanterie et une de cavalerie qui devaient se joindre par Cuenca à celle qu'aurait expédiée Joseph; enfin au maréchal Soult de porter un corps jusqu'à Murcie. Il écrivit à tous, ce qui était vrai, mais fort exagéré, que les Anglais avaient un nombre immense de malades, 18 mille, disait-il, qu'ils étaient incapables de rien entreprendre, qu'on pouvait donc sans danger dégarnir les Castilles, l'Estrémadure et l'Andalousie; que Valence était actuellement le seul point important, que Valence prise, un grand nombre de troupes deviendraient disponibles, et qu'on pourrait plus tard reporter de l'est à l'ouest, pour agir vigoureusement contre les Anglais, la masse de forces qu'en ce moment on faisait affluer vers cette ville.

de concourir à la prise de Valence.

Immense et regrettable concours de forces vers Valence.

Ces ordres, exprimés avec une extrême précision[1], et des formes de commandement très-impérieuses, adressées d'ailleurs à des lieutenants qui, par exception, se prêtaient assez volontiers à secourir leurs voisins, furent mieux exécutés que de coutume, et par une sorte de fatalité attachée aux

[1] Je parle en ayant sous les yeux les lettres qui émanaient de Napoléon lui-même, ce qui depuis un an n'était pas fréquent, car il avait chargé le prince Berthier de la correspondance avec l'Espagne.

es d'Espagne, cette ponctualité à obéir était
ue la seule fois où elle n'eût pas été désirable.
e général Reille aurait suffi pour mettre le ma-
l Suchet en mesure de remplir sa tâche, et les
s qu'on allait inutilement déplacer devaient
ôt faire faute ailleurs. Quoi qu'il en soit, le gé-
Reille, qui avait déjà fait avancer la division
roli en Aragon pour contenir les bandes, y en-
i-même avec une division française, et marcha
tête de ces deux divisions sur Valence par la
de Teruel. Le général Caffarelli le remplaça
avarre. Joseph, qui tenait beaucoup à la con-
de Valence, se priva sans hésiter d'une partie
rmée du centre, et dirigea sur Cuenca la divi-
Darmagnac. Le maréchal Marmont, qui s'en-
it de son inaction sur le Tage, et qui aurait
marcher lui-même sur Valence, n'étant pas
risé à s'y rendre en personne, y envoya non

[redacted]

hommes et de 40 bouches à feu. Après avoir lui-même passé ces troupes en revue à Ségorbe le 24 décembre, il revint sous les murs de Valence, et résolut de franchir immédiatement le Guadalaviar pour compléter l'investissement de cette ville avant que le général Blake pût en sortir, ou y attirer, s'il n'en sortait pas, une nouvelle division du général Freyre, qu'on disait près de paraître en ces lieux. Il fixa au 26 décembre l'exécution de ce projet, ce qui devait permettre au général Reille d'occuper à temps la rive gauche du fleuve qu'on allait abandonner, et même de seconder la fin de l'opération. Déc. 1811.

Le 26 décembre, en effet, tandis qu'une partie de la division Habert masquait le faubourg de Serranos, le reste de cette division, se portant à gauche, passait le fleuve vers son embouchure, venait se ployer autour de Valence, qu'elle enveloppait du côté de la mer, et prenait position vis-à-vis d'une hauteur appelée le mont Olivete. Au centre et un peu au-dessus de Valence, les Italiens de la division Palombini, entrant dans l'eau jusqu'à la ceinture, traversaient le Guadalaviar à gué, et, sous le feu le plus vif, attaquaient le village de Mislata, fortement défendu, et surtout protégé par un canal profond, plus difficile à franchir que le fleuve lui-même. Ce canal était celui que les habitants appellent *Acequia de Favara*. Pour seconder ce mouvement et envelopper complétement Valence, le général Harispe, avec sa division, avait franchi le Guadalaviar au-dessus du village de Manissès, point où sont établies les prises d'eau qui servent à détourner le cours du Guadalaviar, pour le répandre

Passage du Guadalaviar et investissement complet de Valence.

nille canaux dans la plaine de Valence. Le ma-
al Suchet avait calculé que le général Harispe
ınt ainsi l'obstacle des canaux pourrait plus ra-
ment tourner Valence, et venir en opérer l'in-
issement au sud.

e mouvement du général Harispe fut un peu
rdé parce qu'il attendait l'arrivée du général
le, ne voulant pas laisser sans appui les troupes
nombreuses demeurées à la gauche du Guada-
ır. Sans cet appui en effet le général Blake,
n allait bloquer sur la rive droite, aurait pu se
er par la rive gauche, en passant sur le corps
faibles détachements qu'il y aurait trouvés. Dès
n vit paraître la tête des troupes du général
le, qui arrivaient exténuées de fatigue, le géné-
Harispe poussa en avant, enleva Manissès, tomba
les derrières de Mislata, dégagea les Italiens qui
enaient un combat des plus pénibles, leur faci-

[redacted]

Déc. 1811.

Cette opération heureusement exécutée nous coûta environ 400 hommes tués ou blessés, et la plupart Italiens, car il n'y avait eu de forte résistance qu'à Mislata. Elle complétait l'investissement de Valence, et nous donnait l'assurance, en prenant la place, de prendre en outre le général Blake avec environ 20 mille hommes. Certainement si la population valencienne, qui n'était pas de moins de 60 mille âmes, secondée par 20 mille hommes de troupes régulières, ayant des vivres, des défenses nombreuses et bien entendues, avait été animée encore des sentiments qui l'enflammaient en 1808 et en 1809, elle aurait pu résister longtemps, et nous faire payer cher sa soumission. Mais les hommes exaltés et sanguinaires qui avaient égorgé les Français en 1808 étaient ou calmés, ou dispersés, ou terrifiés. Trois ans de guerre civile et étrangère, de courses lointaines tantôt en Murcie, tantôt en Catalogne, avaient fatigué la population active et ardente, et usé ses passions. Valence en était au même point que Saragosse, au même point que beaucoup d'autres parties de l'Espagne. Moyennant qu'on désarmât ceux qui avaient pris le goût et l'habitude des armes, ou qui les gardaient par amour du pillage, le reste, lassé d'une tyrannie insupportable exercée alternativement par tous les partis, était prêt à se soumettre à un vainqueur clément, réputé honnête, et apportant plutôt le repos que l'esclavage. Le souvenir des massacres commis sur les Français en 1808, qui eût été un motif de résister à outrance à un assiégeant impitoyable, était au contraire une raison de se rendre le plus tôt possible à un ennemi dont on connaissait la douceur, et qu'il ne fallait

Fatigue des esprits à Valence, et dispositions à se rendre.

obliger à se montrer plus sévère qu'il n'était
osé à l'être.

es sentiments, agissant sur l'armée elle-même
général Blake, empêchaient que d'aucun côté ne
uît la résolution de détruire Valence, comme on
it détruit Saragosse, plutôt que de la livrer à
nemi. Le maréchal Suchet était informé de cette
osition des esprits, et il voulait hâter les appro-
autant que possible, afin d'amener la reddition,
la concentration de forces qu'il avait obtenue ne
était que très-passagèrement assurée. En consé-
nce, il résolut de commencer les travaux sur
x points de l'enceinte qui présentaient des cir-
stances favorables à l'attaque. Dans les premiers
s de janvier 1812, le colonel du génie Henri,
s'était signalé dans tous les siéges mémorables
'Aragon et de la Catalogne, ouvrit la tranchée
le sud de la ville, devant une saillie formée

Janv. 1812.

vouloir détruire une cité dont les richesses allaient devenir la principale ressource de son armée. Après quelques bombes qui causèrent plus de peur que de mal, il somma le général Blake. Celui-ci fit une réponse négative, mais équivoque. On bombarda encore sans interrompre les pourparlers. Enfin le 9 janvier 1812 l'armée du général Blake se rendit prisonnière de guerre, au nombre de 18 mille hommes.

Entrée triomphante du maréchal Suchet dans Valence.

Le maréchal Suchet fit dans Valence une entrée triomphale, juste prix de combinaisons sagement conçues, fortement exécutées, et heureusement secondées par les circonstances. La population accueillit avec calme, presque avec satisfaction, un chef dont l'Aragon vantait le bon gouvernement, et ne fut pas fâchée de voir finir une guerre affreuse, qui, dans l'ignorance où l'on était alors de l'avenir, ne semblait plus présenter d'avantage que pour les Anglais, aussi odieux aux Espagnols que les Français eux-mêmes.

Le maréchal Suchet se hâte de rétablir l'ordre dans l'administration de Valence.

Le maréchal Suchet se hâta d'introduire dans l'administration du royaume de Valence le même ordre qu'il avait fait régner dans celle de l'Aragon, afin d'assurer à son armée cette continuation de bien-être qui permettait d'en tirer de si grands services. La population était disposée soit à Valence, soit dans les villes voisines, à se prêter à l'action de son autorité, et il pouvait se promettre une soumission aussi complète que celle qu'il avait obtenue en Aragon. Toutefois il fallait qu'il conservât assez de troupes pour tenir en respect la partie turbulente de la population, qui déjà s'était jetée dans les montagnes, et se préparait à profiter de l'éparpillement

os forces, nécessairement amené par l'extension 'occupation, pour essayer de troubler Murcie, ıca, l'Aragon, la basse Catalogne. Ici les événets ne dépendaient plus de lui, mais d'une autobien supérieure à la sienne, et qui seule était en tion de tirer du dernier succès les utiles conséıces qu'on pouvait en attendre.

ı prise de Valence, succédant à celle de Tarra-, était sans contredit un fait heureux et écla-, capable d'exercer sur la Péninsule une influence ale considérable, mais à certaines conditions, que, loin de diminuer les forces, on les proporıerait à l'extension de notre occupation; c'est la précipitation avec laquelle on en avait porté si grande quantité à l'est, et qui laissait le champ aux Anglais vers l'ouest, serait promptement rée; c'est qu'on ne donnerait pas à ceux-ci le os d'en profiter, et qu'on saisirait au contraire ce

tenterait un effort suprême pour les y forcer. Malheureusement il était difficile que ces conditions fussent remplies dans la situation présente, avec le mouvement qui portait toutes choses sur la Vistule au lieu de les porter sur le Tage. Napoléon venait tout à coup de prescrire qu'aussitôt Valence prise, le général Reille rentrât en Aragon avec ses deux divisions, pour y rendre au général Caffarelli la liberté de rentrer en Castille, et à la garde impériale la liberté de rentrer en France. Aussi à peine était-on dans Valence, que le général Reille rebroussa chemin, et que le maréchal Suchet se trouva réduit à ses seules forces, ce qui suffisait pour gouverner paisiblement Valence, mais ne suffisait certainement pas pour agir au loin, pour agir surtout jusqu'à Murcie et jusqu'à Grenade. Il profita toutefois des troupes qui rétrogradaient pour se débarrasser de ses prisonniers, et les diriger sur la France.

Napoléon, qui voulait pendant tout l'hiver encore laisser en Espagne sa garde, les Polonais et diverses autres troupes, les rappelle dès le mois de décembre.

Napoléon, qui avait d'abord voulu, après la prise de Valence, faire refluer vers les Anglais une masse décisive de forces, et laisser par ce motif sa garde en Castille tout l'hiver au moins, Napoléon n'y songeait plus, pressé qu'il était, par certaines circonstances que nous aurons à raconter bientôt, de porter ses armées sur la Vistule, et il s'était décidé à rappeler sur-le-champ sa garde, les Polonais, les cadres d'un certain nombre de quatrièmes bataillons, et une partie des dragons.

Il venait effectivement, dans les derniers jours de décembre, de redemander sa jeune garde au général Dorsenne, ce qui entraînait une diminution de douze mille hommes au moins, de redemander

aréchal Suchet et au maréchal Soult les régi-
s de la Vistule, ce qui comportait une nouvelle
nution de sept à huit mille Polonais, soldats
llents, diminution fâcheuse surtout pour le ma-
l Suchet, qui restait avec quinze mille hommes
le royaume de Valence. Il venait en outre de
ler les quatrièmes bataillons qui avaient com-
le 9e corps, et qui presque tous appartenaient
régiments de l'armée d'Andalousie. Il avait
rit que l'effectif de ces quatrièmes bataillons
ersé dans les trois premiers, et que les cadres
assent à Bayonne, où l'on devait former une ré-
en les remplissant de conscrits. Mais ce départ
produire encore une réduction immédiate de
à trois mille hommes regrettables par leur qua-
Enfin Napoléon venait de rappeler douze régi-
s de dragons, sur les vingt-quatre employés en

[redacted]

Janv. 1812.

cavalerie, surtout à cause de la consommation de chevaux, et il valait mieux dans l'intérêt du service douze régiments tenus au complet, que vingt-quatre presque toujours incomplets, ne comptant souvent que trente à quarante hommes montés par escadron.

Malgré ces adroites combinaisons, les nouvelles mesures allaient néanmoins enlever à l'Espagne plus de vingt-cinq mille hommes, et des meilleurs. Ce n'est pas encore tout : Napoléon, ne songeant plus à la marche combinée de deux armées sur Lisbonne, s'avançant l'une par le Beïra, l'autre par l'Alentejo, mais songeant surtout à se garder contre un mouvement offensif des Anglais en Castille, qui eût mis en péril notre ligne de communication, Napoléon venait, au moment même où l'on prenait Valence, de changer la destination du maréchal Marmont, et de le ramener des bords du Tage aux bords du Douro, et pour cela de lui faire repasser le Guadarrama. Il lui avait ordonné de quitter Almaraz, et d'aller s'établir à Salamanque avec les six divisions de l'armée de Portugal, auxquelles il en avait ajouté une septième, celle du général Souham, qui était l'une des quatre de la réserve. La division Bonnet devait former la huitième, mais en restant jusqu'à nouvel ordre dans les Asturies. Le maréchal Marmont en avait donc sept pour la Castille. Le général Caffarelli, revenu de la Navarre qu'il avait momentanément occupée pendant le mouvement du général Reille sur Valence, avait succédé au général Dorsenne dans le commandement de l'armée du nord. Il devait recevoir pour remplacer la garde une des quatre divisions de la réserve, et

Napoléon, ne songeant plus à une marche sur Lisbonne, et soucieux surtout de garantir le nord de la Péninsule contre les Anglais, ramène le maréchal Marmont du Tage sur le Douro.

t ordre de fournir au moins douze mille hommes
naréchal Marmont, en cas d'une opération offen-
de la part des Anglais. Joseph devait lui en
er quatre mille de l'armée du centre. Napoléon
posant ce maréchal fort de cinquante à soixante
e hommes par suite de ces combinaisons, le char-
t de tenir tête aux Anglais, de protéger contre
notre ligne de communication, et en même
ps de couvrir Madrid s'ils essayaient de s'y
er, ainsi qu'ils l'avaient fait à l'époque de la ba-
e de Talavera. Enfin comme c'était le départ de
garde qui déterminait le nouvel emplacement
gné à l'armée de Portugal, il était prescrit au
échal Marmont de se conformer sur-le-champ
instructions qu'il venait de recevoir.

Mais, au moment où lui parvenaient ces ordres
emiers jours de janvier 1812), le maréchal Mar-

[redacted]

Janv. 1812.

faute, faute bien excusable avec son caractère, et bien légère en comparaison de ses grands services, mais qu'il eût tort ou non, il n'en était pas moins à quatre-vingts ou cent lieues d'Almaraz, et tandis qu'avec un tiers de l'armée de Portugal il était si loin, c'était chose difficile pour le maréchal Marmont de quitter le Tage avec les deux autres tiers, et de mettre ainsi de nouvelles distances entre lui et son principal lieutenant. Toutefois, le maréchal Marmont, quoiqu'il fût capable de juger le mérite des ordres qu'il recevait, les exécutait parce qu'il était obéissant, et moins animé que la plupart de ses camarades de passions personnelles. De plus, il avait reçu l'avis que les Anglais, repoussés de Ciudad-Rodrigo à la fin de septembre précédent, préparaient une nouvelle tentative contre cette place, et il se mit en mouvement pour reporter son établissement des bords du Tage aux bords du Douro, et pour ramener son quartier général de Naval-Moral à Salamanque. Afin de parer aux inconvénients de cette étrange situation, il n'achemina d'abord que ses hôpitaux, son matériel et deux divisions, et il laissa deux divisions sur le Tage pour donner la main au général Montbrun. Poussant même la prévoyance plus loin qu'on ne le fait communément, il prépara à Salamanque un second matériel d'artillerie pour les troupes qu'il laissait sur le Tage, afin qu'elles pussent, dans un cas pressant, le rejoindre par des routes fort courtes, mais impraticables à l'artillerie. Ces troupes avaient ordre, si leur arrivée était urgente, d'abandonner leurs canons et de n'amener que les attelages.

Obéissance du maréchal Marmont et son établissement sur le Douro, aux environs de Salamanque.

voit tout de suite quelle situation à la fois sin-
re et périlleuse avait produite cette précipitation
t porter sur Valence, suivie de cette autre pré-
ation à tout reporter vers la Castille, afin de
arer le départ des troupes destinées à la Russie.
rait fallu que les Anglais fussent ou bien indo-
, ou bien mal informés, pour laisser passer de
occasions sans en profiter. Lord Wellington,
que peu fertile en combinaisons ingénieuses et
ies, était néanmoins attentif aux occasions que
rtune lui présentait. Il ne les créait pas, mais il
aisissait, et en général cela suffit, car celles
la fortune offre sont toujours les plus sûres,
s qu'on ne les crée jamais soi-même qu'au
de beaucoup de hasards et de périls.

ous avons déjà expliqué comment, obligé de
quelque chose, et n'ayant rien de mieux à
r que la conquête de Ciudad-Rodrigo ou de

[redacted]

Janv. 1812.

revenir de la Navarre pour renforcer l'armée de Portugal, et que toutes ces réunions amenassent quarante mille hommes sous les murs de Ciudad-Rodrigo, lord Wellington avait certainement le temps d'attaquer et d'enlever cette place. Ajoutez qu'il y était tout transporté, qu'il n'en avait pas quitté les environs depuis le ravitaillement opéré par le maréchal Marmont et le général Dorsenne, qu'il avait employé son temps à guérir ses malades, à réunir sans bruit son parc de grosse artillerie, qu'en un mot il n'avait aucune opération préalable à exécuter, et que le lendemain de sa première marche il pouvait commencer le siége objet de son ambition. Il résolut donc de l'entreprendre sans perdre un seul instant.

Échauffourée d'Arroyo del Molinos.

Avant même la cruelle surprise qu'il nous ménageait en punition de nos fautes, il nous avait déjà causé un désagrément des plus amers, c'était l'échauffourée essuyée par la division Girard près d'Arroyo del Molinos. On a vu que le maréchal Soult avait laissé le général Drouet à Merida pour observer l'Estrémadure. Le général Drouet ne commandait plus le 9e corps, qu'on avait dissous et réparti entre les divisions de l'armée d'Andalousie, il commandait le 5e, devenu vacant par le retour du maréchal Mortier en France. Le maréchal Soult l'avait autorisé à étendre jusqu'aux environs de Caceres la levée des contributions, et le général Girard, placé à la tête de l'une des divisions de ce corps, officier très-énergique mais peu vigilant, s'était avancé jusqu'à la ville même de Caceres, dans le bassin du Tage, tandis que le corps auquel il ap-

enait se trouvait à Merida sur la Guadiana. Il
fort imprudent de l'envoyer si loin, et à lui
aussi imprudent de ne pas se garder mieux
une position si hasardée. Le général anglais
était près de là vers Port-Alègre. Excité par
Wellington à ne pas demeurer inactif, il saisit
empressement l'occasion qui s'offrait, et qui
des plus belles, car il n'avait qu'à remonter
etit bruit le bassin du Tage pour couper au
confiant général Girard sa ligne de commu-
tion avec la Guadiana. C'est ce qu'il fit, et le 27
bre au soir il arriva très-près des derrières du
éral Girard. On avait prévenu celui-ci du danger
il était menacé; mais avec la brusquerie du
rage imprévoyant, il avait répondu au général
he qui l'avertissait : *Vous ne voyez partout que
Anglais !* — réponse des plus offensantes, et des
ns méritées pour le brave général qui l'avait re-

Janv. 1812.

buera, le commandant Voirol. Ce bataillon, entouré de toutes parts, se défendit avec une bravoure héroïque, mais fut accablé et pris tout entier. Cette cruelle échauffourée nous coûta près de deux mille hommes, tués, blessés ou prisonniers, et fut pour les Anglais un vrai sujet de joie, parce qu'elle leur fournissait un fait remarquable pour remplir de quelque chose la longue lacune de l'été, et pour occuper par un récit flatteur l'opinion publique d'Angleterre, qui en était restée aux assauts repoussés de Badajoz et au dernier ravitaillement de Ciudad-Rodrigo par les Français. Le général Girard fut renvoyé par le général Drouet au maréchal Soult, par le maréchal Soult à l'Empereur, afin de rendre compte de sa conduite, et ses chefs, pour être justes, après l'avoir accusé d'imprévoyance, auraient dû s'accuser eux-mêmes d'une imprévoyance au moins égale.

Négligence du général Dorsenne à l'égard de Ciudad-Rodrigo.

Malheureusement il devait bientôt nous arriver pis encore, toujours par ce même défaut de vigilance, si fréquent dans toute guerre, mais plus fréquent dans celle d'Espagne que dans aucune autre, à cause de la variété infinie des accidents, et surtout de l'extrême division du commandement. Ciudad-Rodrigo, dont nous venons de dire que lord Wellington méditait le siége pendant la convergence de nos forces vers Valence, allait en fournir un nouveau et bien triste exemple. Cette place, située entre l'armée du nord et l'armée de Portugal, s'était trouvée remise à la responsabilité de deux chefs, c'est-à-dire d'aucun, le maréchal Marmont et le général Dorsenne. Pourtant ce dernier, auquel avait été imposé le soin d'approvisionner la gar-

n de Ciudad-Rodrigo (mesure ordonnée pour
nuer les charges de l'armée de Portugal), au-
dû s'en occuper plus particulièrement. Mais,
capable de commander une division en rase
pagne, le général Dorsenne n'entendait rien à
éfense des places, et avait confié au général
ié, qui n'y entendait guère davantage, la garde
Ciudad-Rodrigo. Il lui avait donné 1800 hommes
occuper une place dans laquelle il en aurait
au moins cinq mille pour se défendre avec suc-
Les Français n'avaient mis que vingt-quatre
s à la prendre contre six mille Espagnols, pour-
de tout, et aussi braves que fanatiques. Com-
de temps pourraient s'y maintenir 1800 Fran-
n'ayant aucun des moyens dont avaient disposé
Espagnols, et se regardant comme sacrifiés
ance par la négligence de leurs chefs? Le gé-
l Dorsenne s'était à peine adressé cette question,

Janv. 1812.

importunités d'officiers qui se plaignent toujours, et demandent plus qu'il ne leur faut, plus qu'on ne peut leur donner. En tout temps on se modèle sur le chef, et Napoléon, par calcul ou illusion, traitant souvent ses généraux de la sorte, il n'y avait pas alors de médiocre officier qui n'en fît autant à l'égard de ses subordonnés.

La place fut donc livrée à elle-même avec 1800 hommes de garnison, réduits à 1500 par les maladies, la désertion et les batailleries quotidiennes contre les coureurs espagnols du dehors. On avait réparé la brèche par laquelle les Français étaient entrés, mais en pierre sèche, faute de matériaux pour la réparer autrement. Sur le mamelon appelé le grand Teso, d'où étaient partis les cheminements du maréchal Ney, on avait construit une redoute de force insignifiante, et on avait occupé les couvents extérieurs de Saint-François et de Santa-Cruz avec tout au plus 200 hommes, ce qui réduisait à 1300 la garnison chargée de garder l'enceinte. (Voir la carte n° 52.)

Arrivée de lord Wellington sous les murs de Ciudad-Rodrigo.

Lord Wellington, après avoir amené avec beaucoup de secret son parc de siége près de la frontière, la franchit le 8 janvier 1812, espérant qu'avant le retour des troupes envoyées à Valence par l'armée de Portugal, en Navarre par l'armée du nord, il aurait emporté une place aussi dépourvue de moyens de défense que paraissait l'être en ce moment Ciudad-Rodrigo. Pour en être plus sûr il résolut de brusquer toutes les attaques, ce que la faiblesse de la garnison devait rendre peu périlleux.

Brusque

Ayant dès le 8 passé l'Agueda et investi la place,

oulut le soir même enlever la lunette établie sur rand Teso. Armée de trois bouches à feu, gar- par cinquante hommes, elle ne pouvait pas op- er grande résistance, et, en effet, le malheureux chement qui la défendait, assailli brusquement, pris ou tué. Immédiatement après, lord Wel- ton, qui n'avait pas moins de 40 mille hommes, mença les travaux avec une quantité immense oras, et enveloppa de ses tranchées la place tout ère, du couvent de Santa-Cruz à celui de Saint- nçois. Battre la partie des murailles où les Fran- avaient déjà fait brèche était la marche indi- e, et les cheminements furent dirigés de ce côté. nme les couvents de Santa-Cruz et de Saint-Fran- prenaient en flanc les tranchées anglaises, on lut de s'en rendre maître à force d'hommes. n'était pas difficile, car il n'y avait guère qu'une uantaine de nos soldats dans l'un, et cent cin-

ville, se retirèrent après avoir encloué leurs canons. Une plus grande expérience de la défense des places aurait appris au général Barrié que vouloir conserver des postes détachés avec si peu de monde, c'était compromettre des hommes inutilement. Du reste, il aurait su ce qu'il ignorait, qu'il n'aurait pas pu faire beaucoup mieux avec les forces dont il disposait, et il faut ajouter aussi qu'en se renfermant dans la place, pour s'y borner à la défense de l'enceinte, il n'aurait pas fort allongé la résistance. Janv. 1812.

Attaque de l'enceinte par la brèche que les Français avaient pratiquée.

Tous les ouvrages extérieurs étant enlevés, lord Wellington dirigea vingt-six bouches à feu sur la vieille brèche, et en quelques heures les pierres sans ciment s'écroulèrent avec une facilité effrayante. L'assaut devint praticable. Les assiégés, ici comme à Badajoz, profitant de l'habitude qu'avaient les Anglais de battre en brèche avant d'avoir détruit la contrescarpe, essayèrent courageusement de déblayer le pied des murailles. Mais peu nombreux, mal couverts par la contrescarpe et le glacis, ils furent bientôt chassés par le feu ennemi, et l'artillerie anglaise put, en accumulant les décombres au pied de la brèche, en refaire le talus. Lord Wellington avait appris à Badajoz quelle entreprise c'était que de donner l'assaut à des places défendues par des Français, et il avait senti que pour en venir à bout il fallait une seconde attaque, non pas feinte mais sérieuse, afin de diviser l'attention des assiégés, et de les troubler par deux assauts livrés en même temps. Il fit donc établir une nouvelle batterie de brèche à gauche de ses tranchées, vers le couvent Saint-François, et grâce au matériel dont il disposait

nt faire battre l'enceinte à outrance. L'artillerie la place, bien servie, contraria beaucoup ces veaux travaux, mais ne put rien contre le grand nbre des travailleurs, et bientôt sur ce second nt, la brèche, quoique moins large, fut jugée ticable.

e général Barrié, décidé à mourir les armes à la n, avait employé les moyens ordinaires de l'art r résister à l'assaut. Il avait fait élever un double anchement en arrière des brèches, placé sur s flancs des pièces de canon à mitraille, sur leur met des bombes qu'on devait rouler à la main, es troupes d'élite par derrière. N'ayant plus qu'un lier d'hommes pour se défendre, ayant deux brè- s à garder, et tout le pourtour de la place à sur- ller, il lui restait pour unique réserve contre une nne qui aurait forcé l'enceinte, environ une cen- e d'hommes. Néanmoins, sommé par le général

Janv. 1812.

portant. Le général Barrié, qui était à cet endroit, parce que c'était le plus menacé, put se flatter un moment de réussir. Appelé par des cris à la petite brèche, il crut qu'elle était emportée, y courut avec sa réserve, reconnut que c'était une fausse alarme, et retourna à la grande. Mais la seconde colonne anglaise, après avoir été repoussée de la petite brèche, y revint en forces, vainquit le poste de voltigeurs qui la défendait, et pénétra dans la ville. Cette fois le général Barrié, supposant que c'était encore une fausse alerte, n'accourut pas assez tôt, et sa colonne qui défendait la grande brèche, prise à revers, fut obligée de mettre bas les armes. La garnison et son commandant avaient poussé la résistance au dernier terme; on ne pouvait leur reprocher que quelques fautes de métier, et il faut ajouter que même en les évitant ils n'auraient pas sauvé la place. La ville, quoique alliée, fut pillée, lord Wellington étant obligé de concéder cet acte de barbarie à l'esprit de ses troupes. Nous respectons profondément la nation anglaise et sa vaillante armée, mais il nous sera permis de faire remarquer qu'on n'a pas besoin d'un tel stimulant auprès des soldats français.

La place, attaquée le 8 janvier, avait donc succombé le 18 au soir, c'est-à-dire qu'elle avait été prise en dix jours. Un pareil résultat pouvait paraître extraordinaire; mais le délabrement des fortifications, l'insuffisance de la garnison, le grand nombre des assiégeants, et, il faut le dire, la prodigalité avec laquelle lord Wellington avait dépensé les hommes, lui qui prenait tant de soin de les ménager en rase campagne, expliquaient la promptitude de ce

s. Ce siége ne lui avait pas coûté moins de 13
0 soldats, morts ou blessés, et quelques-uns de
ficiers les plus distingués, notamment le brave
rdi Crawfurd, commandant de la division lé-
Les Anglais n'ayant pas de troupes spéciales du
, et leurs ingénieurs, quoique fort intelligents,
peu versés dans l'art profond de Vauban, brus-
nt les approches, négligeaient l'établissement
rd du fossé, laissaient subsister la contrescarpe,
uite livraient les assauts à coups d'hommes. Ce
ne, après avoir échoué devant Badajoz, n'avait
phé devant Ciudad-Rodrigo qu'au moyen de
urs attaques simultanées, manière de procéder
xige une armée considérable, d'immenses sa-
s d'hommes, beaucoup d'énergie enfin, et qui
échouer aussi devant des garnisons nombreuses
olues [1].

oi qu'il en soit de cette question purement tech-

Janv. 1812.

jours, il espérait avant cette époque avoir réuni cinq de ses divisions, peut-être six sur sept, et avoir obtenu encore de l'armée du nord douze ou quinze mille hommes de troupes auxiliaires, ce qui lui aurait permis de marcher avec plus de quarante mille soldats au secours de la place assiégée. Mais la négligence du général Dorsenne, chargé de pourvoir à la sûreté de Ciudad-Rodrigo, avait fort abrégé la durée de la résistance possible, et il faut ajouter que le maréchal Marmont lui-même, en prenant vingt jours pour secourir la place, bien qu'il ne dépassât point dans ce calcul la limite d'une défense ordinaire, n'avait pas assez songé aux accidents qui déjouent souvent les prévisions les mieux fondées.

Injustice envers le général Barrié.

Néanmoins, quoique fort généreux de caractère, le maréchal Marmont se mit à dire que le général Barrié était un misérable, qui n'avait pas su défendre le poste qu'on lui avait confié; le général Dorsenne s'en tira de même, et, comme il arrive trop souvent, les plus coupables s'en prirent à celui qui l'était le moins, qui ne l'était même pas du tout en cette circonstance, car résister à la menace de l'assaut, le recevoir, et ne se rendre qu'à l'assaillant victorieux, est le dernier terme des obligations imposées aux commandants des places.

Conséquences possibles de la chute de Ciudad-Rodrigo.

Du reste, on conçoit le désespoir des généraux des armées du nord et de Portugal, car la Vieille-Castille se trouvait désormais découverte, et notre ligne de communication demeurait exposée aux tentatives d'une armée solide, que nous n'avions pas encore véritablement battue, et qui commençait à sortir de sa circonspection accoutumée. Que servirait

venir, si les Anglais pouvaient percer jusqu'à
dolid, d'occuper Valence, Séville, Badajoz?
maréchal Marmont, rempli de vigilance pour
ui le concernait directement, sentit le danger
tte position, et, voyant Ciudad-Rodrigo perdu,
pressa d'y suppléer par des travaux de défense
lamanque, qui était devenue la capitale de son
mandement, et qui devait être plus tard le théâ-
l'une sanglante bataille. Il déploya beaucoup
ivité et d'intelligence dans le choix des ouvra-
construire, se servit de trois gros couvents si-
autour de Salamanque, pour suppléer aux for-
tions régulières dont cette ville était dépourvue,
établit une sorte de camp retranché qu'une
pe résolue pouvait défendre assez longtemps. Il
upa ensuite de se créer des magasins et des
taux, d'installer son armée le mieux possible,
e de soin dont il avait contracté le goût, et en

Janv. 1812.

jourd'hui mettre 60 mille hommes en ligne, dont moitié Anglais, et moitié Portugais bons soldats. Il n'était pas sage de lutter même avec 50 mille hommes contre une pareille armée, à moins qu'on ne les eût tous sous la main, bien vêtus, bien armés, bien nourris, et non détachés pour quantité de services accessoires, comme il le faut dans un pays où l'on a la population entière contre soi. Quant au secours de 4 mille hommes tiré des troupes du centre, le maréchal Marmont le regardait avec raison comme une chimère dans la situation de Madrid. Il ne comptait pas davantage sur les 12 mille hommes du général Caffarelli, qui avait remplacé le général Dorsenne, et qui devait trouver dans l'état des provinces du nord bien des raisons plausibles pour faire attendre, pour refuser même son contingent.

Inquiétudes du maréchal Marmont sur sa position, et envoi d'un officier de confiance pour en faire part à Napoléon.

Il ne dormait donc pas tranquille en songeant à tous les dangers qui pouvaient fondre sur lui. Il y avait une autre partie de sa tâche qui ne l'effrayait pas moins, c'était la défense de Badajoz. Un secret pressentiment qui faisait honneur à son esprit, lui disait que lord Wellington était bien capable, après avoir surpris Ciudad-Rodrigo, d'aller surprendre Badajoz, et il se demandait comment il ferait pour quitter la Castille, la laisser presque découverte, et voler à la défense de Badajoz à quinze marches au moins de Salamanque. Au milieu de ces perplexités, il envoya un aide de camp de confiance à Paris pour exposer tous ces dangers à Napoléon, et pour dire que la seule manière d'y parer était à ses yeux de réunir en un seul commandement les armées du nord, du centre et de Portugal. Assuré alors d'être

et en distribuant bien ses forces d'avoir tou-
cinquante ou soixante mille hommes sous la
, il croyait être en état de résister aux Anglais.
que ce fût un commandement bien considéra-
pour lui, et qu'il n'eût ni la réputation ni les
ces qui auraient pu justifier une telle préten-
pourtant ce qu'il proposait valait mieux que la
ion actuelle des forces, et peut-être aurait pré-
bien des malheurs. A défaut de cette concen-
on du commandement, le maréchal Marmont
ndait à servir ailleurs.

était un grand désavantage auprès de Napo-
, disposé à la défiance par caractère et par un
maniement des hommes, de laisser apercevoir
prétentions personnelles, même en donnant un
eil utile. Napoléon aimait le maréchal Marmont,
avait eu pour aide de camp, et dont il appré-
les qualités aimables et brillantes, mais, par

Janv. 1812.

deux divisions, c'est-à-dire avec le corps de Hill renforcé, mais que s'ils l'attaquaient avec cinq, c'est-à-dire avec la presque totalité de leur armée et lord Wellington en tête, alors il y avait pour l'armée de Portugal un moyen assuré de leur faire lâcher prise, c'était de passer sur le corps des détachements laissés le long de l'Agueda, de s'enfoncer sur Coimbre, de marcher même sur Thomar, et que dans ce cas lord Wellington serait bien obligé de rebrousser chemin et de renoncer à Badajoz; qu'il fallait désormais s'en tenir à cette manière de manœuvrer, ne plus abandonner la garde de la Castille, et s'il devenait urgent de secourir l'armée d'Andalousie, le faire en s'avançant par le Beïra et la gauche du Tage jusqu'à Coimbre ou jusqu'à Thomar, en ayant toujours soin de couvrir notre ligne de communication avec les Pyrénées.

Fausses notions sur lesquelles repose la confiance de Napoléon

Ces vues étaient justes, comme toutes celles de Napoléon en fait de guerre, mais justes d'une manière très-générale, et à l'application il n'était pas impossible qu'elles perdissent leur justesse, qu'elles devinssent même funestes, si les circonstances, que Napoléon de loin ne pouvait pas apprécier avec le degré de précision nécessaire, ne concordaient pas avec les suppositions d'après lesquelles il raisonnait. Si Badajoz, par exemple, au lieu d'être mis dans un état de défense à tenir deux mois, était à peine en mesure de tenir un, la diversion ordonnée sur le Tage, quelque spécieuse qu'elle fût, ne devait pas être une raison décisive pour lord Wellington de lever un siége près de réussir. D'ailleurs il fallait que la marche sur le Tage fût tentée avec des forces

santes, et pour cela il fallait absolument que les
ées du nord et de Portugal au moins fussent
un même commandement, si on ne pouvait
y mettre aussi celle du centre. Or le maréchal
mont valait mieux seul que contrarié par le gé-
l Caffarelli, tout honnête et dévoué qu'était ce
ier. C'est malheureusement ce que Napoléon
oulut pas admettre.

e secret pressentiment du maréchal Marmont à
rd des projets de lord Wellington n'était que
fondé. Celui-ci, encouragé par la rapide con-
e de Ciudad-Rodrigo, chaque jour plus persuadé
les armées françaises dans leurs mouvements
usus lui laisseraient le temps d'exécuter des
s courts et imprévus, avait tout préparé le len-
ain de la prise de Ciudad-Rodrigo pour faire sur
joz une tentative violente, avec d'immenses
ens, et en prodiguant le sang des hommes. Il

Fév. 1812.

première fois se produiraient une seconde, ne se préoccupant nullement des changements survenus, crut que Badajoz, qui avait déjà résisté près de deux mois, arrêterait l'ennemi un mois au moins, ses défenses surtout ayant été perfectionnées, qu'il aurait par conséquent le temps d'accourir, que le maréchal Marmont d'ailleurs accourrait de son côté, et qu'il ne fallait pas s'inquiéter sérieusement de cette menace d'un nouveau siége.

Insuffisance de la garnison et des munitions laissées dans cette place.

Cependant il aurait dû se dire que les secours attendus de loin étaient une chose sur laquelle il n'était pas sage de compter, que les Anglais avaient été fort malhabiles dans leur premier siége de Badajoz, mais qu'à un second ils s'y prendraient peut-être mieux, et avec de plus grands moyens, qu'il fallait donc mettre au moins cette place dans un parfait état de défense. Or une garnison de 5 mille hommes, réduite à 4,400 un peu avant le siége, et à 4,000 au moment de l'investissement, était complétement insuffisante. Il aurait fallu 10 mille hommes, avec des vivres et des munitions en proportion, pour déjouer encore les efforts des Anglais. Et par exemple il eût beaucoup mieux valu porter la garnison de Badajoz à ce nombre que de laisser en Estrémadure le corps du général Drouet, qui n'y pouvait faire autre chose que se retirer à la première apparition des Anglais. Après en avoir détaché ce qu'il fallait pour Badajoz, on aurait pu ensuite attirer le reste à soi, et la garnison, accrue de cinq mille hommes avec quelque cavalerie, aurait eu le moyen d'étendre ses courses au loin, aurait servi de corps d'observation pour l'Estrémadure mieux

le corps du général Drouet, et serait devenue
que invincible si elle avait été assiégée. En
e, elle aurait pu s'approvisionner elle-même
en bois, soit en vivres. Or à la fin de février,
nois après la prise de Ciudad-Rodrigo, lorsque
rojet d'un nouveau siége était devenu évident,
lace n'avait de subsistances que pour environ
x mois, elle manquait de poudre pour un long
e, elle manquait surtout de bois propres à faire
palissades et des blindages, et elle ne cessait de
ander les objets dont elle était dépourvue. Les
es mêmes dont elle était munie, elle avait été
gée de s'en procurer une partie en coupant les
de ses propres mains à une distance de trois
es. A la vérité les défenses de la place avaient
améliorées tant à la droite qu'à la gauche de la
diana. (Voir la carte n° 52.) Sur la rive droite, les
ches du fort Saint-Christoval avaient été répa-

Mars 1812.

sous les bombes et les obus. Enfin, comme nous venons de le dire, la poudre n'existait pas en assez grande quantité, et les vivres, qui en février auraient suffi à une résistance de deux mois, n'y pouvaient plus suffire en mars.

Soudaine apparition des Anglais sous les murs de Badajoz le 16 mars 1812.

Tel était l'état de la place lorsque les Anglais parurent sous ses murs le 16 mars 1812, comptant comme à Ciudad-Rodrigo avoir terminé le siége avant que la concentration de nos forces pût les en empêcher. Ils amenaient 50 mille hommes au moins, un immense matériel, et ils étaient résolus, n'étant guère plus habiles dans l'art des siéges qu'avant la prise de Ciudad-Rodrigo, de pousser les approches juste assez pour établir les batteries de brèche, puis d'ouvrir plusieurs brèches à la fois, et de profiter de leur supériorité numérique pour livrer simultanément deux ou trois assauts, moyen coûteux mais très-probable de venir à bout d'une garnison, quelque brave qu'elle fût, lorsqu'elle n'était point assez nombreuse.

Moyens immenses dont ils sont pourvus.

Dès le premier jour l'investissement de Badajoz fut complet, et sans perdre de temps les Anglais firent choix du point d'attaque. Dégoûtés par leurs mésaventures de l'année précédente de toute tentative contre le fort de Saint-Christoval, ils dirigèrent leurs efforts sur la rive gauche de la Guadiana, c'est-à-dire sur la place elle-même. (Voir la carte n° 52.) L'attaque du côté du sud-ouest, quoique plus facile, fut encore négligée, mais cette fois par la crainte qu'inspiraient les fourneaux de mine pratiqués dans cette partie du sol. Les Anglais se portèrent à l'est vers le château, et vers les fronts contigus à la porte

a Trinidad, malgré l'inondation du Rivillas, mal-
la lunette de Picurina. Le 17, lendemain de l'in-
issement, ils ouvrirent la tranchée devant la lu-
e de Picurina, ouvrage inachevé, d'un faible
ef, fermé à la gorge par une simple palissade, et
pouvait être aisément enlevé d'assaut. Or, cette
tte prise, il était facile d'y former un établisse-
t pour battre en brèche les fronts contre lesquels
dirigée la nouvelle attaque. Le 19, les assiégés
lurent employer un moyen fort usuel et fort effi-
, lorsque la garnison est brave et résolue, ce
les sorties, qui, en bouleversant les travaux des
égeants, prolongent la durée des approches, et
suite celle de la résistance. Une sortie, exécutée
vigueur, éloigna les Anglais de leurs tran-
s, permit d'en combler une partie, mais, comme
age, fut suivie d'un retour offensif de l'ennemi,
os soldats, au lieu de se retirer sans faux or-

[redacted]

fortes colonnes et des réserves. La lunette n'était défendue que par 200 soldats tirés de tous les régiments. On ne pouvait guère, dans l'état de la garnison, lui consacrer plus de monde, mais il eût mieux valu prendre des hommes appartenant à un même bataillon, et prêts à se conduire comme le font les gens qui se connaissent, lorsqu'ils agissent sous les yeux les uns des autres. Les trois colonnes s'étant jetées dans le fossé (car les Anglais persistaient dans leur système de ne pas pousser les cheminements jusqu'au bord du fossé même), l'une se porta jusqu'au revers de l'ouvrage, essaya d'arracher les palissades pour entrer par la gorge, mais recula sous la vivacité de la fusillade; la seconde ayant voulu pénétrer par la brèche, fut également culbutée; mais la troisième appliquant les échelles sur la face la moins gardée parvint jusqu'au parapet, au moment où la seconde colonne revenue de son échec escaladait le saillant à moitié démoli. La petite garnison ayant à faire face à deux invasions à la fois, n'y put suffire, et fut en peu d'instants obligée de mettre bas les armes. Quatre-vingt-trois hommes furent tués ou blessés, et quatre-vingt-six faits prisonniers. L'ennemi perdit environ 350 hommes.

Mars 1812.

Assaut et prise de la lunette de Picurina.

Notre artillerie fit immédiatement un feu terrible sur les vainqueurs en possession de la Picurina, et leur en rendit le séjour fort dommageable. Ils eurent beaucoup de peine à retourner les terres pour se mettre à couvert du côté de la place, mais à force de travailleurs et de moyens matériels, ils finirent, en sacrifiant beaucoup de monde, par se créer un logement dans l'ouvrage conquis, et entreprirent

ablir des batteries de brèche contre les deux
ions répondant à la lunette de Picurina. Dès lors
bandonnèrent presque toutes leurs autres batte-
, dont l'emplacement avait été assez mal choisi,
'attachèrent exclusivement aux nouvelles, qui
rapprochées du mur d'enceinte, le voyaient
u'au pied. L'artillerie française, admirablement
ie, leur faisait payer cher cette téméraire ma-
e de procéder, mais la poudre commençait à
manquer, et la garnison suppléait au feu du ca-
par un feu de mousqueterie, que les meilleurs
ırs de chaque régiment dirigeaient sur les ca-
niers anglais. Si la garnison avait eu assez de
dre et assez d'hommes, c'eût été le cas de join-
à un grand feu d'artillerie une sortie vigoureuse
re l'établissement formé à la gorge de la Picu-
. Une sortie heureuse sur un point aussi rappro-
aurait probablement détruit tous les avantages

[redacted]

vingt bouches à feu de gros calibre, contre les deux bastions qu'il s'agissait de démolir. Il prolongea ses tranchées à droite et à gauche pour élever plusieurs autres batteries dont l'objet était de répondre à l'artillerie de la place, d'enfiler ses défenses, et de porter à trois le nombre des brèches. Bientôt il eut cinquante-deux pièces de gros calibre en position, avec lesquelles il ouvrit un feu épouvantable. La garnison, qui avait réservé ses munitions pour le dernier moment, y répondit par un feu non moins violent. Elle démonta plusieurs pièces, mais les Anglais, regorgeant de matériel, et déployant un grand courage, remplaçaient les pièces démontées au milieu de leurs épaulements bouleversés, et sous une grêle de projectiles. Nos artilleurs, qui ne se laissaient pas surpasser et pas même égaler, se tenaient aux embrasures détruites de leurs canons, et redoublaient d'efforts sous les boulets, les bombes et les obus. La garnison en était arrivée à cet état d'exaltation où l'on ne tient plus compte des périls, et tous avaient juré de mourir plutôt que de rendre leur drapeau et d'aller pourrir sur les pontons infects où l'Angleterre, au déshonneur de sa civilisation, faisait périr nos prisonniers. Les plus malheureux dans cette lutte formidable étaient les habitants, restés dans la ville au nombre de cinq mille au plus sur quinze mille, et la plupart indigents. La garnison les nourrissait de ses économies. Elle avait eu l'humanité, avec les restes de sa viande et avec ses légumes, de leur composer une nourriture qui les empêchait de mourir de faim. Mais n'ayant ni casemates ni blindages pour elle-même, et sachant s'en

Mars 1812.

Exaltation héroïque de la garnison de Badajoz.

Son humanité envers les habitants.

ser, elle ne pouvait leur épargner les éclats des ɪbes, au milieu desquels elle vivait audacieuse-ɪt. Aussi d'affreux gémissements remplissaient-cette ville désolée, et déchiraient l'âme de nos lats, insensibles à leurs propres périls, mais pleins ɪitié pour des infortunés que depuis quinze mois ʼétaient habitués à considérer comme des com-iotes.

ɪnfin l'instant suprême approchait. Trois larges ches avaient été pratiquées dans la maçonnerie bastions attaqués. L'assiégeant, après avoir d'a-l éparpillé ses feux, les avait maintenant concen-sur ces deux bastions, était parvenu à diminuer iveau de l'inondation en détruisant une partie retenues, et avait rendu les brèches abordables, toutefois s'imposer la précaution, dont l'omis-devait lui coûter cher, de renverser la con-

[redacted]

garde sur les remparts, l'autre moitié, travaillant dans le fossé, déblayait le pied des brèches, ce qui est très-périlleux mais possible lorsque l'ennemi n'a pas pris possession du bord du fossé. Les hommes tombaient sous les obus et les grenades, mais d'autres continuaient à faire disparaître les talus formés par les décombres. Malheureusement l'artillerie anglaise, en poursuivant son œuvre de démolition, rétablissait bientôt ces talus. La ressource la plus réelle était celle qu'on s'était ménagée sur le rempart même, où l'on avait construit un second retranchement en arrière des brèches, établi en avant des chevaux de frise, placé sur les côtés des barils à explosion, et barricadé les rues aboutissant aux points d'attaque. Un dernier et formidable moyen avait été préparé. L'ennemi persistant à ne pas pousser les approches jusqu'au bord du fossé, et n'ayant pas dès lors renversé la contrescarpe (qui est le mur du fossé opposé à la place), on pouvait travailler comme on voulait au pied de cette contrescarpe. Le commandant du génie Lamare y fit placer une longue chaîne de bombes chargées et de barils remplis d'artifices joints les uns aux autres par une traînée de poudre, à laquelle le brave officier du génie Mailhet, embusqué dans le fossé, devait mettre le feu au moment de l'assaut. Avril 1813.

Tout étant ainsi disposé, des troupes d'élite étant postées au sommet des brèches avec trois fusils par homme, des pièces chargées à mitraille étant braquées sur les côtés, une réserve aussi forte que possible se tenant aux ordres du gouverneur sur la principale place de la ville, on attendit l'assaut. Lord

lington avait tout préparé pour le livrer le 6 avril
oir, vingt et unième jour de son arrivée devant
ajoz. Mais il avait résolu de le livrer avec une
masse de forces, que le succès en fût presque
llible, dût-il y sacrifier deux fois autant d'hom-
qu'il en avait perdu dans les plus grandes ba-
es.

e 6 avril en effet, vers neuf heures du soir, l'ar-
rie des assiégeants vomit sur la place des tor-
s de feu. Deux divisions, sous le général Cole-
, s'acheminèrent directement vers les brèches,
lis que la division Picton, avec des échelles, se
ait à droite pour essayer d'escalader le château
un endroit dont on avait reconnu la faiblesse,
ue la division Leith, tournant à gauche, allait
er une autre escalade à l'extrémité sud-ouest,
ue-là négligée par les Anglais. Ainsi vingt mille
mes environ marchaient à l'assaut, masse

[redacted]

Avril 1812.

le feu au long chapelet de bombes et de barils d'artifices disposé au pied de la contrescarpe. Alors commença sur les derrières des colonnes d'assaut, et sur les pas de celles qui les soutenaient, une suite d'explosions formidables, qui, se succédant de seconde en seconde, lançaient tour à tour la mitraille, les éclats de bombe, et des torrents d'une lumière sinistre. De moment en moment cette lumière meurtrière jaillissait de l'obscurité, était remplacée par les ténèbres, puis jaillissait de nouveau, et chaque fois la mort s'en échappait sous mille formes. Malheureusement l'intrépide Mailhet fut lui-même frappé d'un éclat de bombe. Les deux divisions anglaises envoyées aux trois brèches finirent, malgré leur bravoure, par céder à la violence de la résistance, et par perdre leur impulsion sous le feu incessant de mousqueterie et de mitraille qui les accablait. Déjà près de trois mille Anglais avaient succombé, et lord Wellington allait ordonner la retraite, lorsque sur d'autres points la scène changea. A la droite de l'attaque, le général Picton, avec une rare intrépidité, avait fait appliquer les échelles contre l'un des flancs du château. Des Hessois étaient préposés à sa garde. Soit surprise, trouble, ou infidélité, ils laissèrent envahir le précieux réduit confié à leur courage et à leur loyauté, et un officier anglais, se jetant aussitôt sur les portes qui donnaient dans la ville, se hâta de les fermer, afin de s'établir solidement dans le château avant que les Français eussent le temps d'y accourir. Le gouverneur Philippon, que plusieurs fois on avait trompé par de faux cris d'alarme, et qui conservait sa réserve pour

La garnison de Badajoz est un moment près de triompher.

langer extrême, refusa d'abord de croire à la velle de l'envahissement du château. Convaincu, trop tard, de la réalité du fait, il se décida à y oyer quatre cents hommes. Ceux-ci, accueillis un feu meurtrier, furent arrêtés devant la pre-e porte. Ils se présentèrent à la seconde, et firent ains efforts pour la forcer. Dans le désir de s'ou-l'entrée du château et d'en expulser les Anglais, 'empressa d'aller chercher une partie des forces défendaient les fronts du sud-ouest, négligés u'ici par l'ennemi, et paraissant peu menacés. es dégarnit donc pour tâcher de reconquérir le eau. Alors la division Leith, qui méditait une lade de ce côté, trouvant le rempart abandonné, osant une multitude d'échelles, parvint, grâce eu de hauteur du mur, à le franchir. A peine ée, elle courut le long du rempart, afin de dre à revers les troupes qui jusqu'ici avaient

[redacted]

Avril 1812.

abandonnés du sud-ouest.

le fort de Saint-Christoval, pour s'y défendre encore. Mais ils furent tués ou pris. Après une si prodigieuse résistance, il ne leur restait plus qu'à se soumettre au vainqueur.

Reddition de Badajoz après une résistance héroïque.

Le lendemain ils furent conduits au camp de lord Wellington, qui tout en les accueillant avec courtoisie, refusa cependant d'écouter leurs instances en faveur de la malheureuse ville de Badajoz. Ce n'était certainement pas à nous à solliciter pour les Espagnols, et aux Anglais à les punir de notre résistance; mais lord Wellington, après avoir reçu poliment nos officiers, livra sans pitié la ville de Badajoz au pillage. Il ne fallait pas moins aux troupes qui avaient si vaillamment monté à l'assaut!

Le siége de Badajoz nous avait coûté environ 1500 morts ou blessés, et 3 mille prisonniers; mais il avait coûté à lord Wellington plus de 6 mille hommes hors de combat, c'est-à-dire beaucoup plus qu'aucune de ses batailles. L'assaut seul lui en avait fait perdre 3 mille, triste compensation pour notre double malheur! Lord Wellington n'en avait pas moins atteint son but; la pensée qu'il avait eue d'employer les quelques jours que nos mouvements décousus lui laisseraient pour enlever tour à tour Ciudad-Rodrigo et Badajoz, n'en était pas moins accomplie! Ciudad-Rodrigo et Badajoz nous étaient ravis, le Portugal nous était fermé, et l'Espagne était désormais ouverte aux Anglais!

Tardive et inutile arrivée du maréchal Soult à Llerena

Le maréchal Soult, en apprenant le danger de Badajoz, qu'on lui avait signalé bien des fois, avait tardivement quitté les lignes de Cadix, où il était occupé à jeter sur la rade des bombes de peu d'effet,

était enfin mis en marche pour venir au secours
 place assiégée. Il amenait avec lui vingt-quatre
 hommes, seule troupe active dont il lui fût
nis de disposer en s'obstinant à conserver Gre-
 et Séville, et il accourait à Llerena dans l'espé-
e d'y trouver, comme l'été précédent, le ma-
al Marmont avec trente mille hommes! Vaine
rance! le maréchal Marmont n'y était pas! La
velle du désastre de Badajoz jeta le maréchal
t dans une véritable consternation, car le seul
hée de sa campagne d'Andalousie lui avait dès
 échappé, et lord Wellington, s'il était tenté
érer par l'Estrémadure et l'Andalousie, en avait
ance toutes les portes ouvertes.

e maréchal Marmont, de son côté, n'était pas
euré oisif. Fixé en Vieille-Castille par les ordres
els de Napoléon, il avait eu recours, en appre-
 l'extrémité à laquelle était réduite la ville de

[redacted]

Napoléon, en voyant tomber coup sur coup les deux places qui avaient coûté tant de sang et d'efforts, et qui étaient les principaux obstacles placés sur la route des Anglais soit au nord, soit au midi, fut aussi affligé qu'irrité, et s'en prit à tout le monde, au maréchal Soult, qui avec 80 mille hommes ne faisait rien, disait-il, au maréchal Marmont, qui n'avait pas su modifier des ordres donnés à trois cents lieues du théâtre de la guerre. Ces reproches n'étaient que très-incomplétement mérités. Le maréchal Soult n'avait guère en ce moment plus de 50 mille hommes disponibles, et n'aurait pu s'opposer sérieusement aux entreprises des Anglais qu'en sacrifiant Grenade. Son tort véritable avait été de laisser inutilement le corps du général Drouet en Estrémadure, où ce corps ne pouvait rien, et de ne l'avoir pas tout simplement ramené à lui, en laissant dix mille hommes et quelque cavalerie dans Badajoz, avec un approvisionnement suffisant en vivres et en poudre. Badajoz aurait ainsi tenu plusieurs mois, et donné le temps de venir à son secours. Quant au maréchal Marmont, l'ordre de rester en Vieille-Castille, de ne pas descendre en Estrémadure, et de n'aller au secours de Badajoz que par une diversion opérée dans la province de Beïra, était si précis, qu'aucun général, quelque hardi qu'il fût, n'aurait osé y manquer.

Avril 1812.

La position que ce maréchal avait prise dans l'origine, celle d'Almaraz sur le Tage, était la seule convenable, la seule qui lui eût permis de se porter tour à tour au secours de Ciudad-Rodrigo ou de Badajoz. Si en effet on lui avait accordé un renfort de vingt

A quelles conditions le maréchal Marmont aurait pu concourir efficacement à sauver

hommes qu'il aurait placés à Salamanque, il
t pu marcher sur Badajoz avec les 30 mille
avait sur le Tage, et réuni à l'armée d'Anda-
e, il aurait présenté 55 mille combattants à lord
ington, ce qui eût suffi pour sauver Badajoz.
contraire le danger avait été au nord, il au-
ou repasser le Guadarrama, et, y trouvant les
ille hommes établis à Salamanque, il en aurait
re présenté 50 mille à lord Wellington sous
urs de Ciudad-Rodrigo, et déjoué ainsi toutes
entatives. En lui refusant un renfort de vingt
hommes et en le fixant en Vieille-Castille, Na-
n avait rendu presque inévitable la chute de
joz. Certainement la pensée d'une diversion di-
de Salamanque sur le Beïra était juste, comme
pensée de Napoléon sur la guerre devait l'être,
résultat venait de le prouver, puisqu'elle avait
né lord Wellington vers le nord du Portugal le

Avril 1812.

Coimbre, lord Wellington aurait infailliblement lâché prise une seconde fois, et abandonné le siége de Badajoz. Mais Badajoz ayant à peine de quoi se défendre, et le duc de Raguse ne pouvant, avec les moyens dont il disposait, faire qu'une vaine menace, il était impossible par une simple démonstration sur le Beïra de détourner de son but un esprit aussi sensé et aussi ferme que celui de lord Wellington.

Résumé des événements d'Espagne pendant les années 1810 et 1811, et causes véritables de nos revers.

Ainsi en 1811 comme en 1810 toutes les combinaisons avaient avorté en Espagne, tous les renforts envoyés étaient demeurés impuissants! Avant de retracer des événements plus tristes encore que ceux dont on vient de lire le récit, résumons ce qui s'était passé dans la Péninsule depuis deux années. On a vu déjà dans le quarantième livre de cette histoire, comment avait échoué la campagne de 1810; comment à cette époque, avec la sage pensée d'employer en Espagne toutes ses forces disponibles afin d'y résoudre la question européenne qu'il y avait lui-même transportée, comment aussi, avec la sage pensée de diriger son principal effort contre les Anglais, Napoléon s'était laissé détourner de son but par les instances de Joseph et du maréchal Soult, et avait consenti à la fatale expédition d'Andalousie, laquelle avait amené la dispersion des quatre-vingt mille hommes les plus aguerris qu'il y eût alors dans la Péninsule : on a vu comment Masséna, envoyé à Lisbonne avec 70 mille hommes, réduits à 50 mille par les circonstances locales, avait trouvé devant Torrès-Védras un obstacle presque insurmontable, que toutefois il aurait pu surmonter avec un secours de vingt-cinq mille hommes venant de l'Andalou-

avec un secours pareil venant de la Castille; nent le maréchal Soult n'avait ni pu ni voulu rêter ce secours, comment le général Drouet ne it pas pu davantage, comment Napoléon, em- avec une mobilité désastreuse vers d'autres ins, lui avait refusé les cinquante mille hommes uraient tout décidé, et comment enfin une cam- e qui aurait dû porter le coup mortel à l'armée ise n'avait été que malheureuse pour nous, et inutilement consommé les 150 mille hommes yés après la paix de Vienne! Ces récits affli- ts sont sans doute présents à la mémoire de ceux nt lu cette histoire! Les récits de la fin de 1811 nt ni moins affligeants ni moins significatifs, ne on a pu s'en convaincre dans ce livre.

isque dès le milieu de 1811 Napoléon était ré- à porter ses armées et sa personne au Nord, -à-dire en Russie, il aurait dû au Midi, c'est-à-

[redacted]

Avril 1812.

succès; en donnant de plus au maréchal Marmont la faculté d'attirer à lui l'armée du nord, et en lui attribuant exclusivement la plus grande partie de la réserve, il est probable qu'on eût déjoué longtemps les efforts des Anglais contre Badajoz et Ciudad-Rodrigo, et réduit lord Wellington, pendant un an peut-être, à une inaction embarrassante pour lui devant l'opinion exigeante de son pays. Mais ne voulant renoncer à rien, et, tout en préparant l'expédition gigantesque de Russie, aspirant à pousser vivement les affaires d'Espagne, se flattant de les avancer beaucoup dans l'automne et l'hiver de 1811, Napoléon renouvela en ordonnant l'expédition de Valence la faute qu'il avait commise en permettant l'expédition d'Andalousie : il condamna le maréchal Suchet à s'étendre sans le renforcer, et tandis que pour un moment il faisait converger vers lui toutes les forces disponibles, lord Wellington aux aguets enleva Ciudad-Rodrigo, et nous ferma le Beïra en s'ouvrant la Castille. Le maréchal Marmont courut bien à Ciudad-Rodrigo, mais obligé de ramener à lui ses forces dispersées jusqu'aux environs d'Alicante, il arriva trop tard, et cet unique trophée de la campagne de Portugal nous fut ravi. Il restait Badajoz, trophée unique aussi de la campagne d'Andalousie. La même cause devait nous le faire perdre. Napoléon obligé plus tôt qu'il ne l'avait d'abord supposé, de rappeler d'Espagne sa garde, les Polonais, les dragons, les quatrièmes bataillons, et attirant tout au nord de la Péninsule afin de pouvoir tout attirer au nord de l'Europe, ramena Marmont du Tage sur le Douro, l'y fixa, et découvrit ainsi Badajoz,

lord Wellington, toujours aux aguets, enleva
me Ciudad-Rodrigo, en profitant du vide laissé
ant cette place par nos faux mouvements. Ainsi
r prendre Valence, qui nous affaiblissait en nous
ant à nous étendre, on perdit Badajoz et Ciudad-
rigo, seul fruit de deux campagnes difficiles,
obstacle sérieux qu'on pût opposer à une
che offensive des Anglais! Tel était, tel devait
le résultat de cette manière d'ordonner de loin,
donner en pensant à autre chose, et en ne con-
ant à chaque objet que la moitié des ressources
e l'attention qu'il aurait fallu pour réussir!

outes ces fautes commises, voici où en restait
pagne. Le général Suchet demeurait à Valence
juste avec le moyen de contenir le pays, mais
aucun moyen d'agir à la moindre distance; le
échal Soult se trouvait en flèche au milieu de
dalousie, avec une force insuffisante pour pren-

[redacted]

Avril 1812.

plus de 400 mille entrés dans la Péninsule de 1808 à 1810! De ces 600 mille hommes il n'en survivait pas 300 mille, lesquels pouvaient fournir tout au plus 170 mille soldats en état de servir activement; il faut ajouter enfin que dans ces 170 mille soldats, 40 mille au plus, si on manœuvrait bien, étaient prêts à couvrir Madrid et Valladolid, c'est-à-dire la capitale et notre ligne de communication!

Napoléon, avant de partir pour la Russie, confère à Joseph le commandement de toutes les armées agissant dans la Péninsule.

Napoléon, au moment de s'éloigner de Paris, ayant appris par de nombreuses expériences la difficulté d'ordonner à propos en ordonnant de loin, prit le parti de conférer à Joseph le commandement de toutes les armées servant en Espagne, sans lui prescrire toutefois la seule conduite qui aurait pu tout sauver, celle de laisser le maréchal Suchet à Valence, puisqu'il y était, mais de replier l'armée d'Andalousie sur le Tage, de l'y réunir dans une même main à l'armée de Portugal, d'établir ces deux armées, présentant ensemble une force compacte de 80 mille hommes, dans une position bien choisie, d'où elles auraient pu au premier danger se porter sur Madrid ou sur Valladolid, suivant la marche adoptée par les Anglais. Mais Napoléon se contenta de donner à tous l'ordre d'obéir à Joseph, sans savoir comment le maréchal Suchet, habitué à se gouverner seul chez lui, et à s'y gouverner très-bien, comment le maréchal Soult, résolu à régner exclusivement en Andalousie, comment le maréchal Marmont, n'ayant pas cessé d'être en contestation avec la cour de Madrid pour les intérêts de l'armée de Portugal, pourraient ou voudraient se comporter à l'égard de cette autorité de Joseph, si longtemps

Inefficacité de cette mesure.

iée, raillée, déconsidérée par Napoléon lui-
ne, et proclamée au dernier moment comme
sorte de remède extrême, dans lequel il fallait
r tout à coup une confiance que jamais il n'a-
inspirée. Le maréchal Jourdan, appelé à être le
d'état-major de Joseph, composa sur cette si-
ion un mémoire plein de sens et de raison, qui
lait tous les inconvénients que nous venons de
aler, et qui fut expédié à Paris. Avant de dire
ment il y fut répondu par Napoléon, et, ce qui
plus grave, par les événements eux-mêmes, il
nous reporter au Nord, vers cet autre abîme où
oléon, entraîné par son fougueux génie, allait
foncer avec sa fortune, et malheureusement
celle de la France.

LIVRE QUARANTE-TROISIÈME.

PASSAGE DU NIÉMEN.

Suite des événements du Nord. — Un succès des Russes sur le Danube, écartant toute apparence de faiblesse de leur part, dispose l'empereur Alexandre à envoyer M. de Nesselrode à Paris, afin d'arranger à l'amiable les différends survenus avec la France. — A cette nouvelle, Napoléon, ne voulant pas de cette mission pacifique, traite le prince Kourakin avec une extrême froideur, et montre à l'égard de la mission de M. de Nesselrode des dispositions qui obligent la Russie à y renoncer. — Derniers et vastes préparatifs de guerre. — Immensité et distribution des forces réunies par Napoléon. — Mouvement de toutes ses armées s'ébranlant sur une ligne qui s'étend des Alpes aux bouches du Rhin, et s'avance sur la Vistule. — Ses précautions pour arriver insensiblement jusqu'au Niémen sans provoquer les Russes à envahir la Pologne et la Vieille-Prusse. — Ordre donné à M. de Lauriston de tenir un langage pacifique, et envoi de M. de Czernicheff pour persuader à l'empereur Alexandre qu'il s'agit uniquement d'une négociation appuyée par une démonstration armée. — Alliances politiques de Napoléon. — Traités de coopération avec la Prusse et l'Autriche. — Négociations pour nouer une alliance avec la Suède et avec la Porte. — Efforts pour amener une guerre de l'Amérique avec l'Angleterre, et probabilité d'y réussir. — Dernières dispositions de Napoléon avant de quitter Paris. — Situation intérieure de l'Empire; disette, finances, état des esprits. — Situation à Saint-Pétersbourg. — Accueil fait par Alexandre à la mission de M. de Czernicheff. — Éclairé par les mouvements de l'armée française, par les traités d'alliance conclus avec la Prusse et l'Autriche, l'empereur Alexandre se décide à partir pour son quartier général, en affirmant toujours qu'il est prêt à négocier. — En apprenant ce départ, Napoléon ordonne un nouveau mouvement à ses troupes, envoie M. de Narbonne à Wilna pour atténuer l'effet que ce mouvement doit produire, et quitte Paris le 9 mai 1812, accompagné de l'Impératrice et de toute sa cour. — Arrivée de Napoléon à Dresde. — Réunion dans cette capitale de presque tous les souverains du continent. — Spectacle prodigieux de puissance. — Napoléon, averti que le prince Kourakin a demandé ses passe-ports, charge M. de Lauriston d'une nouvelle démarche auprès de l'empereur Alexandre, afin de prévenir des hostilités prématurées. — Fausses espérances à l'égard de la Suède et de la Turquie. — Vues relativement à la Pologne. — Chances de sa reconstitution. — Envoi de M. de Pradt comme ambassadeur de France à Varsovie. — Retour de M. de Narbonne à Dresde, après avoir rempli sa mission

LIVRE XLIII

Wilna. — Résultat de cette mission. — Le mois de mai étant écoulé, poléon quitte Dresde pour se rendre à son quartier général. — rribles souffrances des peuples foulés par nos troupes. — Napoléon Thorn. — Immense attirail de l'armée, et développement excessif s états-majors. — Mesures de Napoléon pour y porter remède. Son accueil au maréchal Davout et au roi Murat. — Son séjour à ntzig. — Vaste système de navigation intérieure pour transporter s convois jusqu'au milieu de la Lithuanie. — Arrivée à Kœnigsberg. Rupture définitive avec Bernadotte sur des nouvelles reçues de ède. — Déclaration de guerre à la Russie fondée sur un faux pré- xte. — Plan de campagne. — Arrivée au bord du Niémen. — Pas- ge de ce fleuve le 24 juin. — Contraste des projets de Napoléon en 10, avec ses entreprises en 1812. — Funestes pressentiments!

Napoléon et Alexandre étaient restés depuis le s de novembre dernier dans une attitude d'ob- vation, armant sans cesse l'un en représaille de tre, Alexandre ne souhaitant pas la guerre, la ignant au contraire, résolu pourtant à la faire tôt que de sacrifier la dignité ou le commerce de nation, et dans l'intervalle ne négligeant rien pour miner sa lutte avec la Turquie, soit par les armes,

Déc. 1811.

corps, tantôt tel autre; on poussait celui-ci vers la Dwina ou le Dniéper, celui-là vers l'Oder ou la Vistule. Mais, ainsi faisant, on allait bientôt se trouver en présence les uns des autres, l'épée sur la poitrine, et prêts à s'égorger. Tous les hommes sensés et honnêtes en Russie, en France, en Europe, les uns par raison et humanité, les autres par le motif honorablement intéressé du patriotisme, se disaient avec douleur qu'en persistant quelques jours encore dans ce silence et cette activité, il coulerait des torrents de sang depuis le Rhin jusqu'au Volga. Le plus actif de ceux qui éprouvaient ces nobles sentiments, M. de Lauriston, s'épuisait à écrire à Paris qu'on ne voulait pas la guerre à Saint-Pétersbourg, qu'on ne la ferait qu'à contre-cœur, mais qu'on la ferait terrible, et que cependant, si la France consentait à ménager un peu la susceptibilité russe, à concéder quelque chose pour le prince d'Oldenbourg, et à s'accommoder d'un peu plus de rigueur contre le pavillon anglais, elle serait assurée de conserver la paix, quoi qu'il pût advenir dans les autres parties de l'Europe. A force d'insister, il avait fini par s'attirer de Napoléon quelques boutades, du reste sans amertume, comme celle-ci : *Lauriston se laisse attraper,* boutades auxquelles M. de Bassano ajouta pour son compte des dépêches pleines d'arrogance et d'aveuglement. Désolé de n'être pas écouté à Paris, M. de Lauriston insistait pour l'être à Saint-Pétersbourg, s'attachant à montrer l'inutilité et le danger d'une nouvelle lutte avec Napoléon (ce dont on était parfaitement convaincu), et répétant qu'avec quelques jours encore de ce silence guindé

Louables efforts de M. de Lauriston pour amener un rapprochement entre la Russie et la France.

naladroit, on finirait, les uns ou les autres, par rouver au bord d'un abîme. Il demandait instamnt, avec la dignité d'une conviction honnête, on envoyât à Paris des instructions au prince rakin, afin d'amener sur tous les points en litige explication satisfaisante, car, redisait-il sans se, rien de ce qui semblait diviser les deux puisces ne valait la peine d'une guerre. Les cabinets Berlin et de Vienne agissaient dans le même sens, de bonne foi, l'autre par prudence. La Prusse ait dans une nouvelle conflagration européenne, quelle elle serait forcée de prendre part, de nouux hasards, et le sage roi Frédéric-Guillaume tait pas de ceux qui pensaient que quand on se vait mal, il fallait remuer, au risque d'être plus l encore. D'ailleurs l'obligation de se mettre du é de Napoléon, si la guerre éclatait, blessait son timent germanique, qui, pour être contenu, n'en

Déc. 1811.

la Prusse. La Russie, importunée à la longue d'instances qui semblaient supposer que la paix dépendait d'elle, avait répondu aux ministres des deux puissances : Conseillez la paix à d'autres, puisque vous y tenez tant, conseillez-la surtout à ceux qui veulent la guerre, et m'obligent malgré moi à la préparer [1]. —

La Russie finit par adopter l'idée d'envoyer M. de Nesselrode à Paris, afin d'amener une explication complète sur tous les points.

A force d'entendre répéter qu'on devrait bien s'expliquer avant de s'égorger, que le prince Kourakin, usé auprès de Napoléon, plus propre à la représentation qu'aux affaires, ne suffisait pas pour apaiser la querelle, on avait fini à Saint-Pétersbourg par tourner les yeux sur un homme très-propre à rétablir la bonne intelligence si elle pouvait être rétablie, sur M. de Nesselrode, secrétaire principal de la légation de Paris, fort jeune alors, mais déjà fort remarqué, esprit fin, clairvoyant et sage, inspirant dès cette époque grande confiance à Alexandre, pris au sérieux par Napoléon beaucoup plus que le prince Kourakin, et actuellement en congé à Saint-Pétersbourg. On lui avait entendu dire depuis son retour de Paris que, si on le voulait bien, tout pourrait s'arranger; que Napoléon n'était pas aussi passionné pour la guerre qu'on le croyait généralement, qu'avec lui il fallait s'expliquer directement, parler clair et net, et qu'en s'y prenant de la sorte on pouvait avoir satisfaction, et arriver à un accommodement honorable. On avait donc songé à M. de Nesselrode, et on était tenté de l'envoyer à Paris avec des instructions et des pouvoirs pour traiter toutes

[1] Je parle d'après les dépêches prussiennes et autrichiennes elles-mêmes.

uestions récemment soulevées, et envenimées moins par ce qu'on avait dit que par ce qu'on omis de dire. M. de Nesselrode se montrait , à son âge, d'une si haute mission, et disposé t faire pour en assurer le succès. Malheureuse- t ce qui le flattait inspirait une fâcheuse jalousie de Romanzoff, fort intéressé pourtant à préve- a guerre, mais prenant ombrage des progrès du e diplomate et de la confiance qu'Alexandre blait lui témoigner. Il opposait donc certaines ctions à cette mission, bien que du reste il fût à beaucoup de sacrifices pour maintenir la paix, ême l'alliance avec la France. Une objection de le Romanzoff, qui touchait Alexandre à cause a susceptibilité russe, c'était de paraître implo- a paix par l'envoi d'un diplomate ayant mission iale de la négocier, surtout quand on n'était pas remiers auteurs des mesures justement consi-

à traiter, avait causé une grande joie à Saint-Pétersbourg, où il avait été connu en novembre 1811. Déc. 1811.
Sur-le-champ on avait autorisé le général Kutusof à ouvrir une négociation, et à proposer la paix en se désistant des premières prétentions russes. Ainsi on ne demandait plus les provinces du Danube, c'est-à-dire la Bessarabie, la Moldavie et la Valachie, mais la Bessarabie et la Moldavie seulement, cette dernière jusqu'au Sereth, une sorte d'indépendance pour la Valachie et la Servie, un petit territoire du côté du Caucase, à l'embouchure du Phase, et une somme de vingt millions de piastres à titre d'indemnité de guerre. Des pourparlers s'étaient engagés sur ces bases à Giurgewo, et un armistice de plusieurs mois avait été convenu. A chaque instant on espérait à Saint-Pétersbourg voir arriver un courrier qui annoncerait la conclusion de la paix.

Vraisemblance d'un arrangement prochain entre la Russie et la Porte.

Ces résultats, quoiqu'ils fussent moins brillants que ceux qu'avait rêvés Alexandre, car il s'était flatté, outre la Finlande, d'ajouter du même coup à son empire la Bessarabie, la Moldavie et la Valachie, étaient déjà fort beaux, et la seule acquisition de la Finlande et de la Bessarabie signalait d'une manière bien assez éclatante les débuts d'un règne qui promettait d'être fort long encore. Mais ces résultats lui convenaient bien davantage sous un autre rapport, c'était de pouvoir envoyer M. de Nesselrode à Paris sans qu'on criât à la faiblesse dans les salons de Saint-Pétersbourg. Maître de toutes ses forces par la fin de la guerre sur le Danube, il paraissait autant donner la paix que la recevoir, sans compter qu'il était en mesure de l'obtenir bien meilleure.

ı prépara donc les instructions de M. de Nes-
de. Alexandre prit la peine de les rédiger lui-
e, et autorisa M. de Lauriston à annoncer le
hain départ du nouveau plénipotentiaire. On
a un grade de plus à M. de Nesselrode dans la
matie russe, afin qu'il se présentât revêtu de
les signes de la confiance impériale. On atten-
impatiemment un dernier courrier des bords du
ıbe, pour faire partir M. de Nesselrode juste au
ent où la fin de la guerre de Turquie serait
ue, et pour avoir en traitant tout à la fois plus
ignité et plus de force.

ı informa de ces dispositions les diverses cours
ontinent, et notamment celles de Prusse et d'Au-
e. M. de Lauriston en écrivit à Paris avec la
faction visible d'un bon citoyen, plus charmé
oir bien fait que certain d'être approuvé, car
ait évident à son langage qu'il doutait fort de

Déc. 1811.

guerre, alternative à l'égard de laquelle son choix était fait d'avance. La nouvelle du voyage de M. de Nesselrode ne lui laissa plus de doute. Il en conclut que la Russie tenait la guerre de Turquie pour à peu près terminée, et qu'elle se hâtait d'en profiter pour lui dicter des conditions. Il y avait là de quoi l'irriter profondément, et le pousser même à un éclat, comme il n'y était que trop enclin, s'il n'avait conçu un vaste plan, qui exigeait de sa part la plus profonde dissimulation. Il voulait, en protestant toujours de son désir de la paix, en répétant qu'il n'armait que par pure précaution, arriver successivement à l'Oder, puis à la Vistule, avant que les Russes eussent franchi le Niémen, afin de sauver les immenses ressources en grains et fourrages qui se trouvaient dans la Pologne et la Vieille-Prusse, ressources que les Russes ne manqueraient pas de détruire si on leur en laissait le temps, car ils se vantaient tout haut d'être prêts à faire de leurs provinces un désert, comme les Anglais en avaient fait un du Portugal. Or, plus loin commencerait ce désert, moins grande serait la masse de ce qu'on aurait à porter avec soi. C'est pourquoi Napoléon, après s'être assuré de Dantzig, songeait en ce moment à s'assurer de la navigation du Frische-Haff par ses négociations avec la Prusse, afin de passer par eau de Dantzig à Kœnigsberg, puis de Kœnigsberg à Tilsit. Ce n'est qu'à partir du Niémen qu'il entendait se servir de transports par terre, et, se flattant de porter avec lui des vivres jusqu'à une distance de deux cents lieues, il croyait pouvoir s'avancer assez pour enfoncer le fer au cœur même

Il croit que la Russie, sûre d'en finir avec les Turcs, veut lui dicter la loi.

Plan de dissimulation qui l'empêche de laisser éclater sa colère.

Russie. Tout ce plan allait être déjoué si les
s le prévenaient, et si, fondant à l'improviste
Vieille-Prusse et la Pologne, ils en faisaient
ésert, en brûlaient les greniers, en prenaient
tail pour l'emmener avec eux. Il fallait donc
à petit, sans éclat, sans rupture, arriver à la
le, puis à la Prégel avant l'ennemi; il fallait
, et cela n'importait pas moins, retarder les
ités jusqu'à l'été de 1812, car la condition des
nses transports que Napoléon avait préparés
t la réunion et l'entretien d'une grande quan-
e chevaux. Or, si on employait leurs forces à
r de quoi les nourrir eux-mêmes, autant valait
s s'en embarrasser, car il ne resterait rien
les hommes. Si en effet les six mille voitures
es devaient charrier de l'avoine et non du
ce n'était pas la peine de traîner avec soi un
te attirail. Pour en être dispensé, il fallait ne

Napoléon savait par expérience que deux mois de plus n'étaient pas à dédaigner; que les Russes ayant pour arme la destruction, et lui la création des moyens, le temps n'était pas un élément nécessaire pour eux, tandis qu'il était indispensable pour lui.

Déc. 1811.

Par ces motifs profonds, il fallait se glisser en quelque sorte jusqu'à la Vistule, et gagner non-seulement du terrain, mais du temps, sans provoquer une rupture. Pour réussir dans un tel dessein il n'y avait rien de mieux que cet état de querelle obscure, indécise, où l'on se répétait indéfiniment : Vous armez... Et vous aussi... C'est vous qui avez commencé... Non, ce n'est pas nous, c'est vous... Nous ne voulons pas la guerre... Nous ne la voulons pas non plus..... et autres propos semblables, fort insignifiants en apparence, mais fort calculés de la part de celui qui, avec ces ennuyeux reproches, occupait des mois entiers, gagnait de décembre à janvier, de janvier à février, et espérait gagner encore jusqu'en juin 1812. Or une explication claire et catégorique devait faire cesser une situation si utile aux desseins de Napoléon, et l'arrivée de M. de Nesselrode, en provoquant cette explication, ne lui convenait aucunement[1]. Quelque adresse qu'il pût y mettre, quelque empire qu'il sût prendre sur lui-même lorsqu'il s'y appliquait, il était impossible qu'avec un homme aussi pénétrant que M. de Nes-

Par ce motif, Napoléon ne veut pas d'une explication catégorique après laquelle les Russes ne pourraient plus concevoir de doutes sur l'imminence d'une guerre prochaine

[1] Dans une matière aussi grave, pas plus du reste que dans une qui le serait moins, je ne voudrais rien supposer. Mais les lettres les plus précises de Napoléon aux trois ou quatre hommes investis de sa confiance, le prince Eugène, le maréchal Davout, M. de Cessac, M. de Lauriston lui-même, ne laissent aucun doute sur la réalité de ce calcul. Nous en citerons plus tard des preuves matérielles et irréfragables.

de, il ne fût pas bientôt amené à un éclaircis-
ent complet, à une solution par oui ou par non,
s laquelle il n'y aurait plus qu'à marcher tout
uite les uns contre les autres. Or il lui impor-
comme on vient de le voir, qu'on arrivât, les
çais sur la Prégel, les Russes sur le Niémen,
t de s'être déclaré la guerre, et en se répétant
cesse qu'il fallait s'expliquer, sans pourtant
pliquer jamais.

forma donc la résolution de donner sur-le-
np ses derniers ordres militaires, et en même
s il s'y prit de la manière la plus convenable
empêcher M. de Nesselrode de venir à Paris,
e gardant toutefois de blesser la Russie, et de
ousser à une rupture immédiate. Il voyait le
ce Kourakin fort souvent; il savait, car le bruit
ait déjà répandu dans toute l'Europe, que l'en-
le M. de Nesselrode à Paris était prochain, et il

approbation indirecte de la mission de M. de Nesselrode, il joignit, dans une occasion assez importante, une froideur marquée pour la légation russe. Le premier de l'an, jour consacré aux réceptions, c'est à peine s'il adressa la parole au prince Kourakin, qui, fort attentif aux petites choses, ne manqua pas de le remarquer, et en conclut que la mission de M. de Nesselrode ou venant trop tard, ou ne plaisant pas, n'avait pas chance de réussir. Ce qu'il y eut de plus grave encore, ce fut le bruit des ordres donnés par Napoléon, bruit toujours suffisant, si petit qu'il soit, pour frapper l'oreille d'un ambassadeur quelque peu informé. Napoléon avait recommandé la discrétion la plus absolue, mais tant de gens devaient être dans la confidence, quelques-uns de ses ordres étaient si difficiles à cacher par leur nature et leur gravité, que le mystère, possible pour le gros du public, ne l'était pas pour une diplomatie qui payait fort bien les trahisons. En effet M. de Czernicheff, aide de camp de l'empereur Alexandre, souvent en mission à Paris, avait acheté un commis qui lui livrait les secrets les plus importants du ministère de la guerre. Par ces diverses causes, le prince Kourakin parvint à savoir tout ce que Napoléon avait ordonné, et ce qu'il avait ordonné ne pouvait laisser aucun doute sur la résolution irrévocable d'hostilités prochaines.

Janv. 181

Levée de la conscript de 181

D'abord il avait prescrit à M. de Cessac, devenu ministre de l'administration de la guerre, de préparer le sénatus-consulte pour la levée de la conscription de 1812, mesure nécessairement très-significative, puisque les cadres ayant déjà reçu la conscription de 1811 tout entière, étaient suffisam-

remplis pour un armement de pure précaution. léon avait ensuite demandé aux gouvernements nands de fournir leur contingent complet, et it exigé non pas seulement des principaux d'enux, comme la Bavière, la Saxe ou le Wurtem-, capables de garder un secret, mais de tous les s princes, auxquels on ne pouvait s'adresser que le fait fût bientôt divulgué. Il avait écrit en res aux maréchaux Suchet et Soult de lui enr sur-le-champ les régiments dits de la Vistule, nents excellents dont il voulait se servir en gne. Il avait donné des ordres pour le retour édiat de la jeune garde, cantonnée en Castille, our celui des dragons, destinés à rentrer en ce un escadron après l'autre. C'est ce qui exe comment en Espagne, après avoir tout fait erger sur Valence, avec la pensée de tout faire er ensuite sur le Portugal, il avait concentré ainement les forces disponibles du côté de la

Janv. 1812.

bataillons d'équipages dont l'organisation était achevée, en leur donnant à porter des souliers, des eaux-de-vie, et en général des objets d'équipement. Enfin il expédia un premier ordre de mouvement à l'armée d'Italie. Cette armée ayant à traverser la Lombardie, le Tyrol, la Bavière, la Saxe, pour se trouver en ligne sur la Vistule avec l'armée du maréchal Davout, devait être en mouvement au moins un mois avant les autres, si on voulait qu'elle ne fût pas en retard. Cependant, comme de toutes les mesures qu'il avait à prendre celle-ci était la plus frappante, car on ne pouvait déplacer l'armée d'Italie, l'arracher à ses cantonnements pour lui faire parcourir une moitié de l'Europe, sans un parti bien arrêté à l'égard de la guerre, il s'attacha à bien garder son secret, et écrivit directement au prince Eugène en ayant soin d'éviter l'intermédiaire des bureaux. Il enjoignit à ce prince de disposer ses divisions à Brescia, Vérone et Trieste pour le milieu de janvier, afin qu'elles fussent prêtes à marcher vers la fin du même mois avec tout leur matériel. Quoiqu'il les demandât en janvier, il n'y comptait qu'en février, sachant, avec sa grande expérience, que ce n'est pas trop que de concéder un mois aux retards inévitables. Il avait le projet de faire partir les troupes d'Italie vers la fin de février, et de n'ébranler celles du maréchal Davout que dans le courant de mars, sauf à porter rapidement celles-ci sur la Vistule, si la nouvelle du mouvement de l'armée d'Italie amenait les Russes sur le Niémen. Sinon il se proposait de pousser lentement ses colonnes sur la Vistule, où il ne désirait pas les avoir avant la

Ordre secret de départ adressé à l'armée d'Italie.

Succession de tous les mouvements de troupes profondément calculée.

[redacted]vril, de les porter ensuite à la mi-mai sur la
[redacted]el, et à la mi-juin sur le Niémen. En mettant
[redacted] trois mois à les mouvoir de l'Elbe au Niémen,
[redacted]ommes, les chevaux devaient arriver sans s'être
[redacted]ués, et parvenir sur le théâtre de la guerre au
[redacted]plet de leur effectif et de leur équipement.
[redacted] toutes ces mesures, la légation russe n'ignora
[redacted] le départ de l'armée d'Italie, dont le prince
[redacted]ène avait seul la confidence, et le rappel des
[redacted]nais d'Espagne demandé par dépêches chiffrées
[redacted] maréchaux Soult et Suchet. Mais elle connut
[redacted]s les autres, et c'était assez pour dissiper les
[redacted]iers doutes, s'il avait pu en rester encore sur
[redacted]solution de commencer la guerre dans la pré-
[redacted] année 1812. Le prince Kourakin en effet n'en
[redacted]erva plus aucun dès les premiers jours de jan-
[redacted] Le silence évidemment volontaire gardé avec
[redacted]ur la mission de M. de Nesselrode, la froideur
[redacted]



vivacité à ses convictions, mais si son déplaisir personnel l'avait porté à dire que la guerre était résolue, ce déplaisir n'avait servi qu'à l'éclairer, car il est bien vrai qu'en ce moment elle l'était irrévocablement. Janv. 1812.

Quand les dépêches du prince Kourakin parvinrent à Saint-Pétersbourg, on était encore tout disposé à envoyer M. de Nesselrode à Paris, et on n'attendait que la circonstance déterminante d'un courrier de Constantinople pour ordonner son départ. Malheureusement ce courrier n'arrivait pas, et M. de Romanzoff abusait de ce retard par jalousie du jeune négociateur. Le courrier du prince Kourakin parti le 13 janvier arriva le 27 à Saint-Pétersbourg, et y causa la plus vive sensation. A la lecture des dépêches qu'il apportait, on partagea le sentiment de l'ambassadeur, et, comme lui, on ne douta plus de la guerre. Déjà on était fort enclin à croire que la crise actuelle aurait cette issue, et plutôt que de se soumettre comme la Prusse ou l'Autriche à toutes les volontés de Napoléon, plutôt que de sacrifier les restes du commerce russe, on était résolu à braver les dernières extrémités. Pourtant, de la prévoyance du fait au fait lui-même, il y a toujours une différence que les hommes sentent très-vivement, et on en fut profondément affecté à Saint-Pétersbourg, à tel point que M. de Lauriston put dire sans exagération qu'on y était consterné. C'était alors dans l'opinion de l'Europe une si grande chance à courir que de braver Napoléon, son génie, ses vaillantes armées; c'étaient de si redoutables souvenirs que ceux d'Austerlitz, d'Iéna, d'Eylau,

Consternation et ferme résolution de la cour de Russie.

Friedland, que même avec le plus noble senti-
t de patriotisme, ou avec les haines ardentes de
stocratie européenne contre nous, on était saisi
ie sorte de terreur à la pensée de recommencer
lutte qui avait toujours si mal réussi. Cette fois,
lleurs, si la fortune était encore contraire, il se
rrait bien que l'on eût consolidé pour toujours
omination qu'on voulait renverser, et qu'on eût
osé la Russie à tomber à ce second rang auquel
Prusse et l'Autriche étaient aujourd'hui descen-
s, et dont on avait horreur. La Providence, qui
le si bien ses secrets, n'avait pas encore dit le
, et les Russes ne savaient pas qu'ils étaient à la
le de leur grandeur, et Napoléon savait encore
ns qu'il était à la veille de sa chute! Pourtant
ces secrets providentiels il en transpire toujours
lque chose pour le génie, quelquefois même
r la passion.

[redacted]

Janv. 1812.

une position plus affreuse encore que celle de Masséna. Aussi dans tous les rangs de l'armée russe entendait-on dire qu'il faudrait tout brûler, tout détruire, se retirer ensuite dans le fond de la Russie sans livrer de bataille, qu'on verrait alors ce que pourrait le terrible empereur des Français dans des plaines ravagées, dépourvues de grains pour ses soldats, d'herbe pour ses chevaux, et que, nouveau Pharaon, il périrait dans l'immensité du vide, comme l'autre dans l'immensité des flots. Ce plan d'éviter les grandes rencontres, et de se retirer en ravageant, naissait dans tous les esprits, et dans cette circonstance solennelle tout le monde, pour ainsi dire, avait été général.

On veut se retirer dans les profondeurs de l'empire en détruisant toutes choses sur les pas des Français.

Il y avait même parmi les officiers de l'empereur Alexandre des caractères plus ardents que les autres, qui lui conseillaient de porter le désert en avant, et pour cela de ne pas attendre Napoléon sur le Niémen, de ne pas lui laisser ainsi les riches greniers de la Pologne et de la Vieille-Prusse, mais d'envahir sur-le-champ ces contrées, les unes appartenant à l'odieuse Pologne pour laquelle on avait la guerre, les autres à la Prusse que sa faiblesse allait faire l'alliée de Napoléon, de les occuper pour quelques jours seulement, de tout y détruire, et de les évacuer immédiatement après.

Quelques esprits impatients voudraient qu'on portât le ravage en avant, et qu'on allât tout détruire en Pologne et en Vieille-Prusse.

Alexandre, pensant à cet égard comme tous les soldats et officiers de son armée, était bien d'avis d'opposer à Napoléon les distances et la destruction, de refuser les batailles, et de s'enfoncer dans l'intérieur de la Russie, sauf à s'arrêter et à combattre quand on trouverait les Français épuisés de

Alexandre ne veut pas prendre cette initiative, afin de conserver la paix aussi longtemps qu'elle sera

ue et de faim; mais il n'était pas de l'avis de
c qui prétendaient envahir sur-le-champ pour
ravager la Vieille-Prusse et la Pologne. Prendre
ensive, se porter en avant, c'était donner des
ices au grand gagneur de batailles de vous vain-
lans le pays même où on irait le prévenir, c'était
i partager avec lui les torts de l'agression, du
is aux yeux des peuples, et Alexandre, avant
lemander à sa nation les derniers sacrifices, dé-
t que l'univers entier fût convaincu qu'il n'avait
t été l'agresseur. Enfin il y avait une raison
Alexandre disait moins, mais qui agissait forte-
t sur lui, c'est que tant que la paix était hono-
ement possible il voulait la conserver, et ne pas
ompromettre par une initiative imprudente. De
côté M. de Romanzoff, dont la politique avait
ondée sur l'alliance française, et qui allait per-
par la guerre la base de son système et le vrai

Janv. 1812

de campagn des Russes

quelques généraux investis de sa confiance, arrêta le système de guerre qu'il convenait d'adopter. Il fut décidé qu'on aurait deux armées considérables, dont tous les éléments étaient déjà réunis, l'une sur la Dwina, l'autre sur le Dniéper, deux fleuves qui, naissant à quelques lieues l'un de l'autre, courent le premier vers Riga et la Baltique, le second vers Odessa et la mer Noire, et décrivent ainsi une vaste ligne transversale du nord-ouest au sud-est, constituant pour ainsi dire la frontière intérieure du grand empire russe. Ces deux armées, ayant leurs postes avancés sur le Niémen, se retireraient concentriquement à l'approche de l'ennemi, lui présenteraient une masse compacte qui serait au moins de 250 mille hommes, et à laquelle on espérait pouvoir ajouter bientôt des réserves au nombre de cent mille. Une troisième armée, d'une quarantaine de mille hommes, se tiendrait en observation vers l'Autriche, se lierait avec celle du Danube qui était de soixante mille, et ces deux armées elles-mêmes, suivant les événements de Turquie, se rendraient sur le théâtre de la guerre, et porteraient à quatre cent cinquante mille hommes la somme totale des forces russes.

Alexandre compte beaucoup sur le rôle que l'opinion jouera dans cette guerre

Ces moyens, indépendamment du climat, des distances, et des ravages projetés, avaient une valeur considérable, et soutenaient la confiance des Russes. Mais d'autres motifs contribuaient encore à la fortifier. Les Russes pensaient que dans cette lutte l'opinion jouerait un rôle important, et que ceux qui seraient parvenus à la mettre de leur côté auraient un grand avantage. Ils savaient que la France elle-

ne, quoique condamnée à se taire, n'approuvait
ces guerres incessantes, dans lesquelles on ver-
son sang par torrents pour des objets qu'elle ne
prenait plus, depuis que ses frontières avaient
-seulement atteint, mais dépassé les Alpes, le
et les Pyrénées. Ils savaient qu'après un im-
se enthousiasme pour la personne de Napoléon,
sourde haine commençait à naître contre lui, et
vait éclater au premier revers; qu'en Allemagne
haine était, non pas sourde et cachée, mais
nte et publique, plus violente même qu'en Es-
ne, où l'épuisement l'avait un peu amortie; que
les États alliés, comme la Bavière, le Wur-
berg, la Saxe, les peuples en voulaient cruel-
nt à leurs princes de les sacrifier à un maître
nger, dans un pur intérêt d'agrandissement ter-
ial, et que la conscription était devenue chez
la plus odieuse des institutions; qu'en Prusse,

[redacted]

vrai que la malheureuse Pologne, n'ayant d'autre richesse que ses blés, ses bois, ses chanvres, qui ne pouvaient plus franchir le port de Dantzig depuis le blocus continental, souffrait horriblement; que chez elle la noblesse était ruinée, le peuple écrasé par les impôts, et la ville de Dantzig, de riche cité commerciale convertie en cité guerrière, réduite à la dernière misère. Le général Rapp, fin courtisan, mais cœur excellent, avait été si touché du spectacle de ces maux, qu'il avait osé les faire connaître au maréchal Davout, en disant que si l'armée française avait un seul revers, ce ne serait bientôt qu'une insurrection générale du Rhin au Niémen. Le froid et sévère Davout lui-même, regardant peu à des souffrances qu'il partageait tout le premier avec ses soldats, observant sur les affaires publiques le silence qu'il imposait aux autres, avait cependant transmis à Napoléon les lettres que le général Rapp lui avait écrites, en les accompagnant de ces paroles remarquables : « Je me souviens en effet, Sire, » qu'en 1809, sans les miracles de Votre Majesté à » Ratisbonne, notre situation en Allemagne eût été » bien difficile! » —

Janv. 181

C'étaient là les vérités bien tristes pour nous, qui, venant s'ajouter au sentiment de leurs forces réelles, inspiraient aux Russes la confiance d'entreprendre une lutte formidable. Ils se disaient donc que si la guerre offrait de cruelles chances, elle en présentait d'avantageuses aussi; que si Napoléon, comme Charles XII, rencontrait en Russie les plaines de Pultawa, l'Allemagne entière se soulèverait sur ses derrières; que les princes alliés seraient forcés par

peuples de se détacher de son alliance; que la
ne elle-même accueillerait l'idée de se recon-
r autrement que par la main de Napoléon, et
a France, épuisée de sang, fatiguée des sacri-
que lui coûtait une ambition sans bornes et
objet raisonnable, ne ferait plus les efforts dont
autres temps elle s'était montrée capable pour
nir sa grandeur.

s motifs confirmaient Alexandre dans la réso-
de mettre les torts du côté de Napoléon, de
mettre aucun du sien, de ne pas prendre l'ini-
e de l'agression, de border le Niémen sans le
sser, et, dans une attitude formidable, mais
vée, d'attendre l'ennemi sans aller le chercher.
conduite lui semblait de tout point la meilleure,
irement et politiquement, sans compter qu'en
nt ainsi on sauvait la dernière chance de la
car il était toujours possible qu'au dernier mo-

[redacted]

Janv. 1812.

ni de l'Autriche. Tout ce qu'on pouvait obtenir de ces puissances, c'était la neutralité, si toutefois Napoléon la leur permettait; mais quant à une coopération de leur part, il n'y fallait pas songer. Cependant il y avait des alliances qui s'offraient avec ardeur, avec importunité presque, c'étaient celle de l'Angleterre, et, le croirait-on? celle de la Suède. L'alliance de l'Angleterre était naturelle, légitime, et elle était inévitable au premier coup de canon tiré entre la France et la Russie. Le cabinet anglais, dans son impatience de la nouer, avait choisi le prétexte d'une demande de salpêtre adressée par la Russie au commerce neutre, pour expédier sur Riga une douzaine de bâtiments chargés de poudre. Puis elle avait envoyé en Suède un agent, M. Thornton, qui à la moindre espérance d'être accueilli devait se jeter dans le premier port russe qui lui serait ouvert. En attendant, M. Thornton devait essayer à Stockholm de s'aboucher avec la légation russe, en se servant du cabinet suédois pour faire agréer ses ouvertures.

Impatience que témoigne l'Angleterre de se rapprocher de la Russie.

Rien, il faut le répéter, n'était plus naturel que cette impatience du cabinet britannique, on peut dire seulement qu'elle était trop pétulante, et qu'en se mettant si tôt en avant, elle s'exposait à rapprocher, si un rapprochement était possible encore, ceux qu'elle voulait pour jamais désunir. Mais la Suède, ou, pour parler plus exactement, le prince qui devait à la France d'être monté sur les marches du trône de Suède, s'employer avec passion à nous chercher des ennemis, à nouer des alliances contre nous! c'est ce qui a lieu d'étonner, de révolter même

cœur honnête, et c'est pourtant ce qui se voyait
le moment, et ce qui devait être une des par-
les plus frappantes du tableau extraordinaire
t alors aux yeux du monde.
prince Bernadotte, élu héritier du trône de
e on a vu comment, à quelle occasion, dans
le intention, venait de se constituer définitive-
t l'ennemi le plus actif et le moins déguisé de
léon. Le refus de la Norvége, acte si honnête
e politique qui ne l'était pas toujours, le silence
igneux prescrit à la légation française, avaient
illé dans son cœur la vieille haine qu'il nourris-
contre Napoléon, et cette haine, le croirait-on?
t pour principe l'envie. Envieux par nature, il
jalouser celui qui aurait dû à jamais rester
de portée pour son envie, tant la supériorité de
e et de situation mettait le général Bonaparte
de toute comparaison avec le général Berna-

tocratie, qui détestait la France et les révolutions, leur disant tout bas ou tout haut, selon les circonstances, et presque toujours avec une imprudence singulière, qu'il n'entendait pas être l'esclave de Napoléon, qu'il était Suédois et non Français, que s'il convenait à la France de ruiner la Suède en la privant de son commerce, il ne s'y prêterait pas, et qu'avant tout il songeait à la prospérité de sa nouvelle patrie. Quant à ceux qui l'avaient élu, et qui comprenaient tous les amis de la France, passionnés pour la révolution de 1789, pour l'ancienne grandeur suédoise, pour la gloire des armes, ce qui les avait portés à choisir un général français, il leur parlait d'honneur, de patrie, de vaillance militaire, et, sans indiquer où ni comment, promettait de les conduire à la victoire, et de refaire la grandeur de la Suède. Flattant ainsi tous les partis par le côté qui les touchait le plus, il avait cherché aussi à se rapprocher des légations anglaise et russe, la première existant clandestinement, la seconde officiellement à Stockholm, en faisant entendre à chacune ce qui pouvait le mieux lui convenir. Il avait dit à l'une et à l'autre qu'il était prêt à secouer le joug de la France, que si les principales puissances se décidaient à donner le signal il le suivrait, qu'il savait le côté faible du génie et de la puissance de Napoléon, et enseignerait le secret de le battre; que le général Bernadotte de moins dans les armées françaises, c'était beaucoup, et que si l'Angleterre et la Russie voulaient s'entendre avec la Suède, il pouvait leur être d'un immense secours; que lorsque Napoléon serait enfoncé en Pologne, où il avait failli pé-

Langage de ce prince aux divers partis qui divisent la Suède.

Ses offres à l'Angleterre et à la Russie.

n 1807, et où il aurait péri sans les services du
ral Bernadotte, il pourrait, lui, prince royal
uède, descendre sur le continent avec trente
Suédois, et même cinquante, si on lui donnait
ubsides, et qu'il soulèverait toute l'Allemagne
es derrières de l'armée française. Pour prix de
ncours, il demandait non pas la Finlande, qu'il
it nécessaire à la Russie, mais la Norvége, qu'il
peu raisonnable de laisser au Danemark, con-
allié de Napoléon et traître à la cause de
rope.

s confidences, faites avec une incroyable indis-
on à l'Angleterre et à la Russie, avaient excité
sorte de défiance, tant elles semblaient éton-
es et inspiraient peu d'estime pour leur auteur.
ssées même au roi de Prusse dans une entrevue
te demandée à son ambassadeur, elles avaient
lté l'honnêteté de ce monarque, qui n'avait pas

attendu de la France, s'offrait à rapprocher l'Angleterre de la Russie, la Russie de la Porte, et voulait être à tout prix le nœud de tous ces liens, l'épée de toutes ces coalitions.

Janv. 1812.

Alexandre diffère de s'entendre avec l'Angleterre, afin de ne pas sacrifier les dernières espérances de paix.

Alexandre, dans son système de réserve, qui avait pour but, nous venons de le dire, de mettre tous les torts du côté de son adversaire, et de se tenir libre de tout engagement, afin de pouvoir jusqu'au dernier moment opter pour la paix, ne voulait se prêter ni aux impatiences de l'Angleterre, ni aux intrigues de la Suède, dont la conversion lui semblait trop rapide pour mériter confiance. Il avait fait une réflexion fort naturelle et fort simple, c'est que la rupture avec la France une fois consommée, la paix avec l'Angleterre serait l'affaire d'une heure, que les conditions seraient celles qu'il voudrait, que ses préparatifs à lui étaient terminés depuis un an, ceux de l'Angleterre depuis dix, qu'un retard de deux ou trois mois dans le rapprochement ne nuirait donc pas à l'organisation de leurs moyens, et que quant à l'emploi de ces moyens il ne serait bien réglé qu'au moment même de la guerre; qu'il n'y avait donc pas à se presser, et qu'à vouloir agir un peu plus tôt on ne gagnerait rien, sinon de se compromettre avec Napoléon, et de sacrifier définitivement les dernières espérances de la paix. En conséquence Alexandre refusa les vaisseaux chargés de poudre, les força de sortir des eaux de Riga en menaçant de tirer dessus s'ils ne s'éloignaient, et fit entendre à M. Thornton qu'il n'était pas temps encore de se présenter à Saint-Pétersbourg. Quant à la Suède, comme il était moins certain de l'avoir avec lui, car cette

Il flatte Bernadotte sans toutefois

ance, dans sa mobilité ambitieuse, pourrait, de
e qu'elle avait quitté Napoléon pour un désap-
tement, quitter la Russie pour des avances
ussées, Alexandre résolut d'écouter ses in-
ables propos, de paraître y prêter l'oreille avec
ntion qu'ils méritaient, et d'y réfléchir avec la
rité qu'exigeait leur importance. Alexandre
ya des fourrures magnifiques au prince Berna-
, et lui prodigua les témoignages personnels
lus flatteurs. A l'égard de la Turquie, qui ré-
it obstinément aux conditions mises en avant,
ne voulait à aucun prix abandonner la Moldavie
u'au Sereth, qui ne voulait pas consentir au
ectorat des Russes sur la Valachie et la Servie,
ne voulait pas davantage céder un terrain quel-
petit qu'il fût le long du Caucase, ni payer une
mnité de guerre, dans la persuasion où elle était
n résistant quelques jours de plus, la Russie

[redacted]

Janv. 1812.

Dernières et solennelles explications d'Alexandre avec M. de Lauriston.

selrode à Paris, car ce n'était pas la peine de se donner l'apparence d'implorer la paix, pour ne la point obtenir. Aussi le projet de cette démarche fut-il abandonné, à la satisfaction fort irréfléchie de M. de Romanzoff. Alexandre fit part de cette nouvelle détermination à M. de Lauriston avec une douleur qu'il ne dissimula point; il lui dit que le courrier parti le 13 janvier de Paris ne laissait plus une seule espérance de sauver la paix, qu'il en avait un profond chagrin, car il n'avait pas cessé de la désirer sincèrement; que pour la conserver il avait résolu de se tenir aux conditions de Tilsit, c'est-à-dire de rester en guerre avec l'Angleterre, de souffrir même la spoliation des États d'Oldenbourg, sauf une indemnité que la France fixerait à son gré, et de tolérer l'existence du grand-duché de Varsovie, pourvu toutefois qu'on ne voulût pas en faire le commencement d'un royaume de Pologne. Il dit encore que quant au blocus continental, il était toujours résigné à y concourir en fermant ses ports au pavillon britannique, et en recherchant ce pavillon sous toutes les dénominations qu'il usurperait; mais que pousser ce soin jusqu'à exclure entièrement le commerce américain lui était impossible, car ce serait réduire son pays à l'état de misère où se trouvait la Pologne; que les Américains qu'il recevait avaient, il est vrai, communiqué avec les Anglais, qu'il le savait, mais qu'il était certain de leur nationalité, qu'il ne les admettait pas lorsqu'elle offrait un seul doute; que s'il ne voulait pas les laisser entrer lorsqu'ils avaient communiqué avec les Anglais, il serait réduit à n'en recevoir aucun, ce qui serait ruineux

la Russie, ce qui d'ailleurs ne pouvait être dé- obligatoire qu'en vertu des décrets de Berlin Milan, rendus sans sa participation; que ces es il les avait répétées cent fois, qu'il les répétait dernière, pour bien constater ce qu'il appelait *nnocence;* mais qu'aucune puissance au monde ferait sortir des termes qu'il avait posés, et qu'il it encore; qu'il soutiendrait une guerre de dix s'il le fallait, qu'il se retirerait au fond de la rie, plutôt que de descendre à la situation de triche et de la Prusse; que Napoléon en pro- ant cette rupture appréciait bien mal ses vrais êts; que l'Angleterre était déjà presque à bout ssources, qu'en continuant de lui tenir le con- t fermé, comme il l'était actuellement, et en ant contre lord Wellington les forces prépa- contre la Russie, on aurait la paix avant un qu'en agissant différemment, Napoléon allait se [redacted]

dre dit enfin que dans cet état de choses, l'envoi de M. de Nesselrode n'était plus possible, que sa dignité le lui défendait, et le bon sens également, car cette mission n'aboutirait à rien. M. de Lauriston insistant, soutenant que M. de Nesselrode serait bien accueilli à Paris, Alexandre lui rapporta alors tout ce que nous avons raconté du silence significatif de Napoléon à l'égard de la mission de M. de Nesselrode, de sa froideur envers le prince Kourakin, datant de la nouvelle même de cette mission, et finit par déclarer qu'on avait su par d'autres voies que Napoléon la désapprouvait. Cette voie, qu'Alexandre indiquait sans la nommer, était celle de la Prusse, qui à très-bonne intention, croyant être utile au maintien de la paix, avait fait part des réflexions de Napoléon sur l'inconvénient de donner trop d'éclat au voyage de M. de Nesselrode. Ainsi cette puissance, dans son désir honnête de la paix, avait nui à cette cause au lieu de la servir.

Émotion d'Alexandre en faisant à M. de Lauriston ses dernières déclarations.

Alexandre, en tenant ce langage, avait paru plus ému que jamais, mais aussi résolu qu'ému, et avait parlé évidemment en homme qui ne craignait pas de montrer son chagrin de la guerre, parce qu'il était déterminé à la faire, et à la faire terrible. Il laissa M. de Lauriston aussi affecté qu'il l'était lui-même, car cet excellent citoyen voyait la guerre avec une sorte de désespoir, prévoyant tout ce qui pourrait en résulter. Du reste, il avait reçu d'Alexandre un accueil parfaitement amical, et il en avait été comblé de soins. Seulement, pour répondre aux froideurs qu'avait essuyées le prince Kourakin, on l'invitait moins souvent à dîner à la cour, et dans

érieur de la famille impériale. Mais partout où e rencontrait les prévenances étaient les mêmes. xemple donné par Alexandre à la société de Saint-ersbourg avait été compris par elle. M. de Lau-on trouvait en tous lieux des égards infinis, une tesse réservée, une résolution tranquille et sans ance, en un mot, du chagrin sans faiblesse. Il oyait de tous côtés que des gens qui craignaient uerre, mais qui étaient décidés à l'accepter plu-que de rétrograder en deçà des limites tracées leur empereur. Les Français n'éprouvaient nulle ni injures ni mauvais traitements. On attendait s une sorte de calme le moment de se livrer aux urs du patriotisme et de la haine.

I. de Lauriston, qui avait reçu du 25 janvier au évrier toutes les communications que nous ve-s de rapporter, les transmit à sa cour par un rier du 3 février avec une scrupuleuse exacti-

nassent à franchir le Niémen, et à devancer les Français à Kœnigsberg et à Dantzig. En conséquence, il jugea opportun de conclure ses alliances, et de mettre définitivement ses troupes en marche, afin de ne pas arriver le dernier sur la Vistule, et prit soin d'accompagner ces actes décisifs de quelques démarches politiques qui fussent de nature à calmer les émotions du cabinet russe en lui rendant certaines espérances de paix.

Fév. 1812.

Il se hâte de conclure ses alliances, et d'ordonner la marche de ses armées.

Jusqu'ici Napoléon n'avait pas voulu conclure ses alliances, de peur de donner trop d'éveil à la Russie, et il faisait attendre notamment la malheureuse Prusse, qui craignait toujours que ces longs délais ne cachassent un piége abominable. On doit se souvenir que Napoléon avait impérieusement exigé d'elle l'interruption de ses armements, en la menaçant d'enlever Berlin, Spandau, Graudentz, Colberg, le roi, l'armée, tout ce qui restait de la monarchie du grand Frédéric, si elle ne mettait fin à ses préparatifs, et en lui engageant au contraire sa parole, si elle cédait, de conclure avec elle un traité d'alliance, dont le premier article stipulerait l'intégrité du territoire prussien. Depuis le mois d'octobre dernier il la tenait en suspens sous divers prétextes, et enfin il lui avait dit le vrai motif de ses ajournements, qui était parfaitement avouable. Le mois de février venu, et les choses étant arrivées au point de ne devoir plus différer, il prit son parti et causa un sensible mouvement de joie au roi et à M. de Hardenberg, en leur annonçant qu'on allait signer le traité d'alliance. Le roi de Prusse, que la Russie avait tant poussé à la guerre en 1805, et si com-

Traité d'alliance avec la Prusse.

Vues de la Prusse en concluant

ement abandonné en 1807, ne se croyait de
oirs qu'envers son pays et sa couronne, et per-
dé du reste, comme tout le monde, que Napoléon
it encore vainqueur, il se déclarait son allié, dans
possibilité de demeurer neutre. Sa politique en
moment était, puisqu'il donnait un contingent à
oléon, de le donner le plus fort possible, afin
à la paix on eût une plus grande récompense à lui
rder en restitutions de places fortes, en diminu-
s de contributions de guerre, en extension de
itoire. Il offrait jusqu'à cent mille hommes, si on
lait, tous bons soldats, commandés par le res-
table général de Grawert, et prêts à bien servir
fois qu'ils verraient dans l'alliance française la
itude de la restauration de leur patrie. Pour prix
e secours, le roi de Prusse demandait la restitu-
de l'une des places de l'Oder demeurées en gage
s les mains de Napoléon, celle de Glogau, par

[redacted]

Fév. 1812.

de celles de la Prusse.

tait assez pour lui de la trouver soumise et désarmée sur son chemin, et il ne comptait pas assez sur les soldats prussiens pour lui permettre d'en réarmer un grand nombre. Il ne se méfiait pas précisément de leur valeur ou de leur loyauté, mais il se figurait avec raison que, dans un jour de revers pour ses armes, ils seraient tous entraînés par le torrent de l'esprit germanique. Il ne voulait donc pas que la Prusse eût plus de soldats qu'elle n'en devait avoir d'après les traités existants (42 mille), qu'elle fît des dépenses excessives, et y cherchât un prétexte de ne pas remplir ses engagements pécuniaires envers la France. Par ces motifs, il repoussa nettement ses propositions, en lui disant que vingt mille Prussiens lui suffiraient; que ce n'était pas de soldats qu'il avait besoin pour battre la Russie, mais de vivres, et de chevaux pour transporter ces vivres. En conséquence il refusa de diminuer les contributions de la Prusse, puisqu'elle n'aurait pas à supporter de plus grandes dépenses, et consentit seulement à prendre des chevaux, des bœufs, des grains, en compensation d'une partie de l'argent qu'elle devait encore. Il refusa également de rendre Glogau, car cette place était, disait-il, sur sa ligne d'opérations, et d'ailleurs l'alliance étant admise, tout devenait commun entre la Prusse et la France, et le roi n'avait plus à regretter aucune de ses forteresses. Quant à la demande de neutraliser la Silésie, il répondit avec raison qu'il était prêt à l'admettre, mais que pour garantir cette neutralité ce n'était pas assez de la France, et qu'il fallait surtout l'obtenir de la Russie. Quant à l'intégralité du territoire actuel de la

sse et à une amélioration de frontières à la paix,
fit aucune difficulté de les promettre.
a Prusse n'avait pas de contestations à élever
s l'état où elle était tombée, et en conséquence,
traité du 24 février, on convint des conditions
antes : la Prusse s'engageait à fournir 20 mille
mes, directement placés sous un général prus-
, mais tenus d'obéir au chef du corps d'armée
çais avec lequel ils serviraient. Les 22 mille
mes restant à la Prusse devaient être répartis
me il suit : 4 mille à Colberg, 3 mille à Grau-
tz, places que le roi de Prusse se réservait ex-
ivement, 2 mille à Potsdam pour la garde de la
dence royale, le surplus en Silésie. Excepté à
berg et à Graudentz, il ne devait y avoir dans
villes ouvertes ou fermées que des milices bour-
ses. La contribution de guerre dont la Prusse
t restée redevable envers la France était fixée

[redacted]

Mars 1812.

ce traité méritait d'être approuvé par les gens sages, car ne devant rien à la Russie, le roi de Prusse avait raison de chercher ses sûretés où il espérait les trouver. Quant à Napoléon, ne revenant pas à la politique, alors trop tardive, de reconstituer une Prusse grande et forte, qui, tenant tout de lui, lui serait restée fidèle, le mieux était d'agir comme il faisait, c'est-à-dire de la désarmer, de disperser une partie de ses soldats, d'emmener les autres pour qu'ils ne fussent pas sur les derrières de l'armée française, enfin de manger ses denrées et son bétail, et de prendre ses chevaux.

Négociations pour nouer une alliance avec l'Autriche.

Avec l'Autriche la position était bien différente. L'Autriche ne craignait pas pour son existence, n'avait aucun besoin de l'alliance de Napoléon, car loin d'être comme la Prusse sous la main de quatre cent mille Français, elle allait avoir l'Italie presque à sa discrétion dès que le prince Eugène en serait parti. Elle aurait donc voulu échapper à l'alliance française, demeurer spectatrice du combat, et faire ensuite quelques profits avec le vainqueur aux dépens du vaincu. Elle inclinait à croire que Napoléon serait vainqueur, et sous ce rapport elle pensait qu'il y aurait plus à gagner avec lui qu'avec l'empereur Alexandre, mais pour plus de sûreté elle aurait préféré ne s'engager avec aucun des deux, et s'épargner à Saint-Pétersbourg l'aveu désagréable à faire, qu'elle s'unissait à la France contre la Russie. Mais il n'y avait pas moyen de se dérober à la main de fer de Napoléon. Il fallait avec lui se prononcer pour ou contre, et, après tout, son triomphe étant plus probable que celui d'Alexandre, il y avait à se

oncer en sa faveur l'avantage probable de re-
er l'Illyrie, c'est-à-dire Trieste, qui, de toutes
pertes était celle que l'Autriche ressentait le
vivement. Du reste, après avoir donné sa fille
poléon, l'alliance française pour l'empereur
triche était naturelle et facilement explicable.
cour de Vienne consentit donc à un traité d'al-
e avec la France, mais en exigeant le plus grand
t, et demandant que ce traité fût connu le plus
possible, car, disait M. de Metternich, il n'y
que l'empereur et lui qui en Autriche fussent
sans de cette alliance, et si on ébruitait trop
ne telle négociation, on pourrait susciter d'a-
e des oppositions insurmontables. D'ailleurs il
t mieux surprendre la Russie, en lui présen-
à l'improviste en Volhynie un corps d'armée
el elle ne s'attendrait pas. Ce corps serait tout
en Gallicie, où il se réunissait déjà, sous pré-

[redacted]

Mars 1812.

rendu à Lemberg le 15 mai, à condition qu'à cette époque l'armée française, par son mouvement offensif, aurait attiré à elle les forces russes; que ce corps, commandé par un général autrichien (le prince de Schwarzenberg), serait sous les ordres directs de Napoléon; qu'enfin, si le royaume de Pologne était rétabli, la France, en compensation du concours donné par l'Autriche, la dédommagerait en Illyrie, et dans tous les cas, si la guerre était heureuse, traiterait l'empereur François, dans le nouveau partage des territoires, conformément à l'amitié qui devait unir un gendre et un beau-père.

Vues de l'Autriche et de Napoléon en concluant ce traité.

Ce traité, comme on le voit, engageait l'Autriche à un faible concours, et lui laissait la facilité de dire à Saint-Pétersbourg qu'elle était alliée seulement pour la forme, et afin d'éviter avec la France une guerre à laquelle elle n'était pas préparée. Elle avait d'ailleurs le droit d'ajouter qu'en agissant ainsi elle ne faisait que ce que la Russie avait fait elle-même en 1809.

Quant à Napoléon, il avait obtenu de l'Autriche ce qu'il en pouvait tirer, en la forçant à prendre un engagement formel qui rendait une trahison non pas impossible, mais invraisemblable, et en appelant à l'activité très-peu de soldats autrichiens, car c'étaient des coopérateurs fort mous, capables dans certains cas de devenir des ennemis fort actifs. En même temps il avait fait luire aux yeux de l'Autriche une espérance qui pouvait presque la rendre sincère, c'était l'espérance de recouvrer l'Illyrie.

Après avoir conclu ces traités d'alliance, sur lesquels on était d'accord quatre ou cinq semaines

t de les signer, Napoléon s'occupa définitive-
de mettre ses troupes en mouvement. Il avait
prescrit à l'armée d'Italie de se concentrer au
des Alpes, et au maréchal Davout d'être tou-
prêt à voler sur la Vistule, si les Russes, contre
vraisemblance, passaient les premiers le Nié-
Tout étant préparé, il ordonna les premières
hes, mais de manière à n'être pas sur le Niémen
t le mois de mai. Voici comment il avait distri-
sa nombreuse armée, la plus grande qu'on eût
lepuis les conquérants barbares qui déplaçaient
euples entiers, la plus grande certainement de
s les armées régulières qui aient jamais existé,
lle était la plus vaste réunion connue de guer-
valides, disciplinés et instruits, sans ce mé-
e de femmes, d'enfants, de valets, qui formaient
les trois quarts des armées envahissantes. Nous
s reproduire les nombres précis recueillis dans

Mars 1812.

Gudin, qu'on avait converties en cinq divisions, en portant chaque régiment de trois à cinq bataillons de guerre. On y avait ajouté pour les compléter quelques bataillons badois, espagnols, hollandais, anséatiques, enfermés dans d'excellents cadres. Deux généraux du premier mérite, les généraux Compans et Desaix, devaient commander les deux nouvelles divisions. Une division polonaise, celle qui était déjà à Dantzig, mais qui ne faisait pas partie de la garnison, en formait une sixième. Elle était composée de bons soldats, ayant fait avec succès la campagne de 1809 contre les Autrichiens.

Répartition de la cavalerie légère entre les divers corps, et portion qui en revient au maréchal Davout.

Napoléon avait conservé l'ancienne distribution de ses troupes à cheval en cavalerie légère consacrée aux reconnaissances, et en cavalerie de réserve, destinée aux attaques en ligne. Celle-ci se composait d'une certaine proportion de cavalerie légère aussi, mais surtout de grosse et moyenne cavalerie, c'est-à-dire de cuirassiers, de lanciers et de dragons. Cette réserve était divisée, à cause de sa force, en quatre corps. Le premier, comprenant cinq régiments de cavalerie légère et deux divisions de cuirassiers, fut adjoint à l'armée du maréchal Davout. Ce maréchal eut donc environ 82 mille hommes d'infanterie et d'artillerie, 3,500 hommes de cavalerie légère, particulièrement attachée à son corps, et 11 à 12 mille de cavalerie de réserve, c'est-à-dire 96 à 97 mille hommes des plus belles troupes qui existassent en Europe. Elles devaient porter le titre de 1er corps. Leur quartier général était à Hambourg.

Napoléon confia en outre au maréchal Davout

ision prussienne de 16 à 17 mille hommes qui
placée sous les ordres directs du général Gra-
, ce qui portait à 114 mille soldats environ le
andement de ce maréchal.

poléon donna au maréchal Oudinot le 2e corps,
renant, avec les divisions stationnées en Hol-
, le reste des troupes que le maréchal Davout
organisées, et qu'il ne devait pas garder sous
rdres. C'étaient les deux divisions françaises
nd et Verdier, formées d'une partie des an-
es divisions de Masséna et de Lannes, et d'une
division suisse, à laquelle avaient été ajoutés
ues bataillons croates et hollandais. Avec la
erie légère, l'artillerie, et une division de cui-
rs empruntée à la réserve de cavalerie, ce
s'élevait à 40 mille hommes environ de trou-
galement excellentes. Son quartier général était
nster. Trois ou quatre mille Prussiens, reste des

Mars 1812.

réserve, ce fut le 2e, comptant environ 10 mille cavaliers, la plupart cuirassiers. Le quartier général du maréchal Ney était fixé à Mayence.

L'armée d'Italie prend le titre de 4e corps.

L'armée du prince Eugène reçut le titre de 4e corps. Elle se composait de deux divisions d'infanterie française, renfermant ce qu'il y avait de mieux dans l'ancienne armée d'Italie, d'une division italienne devenue excellente, et de la garde royale. Le total pouvait s'élever à environ 45 mille soldats de toutes armes, dont le prince Eugène était naturellement le chef, avec le général Junot pour principal lieutenant.

Composition de l'armée polonaise, qualifiée de 5e corps.

Napoléon avait assigné à l'armée polonaise le titre de 5e corps. On vient de voir qu'une division polonaise, soldée par la France, avait déjà été donnée au maréchal Davout. Deux autres divisions, dont une notamment composée des régiments de la Vistule, se trouvaient encore à la solde de la France, et devaient être mêlées aux troupes françaises. Le prince Poniatowski eut spécialement sous ses ordres l'armée polonaise proprement dite, qui était à la solde du grand-duché de Varsovie, et avait déjà fait sous ses ordres la campagne de 1809, campagne aussi honorable pour les soldats que pour le général en chef. Ce cinquième corps, fort d'environ 36 mille hommes de toutes armes, avait son quartier général à Varsovie. Les Bavarois, au nombre de 25 mille hommes, servant depuis 1805 avec les Français, prirent le titre de 6e corps, et furent confiés au général Saint-Cyr, que Napoléon tira de la disgrâce à cause de son mérite, et malgré une indocilité de caractère souvent incommode. Le point de réunion

Les Bavarois, sous le titre de 6e corps, destinés à opérer avec l'armée d'Italie.

Bavarois était Bareuth, où ils devaient rencon-
l'armée d'Italie, pour combattre à ses côtés.
oléon, cherchant à compenser les différences de
onalité par des convenances particulières, avait
lu de joindre les Bavarois aux Italiens, à cause
relations, non-seulement de parenté, mais de
r, qui unissaient le prince Eugène à la cour de
ière.

es Saxons, au nombre de 17 mille, bons soldats
i, et de tous les Allemands les moins hostiles à
rance, parce qu'elle avait rendu la Pologne à
roi, furent placés sous le général Reynier, sa-
t officier, très-propre à commander des Alle-
ds, et déjà connu par ses services soit en Espa-
, soit ailleurs. Ils prirent le titre de 7e corps, et
ent servir naturellement avec les Polonais. Ils
nt ordre de se rassembler à Glogau sur l'Oder,
e se rendre le plus rapidement possible à Ka-

Napoléon se réservait de les reprendre suivant les circonstances et suivant les lieux, pour les réunir au besoin sous sa main. La portion de cette magnifique cavalerie qui n'avait été affectée encore à aucun corps d'armée, présentait 15 mille cavaliers superbes, marchant en attendant avec la garde impériale. Quant à celle-ci, elle était devenue une véritable armée, qui à elle seule n'était pas de moins de 47 mille hommes, parmi lesquels on comptait six mille cavaliers d'élite, et quelques milliers d'artilleurs servant une réserve de 200 bouches à feu. Elle avait été divisée elle-même en deux corps, l'un de jeune garde comprenant les tirailleurs et les voltigeurs, l'autre de vieille garde comprenant les chasseurs et grenadiers à pied, la cavalerie, la réserve d'artillerie, et les régiments de la Vistule, dignes pour leurs sentiments de servir dans les rangs de la garde impériale.

Mars 1812.

Le premier corps de la garde était sous les ordres du maréchal Mortier, le second sous le vieux maréchal Lefebvre. On ne pouvait pas donner de plus solides chefs à de plus vaillants soldats. La garde n'avait aucun point de ralliement, jusqu'à ce que le quartier général fût établi quelque part. Pour le moment elle partait clandestinement de Paris ou des environs, un régiment après l'autre, avec deux destinations provisoires, Berlin et Dresde. Une fois l'Empereur rendu à l'armée, elle devait se réunir tout entière autour de lui. Il faut ajouter à cette longue énumération le grand parc du génie, comprenant les sapeurs et mineurs, les pontonniers, les ouvriers de toutes sortes; le grand parc d'artillerie, comprenant tous les approvisionnements de cette

e; enfin le train des équipages, comprenant tous
charrois, ce qui présentait encore une masse de
nille hommes conduisant une immense quantité
hevaux.

elle était l'armée active seulement, celle qui de-
franchir le Niémen et pénétrer dans l'intérieur
a Russie. Sans les malades, les détachés, dont
va voir bientôt le nombre considérable, et les
richiens, qui étaient loin du théâtre des opéra-
s, cette armée active, en hommes véritablement
ents au drapeau, offrait la masse énorme de 423
e soldats, tous valides et parfaitement instruits,
300 mille d'infanterie, 70 mille de cavalerie,
nille d'artillerie, traînant à leur suite mille bou-
à feu de campagne, six équipages de pont, et
nois de vivres portés sur voitures. Au lieu d'un
de vivres ils devaient bientôt en avoir deux, si
rdres de Napoléon s'exécutaient en temps utile.

Mars 1812.

dire semée du Rhin au Niémen, il avait disposé sur ses derrières une puissante armée de réserve, dont voici les forces, les nationalités diverses, et la distribution [1].

Corps du maréchal Victor.

Napoléon, employant avec beaucoup de tact tout ce que l'Espagne lui avait rendu de bons officiers, devenus incompatibles avec ceux qui dirigeaient les opérations dans cette contrée, avait choisi le maréchal Victor, duc de Bellune, pour lui donner le commandement de Berlin dès que l'armée active aurait dépassé cette capitale. Il lui réservait une division française, la 12e, composée de deux beaux régiments légers et de plusieurs quatrièmes bataillons, sous le général Partouneaux, les troupes de Berg et de Baden, une nouvelle division polonaise, et de plus une partie des dépôts des maréchaux Davout et Oudinot, préposés à la garde de l'importante place de Magdebourg. Le total, s'élevant à 38 ou 39 mille hommes, formait le 9e corps, et devait garder l'Allemagne de l'Elbe à l'Oder.

Corps du maréchal Augereau.

Il y avait encore, en troupes détachées dans les places, telles que Stettin, Custrin, Glogau, Erfurt, une dizaine de mille hommes. Il y avait à Hanovre un immense dépôt de cavalerie, où allaient se monter avec des chevaux allemands 9 mille cavaliers venant de France à pied. Napoléon avait décidé qu'une partie des quatrièmes bataillons tirés d'Es-

[1] Je n'ai pas besoin de répéter que j'écris en ayant sous les yeux les états particuliers de l'Empereur, beaucoup plus exacts que ceux du ministre de la guerre, parce qu'ils étaient rectifiés sur les lieux mêmes, et établis sur des appels faits dans les corps à chaque époque de la campagne, états qui n'ont jamais vu le jour depuis qu'ils sont sortis des mains de Napoléon pour aller aux archives.

ne, et quelques sixièmes bataillons appartenant
régiments destinés à en avoir six, formeraient
corps de réserve confié au maréchal Augereau,
'élevant actuellement à 37 mille hommes. Enfin
vait poussé la prévoyance jusqu'à faire déjà par-
les dépôts 15 à 18 mille recrues, qui devaient
arer les pertes résultant des premières marches,
comme dans toutes les guerres précédentes, re-
dre leurs corps en bataillons provisoires. Res-
nt enfin la division des petits princes allemands,
e de 5 mille hommes, et une division danoise de
mille, que le Danemark, pour les intérêts duquel
s avions encouru l'inimitié de la Suède, s'était
agé à nous fournir dans le cas où le prince Ber-
otte exécuterait ses projets de descente sur les
rières de l'armée française. Cette division était
nie sur la frontière du Holstein.

Ces différents corps présentaient une nouvelle



Mars 1812.

quelques mille hommes, mis en mouvement pour ce formidable conflit. On y comptait 85 mille cavaliers montés, 40 mille artilleurs, 20 mille conducteurs de voitures, 145 mille chevaux de selle ou de trait. Quel effort de génie administratif n'avait-il pas fallu pour faire marcher tant d'êtres vivants au service de la même cause, si on songe surtout qu'il restait encore 150 mille hommes en France dans les dépôts, 50 mille en Italie, 300 mille en Espagne, ce qui portait l'ensemble de nos forces à plus de onze cent mille soldats, réunis dans la main d'un seul chef! Mais aussi quel danger que cette vaste machine, si artificiellement construite, ne se brisât tout à coup, si un revers ou un accident physique venaient lui imprimer une forte secousse! Alors, comme ces appareils puissants, merveilles de la science moderne, qui marchent avec un ensemble irrésistible tant que leurs ressorts sont en harmonie, mais si cette harmonie cesse un moment, tombent dans un désordre qu'aucune main humaine ne saurait réparer, elle pouvait s'écrouler avec un fracas épouvantable, et couvrir le continent de ses débris. Et que de raisons de le craindre, quand on considère la composition de cette énorme machine de guerre! 370 mille Français, 50 mille Polonais, 20 mille Italiens, 10 mille Suisses, ce qui faisait 450 mille soldats sur lesquels on pouvait compter, en n'excédant pas toutefois leurs forces physiques et morales; enfin 150 mille Prussiens, Bavarois, Saxons, Wurtembergeois, Westphaliens, Hollandais, Croates, Espagnols et Portugais, nous détestant pour la plupart, mêlés, il est vrai, à nos soldats avec une habileté infinie,

anière à les entraîner en quelque sorte par le
ent de la bonne volonté générale, tel était cet in-
able amas de forces, qu'il fallait admirer comme
ige d'art, mais admirer en tremblant, car, in-
endamment de sa composition si disparate, cette
e s'avançait du Rhin au Niémen sur un sol semé
aines, menait avec elle un immense matériel et
multitude d'animaux, parmi lesquels le moindre
ble pouvait faire naître un affreux désordre,
ne parviendrait pas à triompher le génie lui-
e qui avait formé ce prodigieux ensemble. Na-
on était donc à la veille, ou du triomphe su-
e de son art, ou de la confusion de cet art
sé à l'excès; à la veille ou de la domination uni-
elle, ou d'une catastrophe épouvantable, sans
nple dans l'histoire! Et malheureusement il
ait pas pour excuse la haine patriotique et hé-
taire qui dévorait le cœur d'Annibal, car le sen-

Mars 1812.

Mouvement successif de tous les corps d'armée vers la Vistule et le Niémen.

Nous avons déjà indiqué son projet d'opérer tout son mouvement sous l'égide du maréchal Davout, qui, presque rendu sur les lieux, puisqu'il était entre l'Elbe et l'Oder, n'avait que huit à dix marches à faire pour se transporter sur la Vistule, avec la masse imposante de 150 mille hommes, et s'y trouver en mesure d'arrêter les Russes en cas de besoin. C'est derrière lui que tous les corps devaient s'avancer successivement pour prendre position sur la Vistule. (Voir la carte n° 36.) Napoléon avait déjà expédié, comme on l'a vu, les ordres nécessaires à l'armée d'Italie, qui avait la plus grande distance à parcourir pour venir joindre les troupes rassemblées en Allemagne. Lorsque le premier mouvement de cette armée, fixé à la fin de février, serait dévoilé, Napoléon se proposait de porter dans les premiers jours de mars le maréchal Davout sur l'Oder, les Saxons un peu au delà, jusqu'à Kalisch, afin qu'ils pussent rejoindre plus vite les Polonais, de faire en même temps avancer en seconde ligne, Oudinot sur Berlin, Jérôme sur Glogau, Ney sur Erfurt, et ensuite d'ordonner une halte jusqu'à la fin de mars, afin de donner à tous les corps le temps de rallier leur queue, et surtout leurs innombrables charrois. Au 1er avril, Napoléon voulait remettre ses masses en mouvement, porter Davout sur la Vistule entre Thorn et Marienbourg, réunir les Saxons aux Polonais autour de Varsovie, les Westphaliens de Jérôme à Posen, puis établir sur l'Oder, et toujours en seconde ligne, Oudinot à Stettin, Ney à Francfort, le prince Eugène avec les Italiens et les Bavarois à Glogau. La garde et les parcs étaient destinés

ner une troisième ligne entre Dresde et Berlin. fois arrivé sur ces divers points, on devait s'ar- de nouveau jusqu'au 15 avril, puis s'ébranler , et Davout restant de sa personne à Dantzig basse Vistule pour y achever la préparation atériel, les seconde et troisième lignes devaient ncer sur la Vistule, et s'y établir dans l'ordre nt : les Prussiens en avant-garde entre Elbing, et Kœnigsberg (ce qui ne pouvait donner lieu une observation de la part des Russes, puisque russiens étaient là chez eux), les troupes de Da- derrière, entre Marienbourg et Marienwerder, d'Oudinot à Dantzig, celles de Ney à Thorn, d'Eugène à Plock, les Polonais, les Saxons, estphaliens à Varsovie, la garde à Posen. (Voir rte n° 37.) Napoléon voulait qu'on restât dans position pendant la plus grande partie du mois ai, et qu'on s'occupât à rallier les hommes et

Mars 1812.

les premiers jours de mars. Les généraux bavarois reçurent ordre d'être prêts à rallier le prince Eugène au même point, à la même époque; Ney, Jérôme, Oudinot, de se mettre immédiatement en ligne avec la droite venant d'Italie. Quand ces divers mouvements seraient démasqués, le maréchal Davout avait pour instruction de jeter brusquement la division Friant vers la Poméranie suédoise, afin de punir la Suède de sa conduite, de pousser ses autres divisions sur l'Oder de Stettin à Custrin, de faire occuper par les Prussiens Pillau et les points qui couvrent la navigation du Frische-Haff, de se lier par sa cavalerie avec les Polonais du côté de Varsovie, et si, contre toute vraisemblance, les Russes avaient pris l'offensive, de ne pas s'arrêter, de marcher droit à eux, et de les rejeter au delà du Niémen. Si préparés que les Russes pussent être, le maréchal Davout, avec les 150 mille hommes dont il disposait, était en mesure de leur soustraire les riches moissons de la Pologne et de la Vieille-Prusse.

Nouvelle ruse diplomatique de Napoléon pour empêcher les Russes de prendre l'initiative.

Tout étant ainsi réglé, Napoléon voulut joindre les précautions diplomatiques aux précautions militaires pour empêcher que les Russes ne prissent brusquement l'initiative. Déjà, par ses froideurs, son silence calculé, il s'était épargné la mission de M. de Nesselrode. Il pouvait même craindre d'avoir trop réussi, et en rendant la guerre trop certaine, de faire sortir l'empereur Alexandre de son système de temporisation. Afin d'obvier à ce danger, il fit adresser à M. de Lauriston, par un courrier sûr, une dépêche fort détaillée, et à cause de cela fort secrète, dans laquelle son plan était entièrement dé-

Mars 1812.

voilé, où la marche du prince Eugène, puis celle du maréchal Davout et de tous les autres corps français étaient exposées avec la plus grande précision, où l'on déclarait que le but de ces mouvements était de se porter sur la Vistule, de s'y asseoir, de s'étendre ensuite jusqu'à Elbing et Kœnigsberg, pour sauver de la main des Russes les riches greniers de la Pologne et de la Vieille-Prusse. On y disait que pour réussir il fallait gagner du temps à tout prix, et empêcher que les Russes, fortement provoqués, ne vinssent ravager le pays dont on voulait tirer une partie de ses ressources; que dans cette vue, il fallait, quand le mouvement de l'armée d'Italie, le premier commencé, serait connu, le nier absolument, en convenant toutefois de la marche de quelques conscrits toscans et piémontais envoyés au delà des Alpes pour rejoindre leurs corps en Allemagne; qu'ensuite, lorsqu'on ne pourrait plus nier, il fallait avouer la nouvelle de la concentration de l'armée française sur l'Oder, mais en ajoutant que cette concentration n'impliquait pas nécessairement la guerre, pas plus que la concentration des Russes sur la Dwina et le Dniéper, qu'en s'avançant jusqu'à l'Oder l'armée française était loin d'exécuter un mouvement égal à celui qu'avait opéré l'armée russe; que la dignité de l'empereur Napoléon lui commandait de ne pas être en arrière de l'empereur Alexandre; que si même il arrivait que l'armée française allât un peu au delà de l'Oder, ce serait uniquement pour prendre une position correspondant exactement à celle de l'armée russe; que l'intention formelle de Napoléon était toujours de négocier, non de combattre,

mais qu'il voulait en négociant conserver une attitude conforme à sa puissance. Mars 1812.

Dans cette dépêche, on prescrivait à M. de Lauriston de tenir un langage aussi rassurant que possible, de bien inculquer aux Russes l'idée d'une négociation armée et non d'une guerre résolue, de redemander même, comme si on la regrettait, la mission de M. de Nesselrode, et d'insister pour que le projet en fût repris; d'offrir, si les esprits s'échauffaient trop à Saint-Pétersbourg, une entrevue des deux empereurs sur la Vistule, en ayant soin toutefois de n'employer ce moyen qu'à la dernière extrémité, car on ne se souciait pas du tout à Paris d'un pareil rendez-vous, et on ne voulait que gagner du temps, pour arriver au Niémen avant que les Russes l'eussent franchi. Enfin, si pour prévenir des hostilités prématurées il fallait prendre l'engagement d'arrêter l'armée française sur la Vistule, on autorisait M. de Lauriston à le faire, mais en se donnant l'apparence d'un négociateur qui, par un désir ardent de la paix, dépassait ses instructions; et si, malgré toutes ces ruses, on ne parvenait pas à empêcher le passage du Niémen, M. de Lauriston devait annoncer sur-le-champ la guerre, la guerre immédiate, demander ses passe-ports, et obliger les légations des cours alliées à demander les leurs. Mais il était expressément recommandé à M. de Lauriston de tout mettre en usage pour s'épargner la nécessité d'un éclat si prompt, et si contraire aux vues de l'Empereur.

On pouvait compter sur le zèle de M. de Lauriston à éviter une rupture, bien qu'on lui avouât clai-

ent que l'unique résultat de ses efforts serait de
urner. Mais désirant ardemment l'empêcher, il
it se regarder comme déjà très-heureux de réus-
eulement à la retarder. Néanmoins, craignant
e pas atteindre son but, Napoléon voulut re-
ir à un moyen plus direct encore sur l'empereur
andre. Il avait alors auprès de lui M. de Czer-
eff, employé à des missions fréquentes de Saint-
rsbourg à Paris, ayant dans la cour de France
relations nombreuses, s'y plaisant et sachant y
re, ayant même abusé des libertés qu'on lui
ait prendre jusqu'à corrompre un des commis
cipaux du ministère de la guerre. On commen-
à se douter de ce fait, mais ce n'était pas le
ent d'un éclat. Napoléon imagina donc d'en-
r M. de Czernicheff à Saint-Pétersbourg, pour
ester auprès d'Alexandre de ses intentions pa-
ues, pour dire que lui, Napoléon, ne savait ce

vant incomplète la création du grand-duché de Varsovie, avait résolu de reconstituer enfin la Pologne tout entière, que c'était là évidemment le désir qu'il nourrissait au fond du cœur, et qui avait dicté le refus de signer la convention proposée en 1810. M. de Lauriston, rapportant toutes choses avec une extrême exactitude, avait, dans ses récentes dépêches, fait part de cette conjecture de l'empereur Alexandre et de son ministre. C'en était assez pour fournir à Napoléon l'occasion d'une démarche, car il devait être pressé de désavouer l'intention qu'on lui prêtait. Mars 1812.

Il résidait au palais de l'Élysée, où il était allé s'établir, quoique ce palais, inhabité depuis longtemps, fût froid et humide. Il y avait contracté une forte indisposition, et pouvait à peine parler. Néanmoins il entretint longuement M. de Czernicheff avec un ton de bonhomie et de grâce qu'il savait prendre très à propos, et toujours avec grand succès. Il lui dit que d'après ses dernières nouvelles de Saint-Pétersbourg il voyait qu'on se faisait sur ses projets des idées absolument fausses, qu'on lui supposait l'intention de reconstituer la Pologne, et qu'on attribuait à ce motif ses préparatifs militaires; que c'était là une erreur, qu'il ne songeait aucunement au rétablissement de la Pologne, qu'il n'avait sur la possibilité d'une telle entreprise ni illusion ni arrière-pensée; que s'il y avait sérieusement pensé, il l'aurait essayée en 1807 et 1809, et que s'il ne l'avait pas tentée alors, c'est qu'il ne croyait pas le devoir; que s'il avait en 1810 refusé la convention par laquelle l'empereur Alexandre lui demandait de s'engager à Langage de Napoléon à M. de Czernicheff.

jamais rétablir la Pologne, c'est parce que la
ne de l'engagement qu'on prétendait lui imposer
déshonorante, et nullement parce qu'il nour-
it la pensée de la chose; qu'il tenait à ce que
our de Saint-Pétersbourg ne se trompât point à
égard, et qu'elle ne se forgeât point de craintes
nériques; que son unique raison d'armer, c'est
l croyait voir que la Russie changeait d'al-
ce en ce moment, et que du camp français elle
ait dans le camp anglais, qu'elle y passait armes
agages; que le bruit fait au sujet du duché d'Ol-
bourg, l'ukase du 31 décembre 1810 relatif aux
ufactures, l'introduction dans les ports russes
pavillon américain, enfin les armements de la
sie, poussés jusqu'à retirer ses troupes de la Tur-
et s'exposer à y être battue, avaient été pour
les signes tout à fait convaincants d'un change-
t radical de dispositions de la part de l'empereur

[redacted]

l'interdiction de tout commerce, on n'avait qu'à s'expliquer, et que non-seulement la paix serait sauvée, mais la plus parfaite intimité rétablie. Mars 1812.

Napoléon répétant son thème éternel sur le rétablissement frauduleux des relations commerciales de la Russie avec l'Angleterre, M. de Czernicheff répéta le thème russe, et de part ni d'autre on ne s'apprit rien. Mais Napoléon essaya de produire sur M. de Czernicheff l'impression que la guerre n'était pas inévitable, qu'elle n'était pas chez lui un parti pris irrévocablement, et qu'une explication des deux puissances en armes, l'une sur le Niémen, l'autre sur la Vistule, pourrait tout arranger. Il ne lui en fallait pas davantage, car, tant que la Russie conserverait l'espérance de sauver la paix, elle s'abstiendrait de toute agression, et ne passerait pas le Niémen, même les Français se portant sur la Vistule. Napoléon fit en effet une assez grande impression sur l'esprit de M. de Czernicheff, et l'eût même tout à fait persuadé, si celui-ci n'avait reçu quelques heures auparavant des bureaux de la guerre des preuves certaines de l'activité de nos préparatifs, préparatifs si vastes et si précipités qu'il était impossible de les concilier avec l'idée d'une simple démonstration militaire destinée à appuyer des négociations.

Toutefois, M. de Czernicheff partit moins convaincu de l'imminence de la guerre qu'il ne l'eût été sans cette entrevue, et muni d'une lettre de l'empereur Napoléon pour l'empereur Alexandre, lettre polie, amicale, mais hautaine, engageant Alexandre à croire tout ce que lui dirait de sa part M. de Czernicheff, et lui répétant que quelque avancé qu'on fût

l'un et l'autre côté en fait de préparatifs de rre, tout, si on le voulait, pouvait se terminer ore à l'amiable.

e même jour M. de Bassano adressa à M. de riston une nouvelle dépêche, qui dévoilait comement les intentions de Napoléon. « Votre deoir, lui disait-il, est de montrer constamment les ispositions les plus pacifiques. L'Empereur a inérêt à ce que ses troupes puissent s'avancer peu peu sur la Vistule, s'y reposer, s'y établir, s'y rtifier, former des têtes de pont, enfin prendre us leurs avantages, et s'assurer l'initiative des ouvements.

L'Empereur a bien traité le colonel Czernicheff, ais je ne vous cacherai pas que cet officier a emloyé son temps à Paris à intriguer et à semer la orruption. L'Empereur le savait et l'a laissé faire, a Majesté étant bien aise qu'il fût informé de

[redacted]

Mars 1812.

» tersbourg, ne le ramènent sincèrement au sys» tème qui fut établi à Tilsit, et *ne replacent la Rus» sie dans l'état d'infériorité où elle était alors*......
» votre but unique, monsieur le comte, doit être
» de gagner du temps. Déjà la tête de l'armée d'Ita» lie est à Munich, et le mouvement général se dé» voile partout. Soutenez dans toute occasion que
» si la guerre a lieu, ce sera la Russie qui l'aura
» faite, que les affaires de Pologne n'entrent pour
» rien dans les déterminations de Sa Majesté; qu'elle
» n'a d'autre but que le rétablissement du système
» auquel la Russie par ses armements et par ses
» démarches a fait assez connaître qu'elle voulait
» renoncer. »

Cette dépêche exprimait la vraie pensée de l'Empereur, pensée de domination universelle et suprême, particulièrement envers la Russie, qu'il entendait maintenir dans l'état d'infériorité où elle était le lendemain de Friedland, où elle n'avait pas cessé d'être, où elle consentait même à rester, puisqu'elle lui laissait faire en Europe tout ce qu'il désirait, mais infériorité qu'elle ne voulait rendre ni aussi manifeste ni commercialement aussi dommageable qu'il l'exigeait. En vérité, on aurait bien pu se contenter d'une pareille soumission de la part d'une puissance qui était alors la première du continent après la France, et certainement l'égale de l'Angleterre en Europe.

Napoléon se transporte avec la cour à Saint-Cloud pour se soustraire

Napoléon se transporta ensuite à Saint-Cloud avec toute la cour, bien que la saison fût encore rigoureuse, car on était à la fin de mars; il s'y transporta par un motif qui, au milieu de sa toute-puissance,

paraître bien étrange : c'était pour se dérober murmures du peuple, qu'il n'avait pas essuyés re, mais qui se faisaient entendre de toute part, enaçaient d'éclater même en sa présence. Delongtemps cette hardiesse à se plaindre n'était ordinaire au peuple de Paris, et elle révélait la ondeur de ses souffrances, qui avaient plusieurs es, la disette, la conscription, la levée des garnationales, la guerre enfin, qui produisait ou avait tous ces maux.

ne affreuse sécheresse, qui s'était prolongée dant tout l'été de 1811, et avait été mêlée dans ques contrées d'orages violents, avait ruiné les ales dans presque toute l'Europe, en donnant este des vins excellents connus sous le nom de *de la comète*. La moisson avait été mauvaise ne en Pologne, sans y produire toutefois la di-, que des récoltes accumulées et invendues ren-

Mars 1812.

sa rareté réelle, mais en proportion de sa rareté apparente.

Napoléon, ennemi autrefois des doctrines révolutionnaires (et nous entendons par cette désignation non les purs et nobles principes de 89, mais les opinions insensées nées de l'exaltation des passions populaires), Napoléon, ennemi autrefois de ces doctrines, y revenait peu à peu, en se laissant emporter en toutes choses au delà des bornes de la raison. Ennemi du régicide, on l'avait vu, dans un jour de colère, faire fusiller le duc d'Enghien; censeur amer de la constitution civile du clergé, il tenait le Pape prisonnier à Savone; improbateur sévère des violences du Directoire, il avait en ce moment les prisons pleines de détenus pour cause religieuse; méprisant la politique révolutionnaire qui avait suscité la guerre partout, il était en guerre avec l'Europe pour placer ses frères sur la plupart des trônes de l'Occident; enfin, ayant poursuivi de ses sarcasmes les principes administratifs de 1793, tels que le maximum, et les rigueurs commerciales à l'égard de l'Amérique, il venait, par sa législation sur les denrées coloniales, de créer dans l'Europe entière le système de commerce le plus étrange et le plus violent qui se pût imaginer. Sous ce dernier rapport au moins, sa guerre au commerce anglais, suivie d'effets très-sérieux, pouvait lui servir d'excuse. Mais, à l'égard des céréales, pressé de ne plus entendre les murmures populaires, de décharger sa politique de toute connexion avec la cherté des vivres, de flatter, en un mot, les masses qu'il faisait souffrir par tant d'endroits, il avait formé un conseil des subsistances,

Dangereuses théories de Napoléon sur la police des grains en temps de disette.

Mars 1812.

composé du ministre de l'intérieur, du directeur général des vivres, des conseillers d'État Réal et Dubois, des préfets de la Seine et de police, enfin de l'archichancelier, et il y soutenait des doctrines indignes de sa haute raison, ne parlait de rien moins que de tarifer les grains, et d'en déterminer le prix au gré des administrations locales. Il se fondait sur ce fait que les propriétaires, les fermiers, abusaient de la détresse du peuple pour élever les prix hors de toute mesure, ce qui était vrai et déplorable, mais ce qui ne pouvait être ni empêché ni réparé par un tarif arbitraire, car les possesseurs de céréales, ne se trouvant pas assez payés, cesseraient d'approvisionner les marchés, garderaient chez eux les grains qu'ils vendraient à des prix encore plus élevés, feraient naître chez le peuple la tentation du pillage, et provoqueraient ainsi des désordres bien plus graves que tous ceux auxquels on cherchait à pourvoir.

Le prince archichancelier Cambacérès avait résisté aux fausses théories de Napoléon, et l'avait détourné jusqu'ici de suivre sa première impulsion. Mais il ne devait pas réussir longtemps, surtout à l'égard de l'approvisionnement de Paris. Le peuple de la capitale, plus nombreux, plus redoutable qu'aucun autre, placé plus près de l'oreille des souverains, a le privilége de les toucher et de les occuper davantage. Napoléon avait employé beaucoup d'années et de millions à créer à Paris une réserve en grains et farine de 500 mille quintaux, que l'administration de l'intérieur avait laissée tomber à 300 mille, lorsque, distrait par d'autres soins, il avait

Moyens extraordinaires employés par Napoléon pour empêcher le prix

Mars 1812.

du pain de dépasser certaines limites.

cessé d'y regarder. On ne pouvait donc plus ramener les prix à un taux modéré, en versant sur le marché de la capitale les quantités accumulées par l'État. Ce qui manquait plus encore que le grain, c'était la mouture. Au lieu de 30 mille sacs de farine qu'on s'était proposé d'avoir, afin d'en présenter tous les jours à la halle une quantité suffisante, on n'en avait que 15 mille au plus, et ce n'était pas assez pour maintenir à 70 ou 72 francs la valeur du sac de farine, qui tendait à monter jusqu'à 120. Au taux qu'on ne voulait pas laisser dépasser, on était condamné à suffire à toute la consommation de Paris, qui était de 1,500 sacs par jour, et afin d'y parvenir, il fallait non-seulement épuiser la réserve en grains, mais employer des moyens extraordinaires pour la faire moudre. Napoléon, peu soucieux des moyens lorsqu'il s'agissait d'apaiser la faim du peuple de Paris et d'empêcher qu'il n'attribuât ses souffrances à la guerre, fit requérir les moulins des environs, moudre les grains d'autorité, et interdire des achats de denrées qui se faisaient autour de la capitale pour Nantes et d'autres villes. Ne réussissant pas, même avec ces procédés violents, à modérer la hausse, qui était d'autant plus forte qu'on écartait davantage le commerce, il accorda une indemnité aux boulangers pour les dédommager de la différence entre le prix auquel il les forçait à vendre le pain, et le prix réel que ce pain leur coûtait. On distribua encore par ses ordres, et ceci était plus légitime, des soupes gratuites, toujours pour faire taire, aux dépens du reste de la France, ce peuple de Paris, si voisin du maître, et

Mars 1812.

si redouté. Toutefois il menaçait de ne pas s'en tenir à ces mesures, et parlait de tarifer les grains si la cherté augmentait. Or, il suffisait d'une telle menace pour aggraver le mal en éloignant définitivement l'intervention du commerce.

Fâcheux effet produit par la formation des cohortes de la garde nationale.

La formation des cohortes de la garde nationale était une autre cause de souffrance et de murmures. On ne croirait pas, ce qui pourtant était vrai, que Napoléon, rempli de l'idée de sa puissance jusqu'à provoquer sans nécessité un nouveau conflit avec l'Europe, était en même temps assiégé par la pensée vague, confuse, mais incessante, d'un grand danger, et, par exemple, que ses précautions en fait de fortifications étaient toutes fondées sur la probabilité d'une invasion du territoire de la France, preuve de la lutte déplorable que la passion et le génie se livraient dans son âme. Le génie l'éclairant par intervalles, mais la passion l'entraînant habituellement, il n'en allait pas moins à son but fatal, et il y marchait agité quelquefois, jamais retenu. Dans cette disposition d'esprit, il avait pensé que ce n'était pas assez d'un certain nombre de quatrièmes bataillons, retirés vides d'Espagne, recrutés en France avec une partie de la conscription de 1812, et destinés à créer entre le Rhin et l'Elbe une puissante réserve; que ce n'était pas assez de 130 cinquièmes bataillons formant, comme on l'a vu, les bataillons de dépôt, remplis de conscrits de 1811 et de 1812, et constituant dans l'intérieur de l'Empire une autre réserve des plus imposantes, et il avait voulu y ajouter 120 mille hommes faits, levés sous le titre de premier ban de

[redacted]

Mars 1812.

la garde nationale, organisés en cohortes, et pris sur les conscriptions de 1809, 1810, 1811, 1812, à raison de 30 mille hommes sur chacune. Pour leur persuader qu'ils étaient purement des gardes nationaux, on leur avait promis qu'ils ne sortiraient pas de leurs départements, mais ils n'en voulaient rien croire, et ils se considéraient tout simplement comme des conscrits des quatre années précédentes, libres d'après les lois de toute obligation, et néanmoins recherchés de nouveau pour être *envoyés à la boucherie*, comme on disait alors. Aussi cette dernière mesure, dont l'utilité, quoique non sentie, était malheureusement très-réelle, et prouvait dans quel péril Napoléon avait placé son existence et la nôtre, avait-elle causé une irritation générale à Metz, à Lille, à Rennes, à Toulouse, et dans plusieurs autres grandes cités de l'Empire. Il y avait eu dans presque toutes les villes de véritables mutineries. A Paris même, les jeunes gens des écoles, animés ordinairement de sentiments belliqueux, mais exprimant cette fois les dispositions pacifiques de la nation avec la vivacité de leur âge, avaient poussé dans les cours publics des cris séditieux contre les nouvelles levées, et chassé avec violence les agents de la police en les qualifiant du titre exécré de *mouchards*.

Mutineries dans plusieurs villes contre la levée des cohortes.

Ajoutant encore à ces souffrances de tout genre, Napoléon avait renouvelé dans les départements l'emploi des colonnes mobiles, pour faire exécuter les lois de la conscription. La masse des réfractaires, descendue l'année précédente de 60 mille à 20 mille, était remontée depuis à 40 ou 50 mille, par

Nouvel emploi des colonnes mobiles pour faire rejoindre les réfractaires.

Mars 1812.

suite des nombreux appels faits dans les derniers temps. Il s'agissait de la diminuer encore une fois, et d'en tirer une vingtaine de mille hommes qui s'en iraient remplir les cadres des régiments des îles. Il devait en résulter de nouvelles vexations, de nouveaux cris, de nouvelles causes d'irritation. Les militaires composant les colonnes mobiles s'établissaient, ainsi que nous l'avons raconté précédemment, chez les familles des réfractaires, s'y faisaient loger, nourrir, payer au taux de plusieurs francs par jour, et les réduisaient souvent à la plus grande misère. Il y avait tel département où l'on avait extorqué de la sorte jusqu'à 60, 80, et même 100 mille francs sur les familles les plus pauvres. Quelques préfets avaient élevé des réclamations, mais le plus grand nombre s'était tu, et avait fait exécuter la loi à tout risque. Si dans la France, que sa grandeur au moins dédommageait de pareilles tortures, on les ressentait vivement, dans les pays récemment réunis, qui n'y pouvaient voir qu'un moyen de perpétuer leur esclavage, elles devaient produire un effet funeste. A la Haye, à Rotterdam, à Amsterdam, il y avait eu des émeutes à l'occasion de la conscription. Dans l'Ost-Frise on avait assailli et mis en fuite le préfet dirigeant en personne le travail de la levée. Le prince Lebrun, gouverneur de la Hollande, ayant intercédé en faveur des délinquants, s'était exposé à être rudement réprimandé pour sa faiblesse. Napoléon avait voulu que quelques malheureux, fusillés avec éclat, servissent de leçon à ceux qui seraient tentés de les imiter : triste leçon, qui leur apprenait à se soumettre dans le moment,

Émeutes en Hollande contre la conscription.

[redacted]

pour se jeter sur nous lorsque nous aurions toute l'Europe sur les bras ! Mars 1812

Dans les départements anséatiques, la répulsion pour les levées de soldats et de marins était encore plus forte, car si la Hollande pouvait attendre certains avantages de sa réunion à l'Empire, il n'y avait pour les villes de Brême, de Hambourg, de Lubeck, qui étaient les ports naturels de l'Allemagne, aucune convenance à appartenir à la France, et leurs intérêts étaient aussi froissés que leurs sentiments. On les avait effrayées, mais non pas soumises, en fusillant un pauvre patron de barque qui avait conduit des voyageurs à Héligoland. La ville de Hambourg se couvrait la nuit de placards injurieux que la police avait la plus grande peine à faire disparaître. La population tout entière secondait, comme nous l'avons dit, la désertion non-seulement des Allemands, des Italiens, des Espagnols à notre service, mais des Français eux-mêmes, et les traitait en amis dès qu'ils quittaient l'armée. Elle les abritait le jour, les transportait la nuit, leur faisait passer les fleuves en bateau, et les nourrissait gratis, pour les ramener dans leur patrie.

Insubordination des régime anséatique

Les régiments anséatiques, composés des anciens soldats au service de Hambourg, Brême, Lubeck, parmi lesquels on avait introduit un certain nombre d'officiers français, s'étaient partiellement insurgés. Quelques compagnies de ces régiments, employées à garder les plages écartées de la mer du Nord, avaient fait violence aux officiers fidèles, et, s'emparant des barques des pêcheurs, s'étaient réfugiées dans l'île d'Héligoland. Il avait fallu renvoyer le

suspect de ces trois régiments, le 129e, dans
érieur, et le placer au milieu de troupes sûres,
la main du maréchal Davout. On ne disait rien
rès-satisfaisant ni des troupes hollandaises ni des
pes westphaliennes, bien que ces dernières fus-
de la part du roi Jérôme l'objet de soins conti-
ls. A Brunswick, ville populeuse, regrettant son
ien duc, il y avait eu une commotion où plu-
rs de nos soldats avaient été fort maltraités. Le
Jérôme était intervenu, afin de punir les cou-
les avec moins de rigueur, à quoi Napoléon avait
ondu par un ordre du jour, en vertu duquel tout
t commis contre l'armée française devait être
é sur-le-champ par des commissions militaires
posées uniquement d'officiers français [1].

i du nord de l'Empire on se reportait au midi, en
ie, par exemple, les dispositions n'étaient pas
lleures. Aucune liberté politique, peu d'indé-

mers), on commençait à s'habituer à la France, et qu'on lui pardonnait un peu plus qu'ailleurs d'être aussi belliqueuse; mais en Toscane, où l'on avait horreur de la guerre, où l'on avait toujours vécu sous un gouvernement italien, doux, sage et philosophe, où commençait à régner l'esprit de l'Italie méridionale, où le clergé avait une certaine influence; à Rome, où le peuple était inconsolable de la papauté perdue, où l'antipathie pour les maîtres ultramontains était aussi forte que dans les Calabres, la haine était peu dissimulée, et là comme dans le reste de l'Empire, un revers pouvait faire éclater un soulèvement général. Il suffisait, pour le produire, de la présence de la moindre troupe anglaise.

Mars 1812.

Ces sentiments, répandus en tant de pays différents, n'étaient pas répercutés sans doute par le miroir de la publicité quotidienne, qui en grossissant les objets force à les voir ceux qui voudraient se les cacher : chacun les éprouvait pour soi, mais en apprenant par les ouï-dire du commerce ou des voyageurs qu'en telle ou telle province on endurait les mêmes souffrances, on se confirmait dans sa haine, et l'orage grossissait sans être aperçu. Napoléon avait certainement l'esprit beaucoup trop ouvert pour ne pas discerner cet état de choses, mais loin de conclure qu'il fallait se garder de l'aggraver par une nouvelle guerre, loin de raisonner comme il l'avait fait au retour de la campagne de Wagram, alors qu'il avait un moment songé à calmer l'Europe en lui donnant la paix, il en concluait que la guerre de Russie était urgente, afin de comprimer

Conclusion singulière que Napoléon tire de l'état des esprits en Europe.

…aie en 1812 comme en 1809 les soulèvements
… à éclater. Il s'occuperait ensuite, la paix et
…mination universelle conquises, d'adoucir son
…ernement, et de le rendre commode aux peu-
…après le leur avoir rendu si glorieux. Il rai-
…ait donc comme certains cœurs enfoncés dans
…itude du vice, sentant qu'il en faut sortir, le
…ant sincèrement, mais remettant de jour en
…, si bien que la vie finit pour eux avant qu'ils
… trouvé le temps de s'amender. Napoléon n'é-
…sensible qu'aux cris de Paris, aux cris de la
…populaire poussés à ses oreilles, et c'est par ce
…qu'il était venu à Saint-Cloud chercher le prin-
…s un mois plus tôt.

…algré la bassesse croissante autour de lui et se
…trant plus bruyamment admiratrice à mesure
…les fautes devenaient plus grandes, il voyait à
…certaine contrainte des visages, à un certain si-

Mars 1812.

parce que sur ce sujet, sans dédaigner son avis, il le savait contraire. Il eut avec ce grave personnage deux ou trois entretiens sur la prochaine guerre de Russie; l'archichancelier, malgré sa timidité, qui n'allait jamais jusqu'à trahir en le trompant un maître qu'il chérissait sincèrement, s'efforça de le dissuader d'une telle entreprise; il le trouva plutôt fatalement décidé que véritablement convaincu, et entraîné pour ainsi dire par une nécessité irrésistible. Napoléon lui répéta comme à tout le monde que, quoi qu'on fît, il faudrait tôt ou tard en venir encore une fois aux mains avec la Russie, qu'elle avait été battue, mais point écrasée, qu'il fallait lui porter un nouveau coup pour la soumettre; que, puisqu'il le fallait, le plus tôt serait le mieux; que ses facultés personnelles étaient entières, ses armées superbes, et qu'il aimait mieux s'imposer cette rude tâche maintenant qu'il était encore jeune, que lorsqu'il serait vieux et affaibli, qu'à plus forte raison il aimait mieux la prendre pour lui que la léguer à son successeur, lequel n'était qu'un enfant, et n'aurait probablement pas ses talents; que le sort en était jeté, qu'il ferait ce qu'il croyait devoir faire, et que Dieu ensuite en déciderait. — Quant à l'entreprise, du reste, Napoléon n'en méconnaissait pas les difficultés, et déclarait lui-même que ce n'était pas une guerre à brusquer, à mener vite, comme tant d'autres qu'il avait conduites si rapidement; que c'était l'affaire de deux campagnes au moins; qu'on se trompait si on croyait qu'il allait tout de suite s'enfoncer dans des plaines sauvages, probablement ruinées, s'y mettre à la merci de la misère

ı froid; que cette année il s'avancerait tout au
jusqu'à la Dwina et au Dniéper, qu'il s'occu-
it d'abord de s'y établir, de s'y fortifier, de s'y
r d'immenses magasins, et qu'il attendrait à
iée suivante pour s'avancer plus loin, et porter
Russie le coup mortel.

outant fort qu'il eût la patience nécessaire, le
ce Cambacérès, après avoir insisté sur les diffi-
;s de cette guerre, lui parla aussi des dispositions
Allemagne, dont tous les rapports traçaient une
ture alarmante, et du peu de fond qu'il y avait
re sur la constance des petits princes allemands
alliés, sur la franchise de l'Autriche, sur la
e qu'aurait le roi de Prusse pour tenir ses enga-
ents. Napoléon traita de chimériques les craintes
lui exprimait son sage conseiller. Il dit que les
s princes allemands avaient gagné des terri-
;s qu'ils ne pouvaient conserver que par lui, et

Mars 1812.

vers les espérances de domination universelle que ces succès l'autorisaient à concevoir encore. Il n'y avait donc pas à insister, et, sous les institutions de cette époque, il ne restait qu'à baisser la tête, avec douleur si on aimait Napoléon, avec désespoir si on aimait la France.

Dernières dispositions.

Ne tenant aucun compte de ces très-légères résistances, Napoléon se hâta de mettre la main à ses dernières affaires, pour être prêt à quitter Paris au premier mouvement des Russes. Sauf ses charrois qui étaient un peu en retard, tout se développait au gré de ses désirs, et il pouvait compter d'avoir avant mai, et surtout avant juin, tout ce qu'il avait ordonné pour la formidable lutte qu'il allait entreprendre. Ses finances étaient, pour le moment du moins, en état de faire face à ses immenses dépenses. Ses budgets, enfermés systématiquement dans un chiffre de 740 à 770 millions (860 à 890 avec les frais de perception), s'étaient élevés tout à coup à 950 millions environ (un milliard 70 millions avec les frais de perception). Cette augmentation était due en partie à la réunion des États romains, de l'Illyrie, de la Hollande et des départements anséatiques. Les États romains lui avaient procuré un accroissement de recettes de 12 millions, l'Illyrie de 11, la Hollande de 55, les départements anséatiques de 20, ce qui formait un total d'environ cent millions, sans que la dépense eût été accrue d'une somme égale. Grâce en effet à la réunion de toutes ces administrations à celle de la France, déjà largement rétribuée, beaucoup de dépenses avaient été supprimées ou amoindries. La Hollande seule coûtait plus qu'elle

État des finances en 1812.

Augmentation soudaine dans le budget, provenant en partie des pays réunis à l'Empire.

pportait, à cause de sa dette qui absorbait près
l millions sur un produit de 55.

x cent millions à peu près que nous venons
mérer, le produit des douanes avait ajouté en-
une augmentation de revenu d'une soixantaine
illions, due au fameux tarif du mois d'août
, qui permettait l'introduction des denrées co-
les au droit de 50 pour cent. Le budget avait
accroître ainsi de 160 millions en recettes, et
tant il restait en déficit. Ce n'était pas à la dé-
e des pays réunis qu'il fallait s'en prendre, car
dépense, ainsi qu'on vient de le voir, n'égalait
e nouveau revenu, mais à la guerre. Les deux
stères du personnel et du matériel de la guerre,
absorbaient en 1810, le premier 250 millions,
cond 150, ensemble 400, en avaient exigé en-
480 en 1811, et devaient bientôt en exiger
de 500. La marine, autrefois défrayée avec
millions, allait en coûter 170, depuis la réunion

[redacted]

Mars 1812.

grandes familles espagnoles proscrites; on a vu enfin qu'on avait permis l'introduction en France, moyennant 50 pour cent, des amas de denrées coloniales existant en Hollande, en Holstein, avant les dernières lois du blocus continental. Les produits provenant de ces diverses origines avaient été réunis sous une seule dénomination, celle de *produits extraordinaires des douanes*, et s'élevaient à 150 millions une fois perçus. Ils devaient remplacer l'argent qu'on se procure par le crédit dans les pays qui en ont un. Napoléon sur cette somme avait consacré environ 90 millions à payer les restants dus de tous les budgets antérieurs, et n'avait pas ainsi un seul arriéré, ce qui donnait au mouvement des caisses une facilité fort grande, et fort appréciable dans un moment où il avait à remuer une si énorme quantité d'hommes et de matières. Il lui restait donc une soixantaine de millions, plus son domaine extraordinaire, qui après toutes les dotations accordées, et toutes les sommes dépensées pour les travaux publics, était encore de 340 millions environ, en y comprenant les produits de la dernière guerre d'Autriche. On se rappelle que sur ces 340 millions il en avait prêté 84 au Trésor, lors de la suppression des obligations des receveurs généraux; il en conservait 85 en argent comptant, dont la majeure partie dans les caves des Tuileries, 38 en valeur parfaitement liquides, et enfin 132 en engagements de la Westphalie, de la Saxe, de la Bavière, de la Prusse et de l'Autriche. Il ne fallait compter sur ces dernières sommes que si on était vainqueur; quant à celle qui avait été anciennement prêtée au Trésor, elle n'était

État du domaine extraordinaire en 1812.

Abondance momentanée de moyens financiers.

une ressource. Restait donc d'assuré, et d'im-
diatement disponible, 85 millions d'argent comp-
, 38 de bonnes valeurs, c'est-à-dire 123 millions,
peu près 180, en ajoutant les 60 millions exis-
encore dans la caisse extraordinaire des domaines.
un budget des recettes qui permettait d'accor-
500 millions aux deux ministères de la guerre,
0 à celui de la marine, avec une somme de 180
ons comptant dans une caisse de réserve, avec
dette fondée presque nulle, et tout arriéré com-
ment éteint, on pouvait se considérer comme
samment pourvu, surtout si la guerre, que Na-
on croyait devoir être heureuse, venait nourrir la
re. C'est ainsi qu'il pouvait solder régulièrement
force qui, avec le nouvel appel adressé aux
es nationales, allait dépasser 1,200 mille hom-
, dont 900 mille Français. Et si l'on demande
ment même il pouvait entretenir avec 500 mil-
900 mille hommes, nous ferons remarquer

[redacted]

Mars 1812.

tain nombre qui recevaient du pays une partie de leur entretien, comme les troupes résidant en Westphalie par exemple, qu'enfin les dépenses et les valeurs de ce temps étaient fort différentes de celles du nôtre. Telles étaient les ressources financières de Napoléon, parfaitement adaptées à ses ressources militaires, mais les unes et les autres toujours menacées par l'usage immodéré qu'il était porté à en faire.

En mettant la dernière main à ses affaires, Napoléon s'occupe de l'Amérique.

En mettant la dernière main à ses affaires intérieures, Napoléon s'était naturellement fort occupé de ses affaires extérieures autres que celles de Russie, qui allaient se régler par les armes. La principale de toutes en ce moment était l'accord qu'il était prêt à conclure avec l'Amérique contre l'Angleterre. Rien n'avait plus d'importance, et ne prouvait mieux à quel point il avait tort d'aller chercher dans une guerre au Nord des moyens de réduire les ennemis qu'il s'était faits dans le monde. Malgré les succès de lord Wellington en Espagne, la situation intérieure de l'Angleterre s'était encore aggravée. Le papier-monnaie perdait 18 pour cent; les denrées coloniales s'étaient avilies à ce point que les sucres, par exemple, qui se vendaient 6 francs la livre à Paris, valaient à peine 6 à 7 sous à Londres. La Tamise était couverte de navires chargés, qui se trouvaient convertis en magasins. La masse des banqueroutes à Londres était portée de six à sept cents par an, à deux mille. Le change avait subi une nouvelle baisse, et, par suite de toutes ces causes,

Imminence d'une rupture entre l'Amérique et l'Angleterre, et nouvelle preuve que Napoléon pouvait se dispenser d'aller chercher dans une guerre au Nord la solution des affaires européennes.

un subside annuel de 30 millions que ce Trésor recevait du royaume d'Italie, et qui était porté au budget de l'Empire.

nanufactures, d'abord prospères, s'étaient arrê-
. Les ouvriers manquaient de travail, et, par
roît de malheur, la disette sévissant en Angle-
e presque autant qu'en France, le peuple avait
ns de moyens de payer son pain, dans le moment
ne où le pain était devenu plus cher. Dans pres-
toutes les provinces des bandes affamées cou-
nt les campagnes en brisant les métiers. L'issue
Napoléon reprochait à la Russie d'avoir ouverte
le continent au commerce britannique n'avait
c pas changé sensiblement la situation de l'An-
erre, et que serait-il arrivé, si, en prolongeant
état de choses quelque temps encore, on eût jeté
lord Wellington une partie des forces qu'on se
parait à enfouir dans les neiges du Nord?

Le cabinet britannique allait ajouter à tous ces
ux une nouvelle aggravation, par sa conduite ex-
vagante envers l'Amérique. Si on en excepte les
nies espagnoles, françaises et hollandaises, ret

donc toute raison de ménager l'Amérique. Loin de là, elle se conduisait envers elle comme Napoléon envers les États du continent, égarée comme lui par la passion et l'orgueil de système. Ses fameux ordres du conseil, auxquels Napoléon avait opposé les non moins fameux décrets de Berlin et de Milan, étaient la cause de la querelle, qui était fort près de se convertir en guerre déclarée.

Mars 1812.

Nous rappellerons encore une fois que, par ses ordres du conseil, l'Angleterre avait d'abord bloqué (au moyen du *blocus sur le papier*) toutes les côtes de l'Empire français et de ses alliés, puis exigé que, pour y pénétrer, tout bâtiment vînt en payant prendre dans la Tamise la permission de naviguer, à quoi Napoléon avait répondu en déclarant dénationalisé et de bonne prise tout bâtiment qui se soumettrait à une pareille dictature. On a vu que les Américains pour soustraire leurs bâtiments à cette double violence leur avaient d'abord interdit, par la loi de l'*embargo*, de fréquenter les côtes d'Europe, puis avaient limité cette interdiction aux côtes de France et d'Angleterre, ajoutant que la mesure serait révoquée à l'égard de celle des deux puissances qui renoncerait à son système de rigueurs. Napoléon, se conduisant ici avec une habile modération, avait renoncé, quant aux Américains, à ses décrets de Berlin et de Milan, et avait, disait-il, agi de la sorte dans l'espérance de voir les Américains défendre enfin leur pavillon contre ceux qui l'outrageaient. En réponse à cette sage conduite, les Américains avaient levé l'interdit à l'égard de la France, l'avaient maintenu à l'égard de l'Angleterre, et se

Danger de compromettre ces relations par suite de la querelle avec les neutres.

Habileté de Napoléon dans cette question, et son empressement à se désister des décrets de Berlin et de Milan à l'égard des Américains.

uvaient à ce sujet en contestation ouverte avec
le-ci.
Si l'Angleterre avait été inspirée par la raison,
aurait dû purement et simplement imiter la con-
te de Napoléon, révoquer ses ordres du conseil,
permettre aux Américains de communiquer avec
France. Le bien qui en serait résulté pour nous
ût certainement pas égalé celui qui en serait ré-
té pour les Anglais. Nous aurions sans doute payé
ins cher le sucre et le café, et, ce qui était plus
portant, l'indigo, le coton, si utiles à nos ma-
factures; mais une partie du sucre, du café, du
on, introduits en France, seraient venus des
onies anglaises. Or si le haut prix des denrées
oniales était pour les Français une gêne, leur
vente était pour les Anglais une calamité. L'An-
terre aurait donc bien plus gagné que la France
aisser les Américains circuler librement; mais

Mars 1812.

Controverse entre l'Angleterre et l'Amérique sur le blocus réel et le blocus fictif.

Les Américains avaient répondu que ce n'était pas là rétablir le droit commun des neutres, car ce droit repoussait absolument le blocus fictif, et ils avaient déclaré que l'Angleterre persistant dans une partie de ses ordres du conseil, ils persisteraient envers elle dans leur loi de *non-intercourse*, quoiqu'ils s'en fussent désistés à l'égard de la France. Les ministres anglais répliquaient par des arguments misérables aux raisons des Américains. Ils prétendaient que les Français n'avaient pas renoncé sérieusement aux décrets de Berlin et de Milan; que la renonciation qu'ils en avaient faite n'était pas authentique dans la forme, que d'ailleurs on arrêtait encore beaucoup de bâtiments américains à l'entrée des ports français, ce qui était vrai et inévitable, l'Angleterre ayant laissé établir chez elle une fabrique de faux papiers qui commandait de grandes précautions; qu'enfin les Américains n'avaient pas exigé de la France la faculté d'introduire chez elle les produits de l'industrie britannique, ce qui était puéril, car si les Américains étaient fondés à demander que sous leur pavillon on ne saisît pas les propriétés anglaises, ils ne pouvaient pas exiger que la France admît chez elle les produits anglais que son système commercial repoussait. Ces raisons étaient donc insoutenables, et les Américains les traitaient comme telles. Un dernier tort de l'Angleterre, infiniment grave, et renouvelé tous les jours avec autant d'audace que de violence, rendait imminente la guerre avec l'Amérique. Sous prétexte que beaucoup de ses matelots, pour échapper aux charges du service de guerre, émigraient en Amérique, elle faisait visiter

Vexations de l'Angleterre contre le commerce

navires américains, ce qui est toujours permis vaisseaux de guerre, quand la visite se borne à tater la sincérité du pavillon, mais jamais auent, et elle profitait de l'occasion pour enlever les matelots parlant anglais. Or, les deux nas parlant le même langage, la marine britanni- enlevait presque autant de matelots américains de matelots anglais, et par conséquent exerçait ense non-seulement sur les sujets britanniques, s sur les sujets étrangers, en abusant d'une conité d'idiome due à la conformité d'origine. Plurs fois la résistance des bâtiments américains t fait naître en mer des collisions dont toute érique avait retenti. Aussi l'exaspération était- poussée au comble, et les esprits prévoyants relaient-ils la guerre comme inévitable.

'opposition anglaise avait là de nombreux et s griefs contre le cabinet, et l'un des plus

Mars 1812.

leur faveur le droit des nations. De plus, l'habitude de déguiser son origine, introduite par le système des licences, avait donné naissance à une foule de subterfuges, et propagé parmi les commerçants des pratiques immorales qui devenaient véritablement alarmantes.

Juste irritation de l'opposition anglaise contre le ministère.

Sans doute l'opposition exagérait, comme il arrive souvent, les torts du gouvernement, ou ne les caractérisait pas toujours avec assez de justesse; mais elle les attaquait avec une véhémence légitime. Elle aurait exprimé la vérité exacte et complète, si elle eût dit que l'intérêt de l'Angleterre était de s'ouvrir les accès du monde entier, tandis que l'intérêt de Napoléon était de les lui fermer; qu'en donnant à la France du sucre, du café, du coton à meilleur marché, l'Angleterre lui faisait cent fois moins de bien qu'elle ne s'en faisait à elle-même, en déversant au dehors le trop plein de ses magasins. Tout ouvrir étant son intérêt, tout fermer celui de Napoléon, c'était une conduite souverainement déraisonnable que de s'obstiner dans ses ordres du conseil, de se préparer ainsi la plus fâcheuse des privations, celle des relations avec l'Amérique, et de plus une guerre infiniment dangereuse, si à cette guerre venait se joindre un nouveau triomphe de Napoléon dans les plaines du Nord.

La cité de Londres demande le renvoi des ministres.

La cité de Londres, irritée au plus haut point, avait présenté une pétition au prince de Galles, régent depuis un an, pour demander le renvoi des ministres, et une grande partie du commerce avait appuyé de ses vœux cette pétition audacieuse. Le prince de Galles, au pouvoir duquel on avait mis

restrictions pour la durée d'une année, venait
trer en pleine possession des prérogatives de la
auté, et tout annonçait qu'il en jouirait définiti-
ent, la santé de son père Georges III ne laissant
aucune espérance d'amélioration. Quoiqu'il se
habitué aux anciens ministres de son père, et à
i brouillé avec les hommes d'État qu'il destinait
bord à être les siens, cependant il aurait voulu
nir les uns et les autres dans un ministère de
lition, afin de donner quelque satisfaction à l'opi-
publique violemment excitée. Malheureusement
narquis de Wellesley, frère de lord Wellington,
ninistre des affaires étrangères, avait récemment
tté le cabinet, sans aucun motif précis, unique-
nt parce qu'il ne pouvait sympathiser plus lon-
ps avec le caractère étroit et violent de M. de
ceval, véritable exagération du caractère de
Pitt, ayant ses défauts sans ses talents. Il était

Mars 1812.

ce point, soutenait avec passion que le seul moyen de calmer l'Irlande et de rendre disponibles les troupes consacrées à sa garde, était de l'émanciper, c'est-à-dire de lui accorder l'égalité de droits avec les autres parties du Royaume-Uni; et bien que le prince régent eût offert de laisser la question indécise, lord Grenville et lord Grey avaient repoussé d'une manière hautaine ses ouvertures à cet égard. Aucune transaction n'était donc possible.

Probabilité de la chute du cabinet britannique, si Napoléon lui avait fait essuyer un échec en Espagne.

Mais la situation était si extrême, que le moindre échec éprouvé au dehors devait faire succomber la politique de la guerre. Ainsi, malgré tous les avantages des Anglais en Espagne et toutes les déconvenues que nous y avions essuyées, en portant ses forces de ce côté, au lieu de s'obstiner à les précipiter vers l'abîme du Nord, Napoléon pouvait encore faire tourner la politique de l'Angleterre à la paix.

Les gouvernements anglais et français multipliant les fautes à l'envi l'un de l'autre.

Un seul échec infligé à celle-ci suffisait, et ainsi l'occasion de l'année précédente n'était pas tout à fait manquée, tant l'Angleterre semblait se hâter de compenser les erreurs de Napoléon par les siennes! Singulier spectacle que celui du monde! C'est d'ordinaire un assaut de fautes, dans lequel ne succombe que celui qui en commet le plus! Et ces fautes, ce sont bien souvent les gouvernements les plus habiles qui les commettent, quand la passion s'est emparée d'eux, car l'esprit n'est plus rien là où la passion règne.

Bien qu'il fermât les yeux sur cet état de choses, Napoléon comprit cependant que l'Angleterre s'obstinant à faire essuyer aux Américains toute sorte de vexations, il fallait les attirer à lui par des trai-

ents tout contraires. Un peu plus de vexations côté, un peu plus de facilités de l'autre, et l'A-ique allait se trouver en guerre avec l'Angleterre, ui était un résultat d'une immense importance. lifficulté, c'était d'accorder aux Américains les urs commerciales qu'ils désiraient, sans toute-amener de relâchement dans le blocus continen-Pour parer à cet inconvénient, Napoléon n'avait ord voulu leur permettre de commercer qu'avec licences délivrées à des négociants dont il était Les licences étant pour eux une gêne des plus mmodes, il y avait renoncé, mais en désignant ports d'Amérique d'où ils pouvaient partir, et de France où ils devaient arriver. Il espérait oncentrant la surveillance sur un petit nombre oints, réussir à empêcher la fraude. Enfin, pour riser Lyon et Bordeaux, il avait voulu que les ments américains fussent obligés d'emporter de

cevoir les cotons, dont la provenance était facile à constater, ainsi que les bois, les tabacs et autres matières dont nous avions besoin, et qui venaient incontestablement d'Amérique. Napoléon, toujours défiant et toujours porté à céder peu pour avoir beaucoup, n'accueillit pas sur-le-champ les propositions de M. de Sussy, mais il diminua dans une certaine mesure la gêne dont se plaignaient les Américains, et fit partir M. Sérurier pour Philadelphie, afin de leur promettre la plus large admission en France, s'ils rompaient définitivement avec l'Angleterre. Il se flattait donc, et la suite prouva qu'il ne se trompait point, d'avoir sous peu de mois l'alliance de l'Amérique contre l'Angleterre.

Mars 1812.

Il ne borna pas là les efforts de sa diplomatie en perspective de la nouvelle guerre. Quoique fort irrité contre la Suède, Napoléon cependant, à l'approche de la crise, prêta l'oreille à quelques insinuations venues probablement de Stockholm, et transmises par la femme du prince Bernadotte, sœur de la reine d'Espagne. Cette princesse était désolée de la rupture qui menaçait d'éclater entre la Suède et la France, et jusqu'à ce moment elle n'avait point voulu quitter Paris. On semblait insinuer que M. Alquier s'y était mal pris, qu'il n'avait pas su ménager la susceptibilité du prince royal, que ce prince ne demandait pas mieux que de s'allier à la France, si on lui en fournissait des raisons avantageuses et honorables; que sa condescendance pour le commerce interlope avait pour cause unique le mauvais état des finances suédoises; que ce commerce produisait des revenus de douane dont on vivait à Stockholm, et

Tentative de rapprochement avec la Suède.

si la France voulait que la Suède pût avoir des
pes sur pied, il fallait qu'elle lui accordât un
sidie; qu'à cette condition le prince fermerait
ports aux Anglais, et fournirait une armée à la
nce contre la Russie. — Napoléon doutait beau-
p de la sincérité de ces ouvertures, mais il se
ait que Bernadotte, dont les propositions avaient
accueillies avec réserve par la Russie et l'Angle-
e (cette circonstance était connue à Paris), fût
né à se retourner vers la France, et il ne fallait
repousser un tel allié, car une armée suédoise
chant sur la Finlande, pendant qu'une armée
çaise marcherait sur la Lithuanie, devait être
bien utile diversion. Il fit donc proposer par la
cesse royale à Bernadotte de s'unir à la France,
diriger trente ou quarante mille hommes contre
Finlande, et lui promit en retour de ne point
ter avec l'empereur Alexandre sans l'avoir forcé

Avril 1812.

après avoir mis la main sur ce qui restait de la contrebande organisée par les Suédois, s'était portée à Stettin sur l'Oder. (Voir la carte n° 36.) La division Gudin s'était avancée au delà, et avait pris position à Stargard, ayant devant elle la cavalerie du général Bruyère sur la route de Dantzig. La division Desaix s'était établie à Custrin sur l'Oder, ayant sa cavalerie légère à Landsberg, dans la direction de Thorn. Le maréchal Davout, avec les divisions Morand et Compans, avec les cuirassiers attachés à son corps d'armée, s'était rapproché de l'Oder, et était prêt à franchir ce fleuve au premier signal. Ses troupes avaient marché avec ordre, avec lenteur, observant une discipline rigoureuse, et pourvues de tout par le gouvernement prussien, qui se hâtait, à la vue de ces formidables soldats, de remplir les engagements qu'il avait contractés envers leur maître. Le maréchal Oudinot, après s'être concentré à Munster, s'était échelonné sur la route de Berlin; le maréchal Ney s'était rendu de Mayence à Erfurt, et d'Erfurt à Torgau sur l'Elbe. Les Saxons avaient dépassé l'Oder. Le vice-roi d'Italie, ayant franchi les Alpes avec son armée, avait traversé la Bavière, rallié les Bavarois, et presque atteint l'Oder. Les officiers de tous les grades, se conformant aux ordres impériaux, avaient fait route à la tête de leurs soldats, maintenant la discipline dans leurs troupes, et enchaînant leur langue autant qu'ils pouvaient, mais n'y réussissant pas toujours. Dans les corps du maréchal Ney et du prince Eugène il se commettait de regrettables excès, soit qu'ayant eu à parcourir une plus longue distance, ils eussent essuyé des priva-

Arrivée de tous les corps sur l'Oder.

s dont ils se dédommageaient aux dépens des
s qu'ils traversaient, soit que la route qui leur
t assignée eût été moins préparée à les recevoir.
reste des repos étaient ménagés partout, de ma-
e que chaque corps eût le temps de rallier ce qui
vait pu suivre, et que la queue se serrât toujours
la tête. Une immense traînée de charrois, et telle
on n'en avait jamais vu de pareille à aucune épo-
., marquait la trace des colonnes longtemps après
r passage.

usqu'ici on n'avait rien entendu dire du Niémen.
ucun bruit n'annonçait que ce vaste déploiement
forces, désormais évident à tous les yeux, eût
voqué les Russes à prendre l'initiative. En con-
uence Napoléon, conformément à son plan, pres-
it un nouveau mouvement à ses troupes dans les
miers jours d'avril, afin de les pousser de l'Oder
Vistule, avec l'intention de leur ménager là un

Avril 1812.

Napoléon ordonne un nouveau mouvement à son armée, et la porte sur la Vistule.

Il ordonna au maréchal Davout de se porter sur la Vistule avec ses cinq divisions et toute sa cavalerie, au maréchal Oudinot d'entrer à Berlin dans le plus grand appareil militaire, de s'y arrêter un moment, et de s'acheminer ensuite sur l'Oder, au maréchal Ney de passer l'Elbe à Torgau pour se rendre à Francfort sur l'Oder, aux Saxons et aux Westphaliens de prendre position à Kalisch, aux Bavarois et à l'armée d'Italie de gagner Glogau, à la garde enfin de s'échelonner sur la route de Posen. Les troupes dès qu'elles auraient marché cinq ou six jours devaient se reposer un nombre de jours à peu près égal. Le maréchal Davout, toujours chargé d'organiser toutes choses, avait ordre de faire moudre sans relâche les blés de Dantzig et de mettre en barils la farine qui en proviendrait, de préparer en hâte la navigation du Frische-Haff et de la Prégel, de terminer les ponts de la Vistule, de former à Thorn et à Elbing avec les fournitures de la Prusse des magasins pareils à ceux de Dantzig, de bien occuper Pillau et la pointe de Nehrung, et surtout d'être sur ses gardes relativement aux mouvements des Russes. Le plan était toujours, si ceux-ci passaient le Niémen et prenaient sérieusement l'offensive, de marcher droit à eux avec les 150 mille hommes du maréchal Davout, avec les 80 mille du roi Jérôme. Si au contraire les Russes ne remuaient point, on devait se tenir fort tranquille, ne pas montrer les avant-postes français au delà d'Elbing, et n'employer au delà d'Elbing que les Prussiens, qui de Dantzig à

rien à y faire, et elle n'exerça aucune influence sur ses déterminations militaires.

igsberg étaient chez eux. Napoléon avait tout osé pour partir lui-même au premier signal, et er à son avant-garde avec la rapidité d'un rier. Du reste, une fois le maréchal Davout sur istule, il n'avait plus rien à craindre d'une mar- précipitée des Russes, et il n'avait plus qu'un à former, c'était le retardement des hostilités u'à la pousse des herbes.

our assurer davantage encore l'accomplissement e vœu, il expédia un nouveau courrier à M. de iston, afin de lui annoncer ce second mouve- t, et de lui dicter le langage qu'il devait tenir tte occasion. M. de Lauriston avait ordre de que l'Empereur des Français ayant appris la che des armées russes vers la Dwina et le Dnié- (c'était une pure invention, car on n'avait reçu n avis à cet égard) s'était décidé à se placer a Vistule, dans la crainte de l'invasion du grand-

[redacted]

Avril 1812.

Impression produite à Saint-Pétersbourg par les nouvelles venues de France et d'Allemagne.

en France, le contre-coup en avait été fortement ressenti à Saint-Pétersbourg. La présence de M. de Czernicheff, arrivé le 10 mars, apportant une lettre amicale de Napoléon mais des impressions personnelles toutes contraires, car il avait rencontré en route des masses de troupes effrayantes, n'était pas faite pour atténuer l'effet des nouvelles venues de toutes les parties du continent. Le mouvement du maréchal Davout sur l'Oder et au delà, l'invasion de la Poméranie suédoise, la mise en réquisition des contingents allemands, le passage des Alpes par l'armée d'Italie, l'annonce positive des deux traités d'alliance avec la Prusse et l'Autriche, avaient achevé de dissiper les dernières hésitations d'Alexandre, et de lui causer à lui et à sa cour un chagrin profond, car on ne doutait pas que la lutte ne fût terrible, et, si elle n'était pas heureuse, que la grandeur de la Russie ne reçût un échec décisif, un échec égal à celui qu'avait essuyé la grandeur de la Prusse et de l'Autriche. C'était surtout la nouvelle des deux traités signés par la Prusse et l'Autriche qui avait dévoilé à l'empereur Alexandre et au chancelier de Romanzoff l'imminence du danger. L'empereur Alexandre, instruit assez exactement de ce qui se passait dans la diplomatie française, par des infidélités dont la source malgré beaucoup de recherches était restée inconnue, savait que Napoléon faisait depuis longtemps attendre à la Prusse un traité d'alliance, afin de ne pas donner trop d'ombrage à Saint-Pétersbourg. Puisqu'il s'était décidé à conclure ce traité, la conséquence à tirer, c'est qu'il avait pris son parti, et l'avait pris au point de ne

Les traités d'alliance avec la Prusse et l'Autriche sont aux yeux de l'empereur Alexandre le signe le plus certain d'hostilités prochaines.

Avril 1812.

plus garder de ménagements. Les dissimulations de la cour de Vienne à l'égard des engagements qu'elle avait pris, ne pouvaient tromper Alexandre, parfaitement informé de toutes les transactions européennes, et n'étaient que risibles pour qui était témoin des embarras de M. de Saint-Julien, ambassadeur d'Autriche à Saint-Pétersbourg. Celui-ci en effet s'efforçait de se dérober à tous les regards, de peur d'être obligé d'avouer les nouveaux liens contractés par sa cour, ou d'être confondu s'il les niait.

Explications de la Prusse et de l'Autriche avec le cabinet russe, pour justifier leur alliance avec la France.

Quant à la Prusse, moins hardie dans le mensonge, elle était convenue de tout.

Mission de M. de Knesebeck à Saint-Pétersbourg.

Nous avons dit qu'elle avait envoyé M. de Knesebeck à Saint-Pétersbourg, pour exposer à l'empereur Alexandre la triste nécessité où elle s'était trouvée de prendre part à la guerre, et, en y prenant part, de se ranger du côté de la France. Soit que M. de Knesebeck y fût autorisé par le roi, soit qu'il cédât à ses passions nationales, il avait poussé plus loin les confidences. Il avait dit que le roi agissait à contre-cœur, mais que tous ses vœux étaient pour les Russes, et qu'il ne désespérait pas d'être bientôt amené à se joindre à eux; que cet événement même était inévitable si on tenait une conduite habile, et à ce sujet M. de Knesebeck, qui était un officier éclairé, avait fait entendre des conseils très-sages, très-funestes pour nous, très-utiles au czar, qui ne savait à qui entendre au milieu des opinions militaires de toute sorte provoquées autour de lui par la gravité des circonstances. Il lui avait conseillé de ne pas s'exposer à recevoir le premier choc de Napoléon, de rétrograder au contraire, d'attirer les Français dans l'inté-

Avril 1812.

rieur de la Russie, et de ne les attaquer que lorsqu'ils seraient épuisés de fatigue et de faim. Il avait promis que pour ce cas toute l'Allemagne se joindrait aux Russes afin d'achever la ruine de l'envahisseur audacieux qui désolait l'Europe depuis douze années.

N'était-ce là qu'une simple prévoyance de M. de Knesebeck, qu'il transformait en conseils sous la seule inspiration de ses sentiments nationaux, sans aucun ordre de son maître, ou bien était-il autorisé à pousser aussi loin les excuses de Frédéric-Guillaume auprès d'Alexandre, c'est ce qu'il est impossible de savoir aujourd'hui, bien qu'on ait l'aveu de M. de Knesebeck, qui peut-être s'est fait depuis plus coupable qu'il n'avait été alors, pour se faire plus prévoyant et plus patriote qu'il n'avait été véritablement. Quoi qu'il en soit, l'oppression sous laquelle la Prusse vivait à cette époque excuse beaucoup de choses; pourtant nous regretterions que M. de Knesebeck eût été autorisé à tenir ce langage, nous le regretterions pour la dignité d'un roi qui était un parfait honnête homme. Alexandre accueillit avec une indulgence assez hautaine les explications de Frédéric-Guillaume, avec infiniment d'attention les habiles conseils de son envoyé, lui dit qu'il déplorait la détermination de la Prusse, mais que, défendant la cause de l'Allemagne autant que celle de la Russie, il ne désespérait pas d'avoir bientôt les soldats prussiens avec lui. Il fut moins indulgent envers M. de Saint-Julien. Celui-ci, après s'être longtemps caché, avait fini par ne pouvoir plus éviter la rencontre de l'empereur Alexandre. Il nia d'abord le traité d'alliance, et il paraît que ce n'était pas sans un cer-

Scènes singulières entre l'empereur Alexandre et M. de Saint-Julien, ambassadeur

Avril 1812.

d'Autriche à Saint-Pétersbourg.

tain fondement, car son cabinet, pour qu'il trompât mieux, l'avait trompé lui-même en lui laissant tout ignorer. Il ne savait même ce qu'il avait appris que par quelques confidences de M. de Lauriston, qui lui en avait dit plus qu'il n'aurait voulu en apprendre. Il essaya donc de révoquer en doute l'existence du récent traité de l'Autriche avec la France, sur le motif qu'on ne lui avait rien mandé de Vienne, mais Alexandre l'interrompit sur-le-champ. — Ne niez pas, lui dit-il; je sais tout; des intermédiaires sûrs, qui ne m'ont jamais induit en erreur, m'ont envoyé la copie du traité que votre cour a signé; puis la montrant à M. de Saint-Julien confondu, il ajouta qu'il était profondément étonné d'une pareille conduite de la part de l'Autriche, et qu'il la considérait comme un véritable abandon de la cause européenne; que ce n'était pas lui seulement qui était intéressé dans cette lutte, mais tous les princes qui prétendaient conserver une ombre d'indépendance; que tant qu'il n'avait vu dans l'alliance de la France que les petits États allemands, placés sous la main de Napoléon, et même la Prusse, privée de toutes ses forces, il n'avait éprouvé ni surprise ni découragement, mais que l'accession de l'Autriche à cette espèce de ligue avait lieu de le confondre, et de l'ébranler dans ses résolutions les plus fermes; qu'il ne pouvait pas défendre l'Europe à lui seul; que, puisqu'on le délaissait, il suivrait l'exemple général, et traiterait avec Napoléon; qu'après tout il aurait moins à perdre que les autres à cette soumission universelle, qu'il était loin de la France, que Napoléon lui demandait peu de chose, qu'il en serait

[redacted]

Avril 1812.

quitte pour quelques souffrances d'amour-propre, et que, ces souffrances passées, il serait tranquille, indépendant encore dans son éloignement, mais que ceux qui l'abandonnaient seraient esclaves. — Alexandre, en prononçant ces paroles, était ému, courroucé, et avait quelque chose de méprisant dans son attitude et son langage. M. de Saint-Julien, moins surpris et moins troublé, aurait pu lui répondre qu'en 1809 la Russie ne s'était pas fait scrupule de déclarer la guerre à l'Autriche, sans s'inquiéter de l'indépendance de l'Europe, et que si aujourd'hui elle appelait tout le monde à la résistance, c'est qu'au lieu de lui offrir les dépouilles de ses voisins on exigeait qu'elle sacrifiât son commerce à la politique maritime de la France, et qu'alors pour la première fois elle commençait à trouver l'indépendance européenne en péril. M. de Saint-Julien, qui était de cette vaste coterie aristocratique répandue sur tout le continent et animée d'une haine profonde contre la France, ne sut que s'excuser en alléguant son ignorance, et promit que sous peu de jours il aurait à donner des explications satisfaisantes. Ces explications étaient faciles à prévoir, c'est que l'alliance avec Napoléon n'était pas sérieuse, qu'on y avait été contraint, et que dans cette nouvelle guerre on ne porterait pas grand tort aux armes russes [1].

L'empereur Alexandre persiste à ne pas vouloir prendre l'initiative des hostilités.

L'empereur Alexandre ne conservait donc plus aucun doute sur l'issue de cette crise, et regardait

[1] Je parle d'après la dépêche même de M. de Saint-Julien, parvenue à la connaissance du gouvernement français, et écrite avec un chagrin de l'alliance qui en prouve la sincérité.

Avril 1812.

un arrangement à l'amiable comme tout à fait impossible. Il était résolu néanmoins, d'accord avec M. de Romanzoff, demeuré fort attaché à la politique de Tilsit, de ne pas prendre l'initiative des hostilités, et de se réserver ainsi la seule chance de paix qui restât encore, si, contre toute vraisemblance, Napoléon n'avait armé que pour négocier sous les armes. Il avait le projet de tenir ses avant-postes sur le Niémen, sans dépasser le cours de ce fleuve, sans même l'atteindre dans les environs de Memel où la rive droite appartenait en partie à la Prusse, et de respecter ainsi scrupuleusement le territoire des alliés de Napoléon. Quelques esprits exaltés, surtout parmi les réfugiés allemands au service de Russie, cherchaient à pousser Alexandre en avant, et lui conseillaient d'envahir non-seulement la Vieille-Prusse, mais le grand-duché, toujours dans la pensée d'agrandir le désert qu'on voulait créer sur les pas de Napoléon. Le czar s'y refusa, et en cela trouva sa famille, sa cour et sa nation d'accord avec lui, car si on ne voulait pas subir l'empire de Napoléon, on ne désirait pas davantage précipiter la guerre avec ce redoutable adversaire. Il prit donc le parti d'attendre encore, avant de quitter Saint-Pétersbourg de sa personne, quelque acte non pas plus significatif, mais plus formellement agressif que celui de la marche des Français jusqu'à la Vistule. Il eut avec M. de Lauriston de derniers entretiens où il ne dissimula aucun de ses sentiments, où plusieurs fois même il laissa échapper quelques larmes en parlant de la guerre qu'il considérait comme certaine, et de la contrainte

Derniers entretiens avec M. de Lauriston.

qu'on voulait exercer envers lui en l'obligeant contre toute justice, contre le traité de Tilsit qui n'en disait rien, à renoncer à tout commerce avec les neutres. Il répéta que les décrets de Milan, de Berlin, ne le regardaient pas, ayant été rendus sans le consulter; qu'il n'était engagé qu'à maintenir l'état de guerre contre l'Angleterre, à lui fermer ses ports, qu'il remplissait cet engagement mieux que Napoléon avec le système des licences, et qu'exiger davantage c'était lui demander l'impossible, le réduire à la guerre, qu'il ne ferait pas volontiers, on pouvait assez le voir à sa manière d'être, mais qu'il ferait terrible et en désespéré une fois qu'on l'aurait forcé à tirer l'épée.

Toujours préoccupé des nouvelles qui venaient des frontières, qu'il s'attendait à chaque instant à voir franchies, il demanda à M. de Lauriston s'il aurait par hasard la faculté de suspendre le mouvement des troupes françaises. M. de Lauriston, qui n'était autorisé à s'engager à cet égard que pour prévenir le passage du Niémen par les Russes, ne s'expliqua pas clairement, mais répondit qu'il prendrait sur lui d'envoyer aux avant-postes français, et d'essayer d'arrêter leur marche, s'il s'agissait d'une proposition qui valût la peine d'être transmise à Paris. Alexandre, comprenant au vague de ce langage que M. de Lauriston ne pouvait pas grand'chose, répliqua que du reste il était bien naturel que Napoléon, dont les desseins étaient toujours profondément calculés, n'eût pas laissé à un ambassadeur la faculté d'interrompre les mouvements de ses armées, et sembla renoncer complétement à cette res-

Avril 1812.

source extrême. M. de Lauriston le pressa beaucoup, s'il n'envoyait pas M. de Nesselrode, de répondre néanmoins à la démarche que Napoléon avait faite par l'entremise de M. de Czernicheff, d'expédier quelqu'un avec des instructions, des pouvoirs, et une lettre que dans tous les cas on devait à Napoléon, puisqu'il avait pris l'initiative d'écrire. Alexandre, comme importuné d'une telle demande, à laquelle il aurait satisfait spontanément s'il y avait vu un moyen de sauver la paix, répondit que sans doute il enverrait quelqu'un, mais que cette démarche ne servirait de rien, qu'il n'y avait aucune chance de négocier utilement, car ce n'était certes pas pour négocier que Napoléon avait remué de telles masses d'hommes et les avait portées si loin.

Réponse d'Alexandre à la lettre de Napoléon, portée par M. de Serdobin.

En effet, pour n'avoir aucun tort et aucun regret, Alexandre se décida à écrire une lettre à Napoléon, en réponse à celle dont M. de Czernicheff avait été porteur, lettre triste, douce, mais fière, dans laquelle il disait qu'à toutes les époques il avait voulu s'arranger à l'amiable, et que le monde serait un jour témoin de ce qu'il avait fait pour y parvenir; qu'il expédiait au prince Kourakin des pouvoirs pour négocier, pouvoirs qu'au surplus cet ambassadeur avait toujours eus, et qu'il souhaitait ardemment que sur les nouvelles bases indiquées on pût en arriver à un arrangement pacifique. C'était M. de Serdobin qui devait être porteur de ce dernier message.

Bases possibles d'arrangement indiquées au prince Kourakin,

Les conditions qu'il était chargé de transmettre au prince Kourakin étaient de celles qu'on propose quand on n'espère plus rien, et lorsqu'on ne songe qu'à sauver sa dignité. Alexandre était prêt,

avec autorisation de les faire connaître au cabinet français.

disait-il, à entrer en négociation, et à prendre pour Oldenbourg le dédommagement qu'on lui offrirait, quel qu'il fût; à introduire dans l'ukase de décembre 1810, dont l'industrie française se plaignait, tel changement qui serait compatible avec les intérêts russes, à examiner même si le système commercial imaginé par Napoléon pouvait être adopté en Russie, à condition qu'on ne demanderait pas l'exclusion absolue des neutres, surtout américains, et qu'on promettrait d'évacuer la Vieille-Prusse, le duché de Varsovie et la Poméranie suédoise. Dans ce cas Alexandre s'engageait à désarmer sur-le-champ, et à traiter pacifiquement et à l'amiable les divers points contestés.

Parler à Napoléon d'un mouvement rétrograde était une chose qu'on n'aurait pas essayée, si on avait cru qu'il voulût sérieusement négocier à Paris. Mais Alexandre et M. de Romanzoff ne conservaient plus aucun espoir, et s'ils envoyèrent M. de Serdobin, ce fut sur les vives instances de M. de Lauriston, qui, même sans une lueur d'espérance, tentait les derniers efforts pour le salut de la paix. M. de Serdobin partit le 8 avril, un mois environ après l'arrivée de M. de Czernicheff à Saint-Pétersbourg. Alexandre passa quelques jours encore dans une extrême agitation, et pendant ce temps la société russe, qui comprenait ses sentiments, qui s'y conformait avec respect, mettait grand soin à ne pas provoquer les Français, à les ménager partout où elle les rencontrait, à ne leur montrer ni jactance ni effroi, mais à leur laisser voir une détermination chagrine et ferme.

Avril 1812.

On n'avait pas encore pris d'engagement avec l'Angleterre, dans la pensée fortement arrêtée de se tenir libre, et de ne hasarder aucune démarche qui pût rendre la guerre inévitable. Mais par l'intermédiaire de la Suède, on avait entamé des pourparlers indirects, qui préparaient un rapprochement pour le moment où l'on n'aurait plus de ménagements à garder. Ce moment étant venu, ou bien près de venir, puisque Napoléon n'avait pas hésité à conclure ses alliances avec la Prusse et l'Autriche, Alexandre fit partir M. de Suchtelen pour Stockholm, afin de s'aboucher avec un agent anglais envoyé dans cette capitale, M. Thornton, et convenir avec lui non-seulement des conditions de la paix avec l'Angleterre, mais de celles d'une alliance offensive et défensive, dans la vue d'une guerre à outrance contre la France.

Alexandre s'occupe de nouer les rares alliances sur lesquelles il peut compter dans le moment.

Envoi de M. de Suchtelen à Stockholm pour entamer avec l'Angleterre des pourparlers longtemps différés.

Il fallait, en se servant de la Suède comme intermédiaire, s'entendre enfin avec elle sur ce qui la concernait, et opter entre son alliance intime, ou son hostilité déclarée, tant le prince Bernadotte, qui sans être revêtu de l'autorité royale en exerçait le pouvoir, était devenu pressant afin d'obtenir une réponse à ses propositions. La Russie avait longtemps hésité à s'engager avec la cour de Stockholm, parce qu'elle ne voulait pas être liée encore, parce qu'elle considérait comme très-grave de dépouiller le Danemark au profit de la Suède, parce qu'enfin elle n'avait pas confiance dans le caractère du nouveau prince royal, car, fidèle ou traître envers son ancienne patrie, il méritait également qu'on se défiât de lui. Pourtant l'urgence avait fait évanouir

Traité d'alliance avec la Suède signé le 5 avril 1812.

Avril 1812.

ces raisons. Des ménagements, il n'y avait plus à en garder. Le Danemark n'était plus à considérer, dès qu'il s'agissait pour l'empire russe d'être ou de n'être pas, et quant aux relations véritables de Bernadotte avec la France, l'occupation de la Poméranie suédoise par les troupes du maréchal Davout venait de les mettre dans une complète évidence. En conséquence le 5 avril (24 mars pour les Russes), l'empereur Alexandre conclut un traité avec la cour de Stockholm, par lequel il lui concédait l'objet ardent de ses vœux, c'est-à-dire la Norvége. Par ce traité d'alliance, destiné à rester secret, les deux États se garantissaient leurs possessions actuelles, c'est-à-dire que la Suède garantissait la Finlande à la Russie, et consacrait ainsi sa propre dépossession. En retour, la Russie promettait à la Suède de l'aider à conquérir la Norvége dans le présent, et de l'aider également à la conserver dans l'avenir. Pour l'accomplissement des vues communes, la Suède devait réunir une armée de 30 mille hommes, et la Russie lui en prêter une de 20; le prince royal devait commander ces 50 mille soldats, envahir d'abord la Norvége, puis cette opération, qu'on regardait comme facile, consommée, descendre sur un point quelconque de l'Allemagne afin de prendre l'armée française à revers. Il n'était pas dit, mais entendu, que les subsides et les troupes britanniques concourraient à cette redoutable diversion.

Communications au Danemark à la suite du traité d'alliance

Quant au Danemark, si lestement spolié, on devait faire auprès de lui une démarche de courtoisie, l'avertir de ce qui venait d'être stipulé, lui offrir de s'y prêter moyennant un dédommagement

Avril 1812.

avec la Suède.

en Allemagne, qu'on ne désignait pas, mais que la future guerre ne pouvait manquer de procurer. Si le Danemark ne consentait pas à une proposition présentée en de tels termes, on devait se mettre immédiatement en guerre avec lui; et comme on pouvait douter de l'effet d'un pareil traité sur l'opinion de l'Europe, peut-être même sur celle de la Suède, qui était honnête et amie de la France, on convint, sans l'écrire, que le cabinet suédois commencerait par déclarer non pas son alliance avec la Russie, mais sa neutralité à l'égard des puissances belligérantes. De la neutralité elle passerait ensuite à l'état de guerre contre la France. Ainsi fut ménagée la transition à cette infidélité, l'une des plus odieuses de l'histoire.

Mission extraordinaire en Orient donnée à l'amiral Tchitchakoff, pour accélérer la paix avec les Turcs.

La question la plus importante pour Alexandre, c'était la paix avec les Turcs. Sur la persistance qu'on mettait à exiger une partie de leur territoire, les Turcs avaient rompu les négociations et recommencé les hostilités. La certitude d'une guerre prochaine de la France avec la Russie avait été pour eux une raison décisive de ne rien céder. Néanmoins ils persistaient à ne pas devenir nos alliés, car le ressentiment de la conduite tenue à Tilsit n'était point effacé chez eux, bien que la politique nouvelle de la France fût de nature à les dédommager. Ils voulaient profiter de l'occasion pour sortir indemnes de cette guerre, sans se mêler de la querelle qui allait s'engager entre des puissances qu'ils avaient alors l'imprévoyance de haïr au même degré. Rien ne pouvait être plus malheureux pour la Russie qu'une continuation d'hostilités contre les Turcs,

car, indépendamment d'une armée de 60 mille combattants présents au drapeau, ce qui n'en supposait guère moins de 100 mille à l'effectif, elle était obligée d'en avoir une autre de 40 mille, sous le général Tormasof, pour lier ses forces du Danube avec celles de la Dwina et du Dniéper. Recouvrer la disponibilité de ces deux armées était d'une extrême importance, quelque plan de campagne qu'on adoptât. Les têtes fermentaient autour d'Alexandre, et parmi les généraux russes, et parmi les officiers allemands qui avaient fui à sa cour pour se soustraire à l'influence de Napoléon. Les amateurs de chimères prétendaient qu'on pouvait, avec les cent mille Russes qu'occupaient les Turcs, envahir l'Illyrie et l'Italie, entraîner l'Autriche, et préparer peut-être un bouleversement de l'empire français, en revanche de l'agression tentée par Napoléon contre la Russie. Ce résultat était à leurs yeux presque certain, si on signait promptement la paix avec les Turcs, et si on poussait le rapprochement avec eux jusqu'à une alliance. Les esprits plus pratiques pensaient que, sans aspirer à de si vastes résultats, cent mille hommes ramenés du Danube sur la Vistule, et portés dans le flanc des Français, suffiraient pour changer le destin de la guerre. Alexandre, qui à force de s'occuper de combinaisons militaires, avait fini par se faire sur ce sujet des idées justes, était de ce dernier avis. Il avait auprès de lui un homme dont les opinions presque libérales, l'esprit brillant et vif, lui plaisaient beaucoup, et lui faisaient espérer d'éminents services, c'était l'amiral Tchitchakoff. Il jeta les yeux sur lui pour le charger d'une mission importante en

Avril 1812.

Orient, et le choix était bien entendu, car l'amiral était propre en effet à la partie pratique, comme à la partie chimérique du rôle qu'on l'appelait à jouer dans ces contrées. Alexandre lui donna le commandement immédiat de l'armée du Danube, le commandement éventuel de l'armée du général Tormasof, actuellement en Volhynie, le chargea de faire en Turquie ou la paix ou la guerre, l'autorisa à se départir d'une portion des exigences russes, à se contenter par exemple de la Bessarabie, en prenant le Pruth pour frontière au lieu du Sereth, à négocier à ce prix non-seulement la paix, mais une alliance avec les Turcs, à les brusquer au contraire s'il ne parvenait pas à les faire entrer dans la politique russe, à fondre sur eux afin de leur arracher par un acte vigoureux ce qu'on n'aurait pas obtenu par les négociations, à s'emparer peut-être de Constantinople, et à revenir ensuite, avec ou sans les Turcs, se jeter ou sur l'empire français par Laybach, ou sur l'armée française par Lemberg et Varsovie. La brillante imagination, le courage également brillant de l'amiral, convenaient à ces rôles si divers et si aventureux.

Instructions données à l'amiral Tchitchakoff pour toutes les éventualités.

Au milieu de ces résolutions, que des nouvelles arrivant à chaque instant interrompaient ou précipitaient, l'anxiété allait croissant à Saint-Pétersbourg, lorsqu'il survint tout à coup un employé de la légation russe, M. Divoff, expédié de Paris par le prince Kourakin, pour raconter un incident fâcheux et récent. M. de Czernicheff, en quittant Paris, avait imprudemment laissé dans son appartement une lettre, compromettant de la manière la

Arrivée à Saint-Pétersbourg de M. Divoff, qui a rencontré l'armée française au delà d'Elbing.

Avril 1812.

plus grave un employé du ministère de la guerre, celui même qui lui avait livré une partie des secrets de la France. Cette lettre, remise aux mains de la police, avait révélé toutes les menées au moyen desquelles M. de Czernicheff était parvenu à corrompre la fidélité des bureaux. Par suite des recherches de la police, un des serviteurs de l'ambassade russe avait été arrêté, et refusé au prince Kourakin, qui le réclamait vainement au nom des priviléges diplomatiques. Une instruction criminelle était commencée, et tout annonçait qu'il tomberait une ou plusieurs têtes pour ce crime de trahison, qui, à l'égard des agents français, n'admettait ni excuse ni indulgence. Mais, chose plus grave encore, M. Divoff, qui apportait les pièces de cette désagréable affaire, avait rencontré les troupes du maréchal Davout au delà d'Elbing. Ce n'était pas le dossier dont il était chargé, quelque pénible qu'il fût, mais le fait dont il apportait la nouvelle, et dont il avait été le témoin oculaire, qui causa à Saint-Pétersbourg une émotion décisive. Les partisans anciens et ardents de la guerre, comme ses partisans récents et résignés, prétendirent qu'Alexandre ne pouvait plus se dispenser de se rendre à son quartier général, que c'était tout au plus s'il arriverait à temps pour y être lorsque les Français passeraient le Niémen, qu'il ne devait donc pas différer davantage, que sa présence même était nécessaire pour prévenir des imprudences, car les généraux russes étaient si animés à l'armée de Lithuanie, qu'ils étaient capables de se livrer à quelque démarche imprudente qui ferait évanouir les dernières chances de paix, s'il y

Cette dernière nouvelle détermine le départ de l'empereur Alexandre pour son quartier général.

Avril 1812.

en avait encore. M. de Romanzoff voulut s'opposer à ce départ, car laisser partir Alexandre de Saint-Pétersbourg, c'était forcer Napoléon à partir de Paris, et rendre la collision inévitable. Mais il ne put l'emporter au milieu de l'émotion qui régnait, et le départ d'Alexandre pour le quartier général fut instantanément résolu. Ce qui contribua surtout à précipiter cette résolution, ce fut tout à la fois le désir de donner une satisfaction au sentiment public, et le désir aussi d'empêcher les généraux de compromettre les dernières chances de la paix par quelque acte irréparable. Alexandre n'eut point le temps de voir M. de Lauriston, mais il lui fit témoigner la plus grande estime pour sa noble conduite, et réitérer l'assurance qu'il ne quittait pas sa capitale pour commencer la guerre, mais au contraire pour la retarder, s'il était possible, affirmant une dernière fois que même à son quartier général il serait prêt à négocier sur les bases les plus équitables et les plus modérées.

Départ d'Alexandre le 21 avril.

Le 21 avril au matin il se rendit à l'église de Cazan pour assister à l'office divin avec sa famille, puis il partit entouré d'une population nombreuse émue de sa propre émotion et de celle qu'elle apercevait sur le visage de son souverain. Il monta en voiture au milieu des hourras, et se mit en route accompagné des personnages les plus considérables de son gouvernement et de sa cour. On y comptait le ministre de l'intérieur prince de Kotchoubey, le ministre de la police Balachoff, le grand maître Tolstoy, M. de Nesselrode, le général Pfuhl, Allemand qui enseignait à l'empereur la science de la guerre,

Son émotion et celle du peuple de la capitale.

Personnages qui accompagnent l'empereur Alexandre.

et enfin un Suédois expatrié, fort mêlé aux intrigues du temps, le comte d'Armsfeld. M. de Romanzoff devait quelques jours plus tard rejoindre le cortége impérial pour se mettre à la tête des négociations, s'il arrivait qu'on négociât. L'empereur, en se rendant à Wilna, se proposait de s'arrêter dans le château des Souboff, où il allait en quelque sorte faire appel à tous les partis, en visitant une famille fameuse par le rôle qu'elle avait joué lors de la mort de Paul Ier. Le général Benningsen, fameux au même titre et à d'autres encore, car il avait commandé l'armée russe avec gloire, devait s'y trouver également. Ainsi les sentiments les plus légitimes étaient immolés en cet instant à l'intérêt commun de la patrie menacée. Au moment même de son départ, l'empereur reçut une communication assez satisfaisante. L'Autriche lui fit dire qu'il ne fallait prendre aucun ombrage du traité d'alliance qu'elle venait de conclure avec la France, qu'elle n'avait pu agir autrement, mais que les trente mille Autrichiens envoyés à la frontière de Gallicie y seraient plus observateurs qu'agissants, et que la Russie, si elle n'entreprenait rien contre l'Autriche, n'aurait pas grand'chose à craindre de ces trente mille soldats[1]. Alexandre, qui du reste

Communication de la cour d'Autriche à l'empereur Alexandre, au moment où il quitte Saint-Pétersbourg.

[1] Je n'avance jamais des faits sans en être assuré, et je prends d'autant plus cette précaution qu'ils sont plus graves. J'ai pu me procurer une correspondance, fort développée et fort curieuse, entre l'empereur Alexandre et l'amiral Tchitchakoff pendant l'année 1812. L'amiral Tchitchakoff avait toute la confiance de son maître et la méritait. J'ai trouvé dans sa correspondance avec lui la preuve du fait que j'avance ici, et de plus l'indication claire et précise des sentiments que je prête dans mon récit, soit à l'empereur Alexandre, soit à sa cour. Il est de mon devoir d'ajouter que ce n'est point à la famille de l'amiral, dépositaire de ses

Avril 1812.

s'était bien douté qu'il en serait ainsi, hâta son voyage en se dirigeant sur Wilna. M. de Lauriston demeura seul à Saint-Pétersbourg, entouré d'égards, mais de silence, et attendant que sa cour le tirât de cette fausse position par un ordre de départ. Il ne voulait pas, en demandant ses passe-ports, ajouter un nouveau signal de guerre à tous ceux qu'on avait déjà donnés malgré lui.

En apprenant le départ de l'empereur Alexandre, Napoléon se dispose à quitter Paris.

Napoléon n'attendait que le moment où Alexandre quitterait Saint-Pétersbourg pour quitter lui-même Paris. M. de Lauriston lui avait mandé les préparatifs du départ avant le départ même, et il avait pu prendre ainsi toutes ses dispositions. La principale avait consisté à prescrire un troisième mouvement à ses troupes, pour les porter définitivement sur la ligne de la Vistule, où elles devaient passer tout le mois de mai. Le maréchal Davout était déjà sur la Vistule, et l'avait même dépassée pour s'avancer jusqu'à Elbing. Napoléon lui ordonna, tout en continuant les opérations particulières dont il était chargé relativement au matériel et à la navigation, de se concentrer entre Marienwerder, Marienbourg, Elbing, les Prussiens toujours en avant-garde jusqu'au Niémen. (Voir les cartes nos 36 et 37.) Il prescrivit au maréchal Oudinot de se concentrer à Dantzig même pour former la gauche du maréchal Davout, à Ney de s'établir à Thorn pour former sa droite, au prince Eugène de se porter à Plock sur la Vistule avec les Bavarois et les Italiens, au roi Jérôme de réunir à Varsovie les Po-

papiers et établie en France, que j'ai dû la communication de ces lettres, qui sont pour l'histoire de la plus haute importance.

Avril 1812.

lonais, les Saxons, les Westphaliens, à la garde de se rassembler à Posen, aux Autrichiens d'être prêts à déboucher de la Gallicie en Volhynie. Dans cette nouvelle position, l'armée devait occuper la ligne de la Vistule, de la Bohême à la Baltique, et y présenter la masse formidable de cinq cent mille hommes, les réserves non comprises, les Prussiens nous servant toujours d'avant-garde sur la frontière russe, sans qu'on eût à leur reprocher aucun acte d'agression puisqu'ils étaient chez eux. On pouvait de la sorte attendre sans crainte les progrès de la végétation dans le Nord, car au premier mouvement des Russes on serait prêt à leur barrer le chemin, avant qu'ils eussent le temps de commettre la moindre dévastation.

L'armée française rangée tout entière sur la Vistule.

Bien qu'on n'eût plus à redouter de leur voir commencer brusquement les hostilités, Napoléon, plein du souvenir de 1807, se rappelant qu'il n'avait jamais pu dans ces contrées agir efficacement avant le mois de juin, voulut se ménager avec encore plus de certitude toute la durée du mois de mai, et eut recours pour y réussir à de nouveaux subterfuges, subterfuges qui devaient lui être funestes, comme si la Providence, résolue de le punir de son imprudence politique en confondant sa prudence militaire, l'avait poussé elle-même à tout ce qui devait le perdre, car c'était le retard même des opérations qui allait être l'une des principales causes des malheurs de cette campagne. Napoléon craignant qu'Alexandre, entouré à l'armée des caractères les plus ardents, n'ayant plus auprès de lui M. de Lauriston pour contre-balancer leur influence,

Nouvelle démarche pour empêcher l'empereur Alexandre de sortir de sa politique expectante.

Avril 1812.

ne finît par prendre l'initiative, résolut de lui dépêcher un nouvel envoyé, qui pût lui répéter les discours que M. de Lauriston lui avait tenus tant de fois, et les lui redire sinon en un langage nouveau, du moins avec un nouveau visage. Napoléon avait sous la main un personnage des plus propres à ce rôle : c'était M. de Narbonne, entré à son service en 1809 comme gouverneur de Raab, depuis employé comme ministre en Bavière, et actuellement en mission à Berlin, où il y avait bien des choses à faire supporter au malheureux roi de Prusse, dont on saccageait le territoire en le traversant avec quelques centaines de mille hommes. Napoléon ordonna donc à M. de Narbonne de se rendre au quartier général d'Alexandre pour complimenter ce prince, et, tout en évitant des discussions étrangères à sa mission, de lui témoigner le désir, même l'espérance d'une négociation armée, qui aurait lieu sur le Niémen entre les deux souverains, et aboutirait presque certainement non pas à la guerre, mais au renouvellement de l'alliance entre les deux empires. M. de Narbonne devait donner pour motif à sa mission la volonté de prévenir ou de réparer les fautes des généraux, qui, par impatience ou irréflexion, auraient pu se livrer à des actes agressifs sans ordre de leur gouvernement. Si les Russes étaient dans ce cas, M. de Narbonne devait montrer la plus grande indulgence, et si, par exemple, dans le désir fort naturel de border le Niémen comme nous bordions la Vistule, ils avaient envahi les petites portions du territoire prussien qui aux environs de Memel formaient la rive droite de ce fleuve, il de-

Choix de M. de Narbonne pour la démarche projetée.

Instructions données à M. de Narbonne.

Avril 1812.

vait considérer cette conduite de leur part comme une précaution militaire fort excusable, offrir de s'en entendre à l'amiable, et entretenir Alexandre pendant vingt ou trente jours dans l'idée et la confiance d'une négociation, dont l'issue ne serait pas la guerre. Il était chargé en outre de lui faire connaître la circonstance diplomatique qui suit.

Napoléon n'avait jamais commencé une seule de ses grandes guerres sans débuter par une espèce de sommation pacifique adressée à l'Angleterre. Il imagina d'agir de même cette fois, d'envoyer un message au prince régent par la marine de Boulogne, et de lui proposer la paix aux conditions suivantes. La France et l'Angleterre conserveraient ce qu'elles avaient acquis jusqu'à ce jour, sauf quelques arrangements particuliers soit en Italie, soit en Espagne. En Italie, Murat garderait Naples et renoncerait à la Sicile, qui serait l'apanage des Bourbons de Naples. Dans la Péninsule, Joseph garderait l'Espagne, mais laisserait le Portugal aux Bragance. C'était, comme on doit s'en souvenir, la paix proposée par l'intermédiaire de M. de Labouchère au marquis de Wellesley. Il n'y avait pas grande chance que la proposition fût même écoutée, mais c'était une manifestation pacifique qui pouvait être d'un certain effet moral à la veille de la plus terrible guerre de l'histoire, qui devait d'ailleurs fournir matière à de nouveaux entretiens avec Alexandre. M. de Narbonne était spécialement chargé d'en faire part à ce prince, et de lui donner cette nouvelle preuve des dispositions amicales et conciliantes du puissant empereur des Français.

ln chargeant M. de Narbonne de tenir un pareil
gage, Napoléon, du reste, lui fit connaître à lui-
me la vérité tout entière, afin qu'il remplît mieux
nission. Il lui déclara qu'il ne s'agissait pas de
nager une paix dont on ne voulait point, mais de
ner du temps, pour différer d'un mois les opéra-
is militaires, et lui recommanda, comme il était
officier et bon observateur, de tout examiner
our de lui, hommes et choses, soldats, généraux
liplomates, afin que l'état-major de l'armée fran-
se pût tirer un utile parti des lumières recueillies
quartier général russe. M. de Narbonne avait
re de quitter Berlin lettre reçue. Il devait être en
te pour Wilna dès les premiers jours de mai.

Ces dernières précautions prises, Napoléon se dis-
a lui-même à partir. Son projet, en quittant Pa-
était de se rendre à Dresde, d'y faire un séjour

[redacted]

[redacted]

L'empressement était général, et Napoléon, qui voulait frapper son adversaire par le déploiement de sa puissance politique autant que par le déploiement de sa puissance militaire, accueillit toutes ces demandes, et donna en quelque sorte rendez-vous à l'Europe entière à Dresde. L'Impératrice et sa cour devaient l'y accompagner.

Derniers préparatifs de départ.

Au moment de s'éloigner, il se décida, malgré les instances du prince archichancelier, à une mesure administrative des plus violentes, et qui, à l'échafaud près, heureusement aussi antipathique à son cœur qu'à son esprit, rendait son gouvernement l'égal de tous les gouvernements révolutionnaires qui avaient précédé. Cette mesure fut la taxe des blés. La disette avait continué de sévir. Le blé se vendait à 60 et 70 francs l'hectolitre, prix qui serait exorbitant aujourd'hui, mais qui l'était bien plus en ce temps-là. La population poussait le cri ordinaire de la faim, passion la plus légitime et la plus aveugle de toutes, et accusait d'accaparement les fermiers et les commerçants. Jusque-là Napoléon s'était borné à verser sur le marché de Paris les grains de la réserve, ce qui, sans être un acte de violence, était pourtant une manière d'écarter l'action bienfaisante du commerce en se substituant à lui. Mais le moyen étant devenu insuffisant pour retenir les prix même à Paris, où s'opéraient pourtant les versements de la réserve, Napoléon ne résista pas au désir d'empêcher violemment cette cherté excessive, et croyant pouvoir agir avec le commerce comme avec l'Europe, par un acte de sa toute-puissante volonté, il décida par plusieurs décrets, ren-

Taxe des grains décrétée avant de quitter Paris.

dans les premiers jours de mai, que les préfets
ient le pouvoir non-seulement de tarifer les blés
ant les circonstances locales, mais de les ame-
forcément au marché. Ainsi, la veille même du
où il partait pour une guerre insensée, il es-
it de violenter ce qu'on n'a jamais pu violenter,
ommerce, en lui imposant des prix arbitraires.
ait comme un témoignage d'affection qu'il vou-
donner à ce peuple français dont il allait con-
e des milliers d'enfants à la mort, triste témoi-
ge qui n'était qu'une flatterie vaine et funeste,
r apaiser les murmures que la faim et la con-
ption faisaient élever jusqu'à lui. Le 9 mai, après
ir confié ses pouvoirs personnels à l'archichan-
er Cambacérès, après lui avoir recommandé d'en
r non pas fidèlement, ce dont il ne doutait point,
s énergiquement, ce dont il était moins certain;
ès lui avoir laissé pour garder sa femme, son fils

hommes ni des institutions n'avait pu empêcher, car pour les hommes, aucun n'était capable de se faire écouter, aucun même n'aurait osé l'essayer; pour les institutions, il n'y en avait plus qu'une seule, sa volonté, celle qui le menait au Niémen et à Moscou! Mai 1812.

Napoléon s'était fait précéder du prince Berthier pour l'expédition de ses ordres militaires, et avait laissé en arrière M. le duc de Bassano pour l'expédition de certaines affaires diplomatiques qui exigeaient encore quelques soins. Il marchait accompagné de sa maison militaire et de sa maison civile, avec un appareil que les souverains les plus magnifiques n'avaient point surpassé, sans en être moins simple de sa personne, moins accessible, comme il convenait à un homme extraordinaire qui ne craignait jamais de se montrer aux autres hommes, tout aussi sûr d'agir sur eux par le prestige de son génie que par les pompes sans égales dont il était environné.

Arrivée à Mayence.

Arrivé le 11 à Mayence, il employa la journée du 12 à visiter les ouvrages de la place, à donner des ordres, et commença le spectacle des réceptions souveraines dans lesquelles devaient figurer, les uns après les autres, la plupart des princes du continent. Il reçut à Mayence le grand-duc et la grande-duchesse de Hesse-Darmstadt, et le prince d'Anhalt-Cœthen. Le 13, la cour impériale franchit le Rhin, s'arrêta un instant à Aschaffenbourg, chez le prince primat, toujours sincèrement épris du génie de Napoléon et ne croyant pas l'être de sa puissance, rencontra ensuite dans la journée le roi de Wurtemberg, ce fier souverain d'un petit État, qui,

Entrevue de Napoléon

son caractère violent mais indomptable, son es-
pénétrant, s'était attiré de Napoléon plus d'é-
ls que n'en avaient obtenu les plus grands mo-
ques, et qui lui faisait la politesse de se trouver
son chemin, mais non la flatterie de le suivre
u'à Dresde. La cour impériale passa la nuit à
rtzbourg chez le grand-duc de Wurtzbourg, an-
grand-duc de Toscane, oncle de l'Impératrice,
ce excellent, conservant à l'empereur Napoléon
itié qu'il avait conçue jadis en Italie pour le
éral Bonaparte, amitié sincère, quoique inté-
ée. Le lendemain 14, Napoléon alla coucher à
euth, le 15 à Plauen, traversant l'Allemagne
milieu d'une affluence inouïe des populations
naniques, chez lesquelles la curiosité contre-
nçait la haine. Jamais, en effet, le potentat
elles détestaient ne leur avait paru entouré de
de prestige. On parlait avec une sorte de sur-

tin, les bons souverains de la Saxe accoururent jusqu'à Freyberg au-devant de leur puissant allié, et le soir rentrèrent à ses côtés dans la capitale de leur royaume.

Mai 1812.

Arrivée à Dresde le 16 mai.

Réceptions à Dresde.

Le lendemain 17, Napoléon reçut à son lever les officiers de sa couronne, ceux de la couronne de Saxe, puis les princes allemands qui l'avaient précédé ou suivi à Dresde. Il se montra courtois, mais haut, et dut leur paraître enivré de sa puissance beaucoup plus qu'il ne l'était réellement, car en approchant du danger, certaines lueurs avaient traversé les profondeurs de son esprit, et il marchait à cette nouvelle lutte moins convaincu qu'entraîné par ce courant de guerres auquel il s'était livré. Mais ses doutes étaient courts, et interrompaient à peine la confiance immense qu'il puisait dans la constance de ses succès, dans l'étendue de ses forces, et dans la conscience de son génie. Poli avec les princes allemands, il ne se montra tout à fait amical qu'avec le bon roi de Saxe, qu'il aimait et dont il était aimé, qu'il avait arraché à une vie simple et droite pour le jeter dans le torrent de ses propres aventures, et qu'il avait achevé de séduire en lui rendant, sous le titre de grand-duché de Varsovie, la royauté de la Pologne, l'une des anciennes grandeurs de sa famille, royauté qui devait s'accroître encore si la guerre de 1812 était heureuse. Cet excellent roi était enchanté, glorieux de son hôte illustre, et le montrait avec orgueil à ses sujets, qui oubliaient presque leurs sentiments allemands au spectacle des splendeurs rendues et promises à la famille régnante de Saxe.

apoléon attendait à Dresde son beau-père l'em-
ur d'Autriche et l'impératrice sa belle-mère,
par les femmes de la maison de Modène, épou-
en troisièmes noces par l'empereur François II,
e d'adoption pour Marie-Louise, princesse douée
beaucoup d'agréments, mais vaine, altière, et
stant les grandeurs qu'on l'avait invitée à venir
. Elle avait obéi, en se rendant à Dresde, à la
tique de son époux, et à sa propre curiosité.
'empereur et l'impératrice d'Autriche arrivèrent
resde un jour après Napoléon et Marie-Louise,
juste pour laisser à ceux-ci le temps de prendre
session du palais du roi de Saxe. L'empereur
nçois qui aimait sa fille, et qui, sans oublier la
tique de sa maison, était satisfait de retrouver
e fille heureuse, comblée de gloire et de soins
son époux, l'embrassa avec une vive satisfac-
. Il ouvrit presque franchement les bras à son

Mai 1812.

beaucoup d'hommes, même honnêtes, vivent sans remords dans des trahisons semblables, s'excusant à leurs yeux par la nécessité d'une position fausse, souvent même ne cherchant pas à s'excuser, et sachant très-bien échapper par l'irréflexion aux reproches de leur conscience.

L'empereur d'Autriche apporte en présent à Napoléon les preuves de la noblesse des Bonaparte.

L'empereur François avait préparé à sa fille un présent singulier et qui peignait parfaitement l'esprit de la cour d'Autriche. Un de ces pauvres érudits dont il n'y a plus (il faut l'espérer) les pareils en France, et dont il restait alors quelques-uns en Italie, savants qui trouvent des généalogies à qui les apprécie et les paye, avait découvert que dans le moyen âge les Bonaparte avaient régné à Trévise. L'empereur François, après avoir ordonné ces recherches, en apportait avec joie le résultat à sa fille et à son gendre. Celui-ci en rit de bon cœur, sauf à s'en servir dans certains moments; Marie-Louise ajouta ce hochet à son incomparable grandeur, et les courtisans purent dire que cette famille avait été destinée de tout temps à régner sur les hommes.

Soins délicats de Napoléon pour l'impératrice d'Autriche sa belle-mère.

L'impératrice d'Autriche, traitée par Napoléon avec des égards délicats, flattée de son accueil, jalouse parfois des magnificences de sa belle-fille, mais dédommagée par mille présents qu'elle recevait chaque jour, s'adoucit beaucoup, sauf à revenir bientôt à son dénigrement habituel lorsqu'elle serait de retour à Vienne. Napoléon, qui n'eût cédé le pas à aucun monarque au monde, le céda cette fois à son beau-père avec une déférence toute filiale, et ne cessa de donner le bras à sa belle-mère avec la courtoisie la plus empressée, à tel point que

Mai 1812

l'empereur François fut ravi du rôle qu'il jouait à Dresde, comme si la maison d'Autriche eût recouvré par ces procédés quelque chose de ce qu'elle avait perdu.

Spectacle extraordinaire que présente en ce moment la ville de Dresde.

On assista le premier jour à un somptueux banquet chez le roi de Saxe, mais les jours suivants ce fut Napoléon, dont la maison avait été envoyée à Dresde, qui réunit chez lui les nombreux souverains venus à sa rencontre, même le roi de Saxe, qui, dans sa propre capitale, semblait recevoir l'hospitalité au lieu de la donner. Une foule immense remplissait Dresde, bien que Napoléon eût écarté, pour l'envoyer à Posen, tout ce qui était purement militaire, jusqu'à son beau-frère Murat, jusqu'à son frère Jérôme, consignés l'un et l'autre à leurs quartiers généraux. Malgré cette précaution, l'affluence des princes, de leurs grands officiers, de leurs ministres, était extraordinaire. Napoléon sortait-il à cheval ou en voiture, la foule se pressait pour le voir, et il fallait que les grenadiers saxons, qui seuls le gardaient en ce moment, accourussent pour prévenir les accidents. Dans l'intérieur des appartements impériaux l'empressement n'était pas moins tumultueux. On se précipitait au-devant de lui dès qu'il paraissait : pour en être remarqué, pour en obtenir une parole, un regard, on se heurtait; puis s'apercevant que par trop d'impatience on avait coudoyé un supérieur, un premier ministre, un roi peut-être, on reculait avec respect, on s'excusait, et on recommençait à courir encore après l'objet de toutes ces démonstrations. Les plus éminents personnages politiques n'étaient pas les moins prompts à se trou-

ver sur ses pas, car au désir de se montrer auprès de lui, d'être honorés de son entretien, se joignaient la curiosité, l'intérêt de deviner quelques-unes de ses intentions à la tournure de ses discours, ce qui n'empêchait pas, lorsqu'on était hors de ce tumulte, lorsqu'on se croyait garanti des oreilles indiscrètes, des bouches infidèles, de se demander si cette scène éblouissante n'était pas près d'un tragique dénoûment, si dans les distances, dans les frimas que le conquérant allait braver, il n'y aurait pas quelque chance d'être débarrassé d'un joug abhorré secrètement, quoique publiquement adoré. Mais après s'être livré sans bruit à ses espérances, on était bientôt ramené à la crainte, à la soumission, par le souvenir d'un bonheur constant; on n'augurait alors, surtout en public, que des victoires, on déclarait Napoléon invincible, le czar atteint de folie; et si on ne pouvait dire ces choses à Napoléon, souvent difficile à aborder quoique toujours poli, on allait les dire à M. de Bassano, qui était récemment arrivé à Dresde, et dont la vanité savourait avec délices l'encens que l'orgueil de Napoléon trouvait insipide. Mais ces pompeuses représentations n'étaient qu'un voile jeté sur une incessante activité politique et militaire. Les mille courriers qui suivaient Napoléon lui apportaient d'innombrables affaires qu'il expédiait la nuit quand il n'avait pas pu les expédier le jour.

Mai 1812.

Il avait, notamment avec le roi de Prusse, appelé à ce rendez-vous et point encore arrivé, des questions assez graves et assez délicates à traiter. Le cri des peuples allemands contre le passage des trou-

Pourparlers indispensables avant d'amener le roi de Prusse à Dresde.

était devenu général et violent. Napoléon avait
pté, pour nourrir ses armées pendant leur mar-
, sur les denrées que la Prusse s'était engagée à
nir à un prix convenu. Mais ne voulant pas ré-
r la direction de ses mouvements, il n'avait pas
d'avance quels chemins suivraient ses troupes,
lles étaient réduites à dévorer où elles passaient
ubsistance des populations. Les soldats du ma-
hal Davout, toujours bien pourvus à l'avance,
x du maréchal Oudinot, sortis à peine des mains
maréchal Davout, avaient causé moins de mal
ce qu'ils avaient éprouvé moins de besoins. Au
traire ceux du maréchal Ney et du prince Eu-
e, venant de plus loin, ayant déjà beaucoup
ffert, et comptant dans leurs rangs un grand
nbre d'Allemands, s'étaient très-mal conduits.
Wurtembergeois, dans le corps du maréchal
, les Bavarois, dans celui du prince Eugène,

Mai 1812.

Enlèvement de Spandau.

vétérans, et que la France pourrait y déposer son matériel de guerre. On s'était servi de ces stipulations insidieuses pour s'emparer de Spandau et de Pillau. On y avait d'abord introduit avec du matériel des artilleurs français pour le garder, et bientôt des bataillons d'infanterie. L'émotion avait été vive à Berlin, et toute l'adresse de M. de Narbonne, qui s'était occupé de ces affaires avant de partir pour Wilna, n'avait pas suffi pour calmer le roi de Prusse et M. de Hardenberg.

Renouvellement des terreurs du roi de Prusse.

Ceux-ci étaient revenus l'un et l'autre à leurs terreurs accoutumées. Le roi voulait voir Napoléon à quelque prix que ce fût, mais ce prince, toujours triste depuis ses malheurs, détestant les fêtes et l'éclat, croyant lire dans tous les regards une offensante pitié, à peine à l'aise chez lui, plus mal à l'aise chez les autres, aurait désiré recevoir Napoléon à Potsdam, plutôt que d'aller au milieu des pompes de Dresde lui apporter ses craintes, ses chagrins, ses pressantes questions.

Il voudrait voir Napoléon, mais le voir à Potsdam.

Néanmoins tenant à s'aboucher avec lui, n'importe où, pour se rassurer sur ses intentions, pour lui faire entendre le cri des peuples, il était résigné à se rendre à Dresde, s'il le fallait absolument, et il avait envoyé M. de Hatzfeld auprès de Napoléon pour s'expliquer avec lui sur ce sujet. M. de Hatzfeld était ce grand seigneur prussien que Napoléon avait failli faire fusiller en 1806, et que depuis il avait pris en singulière faveur (ce qui prouve, indépendamment de raisons plus hautes, qu'il ne faut pas se hâter de faire fusiller les gens); il venait exposer à Napoléon les perplexités de son souverain.

apoléon le reçut bien, et le rassura autant qu'il
; mais ne se souciant ni d'entendre de trop près
plaintes des Prussiens, ni de perdre son temps
ire un long détour, voulant surtout compléter
rande scène qu'il donnait à Dresde par la pré-
e du roi de Prusse, il fit dire au roi que Potsdam
ait pas sur sa route, qu'il lui était impossible
passer, et qu'il tenait beaucoup à l'entretenir à
sde même. Ce désir était un ordre, qui fut trans-
sur-le-champ au roi Frédéric-Guillaume.

. de Bassano, en arrivant à Dresde, y avait ap-
é d'autres affaires non moins graves, d'abord
éponse de l'Angleterre au dernier message pa-
ue de la France, secondement le récit d'une
arche fort singulière et fort imprévue du prince
rakin. Le ministère anglais avait accueilli avec
ns de hauteur que d'ordinaire cette nouvelle
position de paix, il l'avait accueillie en cabinet



glais n'avait point paru croire que la proposition de paix fût sérieuse, tout en l'accueillant plus poliment que de coutume.

Mai 1812.

Demande de passe-port faite à l'improvist par le prince Kourakin.

Cette réponse de l'Angleterre à nos ouvertures n'avait pas du reste plus d'importance que les ouvertures elles-mêmes, mais la dernière démarche du prince Kourakin affecta bien autrement Napoléon. Constamment préoccupé du soin de différer les hostilités jusqu'au mois de juin, afin de laisser pousser l'herbe et reposer ses troupes une vingtaine de jours sur la Vistule, il n'avait pas cessé d'appréhender, malgré toutes ses précautions, une brusque initiative des Russes. Or, la démarche du prince Kourakin était de nature à le confirmer dans ses craintes. Ce prince, fastueux et doux, fort attaché à la paix, et ayant travaillé sans relâche à la conserver, venait cependant, à la veille même du départ de M. de Bassano, de demander ses passe-ports. Ses motifs, alors assez difficiles à démêler, n'étaient autres que les suivants. D'abord on avait refusé de lui rendre le domestique de l'ambassade compromis dans l'affaire du commis de la guerre; le commis avait été jugé, convaincu, et fusillé; le domestique était détenu; ensuite on n'avait pas daigné discuter les propositions apportées par M. de Serdobin, parce qu'on ne voulait pas s'expliquer, et parce que la condition de rétrograder au moins sur l'Oder déplaisait souverainement. Le prince Kourakin, susceptible, quoique assez conciliant, prenant ces refus et ce silence pour un dédain qui lui était personnel, croyant qu'au point où en étaient les choses il serait exposé à Paris à des traitements tous les jours plus

iliants, avait, sans ordre de son gouvernement, andé ses passe-ports. M. de Bassano s'était até à lui montrer tout ce qu'une pareille démar- présentait de grave, lui avait expliqué le refus endre le domestique réclamé par la nature des lpations dirigées contre ce domestique, le re- de négocier sur les bases qu'avait apportées de Serdobin par ce qu'avait d'inadmissible la osition d'un mouvement rétrograde, et était i parvenu à lui faire retirer ou suspendre la de- de de ses passe-ports. Mais restait le fait de cette ande inexplicable, et Napoléon tenait tellement n plan, que le moindre doute sur l'exécution de lan le remplissait d'inquiétude. Ses troupes se re- ient sur la Vistule depuis les premiers jours de . Il persistait dans son projet de les y laisser jus- ux approches de juin, puis d'employer quinze s à les porter sur le Niémen, et de commencer

mai l'ordre de demander à se rendre sur-le-champ Mai 1812.
à Wilna, auprès de la personne du czar, pour des communications importantes qu'il ne pouvait faire qu'à lui seul, ou à son chancelier; de se transporter ensuite à Wilna, de voir Alexandre et M. de Romanzoff, de les instruire de la demande de passeports présentée par le prince Kourakin, de se récrier beaucoup sur une démarche si brusquement hostile, de se récrier également sur la condition apportée par M. de Serdobin, et consistant à exiger avant toute négociation l'évacuation immédiate de la Vieille-Prusse (la supposition était fort exagérée, car l'évacuation devait suivre, et non précéder les négociations); de déclarer qu'à aucune époque, après Austerlitz, après Friedland, Napoléon n'avait imposé au czar vaincu une condition aussi déshonorante, de s'informer enfin si décidément on voulait avoir la guerre, si on voulait la rendre inévitable et violente en portant atteinte à l'honneur d'un adversaire qui ne comptait pas la faiblesse parmi ses défauts, ni l'humilité parmi ses qualités. Si M. de Lauriston n'obtenait pas la permission de pénétrer jusqu'à l'empereur Alexandre, ce qui serait rigoureux, car un ambassadeur peut toujours prétendre à s'approcher du souverain auprès duquel il est accrédité, il devait prendre ses passeports. Mais ces nouvelles communications transmises à Wilna, devant provoquer des réponses de Wilna à Saint-Pétersbourg, ne pouvaient manquer d'exiger du temps, et comme il s'agissait de gagner seulement quinze à vingt jours, il était à croire qu'on y réussirait. M. de Lauriston, s'il obtenait la per-

Mai 1812.

mission de se rendre à Wilna, avait ordre de tout observer avec ses yeux fort exercés de militaire, d'expédier même chaque jour des courriers bien choisis pour le quartier général français, car, ajoutait Napoléon, dans ce moment d'hostilités imminentes, où toutes les communications deviennent plus difficiles qu'en guerre même, un courrier intelligent qui vient de traverser les avant-postes est le meilleur des informateurs.

Quelques nouvelles de Suède et de Turquie.

D'autres affaires attirèrent encore l'attention de Napoléon au milieu des fêtes de Dresde. La Suède, la Turquie, avaient en effet de quoi l'occuper. On avait reçu de Stockholm de nouvelles communications qui paraissaient venir du prince royal; elles étaient de nature à faire supposer qu'il était possible de le ramener, et Napoléon, qui ne se figurait pas à quel point la haine avait pénétré dans ce cœur, à quel point l'ambition des Suédois s'était détournée de la Finlande vers la Norvége, et qui d'ailleurs ignorait le traité secret du 5 avril, n'était pas loin d'espérer une diversion opérée sur le flanc des Russes par trente ou quarante mille Suédois. Aussi attendait-il avec impatience M. Signeul, plusieurs fois annoncé, mais point encore arrivé.

Les nouvelles de Turquie semblaient lui promettre une autre diversion également très-importante. Il en était sous le rapport des informations, aux événements qui avaient fait envoyer l'amiral Tchitchakoff sur le bas Danube, c'est-à-dire au refus des Turcs de traiter, et à la reprise des hostilités contre les Russes. De plus, les Turcs se croyant trompés par tout le monde, et voulant tromper tout le monde

Mai 1812.

à leur tour, n'avaient pas dit qu'en refusant la Moldavie et la Valachie, ils étaient prêts cependant pour avoir la paix à sacrifier la Bessarabie, et afin d'engager les Français à entrer immédiatement en campagne, ils leur promettaient leur alliance, qu'ils étaient bien décidés à ne jamais accorder. Napoléon, qui avait nommé, en quittant Paris, le général Andréossy, personnage instruit et grave, son ambassadeur à Constantinople, lui fit expédier de pressantes instructions pour conclure définitivement l'alliance avec les Turcs, en leur annonçant qu'à l'arrivée de ces nouvelles instructions les hostilités seraient commencées. Il se flatta donc que menant déjà les Prussiens et les Autrichiens avec lui contre les Russes, il parviendrait aussi à jeter dans leurs flancs les Suédois d'un côté, les Turcs de l'autre.

Nécessité d'arrêter ses idées sur l'avenir de la Pologne, en commençant la nouvelle guerre de Russie.

Restait à régler, avant de s'enfoncer dans les régions septentrionales, l'importante affaire de la Pologne, au sujet de laquelle la présente guerre semblait engagée. Si jamais occasion avait paru opportune pour revenir sur l'acte odieux et impolitique du partage de la Pologne, que le grand Frédéric avait eu l'audace de concevoir, que Marie-Thérèse avait eu la faiblesse de consentir, et Catherine l'adresse de se faire proposer, c'était celle assurément où le plus grand des guerriers modernes, n'ayant plus à compter avec les copartageants de la Pologne, ayant arraché à la Prusse la part qu'elle avait eue jadis, et pouvant payer à l'Autriche celle qui lui appartenait encore, marchait contre la Russie à la tête de six cent mille soldats. Une de ces batailles comme il en avait gagné dans les champs d'Auster-

Mai 1812.

litz, d'Iéna, de Friedland, paraissait en ce moment devoir suffire. Aussi tout le monde s'attendait à voir reconstituer la Pologne, et pensait même que c'était là le motif qui mettait encore une fois les armes aux mains de Napoléon. On se trompait, comme ce récit a dû le prouver; mais poussé à cette nouvelle guerre par l'entraînement de sa destinée et de son caractère, que pouvait-il faire en se portant au delà de la Vistule et du Niémen, s'il n'essayait pas de reconstituer la Pologne? A quoi employer, en effet, ces provinces qu'une guerre heureuse devait bientôt lui soumettre, si ce n'est à ce noble usage? Il allait conquérir, tout l'annonçait au moins, la Lithuanie et la Volhynie, il pouvait acheter la Gallicie, n'était-il pas naturel de les joindre au grand-duché de Varsovie pour les constituer en royaume? Sans être l'un de ces politiques systématiques pour lesquels la restauration de la Pologne est le grand but que devraient poursuivre sans relâche les nations européennes, Napoléon, amené de nouveau à combattre la Russie, avait admis le projet de cette restauration comme la suite naturelle de la guerre qu'il était sur le point d'entreprendre. Malheureusement son bon sens, qui, dans ses entreprises téméraires, le poursuivait comme une sorte de remords, lui laissait peu espérer le succès de cette œuvre réparatrice. Dans sa première campagne de 1807, il avait trouvé de l'enthousiasme à Posen, à Cracovie, à Varsovie surtout, et dans quelques autres grandes villes, foyers ordinaires des sentiments nationaux, mais nulle part il n'avait remarqué cet élan universel et irrésistible qui aurait pu rendre

Difficultés qui s'offrent à l'esprit de Napoléon lorsqu'il songe à reconstituer la Pologne.

[redacted]

Mai 1812.

praticable une reconstitution nationale. Et les choses n'étaient pas en 1812 sensiblement changées! La haute noblesse était partagée, la petite ruinée, le peuple péniblement occupé à lutter contre la misère : personne en tout cas ne comptait assez complétement sur le succès pour se livrer corps et âme à la nouvelle entreprise. Ajoutez, comme circonstance aggravante, que le blocus continental, onéreux surtout en Pologne, avait peu attaché les intérêts du pays à la France, et entièrement aliéné les juifs, qui dans une guerre auraient pu être d'une grande utilité à cause de leurs ressources commerciales. La ferveur des sentiments polonais se rencontrait presque exclusivement dans l'armée, dont une partie avait combattu avec nous en Italie, en Allemagne, en Espagne, dont l'autre, formée sous le prince Poniatowski, mais toujours à notre école, s'était illustrée en 1809 dans la défense du grand-duché. Toutes deux en effet étaient remplies d'une noble ardeur. Le corps qui avait été confié au prince Poniatowski était d'environ 36 mille hommes. On en avait réuni neuf à dix mille en une division, qui, sous le commandement du général Grandjean, servait dans le corps du maréchal Davout, et un nombre à peu près égal dans une autre division, qui, sous le général Girard, servait dans le corps de réserve du maréchal Victor. Enfin il arrivait d'Espagne, sous le titre de légion de la Vistule, trois régiments excellents, que Napoléon voulait placer dans sa garde. C'était, avec quelques dépôts répandus à Dantzig, à Modlin, à Varsovie, avec plusieurs régiments de lanciers polonais, un total d'environ 70

L'armée polonaise véritable foyer des sentiments patriotiques polonais.

Sa distribution et son éparpillement dans les divers corps de l'armée française.

e hommes, dignes compagnons des Français, les
ant, en étant aimés, et poussant jusqu'à la rage
aine des Russes. La vraie Pologne était là; elle
t aussi dans la grande et patriotique ville de
sovie, et dans deux ou trois autres villes du
nd-duché, dont il était facile de réveiller l'en-
ısiasme. Mais soulever toute la nation par une
motion générale, subite, électrique, qui aurait
produire des prodiges, Napoléon ne s'en flattait
re en se reportant à l'année 1807, où malgré le
tige de la nouveauté et l'entraînement d'espé-
ces alors indéfinies, le résultat avait été si res-
nt. Ne se promettant pas des Polonais tout ce
l aurait eu besoin d'en obtenir, il ne voulait pas
promettre tout ce qu'ils auraient pu désirer, et
tendait par exemple s'engager à exiger de la
sie leur rétablissement en corps de nation, que
s le cas où ils l'aideraient à la vaincre complé-

Mai 1812.

pagne entière à y fondre cent vingt mille recrues, levées de la Vistule au Niémen. Par malheur il n'était guère probable que Napoléon voulût, en venant si loin, borner son rôle à celui d'instructeur des Polonais, et surtout dépenser à cet usage une telle partie de ses économies. N'ayant pas les puissantes ressources du crédit, ne se procurant des moyens financiers qu'à force d'ordre, ayant d'immenses armées à nourrir, il était devenu presque avare. On l'avait vu refuser à son frère Joseph des sommes qui auraient infiniment facilité la pacification de l'Espagne, se quereller aigrement avec Murat, avec Jérôme, avec Louis, pour des règlements de compte dont l'importance ne semblait pas le mériter; et on peut dire qu'il était aussi prodigue du sang de ses peuples qu'économe de leur argent, sachant bien qu'ils tiennent à l'un presque autant qu'à l'autre. Il était donc douteux qu'il fît pour la reconstitution de la Pologne le principal effort, celui de dépenser de l'argent, effort qui eût été le plus efficace, car lorsqu'on a fait une armée, on a presque fait une nation.

Projet moyen imaginé par Napoléon relativement à la Pologne.

Napoléon, sans beaucoup attendre de la Pologne, se flattait cependant qu'on pourrait, au bruit d'une si vaste expédition, entreprise en apparence pour elle seule, exciter dans son sein un élan patriotique, et en obtenir au moins des soldats et de l'argent. Il était donc résolu à ne rien négliger pour provoquer cet élan, une chose toutefois exceptée, celle de s'engager irrévocablement dans une lutte à mort contre la Russie, à moins que la Pologne n'accomplît des prodiges; car, tout en se lançant dans cette guerre, son bon sens, malheureusement

Mai 1812.

tardif, lui disait déjà, et trop peut-être, qu'il ne fallait pas la rendre implacable. Il aimait à penser qu'un coup brillant comme Austerlitz, Iéna ou Friedland, pourrait mettre l'empereur Alexandre à ses pieds, et lui procurer prochainement la paix continentale et maritime. Ce n'était pas, comme on l'a dit quelquefois, la liberté des Polonais qu'il craignait, car la liberté commençait à ne plus lui faire peur, depuis qu'il l'avait si bien étouffée en France. Mais l'engagement de ne signer qu'une paix triomphale, comme il l'aurait fallu pour obtenir de la Russie et de l'Autriche le rétablissement de la Pologne, était un engagement qu'il ne voulait prendre avec personne, parce que la fortune ne l'avait pas pris avec lui. Dans ces dispositions quelque peu incertaines, et qui malheureusement pouvaient en produire de semblables chez les Polonais, il avait résolu de choisir un homme considérable pour l'envoyer à Varsovie à titre d'ambassadeur, ce qui était, du reste, une première déclaration assez claire qu'il voyait dans le grand-duché de Varsovie un État nouveau, non plus simplement annexé à la Saxe, mais existant par lui-même, et pouvant devenir l'ancien royaume de Pologne. Ce personnage devait diriger les Polonais, les pousser à se confédérer, à se lever en masse, à former une diète générale et des diétines, à doubler, à tripler l'armée du prince Poniatowski, à expédier dans toutes les provinces les plus anciennement détachées de la Pologne, comme la Lithuanie et la Volhynie, des émissaires pour les exciter au même mouvement, en ajournant toutefois de semblables menées en Gallicie, à cause de l'Au-

Mai 1812.

triche dont il fallait ménager l'alliance. Cet ambassadeur, chargé de reconstituer l'ancienne Pologne, devait être un personnage considérable, aussi propre à inspirer la prudence que la hardiesse, capable de prendre un grand ascendant, et par son nom seul indiquant l'importance de l'entreprise qu'il était chargé de diriger. Pour cette difficile mission, Napoléon avait songé à M. de Talleyrand, et bien que ce personnage nonchalant et railleur manquât un peu de chaleur pour un tel rôle, il était parfaitement choisi, car, indépendamment de ce qu'en sa vie il avait été tout, même révolutionnaire, et pouvait l'être encore, il avait un art de flatter les passions, une dextérité à les manier, une grandeur personnelle, qui en auraient fait en ce moment le vrai restaurateur de la Pologne, si elle avait pu être restaurée. A toutes ces aptitudes se joignait chez lui une convenance qui n'était pas à dédaigner, c'était d'être le confident, le favori jusqu'à l'infidélité de la cour de Vienne, et dès lors il devait moins qu'un autre inquiéter cette cour dans l'accomplissement d'une tâche délicate surtout à cause d'elle. Mais c'est par ce côté même que le projet échoua, car, avec une sorte d'impatience peu digne de lui, il commit sur ce sujet à Vienne, soit pour se faire valoir, soit pour se faire agréer, des indiscrétions qui déplurent singulièrement à Napoléon, réveillèrent en lui de nouvelles défiances, et le portèrent ainsi à se priver d'un instrument précieux. Il renonça donc à M. de Talleyrand, et arrivé à Dresde, cherchant autour de lui quelqu'un à envoyer à Varsovie, arrêta son choix sur un archevêque, car un prêtre convenait

Idée d'envoyer un grand personnage à Varsovie, et choix pour ce rôle du prince de Talleyrand.

Ce choix abandonné par la faute de M. de Talleyrand.

Mai 1812.

Choix de M. de Pradt pour l'ambassade de Varsovie.

assez à la catholique Pologne. Cet archevêque fut celui de Malines, M. de Pradt. Il aurait été difficile de choisir un homme qui eût plus d'esprit et moins de conduite. Sans suite, sans tact, sans l'art de se mouvoir au milieu des partis, sans aucune des connaissances administratives dont il aurait fallu aider les Polonais, capable uniquement de saillies étincelantes, de plus assez peureux, il ne pouvait qu'ajouter à la confusion d'un soulèvement patriotique la propre confusion de son esprit. Mais Napoléon, très-restreint dans ses choix en fait d'hommes à employer dans un pays libre, trouvant sous sa main M. de Pradt, parce qu'il avait amené avec lui son aumônerie, fit brusquement appeler ce prélat, lui annonça sa mission, lui en traça la marche et le but d'un ton bref et impérieux, et du reste avec une parfaite sincérité. — Il allait, disait-il, essayer de ramener à moins de grandeur, à moins d'ambition, à moins d'orgueil, le colosse russe, sans avoir toutefois la prétention de le détruire. Avec de telles intentions, refaire la Pologne était une chose indiquée, mais à la condition que la Pologne concourrait fortement à se refaire elle-même, et lui fournirait les moyens de vaincre la Russie, de la vaincre assez complétement pour qu'elle fût obligée de consentir à une pareille entreprise. Par quels moyens réussirait-il à battre une puissance qui avait l'immensité de l'espace pour refuge, et qui ne perdait pas grand'chose en livrant du territoire, puisque c'était du territoire sans culture et sans habitants, il n'avait pas à le dire, et il n'était pas même définitivement fixé sur la manière de s'y prendre. Peut-

Instructions verbales données par Napoléon à M. de Pradt.

être il frapperait un coup écrasant, et terminerait la guerre en quelques mois. Mais cela n'était possible que si l'ennemi s'offrait d'assez près pour qu'on pût l'atteindre au cœur. Si la chance se présentait moins favorable, il s'établirait aux limites de la Vieille-Pologne, s'occuperait d'organiser celle-ci, lui demanderait deux cent mille hommes, en ajouterait cent mille des siens, et leur laisserait le soin d'épuiser la constance et les moyens de la Russie. Dans tous les cas, et surtout dans le dernier, il fallait que la Pologne montrât un grand élan, qu'elle donnât son sang en abondance, car la France ne pouvait pas avec le sien seulement lui rendre la vie. De plus, il fallait avec beaucoup d'élan beaucoup de prudence à l'égard de l'Autriche, propriétaire de la Gallicie, et médiocrement disposée à s'en dessaisir, se conduire par conséquent avec autant de mesure que de hardiesse, sans quoi on ferait échouer l'entreprise au début même. Mais par-dessus tout il fallait un entier dévouement de la part de la Pologne, car les efforts qu'il ferait pour elle seraient toujours proportionnés à ceux qu'elle ferait pour elle-même. — Partez, monsieur l'archevêque, ajouta Napoléon, partez sur-le-champ, dépensez beaucoup, animez tous les cœurs, mettez la Pologne à cheval sans me brouiller avec l'Autriche, et vous aurez bien compris et bien rempli votre mission. — Cela dit, il congédia l'archevêque sans lui laisser le temps d'élever des objections, que du reste il ne songeait guère à opposer, bien qu'il s'en soit vanté depuis. L'archevêque partit, à la fois effrayé et ébloui de sa tâche, car il avait l'ambition d'être dans son temps l'un de ces grands

Mai 1812.

politiques dont le clergé a fourni jadis de si imposants modèles; mais il n'avait ni la patience ni le courage des rôles qu'il entreprenait, et en avait dégoût et peur dès qu'il les avait commencés. On lui annonça de riches appointements, et on lui ordonna de se mettre sur-le-champ en route pour Varsovie. Sa nomination avait été si brusque, qu'il n'avait à sa disposition aucune des choses qu'il lui aurait fallu pour donner de l'éclat à une ambassade : il emprunta de l'argent, des domestiques, des secrétaires, et s'achemina vers sa destination.

Départ de M. de Pradt pour Varsovie.

Dispositions peu favorables de l'Autriche à l'égard du rétablissement de la Pologne.

L'ordre qu'il avait reçu de ménager l'Autriche, tout en travaillant à exalter l'esprit des Polonais, était fort approprié à la difficulté du moment. En effet l'Autriche, qu'on avait actuellement sous la main, puisqu'on possédait à Dresde l'empereur et son ministre dirigeant, ne se montrait guère empressée à concourir à la reconstitution de la Pologne. Elle y avait cependant un grand intérêt, et la chose, pour la première fois, pour la dernière peut-être, était possible; de plus, la Prusse et la Russie y avaient perdu, et devaient y perdre plus qu'elle en territoire; l'Illyrie enfin était un beau prix de la Gallicie. Mais alors, opprimée par Napoléon, il était naturel que l'Autriche fût peu occupée de se créer des barrières contre la Russie; d'ailleurs elle se défiait de la compensation qu'on lui destinait. Effectivement, Napoléon, qui lui faisait espérer l'Illyrie, pourrait bien lui prendre la Gallicie, et puis ne lui restituer en Illyrie que des lambeaux qui seraient loin de la dédommager. Elle avait été si maltraitée dans les arrangements du siècle, surtout lorsque Na-

[redacted]

Mai 1812.

poléon en avait été l'auteur, qu'elle n'avait nulle envie d'être encore amenée à traiter avec lui des questions de territoire. Son langage était donc sur ce sujet froid, évasif, dilatoire, et Napoléon, sentant qu'elle allait être bientôt sur son flanc et ses derrières, la ménageait, et attendait tout d'une divinité de laquelle il avait l'habitude de tout attendre, la victoire.

Arrivée du roi de Prusse à Dresde.

Napoléon avait déjà consacré une quinzaine de jours à ces diverses affaires, et se disposait à partir, lorsque le roi de Prusse, après avoir hâté ses préparatifs de voyage, parut à Dresde pour y compléter l'affluence des courtisans couronnés. Il y arriva le 26 mai, et y fut reçu avec les égards dus à son caractère, respectable quoique faussé par une dure nécessité, et à son rang, bien élevé encore parmi les rois, malgré les malheurs de la Prusse.

Ses entretiens avec Napoléon.

Napoléon lui parla avec sincérité de ses projets, dans lesquels la destruction du royaume de Prusse n'entrait nullement, quoiqu'on le dît à Berlin et dans toute l'Allemagne, destruction cependant qui deviendrait un fait à l'instant même, s'il avait la moindre raison de se défier d'une puissance dont le territoire était sa base indispensable d'opérations. Il parvint à cet égard à rassurer Frédéric-Guillaume et son chancelier, M. de Hardenberg, à leur persuader que l'occupation de Spandau, de Pillau, était la suite non d'une arrière-pensée, mais d'une prudence bien naturelle quand on s'aventurait si loin, et au milieu de populations travaillées de l'esprit le plus hostile; il s'excusa des maux causés aux sujets du roi en alléguant l'urgence et la nécessité,

Mai 1812.

et consentit à faire porter dans le compte ouvert avec la Prusse toutes les fournitures arrachées aux habitants par les corps en marche; il promit enfin au roi et à son ministre un large dédommagement territorial si la guerre était heureuse. Pourtant, malgré la netteté de son langage, plein d'autant de franchise que de hauteur, il ne parvint à donner ni au roi ni au ministre cette sécurité entière dont ils auraient eu besoin pour devenir sincères, et que ne pouvait pas inspirer d'ailleurs un conquérant si prompt et si variable dans ses desseins, qui depuis son apparition dans le monde imposait chaque année une face nouvelle au continent européen. Toutefois le roi Frédéric-Guillaume, qui avait d'abord résolu de se retirer en Silésie, pour ne pas rester à Potsdam sous le canon de Spandau, ou à Berlin sous l'autorité d'un gouverneur français, consentit à ne pas quitter sa royale demeure, afin de montrer dans son allié une confiance qui devait agir heureusement sur l'esprit des peuples. Le roi présenta son fils à Napoléon, le lui offrit comme un de ses aides de camp, et parut moins triste que de coutume, quoique entouré, dans cette prodigieuse assemblée de princes, de moins d'empressement qu'il n'en méritait, et que ne lui en accordait Napoléon lui-même. Rois ou peuples, les hommes sont peu généreux pour le malheur, et ils n'aiment que la force, la gloire et l'éclat. Le malheur déchirant les touche comme un spectacle; le malheur triste et discret les trouve froids, négligents, soigneux de l'éviter. C'était le cas ici; et tel de ces princes qui s'était vendu à Napoléon pour des territoires, trouvait mauvais

Attitude du roi de Prusse à Dresde; égards que lui témoigne Napoléon.

que pour sauver les restes de sa couronne Frédéric-Guillaume eût épousé l'alliance de la France. Toutefois on se montrait mesuré, car on était devant un maître redoutable, qui n'aurait permis aucune inconvenance sous ses yeux. On se bornait à négliger le malheur, et on sacrifiait à la fortune, au milieu d'un tumulte inouï d'allées et de venues, de fêtes et de prosternations, auxquelles, pour compléter cette scène étrange, ne manquaient ni les vœux secrets contre celui qui était l'objet de tous les empressements, ni les chuchotements, bien secrets aussi, sur les périls auxquels il allait bientôt s'exposer.

La fin de mai étant arrivée, Napoléon songe à quitter Dresde.

Le mois de mai touchait à sa fin, la saison des opérations militaires allait commencer, et il convenait de mettre un terme à cette représentation, qui se serait inutilement prolongée, tout l'effet politique qu'on pouvait en espérer étant produit. D'ailleurs M. de Narbonne venait d'arriver de Wilna, après avoir rempli la mission dont il avait été chargé auprès de l'empereur Alexandre. Il en rapportait la conviction que la guerre était inévitable, à moins de renoncer aux exigences qu'on avait affichées à propos de la question commerciale, et de promettre l'évacuation des États prussiens dans un délai assez prochain. Il affirmait qu'Alexandre, triste, mais résolu, soutiendrait la lutte opiniâtrément, se retirerait s'il le fallait dans les profondeurs de son empire, plutôt que de conclure une paix d'esclave, comme en avaient conclu jusqu'ici tous les monarques de l'Europe, qu'il fallait donc s'attendre à une guerre sérieuse, probablement longue, et certainement très-sanglante. Du reste il affirmait que l'empereur

Arrivée à Dresde de M. de Narbonne, et son rapport sur la mission qu'il vient de remplir à Wilna.

Il annonce une guerre opiniâtre et sanglante.

xandre ne prendrait pas l'initiative des hostili-
Bien que Napoléon en approchant de la diffi-
é en sentît mieux la grandeur, il n'y avait dans
rapports de M. de Narbonne rien qui fût de na-
à l'ébranler. Il était encore en ce moment plein
pérance à l'égard de la Porte et de la Suède;
rtait satisfait de la soumission des princes ger-
iques, et notamment des deux principaux d'en-
eux, l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse.
mpé, malgré sa profonde sagacité, par la défé-
e apparente de tous ces souverains, grands et
ts, par leurs protestations de dévouement, par
uence des peuples eux-mêmes, qu'une ardente
osité avait attirés sur ses pas, il croyait que
lui resterait soumis sur le continent, et que les
es réunies de l'Europe concourraient à ses des-
s. Une seule chose l'étonnait, sans l'embarras-
néanmoins, c'était la résolution d'Alexandre.

[redacted]

Mai 1812.

fallait du 1er juin au 15 pour porter son armée de la Vistule au Niémen, surtout en voulant marcher sans précipitation. Il se décida donc à quitter Dresde le 29 mai, pour se rendre par Posen, Thorn, Dantzig, Kœnigsberg, sur le Niémen. Après avoir comblé son beau-père de prévenances toutes filiales, sa belle-mère d'attentions recherchées, de présents magnifiques, et souvent réduit la malveillance connue de cette princesse à une inconséquence risible; après avoir témoigné les plus parfaits égards au roi de Prusse, la plus cordiale amitié à son hôte le roi de Saxe, et une politesse altière mais gracieuse à ses royaux visiteurs, il embrassa l'Impératrice avec émotion, et la laissa plus affligée qu'on ne l'aurait supposé d'une épouse que la politique avait choisie, mais qui s'était promptement éprise de la personne, de la puissance, et de la bonté extrême pour elle de son glorieux époux. Il fut convenu qu'elle irait à Prague, au sein de sa famille, oublier au milieu des fêtes, des hommages, des souvenirs d'enfance, cette séparation, qui était la première, et qu'elle semblait alors incapable de supporter longtemps.

Napoléon quitte Dresde le 29 mai.

Ses adieux à ses visiteurs; sa séparation d'avec l'Impératrice.

Napoléon après ces adieux, abandonnant à l'Impératrice les pompes de la cour, prenant pour lui un cortége tout militaire, se faisant suivre de MM. de Caulaincourt, Berthier, Duroc, laissant à Dresde, pour y terminer quelques affaires, MM. de Bassano et Daru, partit pour Posen le 29 mai, en propageant le bruit qu'il irait à Varsovie, quoique résolu à n'en rien faire. Il ne voulait pas en effet contracter avec les Polonais des engagements personnels, avant de savoir ce qu'il pouvait obtenir d'eux; mais il vou-

eur laisser des espérances indéfinies, et per-
er en même temps à l'ennemi que ses premiers
ts se porteraient sur la Volhynie, tandis qu'il
eait au contraire à les diriger dans un sens en-
ment opposé.

rrivé à Glogau, puis à Posen, il trouva partout
race récente des souffrances que ses troupes
ent causées aux populations. Se résignant à
s qu'avaient essuyées les Prussiens, il se mon-
moins insouciant pour celles dont avaient à se
ndre les Polonais, car il avait besoin d'exciter
zèle et non leur haine. A Thorn il fut révolté
nême des excès commis par les Wurtembergeois,
Bavarois et en général les Allemands, qui, moins
x que les Français, et s'en prenant d'ailleurs
a guerre actuelle aux Polonais, avaient pillé,
asté sans pitié tout le duché de Posen. Napo-
adressa de graves reproches au maréchal Ney

rone avec les Français et les Italiens, d'Augsbourg avec les Bavarois, le maréchal Ney venant de Mayence avec la plus grande partie de ses troupes, avaient eu bien de la peine pour satisfaire aux besoins de leurs soldats, et ne l'avaient pu qu'en vivant aux dépens des pays qu'ils avaient parcourus. Leurs embarras avaient été fort accrus par la nombreuse artillerie dont Napoléon avait tenu à les pourvoir, et surtout par les énormes charrois employés à porter les vivres. L'espèce de voiture choisie pour remplacer l'ancien caisson d'infanterie était jugée trop lourde pour les plaines fangeuses de la Lithuanie, et on lui préférait les voitures légères dites à la comtoise. On abandonnait donc les premières pour les remplacer par les secondes, autant du moins qu'on le pouvait. Le maréchal Davout, prenant beaucoup sur lui, avait déjà fait construire une grande quantité de voitures à la comtoise. Pour le surplus il s'était servi, en les payant, des chars du pays. On avait encore essuyé bien d'autres mécomptes. Les bœufs, par lesquels on avait essayé de remplacer les chevaux, semblaient à la pratique ne pas offrir autant d'avantages qu'on l'avait cru d'abord : ils étaient difficiles à ferrer, difficiles à conduire, contractaient par suite de leur agglomération des maladies dangereuses, et devenaient ainsi, quand on voulait s'en nourrir, un aliment très-malsain. Enfin les bataillons du train, troupe spéciale, chargée d'un service ingrat et dangereux dans les pays qu'on allait traverser, avaient été remplis de recrues à peine formées, et qui n'avaient pas encore les qualités de leur arme. Déjà donc il y avait bien des illusions reconnues, soit

Mécomptes qui se produisent déjà dans la création des moyens de transport.

s la valeur, soit dans l'étendue des moyens que poléon avait imaginés pour vaincre le grand ob- le des distances. Une foule de voitures en re- l, les unes venant d'Italie, les autres des bords Rhin, obstruaient les routes de l'Allemagne, y saient des ornières profondes, ou les couvraient cadavres de chevaux attachés trop jeunes à un ice trop dur. On y suppléait en prenant les che- x des paysans, qu'on payait avec des bons sur la sse. Du reste on se flattait qu'aux bords du men une halte de quelques jours permettrait à e longue file de charrois de rejoindre, et de com- ncer à la suite de l'armée le service des vivres uel ils étaient destinés. Heureusement que la e navigation du Frische-Haff, organisée par le échal Davout, devait suffire au transport des gasins généraux de l'armée jusqu'au Niémen, aucune force vivante n'aurait pu par terre les

[redacted]

l'Orient, visiter en vainqueurs Saint-Pétersbourg, Moscou, qui sait encore? Pour ces voyages merveilleux, on s'était pourvu de riches équipages, et le nombre des voyageurs était grand. Il y avait en effet, outre l'état-major de l'Empereur, celui du major général Berthier, celui du roi Murat, du prince Eugène, du roi Jérôme, des maréchaux Davout, Ney, Oudinot, etc.; il y avait des aides de camp d'aides de camp, car les officiers de l'Empereur avaient eux-mêmes des officiers à leurs ordres. Le quartier général, étant destiné à centraliser une quantité de services sous la main de Napoléon, comprenait à lui seul plusieurs milliers d'hommes, plusieurs milliers de chevaux, et une quantité prodigieuse de voitures. La diversité des nations et des langues ajoutait à cette confusion, car on parlait à la fois français, allemand, italien, espagnol, portugais, à des habitants qui ne parlaient que le polonais. Ainsi était parvenu à un excès effrayant ce système militaire et pompeusement monarchique créé autour de la personne de Napoléon, et cela dans le moment où l'on aurait eu plus que jamais besoin d'être équipé à la légère. Napoléon fut assourdi et irrité du tumulte de Thorn, et alarmé des embarras que le goût du luxe chez les uns, la prévoyance chez les autres, allaient multiplier sur ses pas. Il donna des ordres rigoureux pour alléger autant que possible le fardeau dont on semblait se charger à plaisir. Il fit divers règlements sur le nombre des voitures que chacun selon son grade, roi, prince ou maréchal, pourrait emmener; il divisa son quartier général en grand et petit quartier général, l'un plus lourd qui

Efforts de Napoléon pour y porter remède.

Juin 1812.

ne devait suivre qu'à distance le théâtre mobile des opérations militaires, et l'autre plus léger composé de quelques officiers et de quelques objets indispensables, destiné à l'accompagner partout, et à coucher avec lui près de l'ennemi. Il limita les états-majors des princes et rois servant sous ses ordres, et obligea de rebrousser chemin une troupe de diplomates, que les monarques ses alliés avaient choisis parmi les plus alertes de leur profession, pour les envoyer à la suite de la grande armée, et être informés par eux des moindres événements. Napoléon mit du soin à écarter ces témoins, aussi incommodes par leur curiosité que par leur attirail, et leur fit défendre d'approcher de plus de vingt lieues du quartier général.

Mouvement général de tous les corps d'armée de la Vistule au Niémen.

Après ces sévérités fort raisonnables mais bientôt inutiles à l'égard des états-majors, il s'occupa de réduire au strict nécessaire les transports de l'armée. Ne voulant traîner après lui que les vivres indispensables aux hommes et à la cavalerie, il décida la mise au vert de tous les chevaux de trait, consacra tous les charrois à porter ou du pain ou des farines, accorda pour chaque corps un nombre déterminé de voitures, et de plus une certaine quantité de bétail qui serait abattue à chaque couchée. De la sorte il espérait qu'on ne se débanderait pas le soir pour vivre, et que tout le monde marcherait serré au drapeau. Il fixa au 6 juin le mouvement général de la Vistule au Niémen. (Voir la carte n° 54.) Le roi Jérôme, formant la droite, devait avec les Saxons sous Reynier, avec les Polonais sous Poniatowski, et les Westphaliens sous son commandement direct,

Juin 181

s'avancer par Pultusk, Ostrolenka, Goniondz, sur Grodno. Reynier seul, s'éloignant un peu de cette direction par un mouvement à droite, était chargé de remonter le Bug, pour donner la main aux Autrichiens. Le vice-roi Eugène, formant le centre avec les Bavarois sous Saint-Cyr, avec l'armée d'Italie sous ses ordres immédiats, devait partir le 6 de Soldau, où il s'était rendu en quittant Plock, pour passer par Ortelsbourg, Rastenbourg, Olezkow, et aboutir au Niémen dans les environs de Prenn, traversant ainsi les plus tristes provinces de la Pologne. Les maréchaux Oudinot, Ney, Davout, la garde, composant la gauche de l'armée et sa masse la plus importante, devaient remonter les routes de la Vieille-Prusse, s'avancer parallèlement, mais par des chemins différents, de manière à ne pas se faire obstacle les uns aux autres, et venir border le Niémen de Tilsit à Kowno : Ney, en passant par Osterode, Schippenbeil, Gerdaun; Oudinot par Marienwerder, Liebstadt, Eylau, Vehlau; Davout par Elbing, Braunsberg, Tapiau. La garde et les parcs avaient ordre de se tenir en arrière, et à une certaine distance, afin de prévenir l'encombrement. Napoléon, avec sa profondeur habituelle de combinaison, avait calculé que le maréchal Davout, étant de tous les corps le plus à gauche, serait, grâce au coude que la Vistule forme vers le nord à partir de Bromberg, le plus près placé de Kœnigsberg, et en mesure de tenir tête à l'ennemi avec 90 mille hommes, si contre toute vraisemblance les Russes prenaient l'initiative.

Projet de passe le Niéme

Il comptait que du 15 au 16 juin tous ses corps seraient en ligne le long du Niémen, et qu'après trois

uatre jours de repos ils pourraient, à dater du 20, er en opération. Après avoir donné ses derniers es et vu partir les belles troupes du maréchal , après avoir inspecté à Marienwerder celles dinot qui n'étaient pas moins belles, il se rendit Marienbourg à Dantzig, où il avait, outre beau- d'objets à examiner, ses lieutenants Davout et at à entretenir, car il n'avait rencontré ni l'un autre depuis deux ou trois années.

'est à Marienbourg, sur la Vistule, que Napo- vit le maréchal Davout, au moment où ce ma- al partait pour Kœnigsberg, afin de prendre la du mouvement. L'accueil ne fut pas conforme vieille confiance que Napoléon avait toujours dans les grands talents et le solide caractère de stre maréchal. Les causes de ce refroidissement itent d'être indiquées.

e maréchal Davout venait d'exercer un vaste

[redacted]

vieux soldats de l'Europe, formé actuellement de cinq divisions, et avec l'artillerie et la cavalerie présentant une armée d'environ 90 mille hommes, jamais rien de plus beau ne s'était vu au monde. Tout y avait été prévu sous le rapport de l'équipement, de l'armement, de l'alimentation, pour aller aux extrémités de l'Europe. Outre leurs munitions de guerre et leurs outils de campement, les troupes du 1er corps avaient sur le dos pour dix jours de vivres, et comme trop souvent le soldat jette ses provisions sur les routes, aimant mieux attendre sa subsistance du hasard que de la porter sur ses épaules, chaque homme devait tous les soirs rendre compte de ses vivres comme de ses armes. Indépendamment de ces dix jours de vivres dans le sac des soldats, des convois en portaient pour quinze jours encore, et bien qu'on eût enlevé pour la garde impériale une partie des moyens de transport préparés pour le 1er corps, la prévoyance du maréchal y avait immédiatement suppléé. Enfin un troupeau de bœufs confié à des soldats formés à ce service, fournissait en suivant les régiments un magasin mobile de vivres-viande. Telle était l'organisation que le maréchal Davout avait donnée à son corps d'armée. Il avait de plus réuni le matériel colossal d'une armée de 600 mille hommes, consistant en 1800 bouches à feu approvisionnées pour deux campagnes, en six équipages de pont, deux parcs de siége, un vaste parc du génie, et les immenses magasins de Dantzig, Elbing, Braunsberg.

Perfection d'organisation à laquelle il avait amené son corps d'armée.

Le maréchal Davout avait exécuté ces choses hors de proportion avec toutes les choses connues

Ombrages qu'il avait donnés à

même genre, en suivant les ordres de Napoléon, is en les modifiant au besoin d'après sa propre érience, d'après les circonstances locales, et s crainte de suppléer ou de redresser son maî- . Si en agissant de la sorte il déplaisait ou non, les jaloux ne calomniaient pas son activité in- sante et quelque peu dominatrice, le maréchal vout n'y avait point songé. Malheureusement il it auprès de Napoléon un ennemi secret et dan- eux, c'était le major général Berthier. Celui-ci t resté inconsolable de ce qu'en 1809 on l'avait usé d'avoir compromis l'armée, tandis qu'on at- uait au maréchal Davout le mérite de l'avoir vée; de plus il jalousait dans ce maréchal des nts qui avaient quelque analogie avec les siens, Davout, outre qu'il était un redoutable géné- de combat, aurait été pour Napoléon un chef at-major accompli, s'il eût été moins rude. Par

[redacted]

toute militaire, et même dans sa morne sévérité un utile correctif de leur caractère brave, brillant, mais léger. Après l'avoir pensé, ils l'avaient dit et répété dans leurs salons de Varsovie, au point d'être entendus jusqu'aux Tuileries; et Napoléon, offusqué de la tentative de royauté essayée en Portugal, plus offensé encore de la tentative de royauté essayée et réalisée en Suède, trouvant que ses lieutenants devenaient trop ambitieux à son école, se demandant si un cri spontané des peuples n'allait pas encore faire, à son insu, de l'un de ses lieutenants un roi qui ne lui devrait pas son élévation, avait conçu de cette disposition des Polonais un déplaisir extrême, et s'en était pris au maréchal Davout, qui l'ignorait, et ne s'en souciait guère. Ce maréchal, gentilhomme de naissance, avait éprouvé une sorte d'étonnement lorsqu'on l'avait fait prince d'Eckmühl, et n'avait vu dans cette grandeur empruntée qu'un revenu momentané, qui, sagement économisé par une épouse prudente, procurerait un bien-être assuré à ses enfants. Vivant toujours dans les plaines du Nord, au milieu de ses soldats, au point de n'avoir pas en dix ans passé trois mois à Paris; occupé exclusivement de son métier, taciturne, dur pour lui autant que pour les autres, il était du petit nombre de ses compagnons d'armes qui ne s'étaient pas enivrés au somptueux banquet de la fortune. Napoléon, sans trop s'enquérir de la vérité, rencontrant partout sur les bords de la Vistule la trace d'une profonde obéissance pour le maréchal Davout, une immense quantité de choses mues par sa volonté, et son nom dans toutes les bouches, fut non pas jaloux (de qui aurait-il

Juin 1812

'être?), mais fatigué d'une importance qu'il avait
ée, écouta volontiers ceux qui, avec Berthier, di-
nt que ce maréchal faisait tout, ordonnait tout,
chait en tout du maître, en attendant qu'il tran-
t du roi, prêta l'oreille à ceux qui taxaient
nbition son active volonté, d'orgueil sa gravité
ère, d'arrière-pensée dangereuse sa taciturnité
ituelle. Il accueillit le maréchal avec froideur,
n beaucoup d'occasions lui donna tort contre Ber-
r. Le maréchal n'y prit garde, habitué aux brus-
ries de Napoléon, imputant leur renouvellement
s fréquent à une irritabilité qui croissait avec
e, avec la fatigue, avec les soucis, et courut à
nigsberg, tout préparer sur les pas de l'armée,
de surmonter les difficultés d'une entreprise
dans son bon sens il eût appelée folle, si sa
e nature n'avait été courbée à la plus complète
issance. Pourtant sa grande faveur était passée.

[redacted]

ambition, mauvais conseil, et toujours le plus brillant des cavaliers, le plus téméraire des héros, avait inspiré de telles défiances à Napoléon, pour quelques communications maritimes avec les Anglais, que le général Grenier, ainsi qu'on l'a vu, avait reçu l'ordre de se tenir prêt à marcher sur Naples. Napoléon, qui ne craignait dans Murat que la légèreté, l'avait appelé à l'armée, d'abord pour avoir à sa disposition le meilleur général de cavalerie du siècle, et ensuite pour tenir sous sa main un parent qui près de lui serait toujours soumis et dévoué, et loin de lui serait livré au hasard de toutes les suggestions. Sur la simple indication de cette volonté, Murat s'était hâté d'accourir au quartier général, pour servir sous les ordres de son beau-frère, et reprendre son commandement ordinaire, celui de la réserve de cavalerie. Pour éviter l'inconséquence de ses propos, Napoléon n'avait pas voulu qu'il vînt à Dresde, et l'avait consigné sur la Vistule. Murat, fatigué, malade, s'était arrêté à Berlin, où il avait été dédommagé des rigueurs de son suzerain par les empressements de la cour de Prusse. Napoléon, le voyant à Dantzig, pâle, défait, et n'ayant pas sa bonne mine ordinaire, lui demanda brusquement ce qu'il avait, et s'il n'était pas content d'être roi. — Mais, Sire, répondit Murat, je ne le suis guère. — Je ne vous ai pas faits rois, vous et vos frères, repartit durement Napoléon, pour régner à votre manière, mais pour régner à la mienne, pour suivre ma politique, et rester Français sur des trônes étrangers. — Après ces mots, Napoléon, vaincu par la bonhomie de Murat, et n'étant dur

Juin 1812.

Cet accueil s'adoucit après

par boutades, lui rendit cette familiarité, iné-
comme les circonstances, mais gracieuse et
ıguante, que ses lieutenants trouvaient auprès
ii. Il rencontra aussi à Dantzig le gouverneur
, qui lui avait déplu par quelques avis sincères
'état de la Pologne, et par quelques facilités
ectes accordées au commerce de Dantzig, mais
el il pardonnait en considération d'une grande
oure, et d'un esprit franc et original. Il passa là
eurs jours avec Berthier, Murat, Caulaincourt,
c, Rapp, occupé à inspecter les fortifications
e place qui devait jouer un rôle si important
cette guerre, à visiter les magasins et les ponts
Vistule, rectifiant, complétant tout ce qui avait
ait, avec un coup d'œil que rien n'égalait quand
xerçait sur les choses elles-mêmes, puis, lors-
la chaleur, extrême dans cette saison et dans
titudes, l'obligeait à rentrer, s'entretenant fa-



fleuves, bifurquée près de son embouchure par l'effet des atterrissements qui brisent et divisent son cours, jette un de ses bras vers Dantzig, l'autre vers Elbing. Celui-ci débouche dans la vaste lagune qu'on appelle le Frische-Haff, qu'une langue de terre sépare de la Baltique, avec une ouverture à Pillau seulement, et qui va recevoir la Prégel, vers Kœnigsberg. Des convois de bateaux venus de Dantzig en suivant les deux bras de la Vistule, pénétrant ensuite dans le Frische-Haff, pouvaient gagner Kœnigsberg à la voile. C'était un premier trajet par eau déjà très-considérable. De Kœnigsberg on devait remonter la Prégel jusqu'à Tapiau. De Tapiau à Labiau, une rivière, la Deime, pouvait livrer passage à de moindres bateaux, et les faire aboutir dans une autre lagune, celle du Curische-Haff, qui s'étend jusqu'à Memel. Le canal de Frédéric donnait la facilité d'atteindre le Niémen par une voie plus courte, et de le joindre à Tilsit même. Puis on devait le remonter jusqu'à Kowno, et à Kowno entrer dans la Wilia. Cette rivière, navigable jusqu'à Wilna, permettait de terminer par eau, c'est-à-dire par un moyen de transport qui admet tous les fardeaux, un trajet total d'environ deux cents lieues. Le colonel Baste, cet officier des marins de la garde déjà signalé à Baylen et sur le Danube, aussi intrépide sur terre que sur mer, et doué en outre d'une activité infatigable, fut chargé de diriger cette navigation, qui, commençant à Dantzig, passant par la Vistule, le Frische-Haff, la Prégel, la Deime, le Curische-Haff, le Niémen, la Wilia, ne finissait qu'à Wilna même. Il devait réunir les bâtiments, les adapter à chaque

Juin 1812.

Juin 1812.

cours d'eau, éviter le plus possible les transbordements, organiser enfin les moyens de traction pour suppléer à la voile lorsqu'on s'éloignerait de la mer, et y pourvoir soit avec des chevaux, soit avec des relais de gens du pays convenablement rétribués. On lui confia également la défense du Frische-Haff et du Curische-Haff, et on lui donna pour cet usage deux bataillons des marins de la garde impériale, qui devaient occuper ces vastes lagunes avec des chaloupes canonnières fortement armées.

Forces laissées à la garde de Dantzig et de Kœnigsberg.

Napoléon donna ensuite ses soins aux places de Dantzig, de Pillau, de Kœnigsberg. Dans toutes il y avait des Saxons, des Polonais aussi sûrs que des Français, des Badois qui l'étaient moins, mais des artilleurs et des marins exclusivement français. A Dantzig se trouvaient les dépôts de la garde et ceux du maréchal Davout. On pouvait avec les uns et les autres fournir, indépendamment des troupes laissées dans les ouvrages, une division mobile de 8 mille hommes à Dantzig, une de 6 mille à Kœnigsberg, lesquelles, communiquant par de la cavalerie, seraient toujours en mesure de se réunir à temps contre une attaque imprévue.

Napoléon fait embarquer les premiers convois sous ses yeux.

Napoléon, s'étant assuré par ses propres yeux de l'exécution de ses ordres, prescrivit immédiatement le départ d'un premier convoi comprenant 20 mille quintaux de farine, 2 mille quintaux de riz, 500 mille rations de biscuit, et tout le matériel des six équipages de pont, dont nous avons exposé ailleurs la composition, et dont l'illustre général Éblé avait la direction supérieure. Le deuxième convoi devait porter la même quantité de farine, de riz et de biscuit, plus des avoines et

Juin 1812.

des munitions d'artillerie. Les suivants devaient porter des farines, rarement des grains, souvent des vêtements, et l'un des deux équipages de siége, celui qui était destiné à l'attaque de Riga.

Organisation des hôpitaux.

Tandis que ces convois s'acheminaient vers la Prégel et le Niémen, Napoléon donna son attention aux hôpitaux, et en fit organiser pour vingt mille malades, entre Kœnigsberg, Braunsberg, Elbing. Ayant employé à ces divers objets la première quinzaine de juin, il s'apprêta à commencer enfin cette redoutable et célèbre campagne, qu'il fallait faire précéder de certaines formalités diplomatiques. Il leur consacra quelques instants avant de se rendre au bord du Niémen.

Dernières formalités diplomatiques avant de commencer les hostilités.

M. le duc de Bassano l'avait rejoint, et lui avait apporté les nouvelles de Suède vainement attendues à Dresde. Le lendemain même du jour où Napoléon était parti de cette capitale, M. Signeul y était arrivé de Stockholm, avec un message du prince royal. Ce prince astucieux avait fait une double communication, l'une officielle par les ministres accrédités de la Suède, et destinée à toutes les cours, l'autre profondément secrète, transmise en grande confidence à M. Signeul, et donnée en réponse aux ouvertures dont la princesse royale avait suggéré l'idée. La communication officielle, froide, hautaine, annonçait l'intention de demeurer neutre entre les puissances belligérantes, ce qui était déjà une infraction des obligations contractées envers la France par le dernier traité de paix. Elle disait que les vrais ennemis de la Suède étaient ceux qui menaçaient l'indépendance du Nord de l'Europe, que sous ce rapport

Réponse longtemps attendue de Bernadotte.

ussie était en ce moment plus menacée que me-
nte, que c'était là le motif pour lequel, sans
à son secours, on ne se prononçait pas contre
; qu'au surplus on offrait de s'entremettre, et
aire accepter par la Russie la médiation de la
le, si la France voulait sincèrement la paix. Cette
ention du prince royal de servir de médiateur
e deux potentats tels que Napoléon et Alexandre,
it que ridicule; mais elle était la conséquence
ée des engagements pris avec la Russie par le
é du 5 avril. Quant à la communication secrète,
adotte, aussi infidèle à son nouvel allié qu'à son
enne patrie, répétait qu'il n'avait que faire de
nlande, qui, toujours convoitée par la Russie,
rait la Suède en conflit perpétuel avec cette
sance; que le dédommagement naturel de la
nde, c'était la Norvége, province destinée par
site à être suédoise, tenant à peine au Danemark

[redacted]

Juin 1812.

de cette introduction, et devant dès lors l'empêcher sur-le-champ. A cette double condition de la Norvége et d'un subside effectif de vingt millions, le prince royal de Suède offrait de se lier par un traité avec la France, sans doute en violant celui qu'il avait signé en avril avec la Russie.

Rupture définitive avec la Suède.

Napoléon, en écoutant cette communication apportée par M. de Bassano, se livra à un violent accès de colère. — Le misérable, s'écria-t-il plusieurs fois, il me propose une trahison envers un allié fidèle, le Danemark, et il met à ce prix sa fidélité envers la France! Il parle de la Norvége, de l'intérêt qu'a la Suède à posséder cette province, et il oublie que le premier des intérêts de la Suède c'est de réduire la puissance de la Russie, qui tôt ou tard la dévorera; que si la Finlande la met en collision forcée avec la Russie, c'est parce que la Finlande la couvre, et découvre la Russie; que le repos acquis pour un moment avec ce redoutable voisin par l'abandon de la Finlande, sera troublé plus tard lorsque la Russie aura besoin du Sund, et qu'en un jour de gelée les soldats russes pourront être des îles d'Aland à Stockholm; que l'occasion d'abaisser la Russie est unique, que cette occasion négligée il ne la retrouvera plus, car on ne verra pas deux fois un guerrier tel que moi, marchant avec six cent mille soldats contre le formidable empire du Nord!... Le misérable! répéta plusieurs fois Napoléon, il manque à sa gloire, à la Suède, à sa patrie; il n'est pas digne qu'on s'occupe de lui; je ne veux plus qu'on m'en parle, et je défends qu'on lui fasse arriver aucune réponse, ni officielle, ni officieuse. — Devenu

alme après ce premier emportement, il per-
néanmoins à laisser sans un mot de réponse
gent, qui s'était rendu aux bains de Bohême
attendre les déterminations du cabinet français.
ette résolution, fort honnête et presque forcée
la difficulté de décider le Danemark à abandon-
Norvége, était cependant très-regrettable, car
te ou quarante mille Suédois, menaçant Saint-
rsbourg au lieu de menacer Hambourg, pou-
nt changer le destin de cette guerre. Peut-être
ffrant au Danemark des dédommagements, fal-
l les chercher non-seulement dans la Poméranie
oise, mais dans les départements anséatiques,
-être aurait-on pu le décider à satisfaire Berna-
e; mais l'irritation, la confiance en ses moyens,
êchèrent Napoléon même d'y penser.

a seconde affaire diplomatique dont on avait à
uper était la déclaration à publier en commen-

[redacted]

donner de prendre ses passe-ports; mais on l'ignorait. Cependant on avait besoin d'un motif, car on était au 16 juin, et il fallait avoir franchi le Niémen du 20 au 25, et pour le faire décemment avoir trouvé une raison de rupture immédiate. Napoléon, avec sa fertile adresse, en imagina une peu solide, mais spécieuse, assez spécieuse même pour tromper plusieurs historiens, et cette raison, c'était que la Russie ayant exigé l'évacuation de la Prusse comme préliminaire de toute négociation, avait voulu imposer à la France une condition déshonorante. Or, il y avait là une inexactitude radicale. La Russie avait réclamé l'évacuation, non pas comme condition préalable, mais comme suite assurée de toute négociation qu'on entamerait sur les divers points en litige. On négligea cette distinction, et on résolut de soutenir que la condition préalablement exigée, tendant à ramener Napoléon du Niémen sur la Vistule, même sur l'Elbe, était pour la France un outrage qu'elle ne pouvait pas supporter; que, cette condition, on avait eu soin de la tenir secrète pour être dispensé de s'en offenser, mais qu'elle venait de s'ébruiter, qu'elle commençait à être connue de tout le monde, que dès lors l'offense cessant d'être cachée, ne pouvait plus être supportée, et devait entraîner la guerre immédiate. A cette offense se joignait, disait-on, une sorte de provocation réitérée du prince Kourakin, qui avait demandé ses passe-ports à M. de Bassano la veille du départ de celui-ci, et les avait redemandés depuis avec insistance. Il faut convenir que cette condition d'évacuer le territoire prussien, connue à peine de quelques personnes

Juin 1812.

Juin 1812.

bien informées, et signifiant seulement l'évacuation après qu'on se serait entendu, que la demande de passe-ports faite par le prince Kourakin, retirée d'abord, puis renouvelée quand il s'était vu seul à Paris, sans communication avec aucun ministre, n'étaient pas de ces offenses insupportables pour lesquelles une nation est tenue de verser tout son sang, et qu'en tout cas Napoléon avait assez entrepris sur autrui, pour se montrer à son tour quelque peu endurant. Mais il fallait un prétexte plausible, et Napoléon adopta celui-ci, faute d'en avoir un meilleur. En conséquence, il fut ordonné à M. de Lauriston de prendre immédiatement ses passe-ports, sous le prétexte que la prétention de nous faire évacuer la Prusse étant devenue publique, l'outrage ne pouvait plus être toléré; et dans la supposition que M. de Lauriston serait peut-être déjà rendu à Wilna (ce qui écarte absolument l'idée que le refus de l'admettre à Wilna fût la cause de la rupture), on lui recommanda de ne pas présenter la demande de ses passe-ports avant le 22, Napoléon voulant franchir le Niémen le 22 ou le 23. On l'avertit en même temps que la dépêche qu'on lui écrivait le 16 de Kœnigsberg serait antidatée, porterait la date de Thorn et du 12, pour persuader aux Russes en la leur remettant, que Napoléon se trouvait encore éloigné, et moins en mesure d'agir qu'il ne l'était réellement. Un courrier fut donc adressé de Kœnigsberg à M. de Lauriston avec les ordres et les instructions que nous venons de rapporter [1].

Faux prétexte sur lequel Napoléon fait reposer la déclaration de guerre.

[1] M. Fain, dans son Manuscrit de 1812, s'en fiant aux renseignements de M. le duc de Bassano, qui avait été son informateur principal, et

Juin 1812.

Cette formalité diplomatique remplie, Napoléon, qui croyait le moment d'agir venu, partit de Kœnigsberg le lendemain pour rejoindre ses troupes sur la Prégel, les passer en revue, et s'assurer définitivement si elles avaient tout ce qu'il leur fallait pour entrer en campagne. Il tenait, pour les premières opérations, à leur procurer seulement dix jours de vivres, se flattant d'exécuter dans ces dix jours des manœuvres décisives, et ne voulant pas être gêné dans ses mouvements par la difficulté des subsistances, difficulté qui, en Italie et en Allemagne, n'en était jamais une, parce qu'on y trouvait toujours de gros villages à dévorer, mais qui était immense en Lithuanie, où l'on ne rencontrait la plupart du temps que des marécages et des forêts. Ses soldats ayant de quoi vivre dix jours, il espérait comme à Ulm en 1805, à Iéna en 1806, à Ratisbonne en 1809, frapper un de ces coups terribles, qui, dès le début des opérations, accablaient ses

ignorant plusieurs dépêches qui ne lui avaient pas été communiquées, est du nombre des historiens qui se sont attachés à représenter Napoléon comme ayant été amené à cette guerre malgré lui, et après avoir épuisé tous les moyens de l'éviter. A ses yeux les missions données tour à tour à M. de Narbonne et à M. de Lauriston n'avaient d'autre objet que de prévenir la rupture avec la Russie, et cependant le texte même des dépêches prouve invinciblement qu'elles avaient pour unique but de gagner du temps, dans un intérêt exclusivement militaire. Quant à la condition d'évacuer la Prusse et les places fortes de l'Oder, il la prend comme un outrage, tandis qu'on ne demandait que l'assurance de cette évacuation, la négociation étant terminée au gré des parties. Relativement aux places de l'Oder, on ne demandait à Napoléon de les restituer qu'après les contributions de guerre acquittées, ainsi que cela résultait de la convention du 17 septembre 1808. Enfin M. Fain fait dater la résolution de rompre seulement de Gumbinnen et du 19, jour où M. Prévost, secrétaire de la légation française, vint de Saint-Pétersbourg annoncer le refus essuyé par M. de Lauriston relativement au désir qu'il

mis, et les déconcertaient pour le reste de la re. Les premiers convois par eau avaient ap- des vivres jusqu'à Tapiau sur la Prégel; il t, à force de voitures, les faire transporter jus- Gumbinnen au moins, point assez rapproché elui où l'on allait franchir le Niémen. A partir et endroit, dix jours de vivres devaient nous luire au milieu de la Lithuanie. Afin d'assurer sultat, Napoléon se rendit à Insterbourg, où il a le 17 juin au soir.

plan général de ses premières opérations était itivement arrêté dans sa tête, et c'était à no qu'il voulait passer le Niémen. Ses vues en étaient, comme toujours, aussi vastes que pro- es, car s'il a pu avoir des égaux comme tacticien le champ de bataille, il n'a eu ni supérieurs ni x dans la direction générale des opérations mi- res. Pour comprendre ses motifs, il faut jeter

[redacted]

Juin 1812.

de théâtre à cette guerre formidable, la plus grande certainement et la plus tragique des siècles.

Traits généraux du théâtre de la guerre.

Les immenses plaines qui de la mer Baltique s'étendent jusqu'à la mer Noire et à la mer Caspienne, sont traversées d'un côté par l'Oder, la Vistule, la Prégel, le Niémen, la Dwina, fleuves coulant à l'ouest, de l'autre par le Dniester, le Dniéper (ou Borysthène), le Don, le Volga, fleuves coulant à l'est, et composent, comme on le sait, le territoire de la Vieille-Prusse, de l'ancienne Pologne, de la Russie. (Voir la carte n° 27.) C'est dans ce champ si vaste que Napoléon, de tous les guerriers connus celui qui a embrassé les plus grands espaces, car du couchant à l'orient il est allé de Cadix à Moscou, et, du midi au nord, du Jourdain aux sources du Volga, c'est dans ce champ qu'il allait essayer de vaincre, par les efforts de son génie, la plus grave des difficultés de la guerre, celle des distances, surtout quand elles ne sont ni habitées ni cultivées. Les parties inférieures et pour ainsi dire les embouchures de l'Oder, de la Vistule, de la Prégel, du Niémen, forment le territoire triste, mais prodigieusement fertile de la Vieille-Prusse. En remontant ces fleuves et en marchant de l'occident à l'orient (voir la carte n° 54), on atteint des contrées plus sablonneuses, moins couvertes de sol végétal, où il existe moins de culture matérielle et morale, moins d'habitations, plus de forêts et de marécages, où se montrent, au lieu de villes nombreuses, propres, riches, et protestantes, des villages catholiques, sales, accroupis pour ainsi dire autour de châteaux habités par une noblesse brave et oisive, et

fourmilière de juifs pullulant partout où ils
ent à exploiter la paresse et l'ignorance de
es à demi barbares. Plus on s'élève, en al-
l'orient, vers les sources de la Vistule, de la
w, du Niémen, de la Dwina, plus on découvre
ractères que nous venons de décrire. Parvenu
ources de la Vistule et de ses affluents, à celles
iémen et de la Dwina, pour se porter sur l'au-
ersant, c'est-à-dire aux sources du Dniester
Dniéper, on rencontre un sol dont la pente
taine, n'offrant aucun écoulement aux eaux,
ouverte de marécages et de sombres forêts :
t là dans la Vieille-Pologne, dans la Lithuanie,
lus épais de ces contrées humides, boisées,
traverse sur de longues suites de ponts, jetés
seulement sur les rivières, mais sur les maré-
, et où les routes, à défaut de la pierre qui
ue, sont établies sur des lits de fascines, et

Juin 1812.

de l'occident, devait se diriger vers cette ouverture qui est située entre les sources de la Dwina et du Dniéper, entre Witepsk et Smolensk. Ce sont là pour ainsi dire les portes de l'Orient, et c'est là en effet que jadis les Polonais et les Moscovites, dans leurs victoires et leurs défaites alternatives, s'étaient en quelque sorte réciproquement arrêtés, car la Dwina d'un côté, le Dniéper de l'autre, étaient la limite entre la Russie et l'ancienne Pologne, avant le fameux partage qui a été le malheur et la honte du dernier siècle.

selon Napoléon.

Mais avant de toucher à ces portes, il fallait traverser la Vieille-Prusse, et cette partie récemment restaurée de la Pologne qui avait reçu le nom de grand-duché de Varsovie. La frontière qui séparait le grand-duché et la Vieille-Prusse du territoire russe était la suivante. (Voir la carte n° 54.)

Frontières du grand-duché, qu'il fallait franchir pour pénétrer en Russie.

Le cours supérieur du Bug, et le cours supérieur aussi de la Narew, l'un et l'autre affluents de la Vistule, formaient dans leurs diverses inflexions la première partie de la ligne frontière du grand-duché, du côté de la Russie. Cette ligne frontière, après avoir suivi tantôt le Bug, tantôt la Narew, depuis Brezesc-Litowsky jusqu'aux environs de Grodno, joignait le Niémen à Grodno même, longeait ce fleuve en s'élevant au nord jusqu'à Kowno, séparant ainsi la Pologne proprement dite de la Lithuanie. A Kowno, le Niémen prenant définitivement sa direction à l'ouest, et courant vers Tilsit, séparait non plus la Pologne mais la Vieille-Prusse de la Russie. La ligne frontière à franchir courait donc au nord de Brezesc à Grodno, en suivant tour à tour le Bug

la Narew, puis courait encore au nord de Grodno
owno, en suivant le Niémen, et enfin tournant
squement au couchant vers Kowno, allait jus-
à Tilsit, continuant à suivre, à partir de ce point,
ours du Niémen. Elle faisait donc à son extrémité
d un coude vers Kowno. C'est là que Napoléon
it résolu de passer le Niémen, pour recouvrer,
se portant d'un trait sur la Dwina et le Dniéper,
s les restes de l'ancienne Pologne, point où,
on les circonstances, il s'arrêterait peut-être, et
quel peut-être aussi partirait-il pour forcer les
tes de la Vieille-Russie et s'enfoncer dans ses
nenses plaines.

Voici quels avaient été ses motifs. Quatre routes
fraient pour pénétrer en Russie : une au midi, se
geant à l'est, par les provinces méridionales de
npire russe, franchissant le Bug à Brezesc, lon-
nt la rive droite du Pripet jusqu'à sa jonction



Juin 1812.

Moscou ; la quatrième enfin, allant droit au nord, à travers les provinces septentrionales de l'empire russe, par Tilsit, Mitau, Riga, Narva, pour finir à Saint-Pétersbourg.

Avantages et inconvénients de chacune de ces routes.

De ces quatre routes, celle du midi par Brezesc et Kiew, celle du nord par Tilsit et Riga, avaient les inconvénients des partis extrêmes, et étaient inadmissibles pour un homme d'un jugement aussi sûr que Napoléon en fait de grandes opérations militaires. L'une et l'autre exposaient l'envahisseur à une redoutable manœuvre de la part des Russes, qui, étant concentrés en Lithuanie, pouvaient, par Kobrin, Pinsk ou Mosyr, se jeter en masse dans le flanc de l'armée qui aurait marché sur Kiew, ou par Witepsk et Polotsk, dans le flanc de l'armée qui aurait marché sur Saint-Pétersbourg. Chacune de ces deux routes extrêmes avait en outre ses inconvénients particuliers. Celle qui, traversant les provinces méridionales, passait entre la Volhynie et la Gallicie, parcourait de beaux pays, mais aurait placé l'armée française dans la dépendance absolue de l'Autriche, et c'était donner à cette puissance de dangereuses tentations que de se remettre entièrement dans ses mains. Celle qui s'élevait au nord ne parcourait que des provinces couvertes de marécages et de bruyères, sous le climat le plus âpre de la Russie, et dans des contrées où le sol n'aurait fourni aucune partie de la subsistance des troupes.

Il ne fallait donc songer à aucune de ces deux voies. Le choix n'était possible qu'entre les routes intermédiaires, se dirigeant toutes deux au nord-est[1], toutes deux sur Moscou, sans interdire une

he sur Saint-Pétersbourg au moyen d'une in-
on au nord, toutes deux aussi pénétrant par la
ée qui sépare les sources de la Dwina et celles
Dniéper, l'une par Grodno, Minsk et Smolensk,
re par Kowno, Wilna et Witepsk.

près mûr examen de ces deux routes, Napoléon
éra la dernière. La première, de Grodno à Minsk,
que plus courte, côtoyait la partie la plus maré-
use du pays, connue sous le nom de Marais de
k, et on pouvait par un choc vigoureux de l'en-
i y être jeté pour n'en plus sortir. La seconde,
eu moins directe, allant de Kowno à Wilna, ca-
e de la Lithuanie, et de Wilna à Witepsk, quoi-
traversant des pays difficiles, comme l'étaient
leurs tous ceux qu'il s'agissait de parcourir, n'of-
pas le même inconvénient que la précédente,
e plus, ce qui devait déterminer définitivement
éférence en sa faveur, procurait le moyen as-

de l'autre, pour couler, la Dwina vers la Baltique, le Dniéper vers la mer Noire, et présentent, sauf l'ouverture existant entre Witepsk et Smolensk, une ligne continue et immense, qui se dirige du nord-ouest au sud-est, et traverse tout l'empire, de Riga à Nikolaïeff. Depuis que la concentration de leurs forces était commencée, les Russes avaient naturellement formé deux rassemblements principaux, un sur la Dwina, de Witepsk à Dunabourg, un autre sur le Dniéper, de Smolensk à Rogaczew, et ces rassemblements s'étaient peu à peu convertis en deux armées, qui s'étaient avancées, la première jusqu'à Wilna, la seconde jusqu'à Minsk, avec le projet de se réunir plus tard, ou d'agir séparément, selon les circonstances. Mais toutes deux avaient leur base sur la grande ligne que nous venons de décrire. La première, commandée par le général Barclay de Tolly, établie sur la Dwina, avec son quartier général à Wilna et ses avant-postes à Kowno sur le Niémen, devait recevoir les réserves du nord de l'empire. La seconde, commandée par le prince Bagration, établie sur le Dniéper, avec son quartier général à Minsk et ses avant-postes à Grodno sur le Niémen, devait recevoir les réserves du centre de l'empire, et se lier par l'armée du général Tormasof avec les troupes de Turquie. Telle était la distribution des forces russes, en attendant qu'à Wilna on eût pris un parti définitif sur le plan de campagne. Cette distribution, d'après la configuration des lieux, était naturelle, et n'était pas une faute encore, si on savait se résoudre à temps devant l'ennemi si prompt auquel on avait affaire.

Juin 1812.

Juin 1812.

La distribution des forces russes confirme Napoléon dans la pensée de pénétrer par Kowno.

Napoléon, qui, entre autres parties du génie militaire, possédait au plus haut degré celle de deviner la pensée de l'ennemi, avait clairement entrevu cette répartition des masses russes. Sur les rapports toujours confus, souvent contradictoires, des agents envoyés en reconnaissance, il avait parfaitement discerné qu'il existait une armée de la Dwina, une du Dniéper, l'une qui avait dû s'avancer dans la direction de Wilna et Kowno, l'autre dans la direction de Minsk et Grodno, l'une qu'on disait de 150 mille hommes, sous Barclay de Tolly, l'autre de 100 mille, sous le prince Bagration. Le nombre importait peu pour lui, qui seulement en première ligne amenait 400 mille hommes, et la disposition des forces ennemies était l'unique circonstance à considérer.

Il se flatte de couper ainsi la masse des forces russes en deux parties qui ne pourront plus se rejoindre.

Sur-le-champ il prit son parti. Le Niémen, comme on vient de le voir, coule au nord de Grodno à Kowno, puis se retournant brusquement, coule au couchant de Kowno à Tilsit. Napoléon, s'avançant sur Kowno au sein de l'angle formé par le Niémen, n'avait qu'à franchir le Niémen à Kowno même, avec une masse de 200 mille hommes, se porter sur Wilna avec cette vigueur foudroyante qui signalait toujours le début de ses opérations, et là, se plaçant entre l'armée de Barclay de Tolly ou de la Dwina, et l'armée de Bagration ou du Dniéper, il était assuré de les séparer l'une de l'autre pour le reste de la campagne. Il pouvait même s'avancer ainsi jusqu'à Moscou, s'il le voulait, n'ayant sur sa gauche et sur sa droite que les débris divisés de la puissance russe.

Autre avantage de ce plan

Outre cet avantage principal, une pareille manière d'opérer avait des avantages secondaires d'un

Juin 1812.

consistant à s'emparer, dès le début, de la capitale de la Lithuanie.

grand intérêt. En pénétrant au fond de cet angle du Niémen, dont le sommet était à Kowno, on marchait couvert sur les ailes par les deux branches de l'angle. Puis ce fleuve franchi à Kowno, et en poussant jusqu'à Wilna, on trouvait de Kowno à Wilna la Wilia, rivière navigable, laquelle devenait ainsi un précieux prolongement de notre ligne de navigation. Enfin à Wilna même, on frappait en y entrant un premier coup, dont l'effet moral devait être très-grand, car on expulsait Alexandre de son premier quartier général, et on s'emparait de la capitale de la Lithuanie, ce qui, pour les Polonais, n'était pas de médiocre importance.

Distribution des armées de Napoléon pour le passage du Niémen.

Ces vues, dignes de son génie, une fois arrêtées, Napoléon s'occupa sur-le-champ de les réaliser. En conséquence, il résolut de réunir sous sa main, pour percer par Kowno, les corps des maréchaux Davout, Oudinot, Ney, la garde impériale, et en outre deux des quatre corps de la réserve de cavalerie. C'était une masse d'environ 200 mille hommes, après quelques réductions opérées déjà dans les effectifs par la longueur des marches. Tandis qu'avec cette masse écrasante, comprenant ce qu'il avait de meilleur, Napoléon s'avancerait par Kowno sur Wilna, le maréchal Macdonald, dont il n'avait pas été content en Catalogne, mais dont il faisait cas pour la grande guerre, devait sur sa gauche passer le Niémen à Tilsit, prendre possession des deux rives de ce fleuve, en écarter les Cosaques, et assurer la libre navigation de nos convois. Napoléon lui avait composé un corps d'environ 30 mille hommes, au moyen de la division polonaise Grandjean, et du contingent

La masse principale, composée des corps des maréchaux Davout, Oudinot et Ney, de la garde et de la cavalerie de réserve, doit passer à Kowno.

Le maréchal Macdonald avec les Prussiens et une division polonaise

sien, réduit à 16 ou 17 mille hommes par les isons laissées à Pillau et autres postes. Le but opérations ultérieures du maréchal Macdonald it être la Courlande. A sa droite, Napoléon avait aré un autre passage du Niémen, et en avait gé le prince Eugène. Ce prince, qui formait rément à Plock le centre général de l'armée et qui moment allait en former la droite, devait, avec roupes françaises et italiennes parties de Vérone, la garde royale italienne, avec les Bavarois, et le ième corps de cavalerie de réserve commandé le général Grouchy (80 mille hommes environ), er le Niémen un peu au-dessus de Kowno, à un oit nommé Prenn. Plus à droite encore et plus ud, c'est-à-dire à Grodno, le roi Jérôme devait chir le Niémen avec les Polonais, les Saxons, Vestphaliens, et le 4e corps de cavalerie de rée commandé par le général Latour-Maubourg.

Juin 1812.

cette armée colossale, et portaient à environ 640 mille le nombre des soldats employés à cette croisade des nations occidentales contre la Russie, croisade entreprise malheureusement à une époque où ces nations, plus sensibles au mal du moment qu'au danger de l'avenir, auraient mieux aimé réunir leurs forces contre la France que les réunir contre la Russie.

Napoléon avait prescrit à son frère Jérôme, s'il apprenait que le prince Bagration remontât la rive droite du Niémen de Grodno à Kowno, d'imiter ce mouvement en suivant la rive gauche, et de se serrer ainsi contre le prince Eugène, tandis que ce dernier se serrerait contre l'armée principale. Si au contraire le prince Bagration, attirant à lui le corps de Tormasof, qui était en Volhynie, opérait le mouvement opposé, pour se jeter sur Varsovie et les Autrichiens, on devait profiter de cette bonne fortune, le laisser faire, en avertir les Autrichiens, afin qu'ils se repliassent sur Varsovie et Modlin, et puis, quand le prince Bagration serait bien engagé sur notre droite et nos derrières, de manière à n'en pouvoir plus revenir, se rabattre sur lui, et le prendre tout entier, comme Mack avait été pris sept ans auparavant à Ulm.

Napoléon à Gumbinnen inspecte tous ses corps.

Après avoir ordonné dans le moindre détail ces vastes dispositions, Napoléon quitta Kœnigsberg le 17 pour se rendre successivement à Vehlau, Insterbourg, Gumbinnen, sur la Prégel, rivière qui coule parallèlement au Niémen, mais à quelques lieues en arrière, et sur les bords de laquelle tous nos corps d'armée étaient venus se ranger pour y rece-

Juin 1812.

État de chacun d'eux.

voir leurs vivres. Il les passa en revue, trouva celui de Davout parfaitement dispos et approvisionné, celui d'Oudinot un peu fatigué par la marche et par la faim, parce qu'il avait cheminé dans un pays moins riche, et avec des moyens de transport moins bien organisés; celui de Ney dans le même état, par les mêmes causes. La garde, bien pourvue, avait l'attitude qui convenait à son bien-être et à sa discipline. Les 22 mille cavaliers des généraux Nansouty et Montbrun, dont moitié de cuirassiers, déployaient sous Murat leurs magnifiques escadrons, et montraient une ardeur extraordinaire. Ils ne comprenaient que la moitié de la cavalerie attachée à l'armée principale que Napoléon dirigeait en personne, puisqu'il y en avait un nombre à peu près égal répandu dans les corps de Davout, d'Oudinot et de Ney. Napoléon se hâta, au moyen des voitures déjà arrivées, de faire charrier de Vehlau à Gumbinnen assez de rations pour que chacun pût emporter au moins six jours de vivres, au lieu de dix qu'il avait espéré réunir pour les premières opérations. Il expédia en avant la réserve de cavalerie sous Murat, la réserve d'artillerie, les équipages de pont, et ordonna au maréchal Davout de les escorter avec son corps sur Wilkowisk, afin d'être du 22 au 23 devant Kowno.

Marche sur Kowno.

Arrivée à Gumbinnen de M. Prévost, venant de Saint-Pétersbourg.

Tandis qu'il était à Gumbinnen, un secrétaire de légation, M. Prévost, vint lui annoncer que le général Lauriston n'avait pu obtenir de se rendre à Wilna, ce qui eût été, si on l'avait su quelques jours auparavant, un grief fort utile à recueillir et à faire valoir. Mais il n'était plus temps, et on avait d'ail-

Insignifiance

Juin 1812.

leurs fourni au général Lauriston des motifs bien suffisants, vu le sérieux d'une pareille polémique, pour appuyer sa demande de passe-ports [1]. Napoléon, sans donner attention à une nouvelle qui ne lui apprenait rien d'intéressant, car il n'attachait aucune importance à ce que M. de Lauriston fût ou ne fût pas reçu à Wilna, quitta Gumbinnen le 21, et parvint le 22 à Wilkowisk, n'étant plus séparé de Kowno et du Niémen que par la grande forêt de Wilkowisk. Le moment fatal était donc arrivé pour lui, et il était au bord de ce fleuve, qui, on peut le dire, était le Rubicon de sa prospérité! Tous ses corps se trouvaient sur les bords du Niémen, et il ne pouvait plus hésiter à le franchir.

de cette circonstance, à laquelle certains historiens ont faussement attribué la rupture définitive avec la Russie.

Concentration de l'armée dans la grande forêt de Wilkowisk.

Les nouvelles de son extrême gauche à son extrême droite étaient uniformes, et révélaient de la part des Russes une complète immobilité. Ainsi ses desseins s'accomplissaient malheureusement, et il donnait en plein dans le piége que lui tendait la fortune. A sa gauche, il prescrivit au maréchal Macdonald de traverser immédiatement le Niémen à Tilsit; sur sa droite, il recommanda au prince Eugène de s'approcher de Prenn, afin d'avoir franchi ce fleuve le plus tôt possible, et au roi Jérôme d'être rendu à Grodno le 30 au plus tard. Il manda ce qui allait se passer au duc de Bellune à Berlin, afin que ce maréchal armât Spandau et se tînt bien sur ses gardes,

Complète immobilité des Russes.

[1] Ce détail prouve combien sont peu sérieuses les assertions des flatteurs et des ennemis de Napoléon, qui attribuent au retour de M. Prévost la résolution de la guerre, en disant les uns qu'il n'avait pu supporter tant d'outrages, les autres qu'il s'était livré à l'aveugle colère d'un tyran qui ne sait plus se contenir. Les dates seules font tomber ces ridicules suppositions de l'idolâtrie et de la haine.

les premiers coups de fusil allaient être tirés, grands événements devaient s'ensuivre, et il im- nit d'avoir, à l'égard des Allemands, l'œil ou- et la main prête.

e 23 juin, après avoir couché au milieu de la de Wilkowisk, dans une petite ferme, et en- é de 200 mille soldats, Napoléon déboucha de sit avec cette armée superbe, et vint se ranger dessus de Kowno, en face du fleuve qu'il s'agis- de franchir. La rive que nous occupions domi- partout la rive opposée, le temps était parfai- ent beau, et on voyait le Niémen coulant de notre te à notre gauche s'enfoncer paisiblement au con- t. Rien n'annonçait la présence de l'ennemi, si 'est quelques troupes de Cosaques, qui couraient me des oiseaux sauvages le long des rives du e, et quelques granges incendiées dont la fumée vait dans les airs. Le général Haxo, après une

les ayant trouvés aussi favorables que le disait ce général, ordonna l'établissement des ponts pour la nuit même [1]. Le général Éblé, qui avait fait arriver ses équipages de bateaux, eut ordre de jeter trois ponts, avec le concours de la division Morand, la première du maréchal Davout.

Juin 1812.

Choix d'un point de passage un peu au-dessus de Kowno.

A onze heures du soir en effet, le 23 juin 1812, les voltigeurs de la division Morand se jetèrent dans quelques barques, traversèrent le Niémen, large en cet endroit de soixante à quatre-vingts toises, prirent possession sans coup férir de la rive droite, et aidèrent les pontonniers à fixer les amarres auxquelles devaient être attachés les bateaux. A la fin de la nuit, trois ponts, situés à cent toises l'un de l'autre, se trouvèrent solidement établis, et la cavalerie légère put passer sur l'autre bord.

Trois ponts de bateaux jetés dans la nuit du 23 au 24 juin.

Le 24 juin au matin, ce qui, dans ce pays et en cette saison, pouvait signifier trois heures, le soleil se leva radieux, et vint éclairer de ses feux une scène magnifique. On avait lu aux troupes, qui étaient pleines d'ardeur, une proclamation courte et énergique, conçue dans les termes suivants :

« Soldats, la seconde guerre de Pologne est com-
» mencée. La première s'est terminée à Friedland et
» à Tilsit !... A Tilsit, la Russie a juré une éternelle
» alliance à la France et la guerre à l'Angleterre.
» Elle viole aujourd'hui ses serments; elle ne veut
» donner aucune explication de son étrange con-

Proclamation lue aux troupes le 24 au matin.

[1] On a nié le fait du déguisement emprunté par Napoléon; mais il est authentique, et constaté d'ailleurs par le bulletin du passage que Napoléon rédigea lui-même, et dans lequel il n'eût pas menti sur une circonstance de si peu d'importance, entourée de tant de témoins oculaires.

iite, que les aigles françaises n'aient repassé le hin, laissant par là nos alliés à sa discrétion... Russie est entraînée par la fatalité; ses destins ivent s'accomplir. Nous croit-elle donc dégérés? Ne serions-nous plus les soldats d'Ausrlitz? Elle nous place entre le déshonneur et la ierre : notre choix ne saurait être douteux. archons donc en avant, passons le Niémen, porns la guerre sur son territoire. La seconde guerre Pologne sera glorieuse aux armes françaises. ais la paix que nous conclurons portera avec elle garantie; elle mettra un terme à la funeste inience que la Russie exerce depuis cinquante ans r les affaires de l'Europe. »

ette proclamation applaudie avec chaleur, les pes descendirent des hauteurs en formant trois ues colonnes, qui tour à tour paraissaient et araissaient en s'enfonçant dans les ravins qui

[redacted]

Juin 1812.

les corps d'armée.

fleuve, et chaque division passant à son tour sur la rive opposée, vint se ranger en bataille dans la plaine, l'infanterie en colonnes serrées, l'artillerie dans les intervalles de l'infanterie, la cavalerie légère en avant, la grosse cavalerie en arrière. Les corps des maréchaux Oudinot et Ney suivirent; la garde après eux, les parcs après la garde. En quelques heures la rive droite fut couverte de ces troupes magnifiques, qui, descendant des hauteurs de la rive gauche, se déroulant en longues files sur les trois ponts, semblaient couler comme trois torrents inépuisables dans cette plaine arrondie qu'elles remplissaient déjà de leurs flots pressés. Les feux du soleil étincelaient sur les baïonnettes et les casques; les troupes, enthousiasmées d'elles-mêmes et de leur chef, poussaient sans relâche le cri de Vive l'Empereur! Ce n'était pas d'elles qu'on devait attendre et désirer la froide raison qui aurait pu apprécier et prévenir cette fabuleuse entreprise. Elles ne rêvaient que triomphes et courses lointaines, car elles étaient convaincues que l'expédition de Russie allait finir dans les Indes. On a souvent parlé d'un orage subit qui serait venu comme un oracle sinistre donner un avis non écouté : il n'en fut rien, hélas! le temps ne cessa pas d'être superbe[1], et Napoléon, qui n'avait pas eu les avertissements de l'opinion publique, n'eut pas même ceux de la superstition.

Après avoir longtemps contemplé le spectacle magnifique que présentait son armée, Napoléon

Après avoir contemplé pendant quelques heures ce spectacle extraordinaire, contemplation enivrante et stérile, Napoléon, montant à cheval, quitta la hau-

[1] Un orage eut lieu en effet, mais plus loin et quelques jours plus tard. C'est l'armée d'Italie qui l'essuya en passant le Niémen à Prenn.

Juin 1812.

franchit le fleuve et court à Kowno.

teur où avaient été disposées ses tentes, descendit à son tour au bord du Niémen, traversa l'un des ponts, et tournant brusquement à gauche, précédé de quelques escadrons, courut vers Kowno. Notre cavalerie légère y entra sans difficulté, à la suite des Cosaques, qui se hâtèrent de repasser la Wilia, rivière navigable, avons-nous dit, qui coule de Wilna sur Kowno, et y joint le Niémen, après quarante lieues environ du cours le plus sinueux. Napoléon, accompagné des lanciers polonais de la garde, voulait être sur-le-champ maître des deux bords de la Wilia, afin d'en rétablir les ponts, et de pouvoir suivre les arrière-gardes russes. Prévenant ses désirs, les lanciers polonais se jetèrent dans la rivière, en serrant leurs rangs, et en nageant de toute la force de leurs chevaux. Mais arrivés au milieu du courant, et vaincus par sa violence, ils commencèrent à se désunir et à se laisser entraîner. On alla à leur secours dans des barques, et on réussit à en sauver plusieurs. Malheureusement vingt ou trente payèrent de leur vie cet acte d'une obéissance enthousiaste. Les communications furent immédiatement rétablies entre les deux rives de la Wilia, et on put dès ce moment en remonter les deux bords jusqu'à Wilna. Napoléon alla coucher à Kowno, après avoir ordonné au maréchal Davout d'échelonner ses avant-gardes sur la route de Wilna.

Quelques Polonais se noient dans la Wilia.

On passe cette rivière, et on rétablit le pont.

L'armée française occupe Kowno.

Par quelle succession d'entraînements, Napoléon, qui en 1810 voulait rassurer l'Europe en

Ainsi le sort en était jeté! Napoléon marchait vers l'intérieur de la Russie à la tête de 400 mille soldats et suivi de 200 mille autres! Admirez l'entraînement des caractères! Ce même homme, deux années auparavant, revenu d'Autriche, ayant né-

[redacted]

fléchi un instant à la leçon d'Essling, avait songé à rendre la paix au monde et à son empire, à donner à son trône la stabilité de l'hérédité, à son caractère l'apparence des goûts de famille, et dans cette pensée avait contracté un mariage avec l'Autriche, la cour la plus vieille, la plus constante dans ses desseins. Il voulait apaiser les haines, évacuer l'Allemagne, et porter en Espagne toutes ses forces, pour y contraindre l'Angleterre à la paix, et avec l'Angleterre le monde, qui n'attendait que le signal de celle-ci pour se soumettre. Telles étaient ses pensées en 1810, et, cherchant de bonne foi à les réaliser, il imaginait le blocus continental qui devait contraindre l'Angleterre à la paix par la souffrance commerciale, s'efforçait de soumettre la Hollande à ce système, et celle-ci résistant, il l'enlevait à son propre frère, la réunissait à son empire, et donnait à l'Europe, qu'il aurait voulu calmer, l'émotion d'un grand royaume réuni à la France par simple décret. Puis trouvant le système du blocus incomplet, il prenait pour le compléter les villes anséatiques, Brême, Hambourg, Lubeck, et, comme si le lion n'avait pu se reposer qu'en dévorant de nouvelles proies, il y ajoutait le Valais, Florence, Rome, et trouvait étonnant que quelque part on pût s'offusquer de telles entreprises! Pendant ce temps, il avait lancé sur Lisbonne son principal lieutenant, Masséna, pour aller porter à l'armée anglaise le coup mortel; et jugeant au frémissement du continent qu'il fallait garder des forces imposantes au Nord, il formait une vaste réunion de troupes sur l'Elbe, ne consacrait plus dès lors à l'Espagne que des forces insuffisantes, laissait

Juin 1812.

lui rendant la paix, est amené e 1812 à entre prendre la plus formi dable de toute les guerres, et à remettr le sort du monde au hasard.

éna sans secours perdre une partie de sa gloire, iettait que d'un lieu inconnu, Torrès-Védras, t une espérance pour l'Europe exaspérée, qu'il vât un capitaine fatal pour lui et pour nous; n'admettant pas que la Russie, enhardie par istances, pût opposer quelques objections à ses , il reportait brusquement ses pensées, ses for- son génie, au Nord, pour y finir la guerre par e ces grands coups auxquels il avait habitué le le, et beaucoup trop habitué son âme, aban- iant ainsi le certain qu'il aurait pu atteindre e Tage, pour l'incertain qu'il allait chercher le Dniéper et la Dwina! Voilà ce qui était ad- des desseins de ce César rêvant un instant e Auguste! Et en ce moment il s'avançait au , laissant derrière lui la France épuisée et dé- ée d'une gloire sanglante, les âmes pieuses bles- de sa tyrannie religieuse, les âmes indépendan-



ble. Nous allons nous engager dans ce douloureux et héroïque récit : la gloire, nous la trouverons à chaque pas : le bonheur, hélas! il y faut renoncer au delà du Niémen. Juin 1812.

FIN DU LIVRE QUARANTE-TROISIÈME

ET DU TOME TREIZIÈME.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LE TOME TREIZIÈME.

LIVRE QUARANTE ET UNIÈME.

LE CONCILE.

[redacted]

[redacted]

LIVRE QUARANTE-TROISIÈME.

PASSAGE DU NIÉMEN.

[redacted]

FIN DE LA TABLE DU TREIZIÈME VOLUME.



